

que construire ?

NIQUE LE MINISTRE
DE L'URBANISME

Gabi FARAGE
TPFE - décembre 2007

Ecole supérieure d'architecture et de Paysage de Bordeaux

Que construire ?

Maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre, maîtrise d'usage
coopérer pour coproduire l'espace

Le cas d'une expérience au Plan d'Aou, Marseille, 15e arrondissement,
quartiers Nord.

Jury :

Brigitte LODOLINI - Architecte DPLG - enseignante EAPBx

Vincent LEFORT - Cinéaste - enseignant EAPBx

Jean-Marc EMY - Architecte DPLG - enseignant EAPBx

Hocine HALOUIANE - Architecte Urbaniste DPLG

Sommaire

Avant propos	7
Mode d'emploi ?	8
Introduction	9
D'où je viens, vers où je vais ?	10
PARTIE 1 - DISCUSSION	12
Appropriation, invention du quotidien	13
L'Habitabilité facteur essentiel au développement humain	16
Problème	16
Espace, lieu, territoire...	17
Des obstacles à l'appropriation	19
A propos d'une «société des spécialistes»:	22
Des architectures sans Architectes, des Habitants Aménageurs	24
Coopérer pour coproduire l'espace	46
Pourquoi l'interdisciplinaire ?	82
Favoriser l'Habitabilité ?	89
Ce que je fais ?	90
PARTIE 2 - DEMARCHE - ACTIONS	91
Topologies	92
Topotactiques	133
Topoésie	170
Ateliers d'Urbanisme Utopiques	180
PARTIE 3 - CONTEXTE DU PROJET DE TPFE - PLAN D'AOU	193
Une promenade au bassin de Séon	194
Le Contexte du site - documentation «d'ambiance»	207
Contexte de l'intervention - analyse du site	234
Les interventions :	254
Un développement inattendu de l'intervention :	264

Conclusion?	286
Pourquoi je fais ce que je fais?	287
Orientations Bibliographiques :	289
ANNEXES	291
Sermon - Lucius Burckhart	292
Au risque du réel - Jean Louis Comolli	297
Manifeste de la moisissure contre le rationalisme dans l'architecture - Hunderwasser	301
De la gratuité - Jean Louis Sagot Duvaux	302
Enseigner et Apprendre, Arts vivants- Robert Filliou	308
Bio Psycho Socio Eco 1 Ecologie urbaines - Lucien Kroll	322
Introduction à une critique de la géographie urbaine- Guy Debord	338
Théorie de la dérive - Guy Debord	341
Dissensus - La ville à l'envers - n°15	345
«Penser la ville pour que les riches y vivent heureux»	349
Le paysage Entropique - Robert Smithson	354



Avant propos

Avertissement au lecteur.

Ce qui suit à toutes les imperfections d'une tentative de mettre en récit une pratique réelle, encore en cours, avec un regard rétrospectif et c'est aussi, modestement, la mise au pot commun d'idées dont la plupart ne seront pas nouvelles. Ce travail n'a pas de prétentions moralisatrices ou modélisantes, il est une étape de ma démarche exploratoire, cherchant à favoriser un "autre équilibre" du système d'acteurs de la production d'espace, elle est traversée de doutes, de colère, de convictions, d'espoirs, de désirs.

Confusion, imprécision, approche trop fragmentaire, manque de distance critique, naïveté peut être, mais qu'il soit assuré, ce lecteur, de la sincérité des motivations, et des intentions décrites, quant au reste, l'essentiel c'est d'essayer.

Toutes ces réflexions ont le défaut de la généralisation, elles doivent se nuancer à l'aune des différents contextes locaux. Nos aventures reposent sur l'humain en interaction avec des systèmes, l'humain n'est pas toujours impuissant, parfois la responsabilité de personnes en position par exemple d'exercice technique ou politique joue contre des effets pervers des systèmes.

Les sujets abordés sont appliqués au milieu local, où j'interviens majoritairement, en France et les exemples utilisés prennent parfois des références à l'international, je ne suggère pas que tout est transposable, mais je pense que l'on peut déduire, s'inspirer. Ma démarche, réelle depuis 1992, est un cheminement lent, les terrains d'application et d'expérimentation sont délicats à négocier, ces idées restant socialement marginalisées. Nous n'en sommes (avec l'équipe) donc pas encore aux échelles de coproduction de l'espace que je cherche à vérifier.

Mais, ça avance :)

Écrire ce document nécessite pour moi de résoudre deux questions:

À qui je l'adresse ?

Qu'est ce que j'ai à dire ? Qu'est ce qu'il m'est important de partager ?

Concernant l'adresse et au-delà de toute ma considération pour mon jury, je l'adresse à des étudiants, comme étudiant moi même, qui a construit sa démarche d'intervention dans le réel, pour travailler des questions écloses dans l'espace de l'institution École, mais qui n'y trouvaient pas lieu de séjour, n'y rencontraient pas d'interlocuteurs.

Peut-être que je me laisse le message que j'aurai aimé trouver en 1992, des pistes.

Dans un deuxième lieu, j'aurai voulu adresser un point de vue à des enseignants. Mais j'imagine que cela demanderait plus une conversation et en tout cas une proposition plus affinée, plus «référéncée» et que je n'en ai pas les moyens dans le contexte de production de ce document. Croyez bien que je le regrette, car c'est principalement en réaction à des enseignements, dans leur relation au réel, dans ce que j'interprétais comme un refus de positionnement, à l'époque (je ne sais si cela a changé...), que s'est amorcée ma pratique.

Mode d'emploi ?

Ce document est assemblé comme un collage, le fil de mon raisonnement s'appuie sur le récit de ma pratique, illustré par des traces d'actions et des outils développés.

Il est rythmé par des illustrations, des articles, des textes qui constituent des références pour moi, ou une façon d'aborder un propos.

Ces documents rapportés sont codifiés selon trois codes :

en vert, les déclics, des documents qui ont un rôle moteur à différents moments de ma démarche,

en rose, des références a posteriori, des documents qui lorsque je les ai lus m'ont donné un éclairage rétrospectif, sur des intuitions, des affinités,

et encadré en gris, des documents ressources qui contribuent à compléter mon raisonnement, ils peuvent avoir un rôle explicatif (parce qu'ils expriment de façon efficace quelque chose de nécessaire à la compréhension du propos) ou illustratif.

Introduction

Ce document parle essentiellement d'agir dans le réel, dans le quotidien, à partir de son état, de ses nécessités, de ses potentiels poétiques, il parle des nécessités créatives de l'ordinaire, il parle de la recherche de modes de coopération avec les usagers de nos établissements humains, pour l'évolution, la transformation, la production de ceux-ci.

Il considère le rôle possible d'un architecte, comme facilitateur, compagnon d'action, agent poétique et activiste du quotidien.

Il propose une redistribution des rôles et du pouvoir entre maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre et maîtrise d'usage.

Il plaide :

Pour un investissement plus fort dans l'action culturelle et l'éducation permanente concernant ce qui fait l'habitabilité de nos environnements, qui permettra un meilleur outillage des citoyens pour formaliser et défendre leurs idées leurs points de vue.

Pour la fabrication d'espaces publics dialectiques donnant plus de place à l'expression de contre-projets populaires (projets autres) individuels, collectifs.

Pour un urbanisme plus permissif aux initiatives habitantes.

Pour un Urbanisme plus flexible, réactif, articulant la temporalité longue du projet urbain à celle des temporalités plus «immédiates» des occupations / requalifications temporaires de l'espace,

Pour re situer l'architecture de façon plus opératoire dans une conduite interdisciplinaire au service de l'Habitabilité de nos espaces.

Considérant que l'Architecture seule n'en est ni garantie, ni acte majeur.

D'où je viens, vers où je vais ?

L'autre comme fiction

Toute conduite peut s'expliquer par sa genèse, au début de mes études d'Architecture je me suis trouvé en désaccord avec des discours tenus sur le rôle sociétal des architectes et surtout avec ce qui nous était transmis dans le cadre de l'apprentissage du projet d'Architecture et du projet urbain notamment :

La tendance à *fictionnaliser* l'usager dans l'exercice de projet.

Une absence dans cet enseignement de problématisation sur l'enjeu de l'usager, et les façons possibles, pratiques, pour intégrer une coopération avec des usagers, surtout dans la prise en compte de l'autre lorsqu'il n'est pas commanditaire lorsqu'il est multiple et peut-être contradictoire.

Mon deuxième problème était la question interdisciplinaire, peu de pratique pour s'exercer et comprendre comment travailler du projet d'architecture ou d'urbanisme de façon interdisciplinaire, ou intégrer notre compétence architecturale et urbaine dans les conduites d'autres acteurs.

Bien sûr dans le cadre de la réforme des enseignements de 1995, le thème de la diversification des débouchés professionnels appliquée dans les écoles nous a permis de rencontrer d'autre type de praticiens que l'architecte maître d'oeuvre.

Mais nous nous trouvions toujours face à une position de spécialistes, consultants de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage, peu d'expériences remettant en cause des procédés habituels de la production de nos cadres de vie.

Un dernier aspect m'a amené à construire une démarche et descendre dans la rue:

La capacité quotidiennement observée des gens à s'approprier les lieux publics, privés, intérieurs et extérieurs en les détournant de leur fonction présumée.

Des enfants qui prennent du mobilier urbain comme support de jeu et d'imaginaire, des S.D.F. qui construisent des abris sous des ponts, dans des coins, des sans-logis qui reconstruisent un habitat collectif en squattant des hangars, des «raveurs», des gens du voyage qui provoquent des campements urbains éphémères illicites, des habitants qui annexent de la voirie pour des actions de convivialité.

Sans parler des pratiques d'autoconstruction de coeur d'îlots urbains, des arrières des maisons de quartiers populaires (Bègles en est un très bel exemple), et de ce que nous pouvons observer, de tout à fait réjouissant et stimulant, en voyageant ailleurs dans le monde... Au Liban, en Yougoslavie, au Maroc, directement pour ma part, mais aussi grâce aux documentaires et ouvrages, sur l'Afrique, l'Asie, l'Amérique...

«Nous sommes habités par des villes qu'on a aimé dans différents voyages, celles qui ne sont pas faites par des architectes.»

Comme le dit Guy Naizot - Architecte maître d'oeuvre et enseignant.

Mille façons de créer des lieux autres, de transgresser des territoires très codifiés, de les adapter, de les transformer.

Ordinaire, dramatique, conflictuelle ou fantaisiste, cette capacité d'action et de requalification me suggérait un potentiel d'inventivité que j'imaginai pouvoir intégrer dans une culture de projet d'Architecture et d'Urbanisme.

C'est avec l'idée de comprendre comment mieux m'articuler, comme auteur, avec les potentiels d'invention et d'action de gens, que j'ai monté une démarche à la fois exploratoire, mais aussi d'intervention, à la croisée de quotidiens, qui aboutit quelques années plus tard à la création de Bruit du frigo.



PARTIE 1- DISCUSSION

«Si le développement des projets démocratiques reste un enjeu pour nos sociétés, alors de nouvelles formes d'urbanités restent à inventer collectivement. Un nombre croissant d'individus devrait trouver les possibilités d'avoir prise sur la fabrique permanente du monde où l'on vit.

Pourtant, il y a des ruptures entre les évolutions de notre environnement (physique, culturel et social) et la compréhension qu'en ont les gens.

Une évolution des procédures de transformation de notre cadre de vie qui favorisera le dialogue et une dynamique de collaboration entre décideurs, exécutants et usagers, pourra aboutir à une vision plus partagée des projets qui transforment les lieux où l'on vit et permettre une meilleure appropriation du quotidien.

Des dispositifs de médiation, un travail de sensibilisation et d'éducation populaire peuvent aider chacun, jeune ou adulte, à mieux vivre sa ville, s'impliquer dans les projets qui la transforment et faire valoir son point de vue.

Mener une exploration du réel peut amener à défricher des territoires d'invention potentielle.

Il s'agit d'y tester des usages possibles pour continuer à inventer les conditions de la conversation entre les êtres et les lieux.

Investir des contextes, aménager des situations collectives, mettre en relief des morceaux choisis de l'ordinaire, permet de retourner vers l'espace connu avec un regard plus aiguisé sur ce que l'on peut attendre de notre cadre de vie, où la sociabilité est largement instrumentalisée par les lieux de consommation.»

Bruit du Frigo 2000

Ce texte, rédigé en 2000, pour présenter les convictions et la démarche du collectif (**Bruit du frigo**), se fonde principalement sur la question de la nécessité et des capacités des individus à exercer une appropriation active sur leurs environnements, sur leur propre vie.

La deuxième idée étant qu'une articulation plus horizontale du pouvoir avec les individus ordinaires, est un enjeu de nos sociétés et de l'évolution des projets démocratiques, la troisième idée étant une proposition pour contribuer à ces fins.

Appropriation, invention du quotidien

Du besoin d'appropriation de l'espace quotidien, de la capacité d'invention chez chacun d'entre nous... qui le dit ?, qui l'a étudié ?

Pour P- H Chombard de Lawe : *«L'appropriation est l'acte fondamental d'habiter. Il consiste dans la possibilité de se mouvoir, de se détendre, de posséder, d'agir, de ressentir, d'admirer, de rêver, d'apprendre, de créer suivant ses désirs, ses aspirations, ses projets.»*

«L'appropriation de l'espace désigne l'ensemble des pratiques qui confèrent à un espace limité, les qualités d'un lieu personnel ou collectif. Cet ensemble de pratiques permet d'identifier le lieu; ce lieu permet d'engendrer des pratiques [...] l'appropriation de l'espace repose sur une symbolisation de la vie sociale qui s'effectue à travers l'habitat.»

HAUMONT N. cité par SEGAUD Marion - "Anthropologie de l'espace" - Armand Colin, Paris 2007, p. 69

Cette idée de la nécessité d'exercer une appropriation et celle des capacités des individus ordinaires à déterminer et requalifier leurs environnements nous ne l'avons évidemment pas inventée:

Au-delà d'un regard réflexif sur notre propre nécessité de «prise active» sur notre cadre de vie, que nous ressentons intimement, notre désir ordinaire de réalisation, de signification de soi dans le monde (même modeste, c'est chez moi, c'est mon quartier, ma place, c'est moi qui l'ai fait!...), comment nous éprouvons ce dont nous avons besoin, ce qui nous motive...

Au-delà d'une interrogation / observation directe de nos contemporains, en les rencontrant et en analysant les médias, c'est une question qui a déjà été largement travaillée à la fois par la philosophie, mais surtout été étudiée, analysée, démontrée par nombre de recherches en sciences humaines depuis les années soixante.

Ce sont principalement des courants de l'ethnologie, de l'anthropologie urbaine et de l'espace, de la psycho sociologie et de la sociologie urbaine

qui en ont été les artisans en s'intéressant à l'influence réciproque des espaces et des hommes.

Mais on peut encore citer, l'épidémiologie, l'ergonomie, la phénoménologie et bien d'autres approches.

Un ouvrage de référence, restant pour moi «L'invention du quotidien» (deux tomes: «Arts de faire» et «Habiter, cuisiner») de l'équipe (Pierre MAYOL et Luce GIARD) que Michel de Certeau avait rassemblée autour de lui sur une commande de recherche de la DGRST vers la fin des années 70 sur les pratiques quotidiennes des Français.

Ils y décrivent et analysent, à partir d'une exploration assez fine de pratiques quotidiennes, comment l'individu habite son quotidien, en créant, en inventant, en adaptant, en rusant, dans le champ des structures matérielles (objets, actions physiques sur l'espace concret) et immatérielles (comportements, récits et symbolisation des espaces en lieux).

Donnant un éclairage anthropologique du vers de Hölderlin «*L'homme habite le monde en poète*» et en confirmation des idées de Heidegger sur le «*lien entre, le bâtir, l'habiter et le penser*» (O. CHADOUIN), les pratiques habitantes décrites cumulent un caractère **créatif, inventif**, dans le bricolage, les savoirs faire, **des capacités qui s'exercent à différentes échelles**, mais aussi un caractère **esthétique**, en investissant les actes, comportements et créations ordinaires d'une composante poétique et symbolique.

Ils y identifient, aussi, comment des processus sont construits par les gens dans leur lutte pour le territoire proximal et pour la ressource au quotidien, parfois en manipulant en détournant, les caractéristiques, les possibilités des contextes-cadres de notre société (par exemple les règles de la rue, les espaces marchands etc.), ils les dénomment **ruses, tactiques**.

Les notions de ruses et de tactiques mises en oeuvre par l'individu, sont fondamentales, car elles expliquent le positionnement appropriatoire situé dans un environnement configuré par des instances, qui peuvent négliger, ignorer ou être dans l'adversité des cultures d'usage et désirs d'habiter d'individus.

Ils expliquent enfin comment des gens dans l'organisation de territoire quotidien comme le quartier, **s'autorégulent** et s'autocontraignent par des rites (partiellement implicites) de la vie collective dans ces espaces, que les auteurs appellent «**convenances**», elles peuvent hybrider des effets de localité (l'endroit, le quartier où l'on est) et des effets de communauté (un ensemble ethnique ou autre dans lequel l'individu s'identifie).

Ces convenances et les tactiques individuelles ou collectives sont des déterminants majeurs de la configuration de l'espace public dans son appropriation, bien sûr elles peuvent être altérées, rendues «invivables» ou favorisées par la transformation spatiale.

Exercer l'appropriation de son espace de vie est une nécessité humaine :

«L'appropriation revêt un double aspect: celui de compétence, c'est-à-dire la capacité de chacun à développer des pratiques d'appropriation et des performances, c'est-à-dire les pratiques effectives?» (SEGAUD M.)

Ces performances sont de registres pratique, relationnel/ transactionnel, technique et esthétique.

Dans l'appropriation de l'espace, il y a à la fois spatialisation et territorialisation des actes. C'est-à-dire que dans l'acte de réaliser, «*nous prenons du terrain*», nous investissons l'espace de notre présence, de notre trace, de nos usages.

La nécessité d'appropriation chez l'individu peut être à la fois envisagée sous un angle déterministe (continuité de pratiques et convenances transmises, familialement, socialement et culturellement,) et un angle «*existentialiste*» (la réalisation de soi).

(cf. p17 anthropologie de l'espace Marion Segaud)

Dans ce sens, les «*inventeurs du quotidien*», que nous sommes tous, développent, non seulement des pratiques, des capacités, des convenances autorégulant leur milieu, des récits, esthétiques et significations créant des lieux dans l'espace; ces compétences améliorent nos capacités de survie dans l'environnement des établissements humains, par l'exercice d'une compétence d'adaptation individuelle et collective, mais surtout, en elle, résident nos capacités à coexister.

Elles sont donc une base de la possibilité du politique.

En plus des conditions de vivabilité d'un milieu, c'est la possibilité de les exercer qui leur rend le monde habitable, en ce sens on peut parler de nécessités.

Ce n'est pas qu'un potentiel, il a besoin de s'exercer pour pouvoir habiter.

L'Habitabilité facteur essentiel au développement humain

La **vivabilité d'un espace** peut être caractérisée par des qualités de compatibilité physiques (géographiques, climatiques...), physiologiques, structurelles (aménagement de l'espace), démographiques, de sécurité relative de la personne, de présence et d'accessibilité à des ressources.

Lorsqu'elle se cumule à la possibilité d'y exercer et projeter l'appropriation individuelle et collective de l'espace, elle définit **l'Habitabilité** d'un espace.

Problème

Ceci étant dit, les études réalisées soulignent les limites de l'approche descriptive pour circonscrire ce phénomène vivant, d'où la difficulté à l'intégrer dans une pratique de projet.
(pas de règle, pas de norme)

C'est pourtant un enjeu dans le projet d'Architecture et dans le projet urbain.

Si l'on reconnaît capacité et nécessité d'appropriation de son environnement de vie à l'usager, il s'agit de déterminer comment en prendre compte.

Si, comme on s'en aperçoit, la participation aux processus de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'oeuvre peut constituer une forme d'appropriation nécessaire, comment la mettre en oeuvre ?

Nous reviendrons plus loin sur le sujet.

Enfin, on s'attachera, dans des conduites exploratoires, à essayer d'identifier quels sont les indicateurs d'une appropriation.



Espace, lieu, territoire...

L'appropriation est adaptation, invention, acte poétique et symbolique.

C'est un dire en acte qui lie le sujet et le réel.

La possibilité d'Habiter l'espace est conditionnée à la possibilité d'y négocier une appropriation, à la fois d'y inscrire des significations culturelles et mythiques, qui fondent les lieux et d'y exercer des influences qui fondent les territoires (être là en habitation, c'est aussi être en prédation autour de l'accès à la ressource, on ne vit pas que de matérialité, mais aussi de lien et de symboles sur lesquels on exerce aussi ces prédatons.)

Sans présumer de la culture du lecteur, je me permets ici de préciser la manière dont je manipule des notions d'espace, de lieu et de territoire, puisque les malentendus sont souvent liés à des questions de vocabulaires.

J'ai l'habitude de découper la description de l'espace habité en quatre dimensions, distinguables, mais étroitement tissées, reliées (je donne ici mes définitions de ces notions, que j'ai adaptées d'Augustin Berque, de Gaston Bachelard, de C. Norbert Schultz, de Marc Augé et d'autres, pour mes propres commodités):

- **la dimension de l'Espace concret** : comprise comme étendue, dotée de caractéristiques, de paramètres quantifiables, descriptibles, décomposables dans leurs qualités structurelles, matérielles et sensorielles, recelant des ressources, des potentiels fonctionnels, pratiqué par des usages qui relie, eux même, aux deux autres dimensions suivantes.

- **la dimension des Lieux** : comprise comme l'Espace en tant qu'étendue considérée par des subjectivités (individuelles, groupées) qui lui affectent (activité) des récits, des symboliques, des imaginaires, des noms. C'est la dimension mythique de l'Espace, on comprendra qu'un même espace considéré peut correspondre à plusieurs lieux. C'est par le lieu que vient la fondation, au-delà de la commodité d'un espace. (cf. la notion de non-lieu, espace désinvesti de récit, déconsidéré étudiée par Marc Augé)

- **la dimension des territoires**: comprise comme aire d'influence où s'affectent et se projettent des intentions, des conventions, par des individus et des groupes. Ils peuvent être implicites, explicites, simultanés et constituent la dimension conflictuelle de l'Espace.
Territoire de vie, territoire administratif, communautaire, superposition des échelles de territoire...

• Une quatrième dimension traverse les trois autres, c'est **la dimension des acteurs et des réseaux**, les structures relationnelles de ceux qui habitent l'Espace en l'utilisant, y donnant Lieu et y exerçant des territoires.

Donc à un même espace considéré peuvent correspondre simultanément plusieurs lieux, plusieurs territoires, ne coexistant pas forcément (ruptures d'échelles), pouvant s'ignorer ou être en conflits.

Je peux donner une illustration:

Le pied d'immeuble de cité HLM, est à la fois lieu stigmatisé par les représentations qu'il évoque, l'adresse, le seuil d'entrée du lieu de vie de plusieurs personnes, le territoire des jeunes qui l'ont annexé (encore eux!), le territoire des vieux qui s'y donnent rendez-vous tous les jours sous le préau ou sur le muret en été, le territoire de l'office HLM qui considère ses habitants comme les clients de son parc social, le territoire des travailleurs sociaux qui considèrent ses habitants comme public sensible, le territoire de la commune qui considère ses habitants comme citoyens (la plupart du temps...), le territoire intercommunal de l'agglomération, du département, de la région, de l'état, le territoire de cible des commerces à proximité, de la publicité, de certaines émissions de télé etc...

Chacun avec des intentions propres, compatibles ou non, dans la considération, l'adversité ou l'indifférence au territoire des autres.

Les ruptures d'échelles entre les territoires (territoire de proxémie, incarné, contre territoire administratif, non vécu) ou au contraire leur confrontation sur la même échelle (territoires communautaires entre eux ou contre territoire du domaine public), mais aussi les limites des ressources d'un espace peuvent être les sources de conflits spatiaux.



Des obstacles à l'appropriation

«FAIRE ET, EN FAISANT, SE FAIRE !»

“Dans notre vie quotidienne nous sommes autoproducteurs : nous préparons nos repas, entretenons notre logement, bricolons pour l'améliorer, cultivons notre potager etc.

L'autoproduction englobe toutes les activités destinées à produire des biens et des services, pour soi et son entourage, sans contrepartie monétaire. Faire par soi-même, c'est un moyen de se construire comme sujet et de participer activement à l'échange social.

Une cause d'inégalité sociale : Des personnes sont privées de la possibilité de faire par elles-mêmes pour diverses raisons : méconnaissance des gestes techniques, manque de confiance, manque d'outils ou encore manque d'espace pour mettre en œuvre leurs savoir-faire.

Cela favorise la dépendance et la reproduction de l'exclusion.” (Pades)

On pourrait ajouter aux raisons de privation, le manque de ressources et les actions de confiscation et d'oppression intentionnelles.
(Exemples : la situation palestinienne, les Roms en Roumanie, en Bulgarie, la condition des «sans papiers» en France etc.)

On commence à comprendre à partir de la notion de territoire, à partir de l'effet des territorialisations de l'espace, comment des règles, des conventions ou exigences territoriales peuvent gêner voire empêcher l'appropriation de l'espace par chacun.

Mais, on peut aussi comprendre comment son exercice, ordinaire, quotidien, dans un espace aux ressources limitées, notamment en terme d'étendue, donc de densité, de frontalité peut se poser un problème de juxtaposition entre des usages et projections incompatibles, même si ordinaires (conflits de voisinages, conflits communautaires, conflits d'attribution, de désignation symbolique).

Si j'essaye de comprendre et situer ce qui peut faire obstacle, pour chacun, à l'appropriation, j'identifie trois “facteurs” comme entraves potentielles : Il y aurait la question de la capacité, celle de l'autorité, et celle du désir.

Je vais essayer d'explicitier, j'évoquerai le rôle que peuvent jouer les architectes, mais aussi l'action la contribution qu'ils peuvent avoir, plus loin.

La question de la capacité : est reliée à la fois à la question de la possession de compétence (à agir, contribuer), à la maîtrise réelle ou supposée de savoirs, de savoirs faire ou inversement à l'absence de cette maîtrise et à la question de l'accès à la ressource concrète, matérielle et économique à mobiliser.

La question de l'autorité : renvoie à la question de la légitimité, c'est à dire la possibilité à exercer sa capacité, la possibilité à négocier l'exercice de sa capacité.

On distinguera deux entraves potentielles:

L'architecture du pouvoir d'une communauté, c'est à dire le récit d'organisation du pouvoir, même ordinaire, pas que institutionnel, (ce qu'on appellera les convenances, les règles communautaires par exemple)

Ce qui autorise ou interdit culturellement, par exemple le code social des convenances sociales peuvent être un frein ou un effet légitimant sur le sentiment d'autorité, mais aussi les représentations mentales sociales culturelles d'un groupe sur l'autre peuvent exercer un effet inhibant, aliénant, mais c'est aussi l'approche mythique et des croyances .

Ce qui autorise ou interdit du fait de règles et de lois explicites de la société, nous sommes tout autant capacités et incapacités par la connaissance des lois (nul n'est censé ignorer la loi, mais cours toujours pour la connaître et la comprendre).

L'effet d'aliénation individuelle, comment chez chacun ce pouvoir est éducativement ancré et assimilé, implicite, on se heurte à ça (là aussi culture et usage de l'éducation ont une influence)

La question du désir: renvoie à la question des aspirations, de l'imaginaire, de l'érotisme, mais dans un sens assez fondamental, celui du rapport à la vie, qu'est ce qui est moteur, met en mouvement, en intensité et permet d'exprimer et d'aspirer, à autre chose que par exemple des reproductions de modèles, quels qu'ils soient... Il faut fouiller mais aussi attiser la braise pour ça... La fabrique du rêve, l'imaginaire est là pour ça. Il permet d'avoir de l'énergie pour aller chercher autre chose.

Ces trois facteurs moteurs ou aliénants fonctionnent aussi en couples :

Le couple Capacité - Autorité : renvoie à la question du conflit de situation entre la **“société des spécialistes”**, qui sont autorisés, institués, légitimés, du fait qu'ils sont spécialistes, du fait qu'ils ont la compétence, *le capable légitime*.

Ce couple, renvoie aussi aux gens, dont on sait ou dit qu'ils ont une compétence qu'on appelle **la maîtrise d'usage**, une culture / expertise de l'usage, de l'immédiateté du rapport actif aux choses, mais qui passe aussi par les vecteurs de l'éducation et de la culture que l'on a accumulé, ceux-ci sont légitimés par la reconnaissance de leur expérience. (Jacques RALITE parle d'experts du quotidien)

Le couple Autorité - Désir : renvoie à la question de la censure, de la manipulation publique et privée (entreprises, médias) des désirs et imaginaires de gens. A tous ceux qui s'intéressent au temps de cerveau disponible chez chacun d'entre nous.

Il renvoie aussi à la question des créateurs, des auteurs qui fabriquent les jugements sur l'art, sur les formes culturelles valides et valables. Et plus généralement à tout ce qui constitue la fabrique officielle de la valeur et du goût, de tout ce qui va contribuer à des représentations identitaires, le Patrimoine institué etc. L'Architecture y joue un rôle important.

Le couple Capacité - Désir : Renvoie aussi à la question des auteurs, dans le sens cette fois-ci des acteurs, du passage à l'acte et de l'émancipation exercée et partagée (par exemple par l'expérimentation sociale dans le réel) ou au contraire spéculée dans un espace qui la neutralise, par exemple ce que Debord désigne comme la *Société du Spectacle*.

Pour exercer une appropriation de ses conditions de vie, les facteurs à transgresser peuvent donc être nombreux.

A propos d'une «société des spécialistes»:

En matière d'aménagement de l'espace habitable comme dans d'autres champs de l'activité humaine, l'histoire de notre société s'accompagne de la prise de pouvoir de plus en plus importante d'une culture de "spécialistes" investis d'une autorité à agir, savoir, dire le savoir et exercer la prise de décision de façon complétive à un pouvoir, substitutive voir confiscatoire aux populations.

C'est un héritage des humanismes et du positivisme .

C'est aussi la résultante d'une complexification contradictoire de nos sociétés.

Le niveau moyen d'éducation d'alphabétisation n'a jamais été aussi important qu'au XXI^{ème} siècle livres, médias audiovisuels, internet. De plus en plus de monde a sensément accès au savoir, son exercice est majoritairement réservé à ceux que la société institue comme spécialistes compétents : architectes, médecins, ingénieurs, éducateurs, enseignants, agriculteurs, labo pharmaceutiques chaîne de distribution alimentaire... , ont pris le terrain du «pouvoir agir» en matière d'habitat, d'aménagement d'espace, de santé, d'éducation, de production et de distribution d'alimentation.

Coincés entre philosophie et pensée politique pour le bien être de l'individu et conditions de la gouvernance des masses en communautés, le dictat économiste marqué par la transition d'une économie politique à une économie de marché, le fonctionnalisme et les corporatismes aboutissent, sous prétexte de mesures savantes pour le bien et le mieux de chacun et de tous : à instituer le recours obligatoire à des "agents relais" d'une compétence ou d'un pouvoir. Ainsi l'architecte, puis l'urbaniste historiquement au service d'un pouvoir (politique, militaire, sacré, économique) deviennent progressivement les agents relais de la qualification du cadre de vie.

Partant du service du prince, du juge, du général, de l'évêque et du banquier (pasolini n'est pas loin) à la situation de conditionner les formes et structures du cadre de vie de tout un chacun, c'est un mouvement de confiscation à toute une culture ancestrale du bricolage et de l'auto construction auquel l'architecte, comme agent de la société, comme d'autres agents spécialisés, contribue.

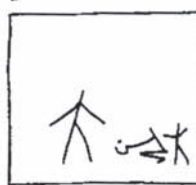
Le propos de ce raisonnement n'est pas de tendre à invalider disqualifier la compétence et l'apport possible d'un architecte mais de dénoncer l'imposture culturelle du récit qui l'institue et la complicité qu'une majorité exerce avec ce qui réduit les marges de manoeuvre de chacun dans la société.

Dans la plupart des cas, les spécialistes ne s'occupent pas de tous ils s'occupent de ceux qui en ont les moyens, ou alors ils s'occupent de gérer ceux qui n'en n'ont pas sans vaiment travailler à les autonomiser.

Amener un service ne peut pas se substituer à la nécessité d'appropriation chez l'individu par l'intervention sur son environnement.



LES SAVANTS QUI FONT DES RECHERCHES DANS LES LABORATOIRES



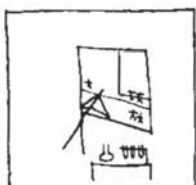
ONT SOUVENT L'INTENTION LOUABLE D'ALLÉGER LES BESOINS HUMAINS,



MAIS LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE NE PEUVENT ALLÉGER LES BESOINS S'ILS NE SONT PAS APPLIQUÉS PAR CEUX QUI SONT DANS LE BESOIN



CEUX QUI SONT DANS LE BESOIN SONT CEUX QUI SAVENT LE MIEUX QUELS SONT LEURS BESOINS RÉELS.



LE SAVANT N'ATTEINDRA PAS SON BUT S'IL NE SAIT PAS QUELS SONT LES BESOINS RÉELS DES GENS,



ET SON TRAVAIL RESTERA SANS RÉSULTAT S'IL NE SAIT PAS COMMENT LES GENS POURRONT APPLIQUER CE QUI SORT DE SES RECHERCHES.



MAIS LES GENS NE PEUVENT PAS APPLIQUER LE RÉSULTAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE S'ILS NE SAVENT RIEN DE SON EXISTENCE,



OU SI LES MOYENS TECHNIQUES IMPLIQUÉS SONT TELS QU'ILS NE PEUVENT NI NE SAVENT LES APPLIQUER.

Des architectures sans Architectes,

des Habitants Aménageurs

Si l'on interroge la relation de l'individu à l'Architecture, pour interroger ensuite, la relation Architecte / usager, on peut explorer ce que révèlent les capacités profanes en matière de création d'objets (design), de création architecturale (autoconstruction) et de création de formes urbaines (auto organisation, autoplanification).

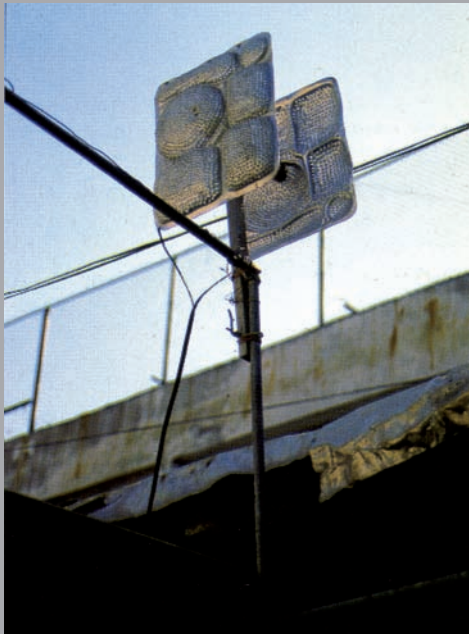
Des architectes autodidactes

Dans l'évidence de ce que nous donne à comprendre l'histoire de l'Architecture et des formes d'établissement humain (sédentaires, nomades), nous nous rappelons que l'Humanité n'a pas attendu l'émergence et la disponibilité de la figure de l'Architecte, pour qu'il puisse y avoir production d'Architecture et de lieux bâtis agencés présentant les caractères de la qualité architecturale, c'est-à-dire cumulant la réponse à des besoins fonctionnels humains, des qualités esthétiques, des performances structurales, un rapport éclairé et signifiant à la nature aux éléments, une symbolisation de l'espace.

Nous avons évoqué que les capacités d'invention des individus peuvent autant s'exercer à l'échelle de l'usage des espaces, de la production d'objets, de systèmes, qu'à l'échelle de la production d'architecture ou d'organisations urbaines que certains qualifient d'auto construites et d'autres de spontanées.

Ces constats ont été rappelés et reproblématisés l'ouvrage d'Hassan Fathy «**construire avec le peuple**» (1969) (à la fin des années soixante puis dans les années 70 des expositions et des publications sur l'architecture vernaculaire et les constructions alternatives (*Shelter*, Lloyd Khan, Bob Easton, shelter publication, 1973, *Habitat et société* (shelter and society, Paul Oliver 1976 London, Barrie and Jenkins , *Architectures sans architectes: brève introduction à l'architecture spontanée (sans pédigré* dans la traduction originale), Bernard Rudofsky, ed. du chène, 1977 etc.).

Il est intéressant de noter la double vie des ouvrages alternatifs, documents pour les architectes et chercheurs, qui s'y intéressent, mais surtout ouvrages, pratiques stimulant le passage à l'acte chez le grand public, un vrai effet de capacitation, la production sait s'y détacher de l'auteur.



Antenne de téléviseur en plateau de cantine.



(19) (20)
Allume-gaz électriques à alcool
 Création anonyme collective
 Principe technique: choc électrique par court-circuit
 Principe de fonctionnement: création d'une étincelle due à un court-circuit par frottement d'une tige sur un circuit ouvert. La tige en métal enfermant un textile imbibé d'un combustible prend feu.
 - Chez un particulier à Camaguey en 1999.
 - Chez un particulier, Santiago de Cuba, 1999.
 - Vendu dans la rue República à Camaguey en 1999.



Chaise en chaise de plastique et structure de chaise en fer
 Vieille Havane, 1999. (Refonctionnalisation)



(146)
Calle Tejar # 263, Lawton, municipio 10 de Octubre, La Havane
 Maison à l'origine d'un seul rez-de-chaussée qui s'est librement agrandie d'un étage vers le haut. La déstructuration et la présence d'un espace couvert sur le toit servant d'atelier et de stockage de matériaux de construction sont les signes les plus évidents de l'intervention.
 [Agrandissement vers le haut ; réserve ; protection climatique]



Extrait de *HOMEWORK Maisons à construire*
Lloyd Kahn Ed. Parenthèses

Je peux distinguer **trois tendances d'architectes "spontanés"** :

Les reproducteurs de modèles de types vernaculaire , qui bien sur s'adaptent se déclinent.

Les systèmes D, opérant surtout dans la transformation par addition, adaptation d'environnements préexistants

Hanoï - De la barre au tissu urbain dense reconstitué, l'exemple Vietnamien pourrait il informer une façon de reconsidérer la question des cités de logement social ?

Les auteurs singuliers, proches de l'art brut, des créations uniques, bien sur s'inspirant la plupart du temps des techniques et/ou distributions spatiales d'architectures vernaculaires, mais qui dans leur agencement, dans leur architecture créolisent, métissent des techniques, des références culturelles et des singularités propres aux auteurs.

Dans les trois tendances, la personnalisation de l'espace (pour ne pas dire personnification) par le recours à la créativité individuelle est une composante courante.

Vers l'émergence d'une quatrième figure?

Si, suivant les intuitions d'Andréa Branzi dans **Nouvelles de la métropole froide** (1982, les essais - centre Georges Pompidou), ou de Yona Friedman dans **L'architecture de survie** (1978, Paris, Ed. l'éclat, réed. 2003), un pan de la production architecturale, de son système de production matérielle rejoint plus le design, par un développement quantitatif et qualitatif des éléments d'architecture modulaire, nous verrons peut être émerger une quatrième figure que nous pourrions qualifier de **consommateurs assembleurs**, mais l'architecture ou plutôt les systèmes constructifs ne se sont pas encore «lkéaisés» et si les architectes ont su s'intégrer au système de la mode, ce n'est encore qu'à Archilab ou dans les productions virtuelles que ces idées s'expriment. Pourtant de plus en plus de travaux de designer (comme Matali Crasset) se rapprochent de la production architecturale en proposant des objets micro espaces articulables à d'autres unités, «la plugin» architecture n'est peut être pas si loin, les recyclages de containers en sont peut être un autre indice.



LA CASE MUSGUM

CAMEROUN

Bien que fascinante, étudiée par des spécialistes et reconnue par des voyageurs célèbres tels qu'André Gide, la culture musgum, ancienne et largement présente dans le nord du Cameroun où elle constitue un trait d'union avec le Tchad voisin, reste trop peu connue. L'une des particularités de ce peuple est l'habitat qu'il a inventé: la case musgum, en forme d'obus.

La case musgum, objet architectural unique, construit à la main, très résistant et de conception écologique, se présente comme une grande coupole parabolique. Cette case subsaharienne, spectaculaire par sa taille, peut atteindre dix mètres de hauteur et sept mètres de diamètre. Elle est constituée d'une mince paroi faite d'un savant mélange de terre argileuse mêlée à de l'herbe suk-suky et à des excréments de chèvre. La case musgum n'a aucun renfort structurel de bois, ce sont les motifs extérieurs, de petits contreforts de terre, qui contribuent à la tenue de l'édifice et servent d'échafaudage naturel pour permettre aux bâtisseurs de grimper jusqu'au sommet de la coupole, percé d'un conduit de ventilation susceptible d'être couvert pendant la saison des pluies.

Or, cette architecture de terre qui constitue l'unité d'habitation des villages traditionnels appartient déjà en



Chantier de reconstruction à Mourla (Cameroun). Construction des rangs supérieurs d'une case, avec appui sur les pose-pieds de rang précédent. Photographie Renaud Guillou, 1997.

Un Musgum devant l'ouverture d'une case obus à Mourla, 1972. Photographie Guy Philippart de Fey.



Vue aérienne de Beni-Izguen vers 1965



Détail de la cité de Ghardaïa vers 1965

Illustrations extraites de «architectures autrement - Habiter le Monde» - 2005, Ed. AAM

HERVÉ RICHARD ET SHIVA TOLOUIE

TOURS DES VENTS À YAZD

IRAN

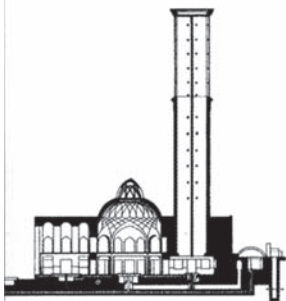
La ville de Yazd se trouve sur le haut plateau du centre de l'Iran, entourée par le désert, à proximité de montagnes dépassant 4000m d'altitude. Cette région connaît un climat particulièrement extrême: écrasée de chaleur en été alors qu'il y gèle en hiver, il n'y tombe pratiquement aucune pluie et les vents qui y soufflent sont chargés de sable du désert. Les habitants ont toujours dû composer avec les éléments pour façonner leur milieu. Ils ont ainsi pu rendre accueillante cette région inhospitalière en canalisant l'eau depuis les montagnes, en rendant fertile le sable, en se protégeant de la chaleur trop ardente, en captant les vents. L'exemple le plus original de cette adaptation se trouve certainement dans les tours des vents qui se sont développées dans cette ville d'une manière unique. Les badgir, mot persan signifiant littéralement attrape-vents, captent les vents au-dessus des toits pour rafraîchir maisons et réservoirs d'eau.

Les tours des vents se présentent généralement comme de grandes cheminées rectangulaires d'environ 3 mètres sur 5 et d'une quinzaine de mètres de haut. La partie supérieure de la tour comporte des ouvertures verticales dépassant au-dessus des toits qui attrapent en altitude



Axonométrie d'une tour des vents. Les ouvertures principales sont orientées selon la direction des vents dominants.
© Hervé Richard et Shiva Toloüie

Vue panoramique de la ville de Yazd (Iran) et de ses tours des vents. Photographie Hervé Richard et Shiva Toloüie.



Badgir à huit ouvertures. Photographie Hervé Richard et Shiva Toloüie.

Coupe de principe. Vahid Ghobadian, *Climatic Analysis of the Traditional Iranian Buildings*, Tehran University Publications, 1998.

des vents plus rapides et moins chargés de sable. La partie inférieure s'ouvre dans la pièce à rafraîchir, le plus souvent une vaste loggia toujours à l'ombre. L'intérieur de la tour est recoupé verticalement afin de canaliser séparément flux ascendants et flux descendants. Ces tours contribuent au confort d'été en favorisant les courants d'air, en évacuant l'air chaud au profit de l'air frais venant du jardin ou du sous-sol et en créant de la fraîcheur en accélérant l'évaporation de l'eau des bassins.

Les tours des vents, comme l'ensemble des constructions anciennes de la ville, sont faites de briques de terre séchées au soleil, technique appelée adobe. Les branches dépassant des tours servent à la fois d'échafaudage pour l'entretien régulier que demande la construction et de chaînage en solidarissant entre elles les fines colonnettes des ouvertures afin de les stabiliser.

Ces dispositifs ne nécessitant d'autre énergie que celle du vent pour rafraîchir les maisons sont présents dans l'architecture vernaculaire des zones arides et chaudes de l'ensemble du Moyen-Orient, depuis l'Égypte jusqu'au Pakistan, selon des variantes adaptées aux climats et aux modes de construction. Le développement des climatiseurs a contribué à ce que ce procédé traditionnel tombe en désuétude au cours du XX^e siècle, toutefois les pollutions induites par l'emploi d'énergies fossiles amène à regarder les tours des vents avec une attention renouvelée.





**Exemple d'architecture spontanée
dans la cour d'une ancienne villa
coloniale, rue Tho Nhuôm,
district Hoan Kiem.**

Des marchés sauvages, bidonvilles et favelas, aux «milieux» qui s'organisent entre eux, des habitants / usagers aménageurs

En matière d'organisation urbaine certains exemples internationaux montrent des capacités de communautés à auto produire et réguler des espaces et fonctionnements urbains, la plupart du temps ces phénomènes s'inscrivent dans des espaces concrets préexistants, qui sont investis, modulés, adaptés.

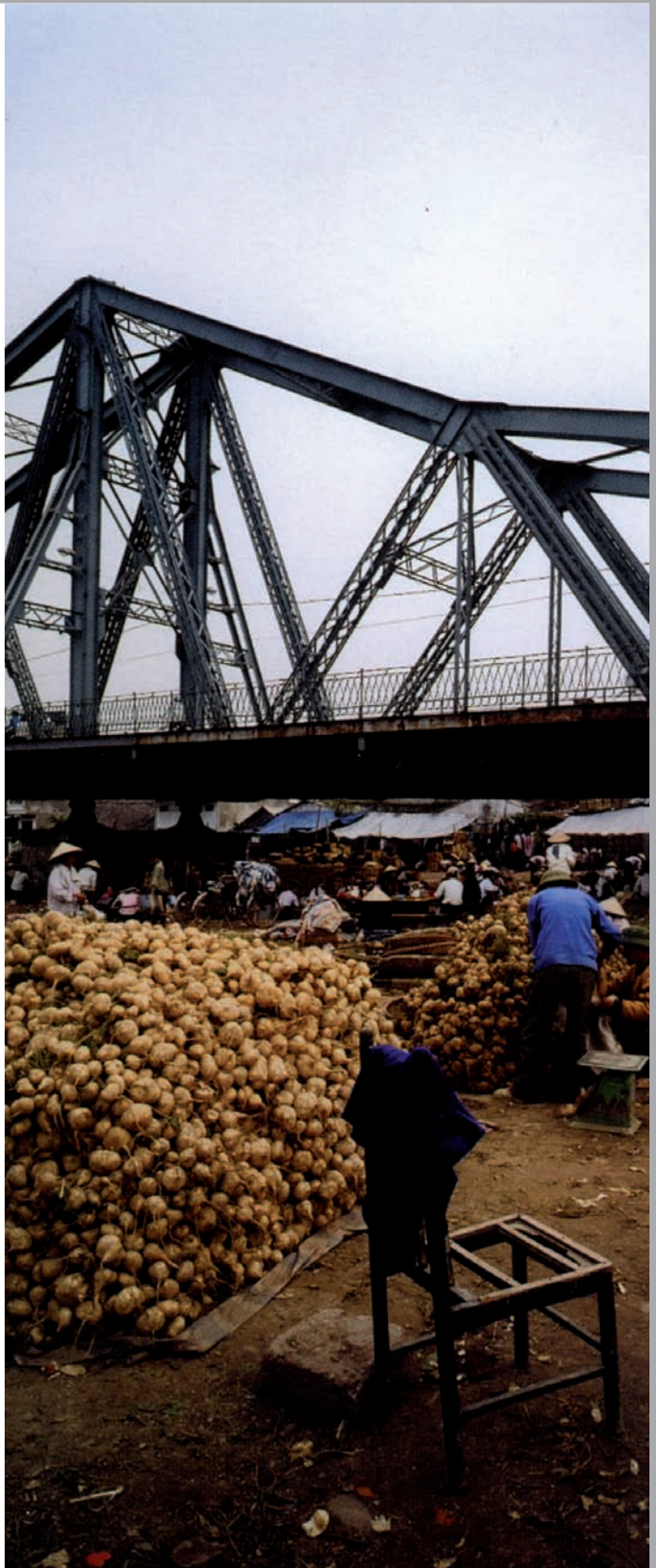
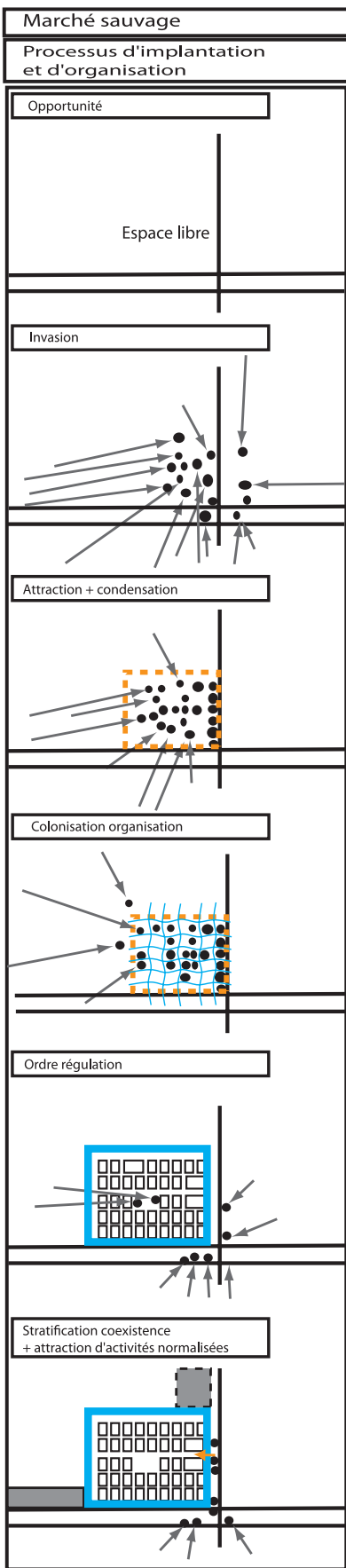
Avant tout, c'est là où il y a eu une permissivité urbaine (laisser faire, laisser la ville se conquérir par ses usagers) qu'a pu apparaître une ville vernaculaire et des processus d'auto organisation.

Les exemples contemporains cités sont conséquences de la métropolisation (attraction, densification) et au phénomène connexe de métapolisation (étalement, distension, maillage) (F. ASCHER), à la mondialisation.

Les cas d'auto organisation urbaine sont souvent reliés à des contextes de pauvreté, de guerre (civile ou non), souvent à des cas de figure où l'incapacité, où le déficit de pouvoirs et de moyens publics, aboutissent à laisser la population se débrouiller par elle même comme cela a été majoritairement le cas dans l'histoire de l'humanité.

Ces situations ont pu donner des solutions innovantes et tenter le politique de s'aventurer sur un partage du pouvoir avec le peuple plus horizontal, c'est le cas du budget participatif de Porto Alegre au Brésil.

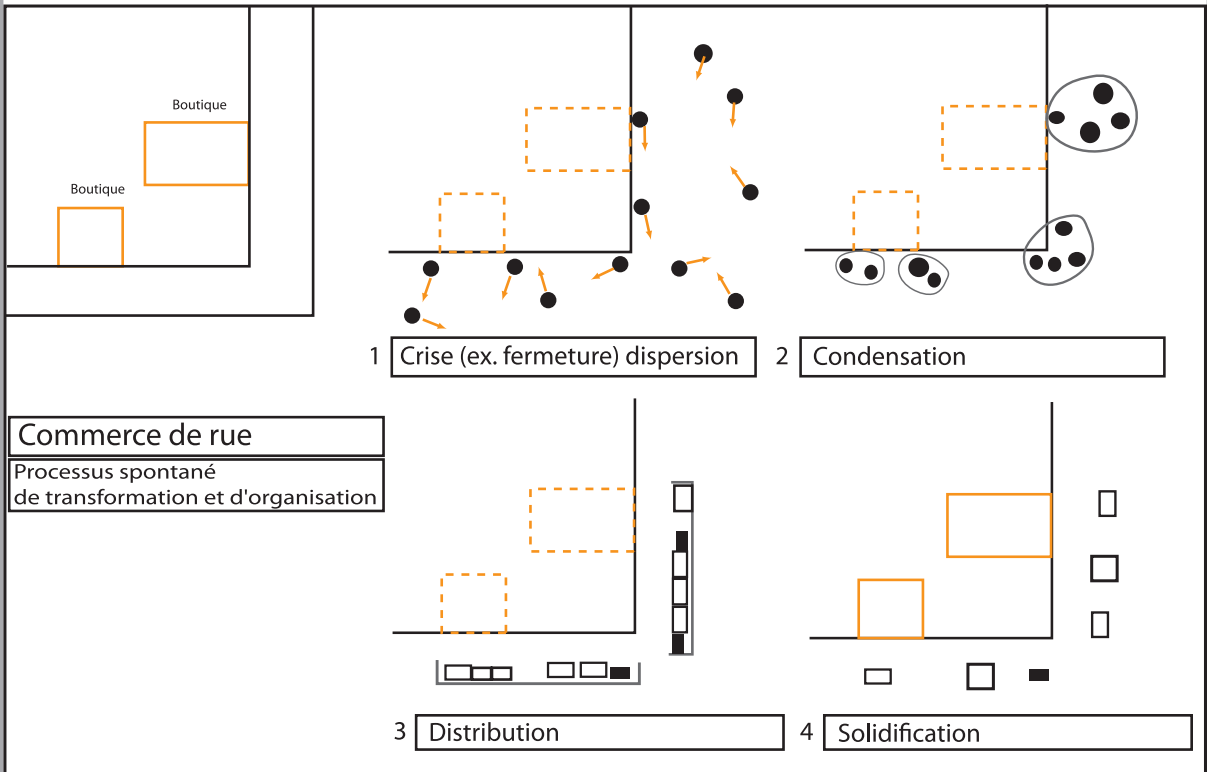
(On pourra se référer à l'ouvrage: **PORTO ALEGRE - Les voix de la démocratie** - Estelle GRANET -2003, Ed. Syllepse - Charles Léopold Mayer.)



Hanoï - Marché de plein air
sous le tablier du pont Long -Bien - district Hoan Kiem
Photo D. DELAUNAY -
P204 - cahier IPRAUS Hanoï Le cycle des métamorphoses, 2001



'Wild' building - small trade structures enter the public space of the large monofunctional CIAM blocks in New Belgrade



PORTO ALEGRE



27.04.2002. Vila de papeiros dans l'île de Pavão.



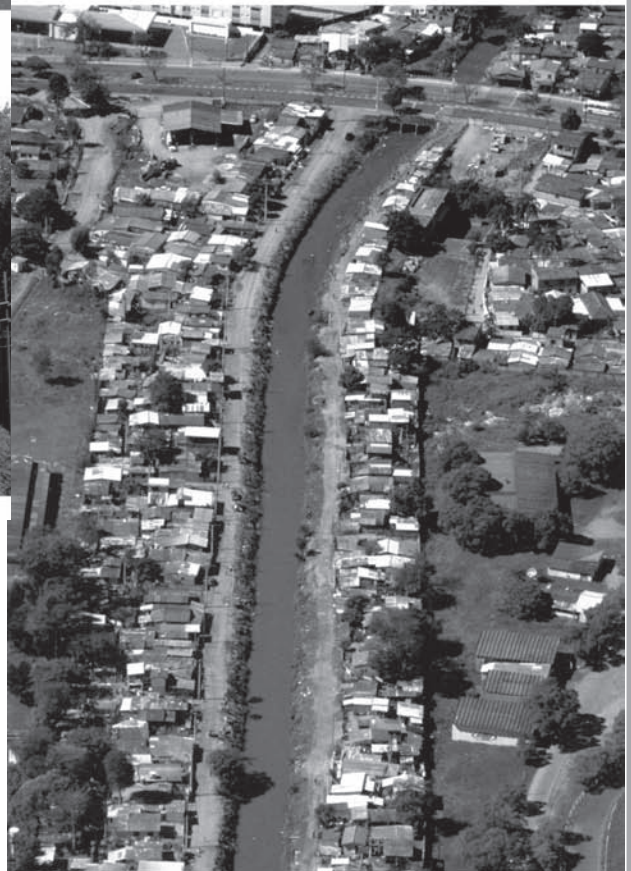
7.04.2002. Vila Bosco.



14.04.2002. Une copropriété à Tristeza, avec gardien et clôture électrique.

Intervention d'urgence : le déménagement de la vila Foz da Cavalhada

Près de l'avenue Diário de Notícias, dans l'arrondissement Cristal, vivent quelque deux cents familles, en attente du relogement prévu suite aux négociations avec les dirigeants d'un grand centre commercial qui sera construit sur le site. Mais, pour une quarantaine de ces familles, installées tout au bord du ruisseau Cavalhada, le danger était devenu trop grand pour que l'attente puisse se prolonger. En effet, l'érosion de la berge avait déjà conduit à l'effondrement de deux maisons et à la fragilisation des habitations construites dans le prolongement. La solution proposée par Solidariedade, et acceptée par la mairie, a été un déménagement pris en charge par la propre communauté, sans apport financier de la municipalité autre que la mise à disposition du bâtiment d'une école désaffectée. Ce dernier fut démonté par les habitants eux-mêmes et l'ensemble des matériaux ainsi récoltés a permis de reconstruire d'autres maisons dans un lieu plus sûr. L'opération a duré près de cent vingt jours, au cours de l'hiver 2001, et a représenté un effort considérable pour une population aux revenus particulièrement faibles. La majorité des familles a en effet été confrontée à ce choix crucial : gagner quotidiennement de quoi subvenir à ses besoins alimentaires ou courir le risque de voir les maisons s'effondrer. Au bout du compte, l'opération s'est révélée un succès et ce, en grande partie, parce que l'idée et la coordination ont été assumées par une organisation indépendante, puisant ses racines dans les communautés et détenant donc, auprès d'elles, plus de légitimité que la mairie pour mobiliser les énergies.



21.04.2002. Vila Foz do Cavalhada, arrondissement Cristal.



25.04.2002. Assemblée plénière du budget participatif dans l'arrondissement Centre-Sud. Les communautés de base présentent leurs demandes.



17.04.2002. Assemblée plénière du budget participatif pour la thématique Développement urbain et environnemental.



18.04.2002. La vila Lupicínio Rodrigues, reconstruite *in situ*, dans l'arrondissement du centre.



Réhabilitation du Marché Public, immeuble centenaire au centre de Porto Alegre.



25.04.2002. Marché public de Porto Alegre.



L'ancienne usine du *Gasômetro*, désaffectée en 1974, a été transformée en centre culturel. Abritant librairie, salle de cinéma, théâtre, café Internet, cet espace accueille expositions temporaires et événements culturels. Sa cheminée haute de 117 m est devenue le symbole de l'administration populaire.

Mais, il faut aussi citer les organisations dans des contextes moins dramatiques, quartiers communautaires (type chinatown) et des formes vernaculaires d'organisations spatiales, le MZAB, les médinas, qui se négocient sur un fonctionnement plus souple...

Le cas de Hanoï au Vietnam est particulièrement intéressant, puisqu'il présente un cas assez étendu et diversifié de réappropriation de la ville par des populations, sur le logement et les activités.

Dans le cas il est possible d'observer comment les habitants de Hanoï ont reconquis, adapté et transformé les productions de l'urbanisme colonial, moderne, fonctionnaliste.

On y lit dans l'espace une lente appropriation transformant l'organisation des îlots urbains aux barres de logements collectifs implantées en trames séparées par de grands espaces, à la reconstitution de rues, par extension autoconstruite des logements, densification. Comment l'organisation de logements collectifs où étaient imposées des façons d'habiter contradictoire aux habitudes et traditions des gens (par exemple cuisines communes à plusieurs appartements) ont été moteurs de détournement, d'extension illégales, d'arrangements entre voisins, de contre pouvoir.

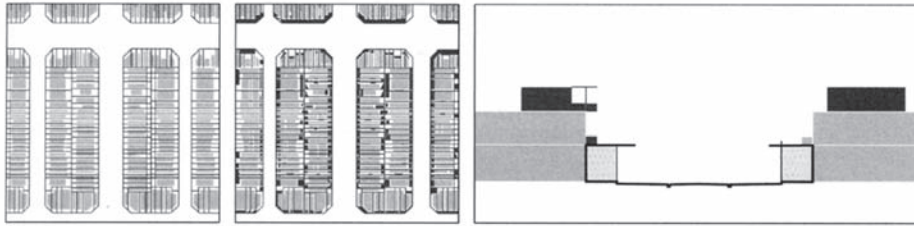
(Ce qui ne veut pas dire que je pense qu'il faut être opprimé pour s'émanciper!)

Le cas de Hanoï est richement étudié et illustré, dans la publication des cahiers de l'IPRAUS ***Hanoï Le cycle des métamorphoses***, (fruit des recherches menées par le laboratoire IPRAUS, TMU, associant les écoles d'architecture de Paris la Villette et Paris Belleville et le CEAA Métropoles d'Asie pacifique).

Un cas de production urbaine et architecturale que ne renieraient certainement ni Lucien Kroll, ni Yona Friedman.

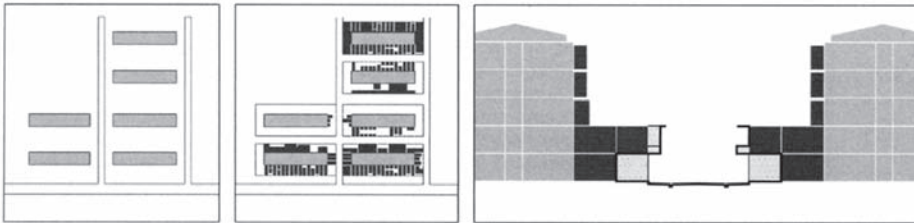
LE LOTISSEMENT DES ANNÉES TRENTE

Le lotissement sino-vietnamien se situe à mi-chemin entre le compartiment et la villa coloniale. Les maisons sont construites en série sur des flots découpés selon une trame proche des dimensions de la ville marchande vietnamienne, parcelles étroites et profondes – 6 m de large par 20 m de long – régulièrement associées dos à dos. Ces quartiers sont une réinterprétation du type vernaculaire du compartiment sur une trame rectangulaire. Le lotissement a subi des densifications; des constructions sur la rue sont réalisées pour accueillir des échoppes, des étages supplémentaires aménagés, et des annexes construites entre les maisons. Aujourd'hui, l'extension de la façade jusqu'à la rue est quasi systématique.



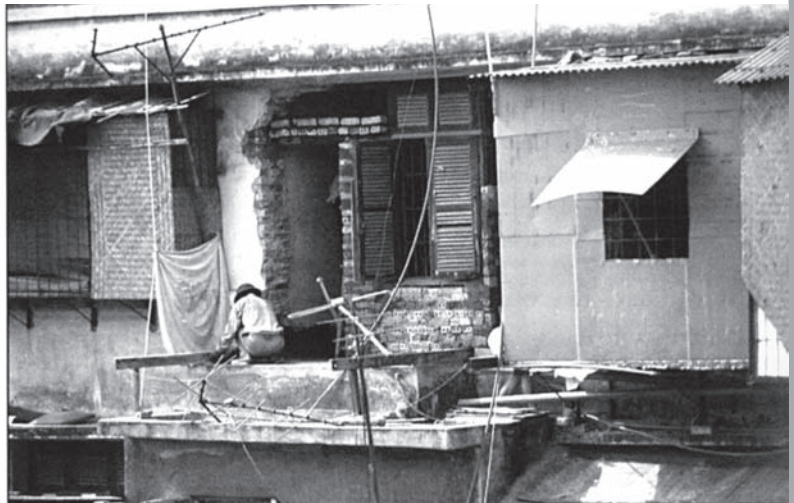
LES GRANDS ENSEMBLES

À partir des années soixante, les grands ensembles sont implantés en périphérie de Hanoï. Ces unités sont regroupées en quartiers et s'insèrent dans la maille des routes-digues structurant la première couronne de la ville. Les constructions sont disposées régulièrement, perpendiculairement aux voies et constituent de grandes emprises en cul de sac. La densification des grands ensembles se fait par l'extension des logements – loggias et structures annexes – accolée aux façades. Des compartiments modernes viennent colmater les interstices et constituer la façade d'une rue où le petit commerce, l'artisanat et des services de proximité ont réinvesti les rez-de-chaussée.



« Prothèse » en chantier sur la façade d'un immeuble d'habitat collectif du quartier Bach Khoa.

Photographie Emmanuel Cerise



1 = village de la région d'Hanoï
2 = compartiments
3 = KTT

Concernant les modes d'extension, voir l'article d'Emmanuel Cerise p. 311.

3+1=

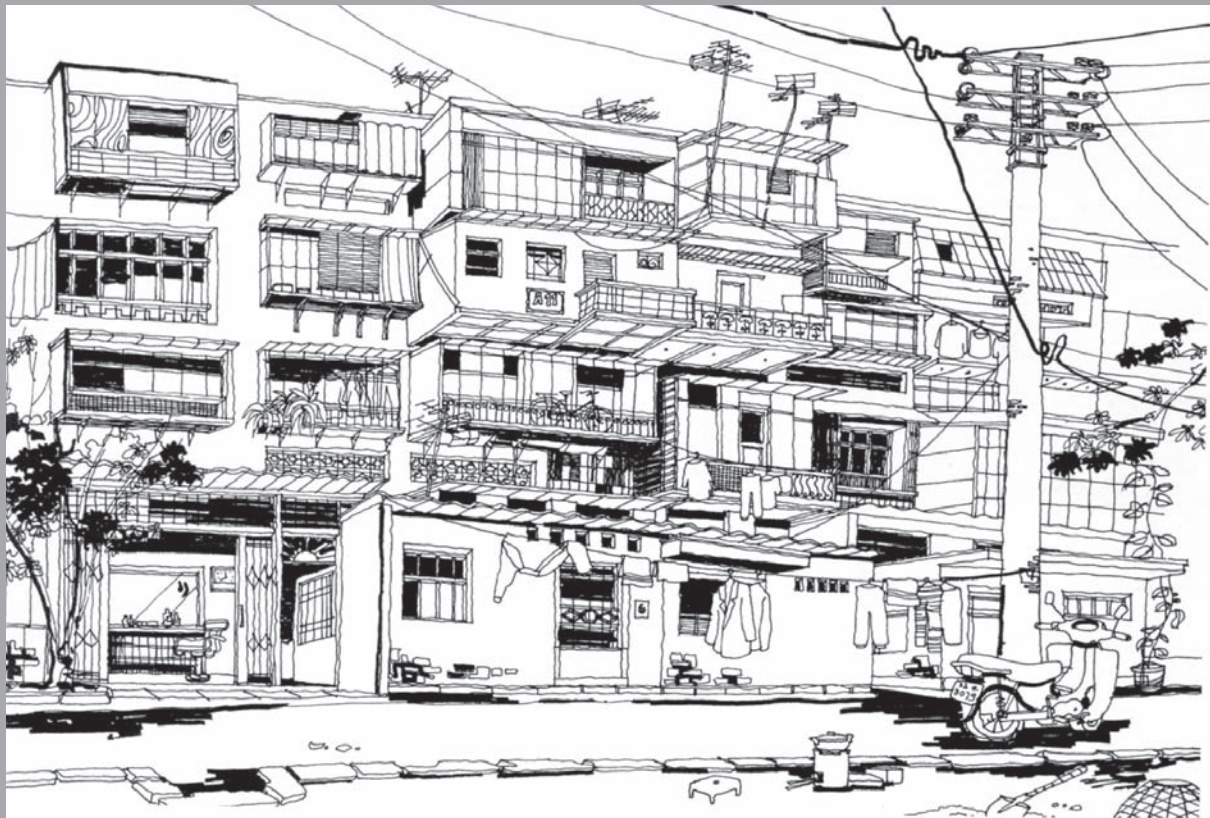


3+2=



3+2+1=





Dessin : Chu Quoc Binh, mars 2001.

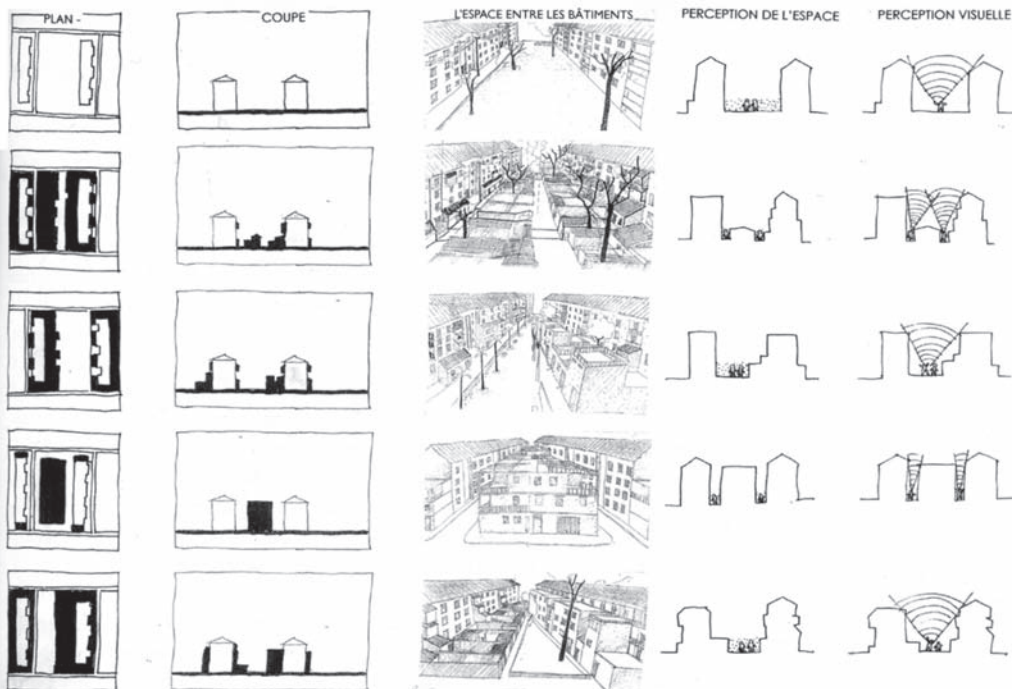
Extension du logement

Ajout d'une pièce accrochée à la façade

Il s'agit souvent d'une cuisine ajoutée à un logement qui n'en était pas équipé. C'est en effet le cas des premières générations de logements

Extrait des travaux
de l'atelier Hanoï 1997
au CEEA Métropoles
d'Asie-Pacifique.

Les extensions du Khu Tap Thé
à Hanoï, Bella Lumbroso,
Agathe Tournier,
Weeraya Wanalerlak.



Plus proche de nous, en France, un autre exemple :

Il est intéressant d'observer la façon dont certains milieux sociaux, s'organisent en réseau, pour se construire en maîtrises d'usages:

Je peux donner deux exemples, les réseaux de l'économie solidaire liés à l'autoconstruction et à l'éco construction.

Une partie du milieu culturel français regroupé sous les désignations, «nouveaux territoires de l'art» (NTA), «espaces projets» ou «Fabriques Artistiques».

Dans le cas des réseaux d'économie solidaire et d'autoconstruction, sans avoir accès à une étude du milieu étayée, à partir de mes propres expériences donc, il semble que ces réseaux soient assez mixtes, entre autodidactes et professionnels (architectes, ingénieurs, constructeurs...).

Le fonctionnement des représentations entre spécialistes et non spécialistes, de même qu'entre corps de métiers, semble plus horizontal, tout le monde est regroupé par une conviction assez proche, et orienté sur deux aspects, la mutualisation d'informations et de savoirs faire et la promotion de ces approches.

Il n'empêche que la méfiance envers les spécialistes y est formulée et se transmet, pour exemple je cite Lloyd Khan dans l'épilogue au lecteur de sa dernière publication «Homework», traduite en 2006 chez parenthèses : «Ma perspective est celle d'un propriétaire constructeur, pas d'un architecte, ni d'un constructeur professionnel. En fait je n'ai pas confiance dans les experts. Je n'ai pas confiance dans les gens qui ont des lettres après leur nom! [...]»

Ces réseaux sont très actifs et transnationaux, ils restent assez marginaux vis à vis du «grand public» mais de moins en moins dans leur rapport aux collectivités territoriales, car leurs argumentaires et leurs propositions s'appuient sur un défrichage juridique et la construction de raisonnements économiques assez précis.

HALÉM*

Vous cherchez un terrain ? nous aussi !
pour permettre à chacun de choisir son mode de vie et l'habitat qui va avec, dans le respect du vivant et de l'intérêt général.

* Sont halémois, les personnes qui habitent à l'année dans des structures mobiles telles des caravanes ou autres véhicules sur roues, péniches et autres structures flottantes, tentes, tipis et autres structures en toile, voire des cabanes ou autres structures en bois ou tout autre matériau léger et, de façon générale, toute structure non reconnue comme habitation par les pouvoirs publics. (Statuts Art. 7)

Halém - asso des HAbitants de Logements Éphémères ou Mobiles
2 rue de la Corne - 91590 la Ferté Aiais - 06 18 94 75 16

Halém*

vous habitez en mobile-home, caravane, péniche, tipi, yourte, cabane, igloo en terre...
ou autre maison en carton sur un terrain de camping, sur votre terrain, vous squattez un terrain, vous êtes en pleine nature...

* Sont halémois, les personnes qui habitent à l'année dans des structures mobiles telles des caravanes ou autres véhicules sur roues, péniches et autres structures flottantes, tentes, tipis et autres structures en toile, voire des cabanes ou autres structures en bois ou tout autre matériau léger et, de façon générale, toute structure non reconnue comme habitation par les pouvoirs publics. (Statuts Art. 7)

Halém - asso des HAbitants de Logements Éphémères ou Mobiles
2 rue de la Corne - 91590 la Ferté Aiais - 06 18 94 75 16

Mémorandum - avril 2006

v 0707260147

Création d'écohameaux

*Concilier la mise en œuvre des droits la subsistance, au logement et un environnement sain, avec les devoirs
1 gard de la Terre*

Les outils fonciers des collectivités territoriales

Les énergies renouvelables

Proposition de loi relative aux jardins collectifs

Biens vacants et sans maître (circulaire 2006)

La législation de réquisition des terres incultes

PROPOSITION DE DISPOSITIF

QUELQUES CONDITIONS POUR UNE PRATIQUE ÉQUILBRÉE ET ÉQUITABLE
DES "ÉTABLISSEMENTS HUMAINS" SUR DES TERRAINS NON-CONSTRUCTIBLES :

• Des terres inemployées

Les établissements sont généralement faits sur des terrains qui ne servent plus à personne. Le cas échéant, les procédures de récupération des terres vacantes sont utilisées.

Propriété privée, coopérative, associative, communale, baux... toutes les formes juridiques sont exploitées.

• Un habitat autonome

"Vivons simplement pour que d'autres puissent simplement vivre"
Gandhi

Dans un choix de sobriété volontaire, le recyclage et les énergies renouvelables sont développés autant que possible.

La plupart du temps, aucun raccordement aux réseaux d'énergie et d'assainissement n'est donc à entreprendre.

• Une résidence principale

Vivre dans des espaces non viabilisés concerne des personnes qui en font explicitement un choix de vie et qui ont la volonté d'y élire domicile.

À ce titre, le dispositif ne concerne pas les détenteurs de logements conventionnels à la recherche d'une résidence secondaire.

• Des aménagements réversibles

Dans l'esprit d'une empreinte écologique faible les aménagements sont légers et pour garantir la pérennité des terres agricoles et sauvages ils sont conçus pour pouvoir être démontés par le dernier occupant.

S'étant donné les moyens d'un impact écologique positif tout au long de l'occupation, on ne se contente pas de rendre le lieu dans son état initial, c'est un site vivant qui est libéré.

• Des logements modulables

Une grande variété d'abris de taille modeste sont utilisés, qu'ils soient mobiles, démontables, transportables, ou biodégradables.

Le plus souvent possible, les matériaux sont naturels et recyclables.

• Une approche vivante du risque

Dans les zones à risques (hors zones rouges des Plans de Prévention des Risques) la prévention passe par une formation à la gestion des risques et des aménagements adaptés.

• Une faible densité d'occupation

Les établissements vont d'une personne à quelques familles. L'hygiène et la sécurité sont donc assurés par des aménagements novateurs qui ont fait leurs preuves (wcsecs, lagunage...)

Les pouvoirs publics n'imposent donc pas les normes en vigueur dans les villes et les villages.

• Une fiscalité incitative

Il est urgent que les taxes foncières et les impôts locaux apportent leur part de réponse aux crises sociale et écologique. Nous demandons une modulation de leur calcul en fonction de critères comme l'usage des sols et l'empreinte écologique des occupants.

MANIFESTE

POUR UN

"DROIT AU LOGEMENT

CHOISI"

Pour que les valeurs de
LIBERTÉ, d'ÉGALITÉ et de FRATERNITÉ
ne soient pas lettre morte, LÉGALISONS
LES "ÉTABLISSEMENTS HUMAINS"
EN ZONES NON CONSTRUCTIBLES

rédigé au premier trimestre 2007 par le

"MOUVEMENT AUTOGÈRE DES CHERCHEURS-EUSES D'HABITATS AUTONOMES, NOVATEURS ET ÉCOLOGIQUES"
MA CABANE, 7 rue de la Basse, 66500 PRADES, contact@macabane.info, www.macabane.info
soutenu et rediffusé par Halém, association des Habitants de Logements Éphémères ou Mobiles,

ATTENDU QUE :

• L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU) dit,

• avoir retenu dans la deuxième CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS (Istanbul, 1996) « deux thèmes de dimension mondiale, aussi importants l'un que l'autre : "un logement convenable pour tous" et "le développement durable des établissements humains dans un monde de plus en plus urbanisé" ».

• dans son AGENDA 21 que « tous les pays devraient aider les pauvres à se procurer un logement en adoptant des codes et règlements et en s'employant activement à régulariser et à améliorer les établissements spontanés. » (chapitre 7, 1996) »

• dans son PROGRAMME POUR L'HABITAT s'engager « à institutionnaliser une approche participative de la gestion durable des établissements humains, reposant sur un dialogue constant entre tous les protagonistes de l'aménagement. » (chapitre III-C.45.4h, 1998) :

CONSTATANT QUE :

• nous sommes en Europe face à une profonde crise du logement :

Symptôme d'une crise sociale et économique plus large, l'accès au logement n'est plus garanti. Quelle en est la raison ? La gestion de ce besoin vital au profit des spéculateurs (des prix qui explosent alors qu'on recense 2 millions de logements vides en France !)

• nous devons faire face à une grave crise écologique globale :

- une crise climatique majeure due à deux siècles de libération de carbone fossile
- une crise alimentaire, actuelle due à une mauvaise répartition de la production et prévisible en raison d'une pollution des sols et de l'eau et de pratiques agricoles dépendantes d'un pétrole en voie de disparition
- une crise énergétique (une population mondiale à la fois en expansion et de plus en plus gourmande) et bientôt une crise générale des ressources (une exploitation industrielle irraisonnée et une pratique du recyclage qui tarde à se généraliser)

• nous sommes engagés dans une vraie crise de la démocratie

« La démocratie a permis de sortir du monopole du pouvoir et de pacifier ses modes de conquête. Ces ornements ne sont plus suffisants pour traiter les problèmes actuels, et la crise du politique actuelle n'est pas un problème de personnes à remplacer mais de système à transformer. » [VIVIER, 2006]

« La démocratie est ce qui se passe entre les élections. Il y a des choses que nous pouvons faire depuis la base, en investissant un lieu d'où l'on prend un sérieux rapport de la diversité des expériences et de la multiplicité des points de vue. Il nous faut attendre des représentants politiques qu'ils accompagnent ces dynamiques et en tirent le meilleur. » [BENASAYAG, 2007]

Et nous n'en attendons pas moins des administrations.

CONSIDÉRANT QUE :

• une nouvelle pratique sociale est en train d'émerger

De plus en plus de citoyens de tous âges sont prêts à s'engager dans des choix de vie qui sont des réponses cohérentes à ces constats. La conscience qu'il est nécessaire de changer nos modes de vie au coût social intolérable et à l'empreinte écologique insoutenable pour la planète s'enracine. Et le consumérisme commençant à rencontrer ses limites, un désir de sobriété joyeuse et conviviale se manifeste.

Au niveau du logement, des mouvements de recherche de solutions écologiquement et économiquement légères expérimentent sur le terrain : habitat mobile, démontable ou éphémère, issu de la récupération et du détournement d'usage, auto-construit avec des matériaux naturels récoltés sur place. Toute cette palette de pratiques se veut en même temps une réponse à l'exclusion, la précarité et la misère.

Un aspect remarquable de cette émergence est son caractère créatif et esthétique célébré par la publication de multiples ouvrages consacrés à l'auto-construction et aux cabanes.

Mais, noyée dans d'autres phénomènes (terrains de loisirs, multiplication des sans-abri), mal discernée, cette nouvelle pratique sociale est aujourd'hui condamnée et activement combattue par des pouvoirs publics qui vont jusqu'à détruire des œuvres souvent organiquement intégrées aux sites. Ce qui explique qu'ils soient perçus comme autoritaires, normatifs et antidémocratiques (voir la critique de la "CHAÎNE DE BONNE CONDUITE DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA CABANISATION dans les Pyrénées Orientales", 2006).

NOUS AFFIRMONS :

• avoir la légitimité pour proposer de nouveaux critères d'habitabilité

« Étant étroitement lié aux données culturelles, sociales, écologiques et économiques, et de ce fait variant souvent d'un pays à l'autre, le caractère convenable d'un logement devrait être déterminé avec les personnes intéressées. » (ONU, PROGRAMME POUR L'HABITAT, IV-B.60.)

- une diversification des habitats est nécessaire pour lutter contre l'exclusion
- l'auto-construction est un gage d'indépendance et de dignité
- vivre avec une empreinte écologique faible relève de l'intérêt général

• avoir des propositions concrètes à faire pour

parvenir à l'instauration d'un
"Droit au Logement Choisi" garanti par une
grande diversité d'habitats légalement reconnus.

qui permette effectivement à chacun d'expérimenter
dans le respect du vivant et de l'intérêt général
les modes de vie qui correspondent à ses désirs et à ses choix personnels.

Dans le cas des Nouveaux Territoires de l'Art, ou Fabriques artistiques, les usagers ne sont pas vraiment maîtres d'ouvrages, mais se *capacitent* (*se capaciter* = se rendre capable) en réseau, pour influencer sur les politiques publiques (l'état, les collectivités territoriales) en matière d'aménagement du territoire.

Dans le cas des NTA, la production spatiale, soit s'appuie sur un système D de bricoleurs, constructeurs, soit sur une alliance avec des architectes manifestant une compréhension des pratiques, aspirations et esthétiques.

Ceux-ci sont associés au-delà de la production spatiale, pour leur crédibilité professionnelle, afin de formuler et de soutenir en l'argumentant, que permettre le développement des espaces projets dans des espaces disponibles est une façon de contribuer à l'aménagement culturel du territoire.

Dans ces cas de figure, c'est une implication et des articulations avec l'urbanisme et le développement urbain qui est visé, c'était d'ailleurs un des sujets du dernier colloque de la Fédération des Agences d'Urbanisme sur «la ville créative».

Ce travail de lobbying, dans les deux cas cités, tend à porter ses fruits en matière de démarginalisation, même si nous avons cumulé un retard important par rapport à d'autres pays.

Dans ces cas de figures le positionnement des usagers donne de nouveaux programmes architecturaux, mais aussi de nouvelles postures architecturales.

Parlons de nous autres créateurs (artistes, architectes, ingénieurs...), attentifs à la valorisation de nos propres produits culturels, nous puisons allègrement, dans ce patrimoine mineur, "open source", tout ce qui existe autour de nous recèle de potentiels, que nous ne nous privons pas de recycler, de transformer, en récits, en objets, en styles en espaces (les récits du quotidien, les bricolages, les ritournelles, les images et les situations...).

Bien sûr l'échange et la réciprocité existent entre la proposition d'auteur et la pratique d'invention quotidienne, l'oeuvre, la production, l'idée, la technique sera elle-même assimilée, mixée, remixée, plagiée, pour réaligner la sphère sociale. Il y a donc une éthique implicite de la restitution. Mais il s'agit juste de doser, d'évaluer l'interdépendance.

L'auteur, lui-même, a besoin de l'invention ordinaire, il gonfle sa valeur et légitimité, sa position sociale en se nourrissant notamment du vivier de la "culture spontanée / sauvage / ordinaire".

La reconnaître et favoriser son autonomie et son épanouissement est un principe d'écologie humaine.

Qui a tant besoin de l'autre ? la culture savante, la culture "populaire" des quotidiens ?

Propos acides et déjà souvent mieux dits, il faut faire justice à des auteurs qui travaillent eux même dans une éthique engagée de la création dans la relation et la réciprocité, Agnès Varda, Robert Filliou, Citoyens sculpteurs, Ne pas plier, Armand Gatti, Peter Watkins évidemment, Thomas Hischorn, Team ZOO, Patrick Bouchain parfois, j'en passe plein que je connais et que je ne connais pas...

Plus que la forme et les techniques, c'est aussi aux processus qu'il faudrait s'intéresser.

Sans s'attarder sur l'esthétique «pittoresque» des précarités, c'est sur les capacités d'autorégulation et à produire de la forme architecturale et urbaine qui fonctionne que nous pouvons nous interroger.

Elle doivent nous aider à considérer les effets possibles de postures plus permissives en urbanisme.

Comment se fait il que l'on ne s'attache pas plus à les favoriser...

Bien sur je ne vais pas reprendre l'histoire de l'Architecture, de sa relation au pouvoir, ni l'histoire de nos formes urbaines, celle de l'hygiénisme, de la mécanisation, celle des théories de masse, du fonctionnalisme, du fléau de l'idéologie moderniste etc.

Je ne vais pas non plus reprendre l'analyse de la sociologie des professions, la systémique de nos organisations humaines, mais c'est en partie dans ces champs que l'on peut trouver des indices de réponses. Toujours est-il, que nous y tenons aussi nos responsabilités quotidiennement.

Faire la promotion de l'architecture spontanée, autodidacte, de l'autoproduction de l'espace, de la déréglementation, n'est pas l'objet de ce document, je ne suis pas en train d'essayer de la revendiquer comme solution pour la Société et de tenter d'invalider l'apport constructif des architectes, des urbanistes.

J'essaie juste de situer des compétences et des nécessités avec lesquelles nous pourrions mieux nous articuler, que nous pourrions (devrions?) favoriser.

Tout est affaire de proposition, d'ouvrir la possibilité de...

Coopérer pour coproduire l'espace

"Tout le monde sait cuisiner, certains le font mieux que d'autre, et parfois tu vas au restaurant et parfois tu découvres des recettes et tu veux les faire partager."

Pourquoi chercher à améliorer la coproduction de l'espace avec ses usagers?

La question de la nécessité d'appropriation chez chacun d'entre nous élucidée, la question de la capacité technique et créative démontrée, reste à résoudre la motivation à inciter à coopérer pour mieux coproduire l'espace, le coréaliser, au delà d'un énoncé humaniste sur le projet démocratique, au delà de situations "extrêmes" où la coopération devient le moyen de la survie (ex : dans les urgences humanitaires).

Comment et pourquoi augmenter le pouvoir de l'habitant, de l'utilisateur et favoriser son implication « autonome » dans les procédures de la gestion et la transformation des lieux habités ?

Est-ce que la prise en compte des usages, la confrontation avec des gens n'est pas déjà le lot quotidien de la plupart des maîtres d'oeuvre ?

Dans le projet d'architecture, à part les quelques originaux qui ont envie de faire par eux même, le binôme architecte - client marche souvent plutôt bien, ils savent souvent négocier la part d'autoconstruction que peut exiger le client, l'architecte bienveillant accompagne, montre, conseille, les artisans du bâtiment de même (en plus des fois ils se contredisent, donc la diversité d'opinion s'exerce...), c'est le cas pour logement individuel, cela l'est aussi pour d'autres types de programmes.

Enfin la transformation du citoyen en client, centrale dans l'approche libérale, repositionne sa capacité de choix et de négociation, "le client est roi"

Mais, que choisir face à une équivalence de médiocrité et d'inadéquation (par exemple dans le rapport aux promoteurs et lotisseurs) ?

Mais, que faire de ceux qui n'ont pas les moyens économiques du libre choix de consommateurs, qui n'ont pas la possibilité de devenir maîtres d'ouvrages, spéculer sur un surendettement des foyers ? (Cf courrier international US), maintenir des populations captives de bailleurs qui les gèrent en terme de stock, de rotation et de cas difficiles et de gestion des dettes ?

Que faire de tous ces cas de figure liés à la question de l'espace public, des équipements publics, du logement social, voire très social, du projet urbain sur des quartiers existants, dans un contexte confronté à la pression foncière, à la spéculation immobilière, aux programmes dérivés du marketing urbain, face à un nombre croissant de personnes mal logées et pas logées du tout ?

"Pas une ville, pas une région qui ne cherche à faire valoir ses atouts, promouvoir sa singularité, affirmer son image et sa notoriété pour dynamiser son développement..." extrait du dossier de présentation des 23èmes Rencontres nationales des Agences d'Urbanisme qui se sont tenues à Marseille les 11, 12, 13 décembre 2002 au Palais du Pharo.

Tout va bien ! et vous ?

"Moi je vis une ville qui a très mal, qui ne vit pas bien du tout, je suis complètement ethnocentré, je passe mon temps dans la banlieue, et dans des territoires de l'exclusion, et mon regard qui n'est pas un regard de chercheur, viens de ce que je vis en continu, mais j'ai la prétention de croire que les territoires dans lesquels je travaille sont prémonitoires, qui nous disent ce qui est en train de se passer profondément dans la société.

Ce qui se passe dans les quartiers, pauvres, mais aussi dans les lotissements pavillonnaires, enclavés, des écarts, des choses violentes qui sont en train de construire une ville parcellaire, coupée, fragmentée, atomisée, satellisée, Et si comme Blanquart on conçoit que "le dessin de la ville c'est le dessein de la société", dans une ville qui se parcellise, est-ce une société qui se parcellise ?"
Pierre MAHEY - architecte urbaniste - cabinet Arpenteurs

Partageons-nous ces quelques constats sur le contexte global et les tendances en cours ?

Nous ne sommes probablement plus dans des cas où l'on pourrait retenir un seul dessein de ville global, ce qui nous rassemble c'est nos différences et le primat des parcours individuels rendent difficile de reconstruire du collectif.

Nous faisons constat d'une société qui tend à l'individualisme, à la spécialisation et d'une morphologie des espaces qui tendent à aller avec (parcellisation, étalement urbain, ensembles résidentiels sécurisés,...).

Nous faisons le constat d'une tendance à la réduction de la fonction Habiter à celle de résider et consommer.

Nous faisons le constat d'un cynisme désastreux envers la pauvreté, abordée en terme le moralisme économique et de pragmatisme gestionnaire et de fatalisme mécaniste ("c'est le marché, la mondialisation, le système" des phénomènes qui nous dépassent , nous embarquent...).

CATASTROPHE SOCIALE AUX ÉTATS-UNIS

Dans le piège des emprunts à taux variable

THE NEW YORK TIMES (extraits)
New York

La veille de Noël 2005, à Somers Point, dans le New Jersey, Shannon Rivas-Spivey emballait ses cadeaux pour ses deux jeunes fils quand on a frappé à la porte. C'était un représentant du shérif du comté, qui venait lui remettre l'ordre de saisie sur la maison dont elle était propriétaire avec son compagnon depuis près de dix ans.

La visite était inopportune, mais pas inattendue. Cela faisait plus d'un mois que M^{me} Rivas-Spivey se battait pour éviter la saisie, depuis que Countrywide Financial Corporation, l'énorme société qui gère son crédit immobilier, lui avait imputé une assurance contre les inondations dont elle n'avait pas besoin et qu'elle ne pouvait pas payer. Il avait fallu plusieurs mois pour réparer l'erreur, mais, pendant ce temps, elle avait pris du retard dans le remboursement de son prêt. Et voilà que les services du shérif se manifestent. "Ça a totalement gâché notre Noël", se souvient-elle.

Comme toujours, il y a deux versions de l'histoire. Countrywide conteste que la saisie ait été provoquée par la facturation de cette assurance inutile. La société soutient qu'elle a fait le maximum pour éviter à sa cliente le défaut de paiement. M^{me} Rivas-Spivey a finalement pu rester dans sa maison, mais le montant de ses mensualités a récemment augmenté de 20 %, et elle n'a plus les moyens de payer. Fin septembre, la maison a été mise en vente.

Des centaines de milliers d'accédants à la propriété ne peuvent plus payer leurs traites à des sociétés de crédit immobilier particulièrement rapaces. Comme Countrywide.

De multiples conflits de ce type – humainement et financièrement dévastateurs – opposent prêteurs et emprunteurs aux États-Unis. Alors que la bulle immobilière de ces dernières années est en train de se dégonfler, des centaines de milliers d'emprunteurs doivent faire face aux échéances de plus en plus lourdes de leur prêt à taux variable et voient leur bien saisi ou en passe de l'être. Selon RealtyTrac, une banque de données spécialisée, le nombre total de dossiers de saisie – avis de défaut de paiement, avis de vente aux enchères et récupération du bien par la banque – a frôlé les 244 000 en août dernier, soit plus du double qu'un an plus tôt.

Prêteurs, autorités de tutelle et administrateurs de prêts (qui assurent la gestion des prêts consentis par d'autres établissements) prétendent que les sociétés de crédit font tout pour aider les emprunteurs en difficulté à rester dans leurs murs. Mais rien ne vient confir-

mer ces propos. Une enquête menée par l'agence de notation financière Moody's auprès des 16 principaux administrateurs de prêts hypothécaires à risques [proposés aux clients qui n'offrent pas les garanties suffisantes pour bénéficier d'un taux d'intérêt avantageux] révèle qu'au premier semestre à peine 1 % des prêts ayant fait l'objet d'un relèvement du taux ont été renégociés. Moody's n'a pas révélé le nom des entreprises concernées, mais, selon des avocats d'emprunteurs, Countrywide, premier émetteur et administrateur de prêts hypothécaires du pays, est celui qui fait le plus de difficultés pour modifier un prêt [le groupe a été sauvé de la faillite fin août grâce à l'injection de 2 milliards de dollars par la Bank of America]. La société a mis en place un service de 2 700 personnes, baptisé "équipe HOPE", chargé d'aider les emprunteurs à modifier leur contrat initial afin de pouvoir conserver leur logement. HOPE [espoir] est l'acronyme de "Helping homeowners, offering solutions, preventing foreclosures and envisioning success" [Aider les propriétaires, offrir des solutions, éviter les saisies et préparer le succès], mais certains clients de Countrywide soutiennent qu'en réalité la société les a mis dans une situation désespérée.

Selon la dizaine de personnes interviewées par nos soins et les propos rapportés par plusieurs milliers d'autres à leurs avocats, il est souvent difficile pour les propriétaires de contacter l'équipe HOPE. Lorsqu'ils y parviennent, ils se heurtent à des réactions hostiles. "Countrywide veut donner l'impression d'accepter la rem-

gociation, mais elle le fait avec le moins de sacrifices financiers et le moins d'efforts possible", souligne le démocrate Charles E. Schumer, sénateur de New York et membre de la commission sur la banque, le logement et les affaires urbaines du Sénat.

Countrywide proteste vivement. "Notre priorité est d'aider les emprunteurs à rester chez eux", déclare fin septembre son directeur, Steve Bailey, dans un communiqué. Selon l'entreprise, 39 582 prêts hypothécaires ont ainsi échappé à la saisie depuis le début de l'année. Mais Countrywide gère actuellement près de 9 millions de prêts d'une valeur globale de 1 450 milliards de dollars [1 000 milliards d'euros], et environ 450 000 présentent des défauts de paiement. Les 39 582 clients qui ont pu rester dans leur logement ne représentent donc que 8,8 % de l'ensemble des prêts problématiques.

En outre, les efforts dont se targue la société incluent deux types d'opérations qui, au bout du compte, conduisent l'emprunteur à perdre sa maison. Près de 14 % de ces arrangements concernent en effet des propriétaires qui acceptent de vendre leur bien à un prix inférieur au montant du prêt ou qui remettent à Countrywide l'acte de propriété pour éviter la saisie [très coûteuse pour eux]. Or l'entreprise s'est bien gardée de le préciser dans son communiqué. "Prendre la maison de quelqu'un, même sans engager une procédure de saisie, et faire passer cette opération pour une modification du contrat est pire qu'un mensonge", s'emporte Martin Eakes, directeur du Center for Responsible Lending, un centre de recherche sur le crédit, à but non lucratif.

En tant que numéro un du crédit immobilier, Countrywide est au cœur de la crise des prêts hypothécaires et doit affronter la colère des emprunteurs (des manifestations sont régulièrement organisées devant ses locaux). Au mois d'août, la société a annoncé que les défauts de remboursement touchaient 4,9 % de son portefeuille de prêts, contre 3,65 % en août 2006. La progression des saisies est presque aussi importante. Le même mois, elles représentaient 1,2 % du capital total encore non remboursé (contre 0,48 % un an auparavant) et 0,89 % du montant total des prêts (contre 0,50 %). Certes, les clients d'autres sociétés de crédit ont eux aussi des difficultés. Mais, comme Country-

wide était l'un des vendeurs les plus agressifs de prêts à taux variable – après avoir bénéficié d'un taux d'appel pendant deux ou trois ans, ce genre de prêt est soumis à un taux nettement plus élevé –, il n'est pas étonnant que les impayés se multiplient.

En juillet dernier, lors d'une téléconférence avec des analystes, Kevin Bartlett, directeur des investissements de la société, a signalé 2 000 modifications de contrat pour le mois de juin. Dans la plupart des cas, il s'agissait d'un report des intérêts en souffrance ou d'un ajout des arriérés au prêt. Mais la société consent rarement à réduire le taux d'intérêt, a-t-il précisé. Or c'est exactement ce qu'attendent les emprunteurs, car c'est leur seul espoir de conserver leur bien.

11 000 dollars de frais bancaires accumulés en dix-huit mois

M. Bailey assure que Countrywide va faire des efforts supplémentaires. "Nous avons un millier de prêts en passe de bénéficier d'une réduction de taux, affirme-t-il. Cette tendance va s'accroître." [Le 23 octobre, le groupe a annoncé qu'il ferait des propositions en ce sens à 52 000 clients.] Mais Mark Seifert, directeur d'Empowering and Strengthening Ohio's People, une association de défense des consommateurs de Cleveland, est dubitatif. Au cours des huit premiers mois de l'année, son association s'est occupée de 132 dossiers gérés par Countrywide, et seuls 2 d'entre eux ont abouti à un "très bon" arrangement. Dans le premier cas, le prêt initial avait été signé sur la base de faux documents et, dans le second, l'affaire s'est conclue la veille du jour où l'emprunteuse devait témoigner devant le Congrès, en juillet dernier, sur ses problèmes avec Countrywide. "Nous travaillons avec Citic, Chase et une flopée d'autres prêteurs, explique M. Seifert. Certains sont meilleurs que d'autres, mais nous obtenons gain de cause dans plus de 50 % des cas. Sauf avec Countrywide."

Jane Connor, une cliente de Countrywide qui enseigne l'écriture au Massachusetts Institute of Technology, est aujourd'hui prise à la gorge. En mars dernier, elle a perdu sa maison victorienne de trois étages à Arlington, propriété qu'elle avait achetée en 1998 pour 298 000 dollars. Elle a commencé à prendre du retard dans ses remboursements début 2006, quand son mari a perdu son emploi et qu'elle-même a appris qu'elle était atteinte d'un cancer du sein. Son prêt à taux variable, qui lui avait été accordé par le groupe Freemont General, a ensuite été repris par Countrywide.

Quand ses problèmes ont commencé, le taux de son emprunt était d'environ 11 %, et ses mensualités de 5 200 dollars. En avril 2006, alors que le solde du principal atteignait 442 645 dollars à la suite du refinancement de sa dette, Countrywide lui a proposé de verser 5 000 dollars en espèces tous les mois, paiements qu'elle a effectués dans le délai imparti en mai, juin et juillet 2006. Mais, en août, elle a eu deux jours de retard et Countrywide a refusé son paiement. "Quand je les ai appelés pour avoir une explication, ils m'ont répondu que notre accord était caduc du fait de mes deux jours de retard."

Countrywide a alors informé sa cliente qu'elle avait un retard de 43 000 dollars, soit près de 20 000 dollars de plus que quelques mois auparavant. M^{me} Connor n'a pas compris pourquoi ses arriérés avaient tant augmenté en si peu de temps, mais il suffit de se pencher sur son dossier pour voir comment les frais et les arriérés d'intérêt peuvent gonfler rapidement le montant d'un emprunt. Ainsi, un ordre de paiement envoyé par Countrywide en avril 2007 fait état de 64 105,13 dollars d'intérêts courus. Des opérations intitulées "frais échus" et "autres frais et charges" représentaient 8 525 dollars supplémentaires. Selon ce document, le montant total à rembourser pour dégaier M^{me} Connor de sa dette atteignait 520 649 dollars.

Et ce fardeau s'est encore alourdi. Fin septembre, il pesait 551 093 dollars [388 000 euros]. Depuis février 2006, M^{me} Connor a accumulé 88 204 dollars d'intérêts et près de 11 000 dollars de frais. Selon M. Bailey, de Countrywide, l'essentiel de cette somme correspond à des frais juridiques liés à la saisie qui sont remboursés aux vendeurs externes. Mais une partie ►

► revient bien à Countrywide, qui fournit le titre de propriété, l'évaluation et d'autres services. L'entreprise a pourtant tenté de soutirer encore plus d'argent à sa cliente. En juillet dernier, quelques jours avant la mise aux enchères de sa maison, M^{me} Connor a demandé un délai car un acquéreur potentiel était prêt à payer son bien plus cher que Countrywide. Il voulait boucler l'affaire en deux semaines, sans même visiter les lieux. Countrywide a accepté de reporter la mise aux enchères de trente jours, à condition que M^{me} Connor lui verse rapidement 5 900 dollars en espèces, au motif que l'investisseur qui détenait son prêt exigeait le remboursement. [Pour se financer, le groupe tire les prêts immobiliers, autrement dit, il les transforme en titres négociables, comme des obligations, qu'il vend à des investisseurs sur le marché.]

M^{me} Connor est exaspérée par l'organisation labyrinthique de Countrywide. En épluchant ses factures téléphoniques des trois derniers mois, elle a compté 670 appels en relation avec la saisie de sa maison, dont la plupart étaient des messages laissés à la société de crédit. En juillet, lorsqu'elle a demandé l'autorisation de vendre sa maison, elle et son avocat ont eu 14 interlocuteurs différents au bout du fil – et ont reçu 9 conseils différents. Countrywide rétorque que des problèmes de communication sont inévitables, compte tenu des effectifs importants de l'équipe HOPE. "Avec 2 700 employés, il peut arriver que l'un ou l'autre soit moins réceptif qu'il devrait l'être", explique M. Bailey.

Countrywide recrute en Inde pour étoffer son service clients

Bruce Marks a fondé Neighborhood Assistance Corporation of America, une société de crédit immobilier à but non lucratif qui aide les emprunteurs en difficulté à obtenir de nouveaux prêts à bas coût. Cette année, son organisation a réglé 3 500 affaires, et aucune des personnes concernées n'a perdu son logement. Bruce Marks décrit lui aussi Countrywide comme le prêteur le plus réticent à aider ses clients. "Les propriétaires qui sont prêts à tout pour conserver leur maison essaient de restructurer leur crédit avant que le taux ne soit revu à la hausse, dit-il. Countrywide leur réclame leur dernier dollar, quitte à puiser dans leur fonds de retraite pour arrêter la procédure de saisie sur des prêts déraisonnables."

La vague de saisies qui submerge le pays pourrait bientôt prendre l'allure d'un tsunami. Un nombre considérable de prêts à taux variable représentant un total de 120 milliards de dollars [84,5 milliards d'euros] passeront à un taux plus élevé d'ici à la fin de l'année. Et 75 % sont des prêts à risques. Un spécialiste de ce type de crédits de Countrywide, installé sur la côte Ouest, s'avoue troublé par le nombre de clients qui affluent dans son agence pour demander de l'aide. Ce salarié, qui souhaite rester anonyme par crainte des mesures de rétorsion que pourrait prendre son employeur, raconte qu'il lui a fallu une journée entière pour identifier le service de la société chargé des négociations de contrat. Il a ensuite eu toutes les difficultés à joindre la bonne personne au sein de l'équipe HOPE.

Et cela pourrait devenir encore plus compliqué. Le 18 septembre, Angelo R. Mozilo, directeur général de Countrywide, a déclaré que sa société allait embaucher du personnel pour aider les clients à conserver leur maison [elle supprimera par ailleurs 12 000 emplois, soit 20 % de ses effectifs, d'ici fin décembre]. Mais ces nouveaux employés seront recrutés en Inde.

Gretchen Morgenson



■ Le 11 octobre, des propriétaires menacés de saisie manifestent devant les bureaux de Countrywide à Boston. Sur la pancarte : "Ma vie n'est pas ajustable. Halte aux taux ajustables !" De genre de protestations se multiplient à travers le pays.

REPORTAGE Paysage désolé après la tempête

Nous sommes à vingt-deux minutes en train de Manhattan, à Newark, ville dont 83 % des habitants sont noirs ou hispaniques. Sur Nye Avenue, à l'angle de Howard Street, se dresse une petite maison verte de deux étages. La famille qui l'habite est partie : un matin, le père, étranglé par les dettes, s'est décidé à composer le numéro de téléphone indiqué par le panneau que l'agence Tradewind avait cloué sur un poteau, juste devant sa porte : "Nous achetons des maisons. Signature rapide : sept jours ou moins". Aussitôt après l'appel, David, un grand Noir au crâne rasé de près, est arrivé dans son 4 x 4. En moins d'une heure, l'affaire était conclue. Aujourd'hui, l'agent immobilier est de nouveau dans le quartier. "Chaque jour, 50 ou 60 personnes nous appellent. Elles racontent toujours la même histoire. Elles payaient 1 000 dollars pour le loyer de leur maison, puis on est venu leur offrir un prêt pour qu'elles puissent l'acheter. Ce sont des travailleurs modestes – des serveurs, des chauffeurs, des ouvriers – qui ont du mal à payer leurs factures. On leur avait dit que, pour 1 200 dollars par mois, ils pourraient réaliser leur rêve : posséder le toit sous lequel ils vivaient. Ils ont accepté. On leur a aussi dit que c'était un prêt à taux variable, qu'au bout de

deux ans on leur ferait un nouveau contrat. Ils ont espéré y arriver."

Mais les choses sont allées autrement. Les taux, qui étaient au départ souvent inférieurs à 3 %, ont ensuite décollé pour dépasser 7 %. Sur un emprunt de 400 000 dollars, une hausse de 3 points signifie plus de 800 dollars d'augmentation par mois. C'est ce qui est arrivé au propriétaire de la maison verte, qui travaille à l'aéroport, explique David. "Son remboursement mensuel était passé de 1 200 à 2 100 dollars. Il a essayé de cumuler deux emplois, puis il a jeté l'éponge. La maison avait déjà perdu le quart de sa valeur. C'est comme ça qu'il nous a téléphoné et que j'ai acheté. Au moins, il a évité la saisie." Tony, un collègue de David, nous rejoint. Elle nous fait visiter un quartier fantomatique. "Cette maison avait été achetée par une famille du Midwest, qui comptait la louer : ils ont tenu trois mois. Ici, il y avait une famille qui s'est enfuie en Caroline du Sud car la vie y est moins chère. Et celle-là, c'est encore une autre de mes maisons." On entre. Un groupe de jeunes commence des travaux, car les murs ont été défoncés par des voleurs de tuyaux – "pour 30 dollars de cuivre, ils me font 1 000 dollars de dégâts". Les planches clouées sur les portes et les fenêtres, les caméras de surveillance et même le chien qui aboie

dans le jardin ne suffisent plus à effrayer les affamés. Mais David teste une nouvelle solution : il paie des SDF 30 dollars la semaine pour qu'ils passent la nuit dans ses maisons. Il les laisse entrer au rez-de-chaussée, où ils dorment à même le sol. "Leur présence incommode les voleurs, les squatters et évite les incendies."

Après des années de fièvre immobilière, les maisons ne se vendent plus. L'offre est devenue très supérieure à la demande. "C'est un désastre, explique David. Ceux qui ont de l'argent attendent que les prix descendent encore, ceux qui n'en ont pas ne trouvent personne pour leur en prêter, même s'ils ont de bons revenus et s'ils ont toujours payé leurs factures." La situation semble désespérée, mais voilà que Tony apporte une nouvelle plus gaie : elle a trouvé une locataire pour la maison en travaux. C'est une infirmière, qui gagne 600 dollars par semaine et élève seule ses trois enfants. L'agence lui loue le logement pour seulement 800 dollars par mois. "On veut l'aider", soupire Tony. "Sinon, la maison resterait vide, ajoute David, et il faudrait que je verse 30 dollars à un SDF. Là, j'ai quelqu'un qui m'en donne 800 et qui l'occupe en attendant des jours meilleurs."

Mario Calabresi, La Repubblica (extraits), Rome

*"Nous sommes sortis des sociétés industrielles et sommes entrés dans un nouveau type sociétal que pudiquement et prudemment de nombreux sociologues ont qualifié de post... : "postmoderne", "postindustriel", "postfordiste", etc. Cette terminologie est dépassée, nous préférons parler d'une société informationnelle et programmée (TOURAINÉ, 1992). Elle s'affirme par la poursuite d'un effort de rationalisation orienté par des logiques d'efficacité, de compétitivité, de rentabilité, de modernité, etc. Cette rationalisation programmée et assumée principalement par la technocratie qui s'affronte à des mouvements sociaux résistant tant au nom de valeurs progressistes (mouvements écologistes, pacifistes, tiers-mondistes, de la femme, etc.) qu'au nom de valeurs réactionnaires (mouvements nationalistes ou populistes). Les principales composantes des sociétés informationnelles et programmées sont l'affirmation d'une matrice culturelle fondée sur la technoscience et l'informatisation, la globalisation et la mondialisation (PETRELLA, 1995), l'individualisation et l'individuation, etc." [***] "Métropole et métropolisation impliquent des fragmentations sociospatiales. Certes, la fragmentation sociospatiale a toujours été inhérente au phénomène urbain, mais sous des formes diverses. Elle s'accroît avec les métropoles et la métropolisation. Deux formes notamment s'amplifient: la ségrégation sociale concerne la répartition inégale des habitants dans les zones résidentielles et leur voisinage, selon l'appartenance sociale des citadins (quartiers chics, banlieues de types divers, quartiers de taudis, bidonvilles, ...). La spécialisation fonctionnelle du sol désigne l'occupation différenciée de fragments du territoire urbain par des activités socio-économiques spécifiques : zones industrielles, gares, quartiers d'affaires, centres administratifs, écoles universités, hôpitaux, etc. En effet, la ségrégation sociale et la spécialisation fonctionnelle actuelles du sol morcellent la métropole. Cette fragmentation renforce les exclusions et les fractures sociales et les risques de tensions et de conflits sociaux." (Michel BASSAND, "la métropolisation et ses acteurs", in in raisons et déraisons de a ville- approches du champ urbain - collectif sous la direction de Christophe JACCOUD, Martin SCHULER, Michel BASSAND - 1996, Presses polytechniques et universitaires Romandes, p. 72, 74)*

Nous sommes aujourd'hui dans des évolutions (qui comme à chaque fois qu'il y en a) auront une incidence majeure sur l'Habitabilité de nos espaces à venir.

Cumulé à la possibilité d'implication active dans le monde qui nous entoure, par l'appropriation, se pose la question et l'enjeu des formes et usages du monde à venir, celui que nous "empruntons à ceux qui nous suivront", nos enfants et ceux des autres (argument introductif à la pensée du développement durable, dont on dit se préoccuper depuis quelques années).

Ce monde à venir qui le décide et le définit ?

Peut-on, doit-on pouvoir y contribuer au titre d'usager ordinaire du monde ?

Sans entrer dans une spéculation philosophique il s'agit ici d'affirmer une conviction.

Je pense que c'est souhaitable et nécessaire et que c'est dans cette possibilité que se situe notre enjeu civilisationnel.

Pourtant malgré les discours et tendances des "pseudo récits" politiques actuels français sur la démocratie participative, sommes loin d'y arriver, quel que soit le champ concerné :

Habitat et forme d'établissement humain, échange et économie, santé et services à la personne, éducation et développement personnel, culture et solidarité, politique internationale...

Enfin, une donne spécifique à la fin du 20e siècle vient encore plus brouiller les cartes et relativiser la portée des discours politiques, la redistribution des pouvoirs des états nations vers l'Europe (en ce qui nous concerne), mais surtout vers l'économie de marché et l'OMC.

Dans cette réflexion même si des problèmes que nous rencontrons se retrouvent partout dans le monde (par exemple accroissement de la pauvreté, détresse d'accès au logement, gentrification, pollution urbaine et environnementale) nous resterons sur le terrain de l'architecture et de l'urbanisme en France, en la matière, la situation est identique.

Contre une approche déterministe et fataliste, il s'agit d'identifier et construire nos marges de manoeuvre, j'en entrevois dans la construction de nouvelles formes de coopération entre citoyens et professionnels.

Il est important de re-soulever ce paradoxe historique : l'architecte dans son émergence comme acteur de la société n'a pas construit pour le peuple, pour tous. L'architecture et l'urbanisme dans leur genèse et leur évolution sont au service des pouvoirs civils et sacrés, militaire et marchands.

Au service du pouvoir et acte de pouvoir, c'était d'ailleurs le contenu de la conférence d'accueil de Michel Drouneau, enseignant à l'Ecole d'Architecture de Bordeaux, adressé à la toute fraîche promotion dont je faisais partie en 1989 (1789 était effectivement bien loin). Je lui aurai bien proposé un tout autre sermon, celui de Lucius Burckhardt, à l'école d'architecture de Weimar, dans la Jakodskirche en 1994. (ci-joint dans les a ANNEXES)

Au service du prince, du prêtre, du général, et du banquier, ça ne vous rappelle rien ?

Loin de "Salo et des 120 jours de Sodome" (Pasolini), loin de dire que l'intérêt des populations dont nous faisons partie a rarement rencontré les intérêts particuliers de "ceux qui peuvent", "ceux qui savent", force est de constater que l'histoire des formes urbaines (des établissements sédentaires) est celle, duale, d'une amélioration globale des conditions de survie et de confort (hygiène, progrès technique, humanisme, éducation populaire...) au prix d'une confiscation progressive des marges de manoeuvre de l'individu sur la qualification de son environnement de vie, depuis les convenances de comportement et d'usage en collectif, jusqu'aux détails de l'aménagement et de la décoration de son environnement quotidien (des règles d'occupation de la rue jusqu'à la couleur des volets, la façon dont il signifie mon chez soi, son adresse à la perception des autres).

Ceci s'atténue si l'on passe les paliers de progression dans les échelons sociaux auquel la majorité d'entre nous n'accède pas.

Je ne parlerai donc pas ici de ceux qui ont ou se donnent les moyens d'un rêve, d'un projet, par l'économique ou la position sociale, mais des autres. De ceux se sentent bridés, aliénés, captifs, ignorés, pour X raisons, liées à leurs conditions ordinaires.

Cela va du citoyen moyen sans problèmes particuliers, mais intéressés au devenir de son quartier jusqu'à la personne en situation d'exclusion et de souffrance sociale.

Pourtant, le désir et la capacité sont latents chez chacun.

Chacun est légitime à produire son propre énoncé sur sa vision d'un monde à vivre, c'est la condition sine qua non de la dialectique politique. Sans vision partageable, sans récit, sans désir, sans intention, sans utopie il n'y a pas de projet politique possible.

Simultanément, il est question de contrôle social, d'hygiénisme, de sécuritarisme, de marchandisation du moindre secteur potentiel de la vie, et de canalisation culturelle vers des valeurs imposées, mais aussi de processus, de mécanismes agissant à des échelles sur lesquelles nous pensons ne pas pouvoir intervenir.



Illustration extraite de «Qu'elle était bleue ma vallée», BD de HoK Tak Yeung, 2002, Actes Sud BD

“Le politique est dans les détails” il commence par les possibilités de la vie ordinaire.

Si l'on considère que la possibilité d'autonomie créative est nécessaire au quotidien, cela doit faire partie de la vigilance politique de le permettre, sinon à se discréditer comme projet démocratique, par incidence.

“Il s'agit de regarder dans les moindres détails comment fonctionnent les choses immuables. Le philosophe allemand Siegfried Kracauer pense que ce sont les miniatures urbaines qui permettent la “réhabilitation des façons d'être qui restent innommées et qui de ce fait sont négligées, ou mal comprises.” Il faut s'attacher à un détail de la vie, consacrer toute son attention à la manifestation de ce détail car c'est le moyen de saisir de nouvelles formes de rencontres entre les hommes.” (Patrick BOUCHAIN, “construire autrement”, 2006, Actes Sud, France, p.26)

L'individu ordinaire a le choix de sa conduite existentielle

“C'est mon choix!”, croyons-nous, entre instrumentation du goût des gens, saturation de produits consommables (“nous allons pourvoir à ce que vous désirez sans peut-être le savoir et sans pouvoir y pourvoir par vous même”), et interdits, codification abusive, obligation de dépendance alliée à l'institution des spécialistes légitimes.

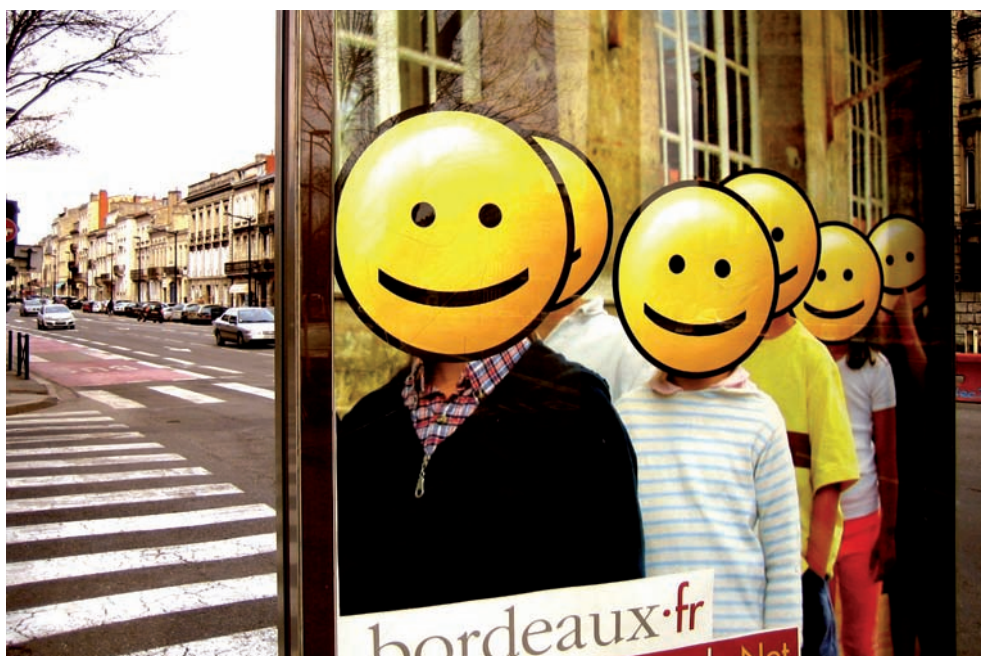




Illustration extraite de «Qu'elle était bleue ma vallée», BD de HoK Tak Yeung, 2002, Actes Sud BD

Parlons de l'intérêt général, ou mieux de l'intérêt public, qui le dit ? qui le garantit ?

Comment devons-nous l'entendre ?

Dans notre époque, nous savons vivre dans la contradiction.

Dans son essai «De la gratuité», Jean Louis Sagot Duvaux dit que nous vivons une modification anthropologique du rapport à la vérité. Nous apprenons le détournement régulier de ce que l'on considère vérité, des bases énoncées de consensus sociétaux (qui ne rencontrent pas toujours leurs applications).

Vérité absolue versus vérité relative, qu'est ce qui anime les "vériteurs" dans un contexte où "l'on peut changer le sens des mots à son profit ?"

Pourtant, «*La vérité même travestie reste la référence.*» À partir de ce commentaire, quels sont les critères de nos actions et de nos évaluations?» (Jean Louis Sagot Duvaux, *De la gratuité*, 2006, Paris Tel-Aviv, p.12, 13).

Et puis sur des programmes complexes, l'usager qui est il ? De quel usager parlons-nous ? Où le trouvons-nous ? est-il disponible ? À quel coût ? Quelle capacité a t'il à interagir ?

La question est certes difficile et sa réponse est plurielle.

En la matière les ONG de l'aide d'urgence internationale ont peut-être à nous apprendre sur les méthodes de coopération, de "community building", de "citizen empowerment".

Est-ce qu'à ouvrir, alourdir, trop concerter on ne va pas neutraliser les démarches ?

Tout est question de conviction, de méthodes et de moyens.

Nombre d'études tendent à évaluer que si on perd en efficacité dans le rapport temps /production dans les démarches participatives, on gagne souvent en viabilité, en adéquation des solutions et en économie de moyens.

L'inventivité possible des contributions a été démontrée, mais c'est surtout l'effet, d'adhésion, d'adoption et de relais d'opinion, qui est soulignée.

Il s'agit en substance d'envisager des modifications dans le fonctionnement des systèmes d'acteurs (leur rôle, leurs marges de manoeuvre, leur économie) concernant la gestion, la programmation et la transformation de nos environnements, les implications sont éducationnelles, juridiques, économiques, méthodologiques.

Qui sont ces acteurs?

A propos des acteurs de notre cadre de vie, Michel Bassand, les présentent en parlant de la métropolisation comme *“des individus ou groupes et mouvements qui génèrent et orientent l'action. L'acteur se définit (...) par trois dimensions : sa position sociale, son identité, ses projets.”*

“La position sociale dépend d'une part des rapports sociaux que sont le genre, l'âge, l'ethnie, la catégorie socioprofessionnelle, et d'autre part de son rôle dans des dynamiques économiques, politiques culturelles, etc. Cette position sociale conditionne d'abord les rapports qui relient l'acteur aux autres acteurs, mais aussi les ressources dont il dispose, son intérêt, ses rôles et ses normes, ses valeurs et finalement son pouvoir.”

“L'identité de l'acteur est l'image qu'il se fait de lui-même, mais aussi que les autres contribuent à lui imposer. L'identité permet à l'acteur de se définir, elle oriente son action.”

“Les projets sont les objectifs que l'acteur adopte à plus ou moins long terme, plus ou moins collectivement. Les projets impliquent également les ressources que l'acteur est à même de dégager et de mobiliser pour réaliser les objectifs précités.”

«Le concept d'acteur implique qu'il dispose d'une autonomie relative, qu'il actualise en fonction de sa position sociale, de son identité et de ses projets. L'acteur joue constamment de son influence et de son pouvoir, individuellement ou collectivement. Il manifeste sans cesse des pratiques d'appropriation, de soumission ou de résistance, de révolte et de libération.»

Michel Bassand propose de les classer en quatre grands types:» (à l'intérieur desquels il s'agirait encore de différencier les diversités et les interrelations (rapports de coopération, de conflits))

Les acteurs économiques : *“leur diversité est considérable: les multiples et divers entrepreneurs, petits et grands, les propriétaires immobiliers et mobiliers, ainsi que les organisations et associations qui les réunissent.”*

Les acteurs politiques : *“ceux concernant les communes, les régions et états nations, intervenant directement ou non” [•••] “Il s'agit bien sûr de les différencier selon qu'ils jouent des rôles exécutifs, législatifs, judiciaires ou administratifs. Il faut encore tenir compte des partis politiques, des mouvements sociaux, des associations politiques, etc. Les rapports de coopération et les conflits que ces acteurs politiques établissent avec les trois autres types définissent la gouvernance” [•••]*

Les professionnels de l'espace : *“architectes, urbanistes, ingénieurs, urbanistes, aménageurs, etc. Ils conçoivent, planifient, produisent la métropolisation. Bien sûr toujours en dépendance ou en solidarité ou encore en conflit avec les autres acteurs du monde contemporain.”*

Les habitants - usagers - citoyens (PERCQ 1994): *“Ils regroupent la masse des citoyens. Ils doivent être distingués selon leur genre, l'âge la catégorie socio professionnelle, la culture, etc. et les divers groupes, organisations et mouvements auxquels ils adhèrent. Ces groupes et mouvements sont souvent très actifs et dynamiques. Mais il est vrai qu'une part importante des habitants-usagers-citoyens a un horizon à très court terme, totalement mobilisés qu'ils sont par les questions de survie, d'autres sont très fortement dépendants des autres acteurs urbains; d'autres encore baignent dans l'hédonisme ou encore sont exclus de la gestion du champ métropolitain.”*

Aller dans plus de précisions sur le système d'acteurs de la transformation/ production d'espace nécessiterai de cartographier plusieurs typologies, ce ne sera pas le cas dans ce document, notre expérience ici évoquée se fonde sur une confrontation et une implication dans des contextes professionnels, et des ouvrages universitaires analysant et critiquant les conduites traditionnelles en matière d'aménagement.

Quel est le rôle spécifique que l'architecte peut y jouer ?

Tout le raisonnement que je développe peut s'adresser autant au champ des sciences politiques, des professionnels de terrain des sciences humaines, des travailleurs sociaux qui peuvent de par leur compétence et mission jouer un rôle de médiation sur ces sujets.

Il est question ici de la spécificité de nos compétences d'architectes, d'urbanistes.

Je pourrai reformuler la question de l'article de la façon suivante:

Quel rôle spécifique l'architecte pourrait cesser de jouer?

Historiquement la disposition sociale de l'architecte est de chercher et d'être confronté à “la commande”, qu'il soit libéral ou salarié d'une société, c'est toujours le cas si l'on met à part les architectes fonctionnaires de collectivités, les CAUE, les architectes de bâtiments de France.

Dans mon raisonnement je parle de l'architecte comme acteur socio économique, mais aussi “libre penseur”, instruit sur sa discipline, ses implications et donc face à son éthique.

Sur un contexte donné, général (le mal logement dans la société) ou précis (une commande, un programme qui semble inadapté ou pouvant avoir des incidences néfastes sur des gens...un aspect de la situation d'un site considéré), il peut rencontrer un conflit d'intérêts entre l'analyse

critique du libre penseur et celle de l'acteur socio économique pris par ses contingences de développement.

Comment agir de façon constructive sur des situations où nous pensons pouvoir avoir un rôle à jouer et où la commande n'existe pas ou y est défavorable?

Est il utile de rappeler les articles de la loi de 1977 qui institue "l'intérêt public" de l'architecture.

Autrement dit est ce que toutes les commandes sont bonnes à prendre ?

Autrement dit la vocation humaniste qui est associée à la discipline et inscrite dans la loi de 1977 est difficile à négocier avec l'inscription professionnelle dans le marché, avec un certain désir de luxe et de position sociale, n'est ce pas?

Si l'on interroge la relation architecte/ citoyen,

Nous avons rappelé la capacité d'auto organisation des gens, qu'il y a des habitants savants.

Il s'agit d'évoluer en méditant les commentaires d'Olivier Chadouin :
"Comme s'il faisait écho à la concurrence paradigmatique qui traverse les sciences sociales» le champ architectural se trouve aujourd'hui dans une situation où il est devenu impossible de s'accorder sur une vision claire de l'individu et de la société sur laquelle fonder des projets légitimes et allant de soi. Pour comprendre le parallèle qui s'établit ainsi entre la pensée des sciences historiques et la discipline de l'architecture, il faut sans doute rappeler l'apport critique des sciences sociales à celle-ci. C'est en effet dès les années 70 que les travaux de Paul Henry Chombard de Lauwe, de Henry Lefebvre ou de Hassan Fathy, entre autres, ont mis en avant l'arbitraire de la représentation de l'individu que partageaient les architectes. De nombreuses remises en question ont été alors rendues possibles. À partir de ce moment critique on a vu alors se développer dans le monde de l'architecture de nombreuses tentatives, s'appuyant sur le concept d'appropriation² ou tout simplement sur les traces historiques et culturelles de la ville, pour penser l'architecture autrement que comme une création totalement autonome³. Une fois la critique déclarée de l'individu universel (sur laquelle le fonctionnalisme s'était construit), tout se passe comme si l'on assistait chez les architectes à un problème d'orientation de leurs pratiques."

1 Sur ce point, il est intéressant de noter que cet état mène au cloisonnement par objet comme le fait remarquer François Dubet pour qui l'incapacité des sciences sociales à ajuster une vision globale aux réalités du monde social invite à opter pour une représentation moins autocentrée de la société et une théorie de l'action conçue comme combinatoire de plusieurs logiques. Cf. Sociologie de l'expérience, Seuil, 1995.

2 Daniel Pinson dans Usages et architecture, L'Harmattan, 1993, consacre un chapitre entier à la fécondité de ce concept dans la démarche de création architecturale, pp. 150-160.

3 On peut trouver l'expression paradigmatique de cette attitude de la toute-puissance du créateur dans le procès fait par Aldo Rossi aux habitants d'un immeuble (dont il avait eu en charge l'édification) qui avaient choisi de décorer leur balcon!“(O. CHADOUIN, “La ville des individus”, 2004, L'Harmattan, p.138)

Pourtant des pratiques de coopération existent

Yona Friedman pose le problème en terme de communication et de transmission.

S'intéressant à la situation de populations précaires, il pense qu'il est possible de concevoir des démarches-solutions, qui sont conçues avec deux préoccupations qui font office de contrainte :

- l'accessibilité en terme d'intelligibilité et en terme de maîtrise des moyens d'action (technique, économie, matériaux)
- et la pertinence contextuelle.

Ces démarches de production et d'organisation d'espace pourraient, selon lui permettre dans leur transmission d'amener les gens à s'autonomiser et à renégocier, voire réconcilier la conversation entre populations et (entre autres) architectes, il appelle ces solutions autoplanification et architecture de survie.

Hassan Fathy et Lucien Kroll fondent leur pensée opératoire sur des expériences pratiques ou la démarche qualifiée d'architecture “compréhensive” s'appuie à la fois sur une reconnaissance et une analyse de la singularité des contextes et des individus et en plus ouvrent une place active aux usagers dans la définition, la programmation, la réalisation et bien sur la qualification post production des valeurs d'usage des espaces (ce n'est pas le cas de tout le monde...).

Patrick Bouchain lui considère le cadre de la conception et surtout du faire, du chantier comme un acte culturel, la relation aux usagers est à la fois celle des rapports de travail avec les travailleurs du chantier et celle du rapport à un public d'usager, l'acte culturel accueille de l'action culturelle. Il énonce aussi des préconisations en terme de proposition architecturale, chercher à produire une architecture ouverte à des valeurs d'usages que ne se figure pas forcément le concepteur, doter l'architecture d'un potentiel de recyclage..

D'autres vont s'attacher à trouver des procédures permettant d'alléger les cadres économiques et juridiques contraignants la maîtrise ou l'accès au projet par des usagers (par exemples précaires , en situation d'exclusion...) par exemple m'équipe d'AREA, expérimente des méthodes de conception générative associées à un montage juridique et financier permettant à des personnes ayant peu de ressources d'aller vers l'accès à la propriété d'un logement à la conception duquel ils auront participé. Cette expérience de logement coopératif, est une recherche d'alternative aux barrages de la spéculation immobilière, se situent en filiation d'expériences coopératives, on pourrait aussi parler des Castors, etc., mais elles ne règlent pas la question du foncier.

En ce moment (2007) des réseaux d'économie solidaire européens se penchent sur des stratégies et des outils pour contrecarrer la spéculation foncière.

Je n'ai pas parlé du droit au logement, de l'aménagement du territoire lié aux gens du voyage...

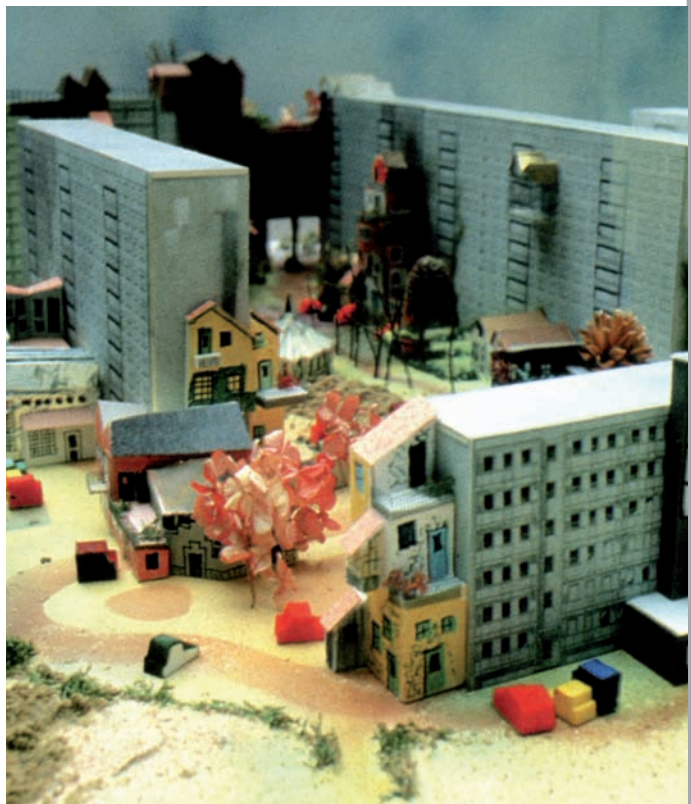
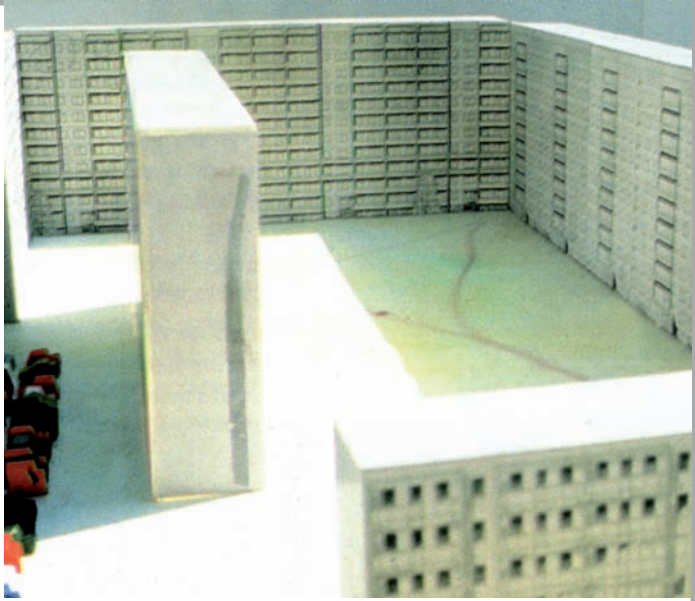
Les chantiers d'implication possible nécessitant des idées, des énergies, sont nombreux.

Si on doit choisir des enjeux, choisissons de poser la question du construire quoi et comment dans le cadre d'une pénurie du logement abordable, de la gentrification des centres-villes, dans le cadre de l'arrivée de grands opérateurs privés, dans l'aménagement et l'urbanisme.

En tout cas il s'agirait de mieux resituer les projets de façon critique dans les problématiques urbaines et sociales qu'il nous semble souhaitable de faire évoluer.

Et peut être pouvons nous chercher à trouver comment nous autres citoyens spécialistes, avec les citoyens profanes, pouvons avoir une vigilance conjointe, être porteurs de contre propositions.

Pour aller dans ce sens, peut-être devrions-nous plus chercher à dégager les possibilités méthodologiques et économiques..



Toutes ces illustrations sont extraites d'«enfin chez soi... réhabilitations de préfabriqués», Atelier Lucien Kroll

“Villa Höstel”, Steinfurt, Rhénanie-du-Nord-Westphalie

Villa Höstel est le nom d'une étonnante bâtisse qui a vu le jour en 2006 dans le cadre d'une action collective fédérant les habitants de Steinfurt, une ville du nord de l'Allemagne. Les artistes ont lancé un appel à la population locale afin d'engager une réflexion commune sur le thème de la maison individuelle. Ils ont invité, par

la suite, les riverains à contribuer activement à la construction d'une maison idéale en faisant don de tous les matériaux de construction stockés dans leurs caves, granges et garages. À la grande surprise des initiateurs, la participation et la générosité des voisins ont été considérables. Grâce à un grand effort collectif,

la villa a été construite en dix jours. Elle reflète à merveille le leitmotiv de nos artistes recycleurs : “Les déchets de l'un sont le trésor de l'autre”.

À lire : *Ressource Stadt/City as a Resource*, Folke Köbberling et Martin Kaltwasser, éd. Jovis Verlag GmbH, Berlin, 2006





ne faisons pas cela, nous ne jouons pas notre rôle ou de nos talents comme nous le devrions'. »

L'âme du Rural Studio

Né et élevé dans le Mississippi voisin, dans un Sud encore ségrégué, Samuel « Sambo » Mockbee pratique pendant plus de quinze ans en agence une architecture qui au fil du temps s'affirme comme représentative du Sud, dite « régionaliste ». En collaboration avec Coleman Coker, il est l'auteur de réalisations marquantes intégrant des matériaux locaux se jouant d'une imagination locale étrange et exubérante. Cette réinterprétation de l'architecture vernaculaire passe par des pans de toit volontairement trop grands pour recevoir les pluies diluviennes qui arrosent la région et faire fonction de brise-soleil, de vastes porches où il fait bon se rafraîchir pendant les chaleurs estivales.

Maison des Shiles, près de Newbern (2002)

Tracy Shiles, infirmière et mère de deux enfants, a été choisie par le Studio car elle souhaitait s'en sortir en reprenant ses études. Conçu l'année suivant le décès de Samuel Mockbee, le projet a cette fois-ci été dirigé par un ancien élève, Steve Hoffman, avec l'aide de seize étudiants. Marqués par la perte de leur mentor, ils ont imaginé une maison esthétiquement très éclectique où la multiplication des matériaux et des textures s'éloigne de la sensibilité des réalisations précédentes. L'esprit demeure toutefois avec un soubassement composé de pneus remplis de terre et enduits de ciment, des poteaux téléphoniques pour pilotis et des planches de chêne provenant de palettes de transport.



Autant d'éléments que l'on retrouvera dans les réalisations du Rural Studio.

Peu à peu, il prend conscience des inconsistances de la réalité sociale et économique qui l'entoure. Reconnu et renommé, il décide cependant de donner un autre sens à son activité, de répondre à sa responsabilité éthique d'architecte et de s'engager auprès de ses voisins les plus démunis. Sans regret, il se détache de la mouvance de l'architecture destinée à des clients fortunés, fatalement oublieuse des enjeux sociaux et éthiques qui devraient selon lui l'animer. Il poursuit ardemment sa pratique de la peinture et commence d'enseigner à l'université d'Auburn en 1991. L'année suivante, il crée et implante le Rural Studio à Newbern dans le comté de Hale en collaboration avec son collègue et ami D.K. Ruth. Depuis, plus de 50 projets individuels et collectifs y ont été réalisés et plus de 400 étudiants y sont passés. Depuis son décès prématuré en 2001, le flambeau de la

Suite p. 110



Pour les dégager, en plus de démarches empiriques/critiques, prises dans leur immédiateté, il serait aussi nécessaire de scruter, sur la longue durée les modalités de constitution et de coordination, au quotidien, des façons de produire l'espace, avec le filtre d'analyse de ces intentions "en fond d'écran".

En terme de production spatiale, il ne s'agit pas d'entretenir un fantasme fonctionnaliste, en imaginant, que la participation des usagers doit amener à préciser des espaces en adéquation spécifique avec des usages identifiés avec eux. Comme nous l'avons évoqué l'utilisateur est multiple et potentiel, il est multitude. L'architecture pour la multitude est ouverte aux valeurs d'usages.

De la relation à l'utilisateur:

Les modes de prise en compte et d'implication des usagers dans des procédures de conception- décision - transformation sont par ailleurs théorisées, analysées de façon comparative en regard de dispositifs nationaux et internationaux.

Si l'on interroge spécifiquement les compétences de deux acteurs de la production spatiale l'architecte et l'utilisateur:

S'il s'agit de mettre en pratique la coopération avec des habitants/ usagers sur la transformation de leur environnement, il est peut être nécessaire de faire le point sur nos compétences respectives, celles spécifiques d'un architecte et celles généralistes d'un usager.

Pour l'architecte:

Je les qualifierai en 5 champs de capacités spécifiques et fondamentales, bien que certaines d'entre elles soient commune à d'autres "spécialistes" et soient latentes chez chacun d'entre nous.

- 1 une capacité de lecture croisée, d'analyse référencée et de diagnostic (formulation de problème et nécessités) sur un contexte spatial (bâtiments, espaces, lieux, territoires, réseaux, resitués dans l'histoire, les types...)**
- 2 une capacité de conception de propositions à la formulation de besoins, demandes, désirs, problèmes... par la requalification des espaces, l'agencement, l'édification,... cumulée à une capacité d'anticipation**
- 3 une capacité de représentation partageable, convoquant une multiplicité de médias (dessin, plans, coupes, maquettes, cartes, images de synthèses, collages, texte, film...)**

4 une capacité de planification (anticipation technique et budgétaire et planification en séquence de la conduite vers une réalisation)

5 une capacité de coordination opératoire (la maîtrise d'oeuvre) de la mise en oeuvre d'une proposition d'agencement spatial.

Ces capacités sont à la fois interactionnelles, culturelles, analytiques et techniques, la matérialité de l'espace que manipule l'acte de bâtir est fondamentalement et culturellement reliée aux autres dimensions. C'est en cela que la pratique de l'architecte, est fondamentalement culturelle, politique en même temps qu'être technique. La question est comment mettre en oeuvre de façon pertinente ces compétences pour favoriser la coopération.

Du côté des usagers:

"Un citoyen c'est un ingénieur du projet politique" Guy Naizot

Si "personne" ne remet en cause de permettre aux gens de participer aux projets, on ne néglige pas leur propre expertise, ainsi parle t'on de "maîtrise d'usage", qu'on met en balance si ce n'est en équilibre avec la maîtrise d'ouvrage et d'oeuvre.

On entend souvent que l'utilisateur l'habitant, est de nature à améliorer les projets, sur quels apports ?

On l'a évoqué plus haut dans le chapitre sur les capacités des usagers elles sont multiples puis que l'utilisateur est spécifiquement un individu avec sa culture, ses acquis et une multitude, comment qualifier les compétences de la diversité?

Il y a une capacité verbale et non verbale à faire état de son expertise directe d'usages, de problèmes.

Il y a la capacité interactionnelle à réagir, échanger sur un problème considéré (se pose la question de l'accès aux moyens pour comprendre et traiter un problème)

Il y a une capacité de relais d'opinion.

Il y a une capacité d'action directe.

Il y a la capacité d'apporter son potentiel de compétences non caractérisables car spécifiques à chacun.

Comment faire en sorte que ces points de vues, ces paroles, puisque les contributions envisagées sont souvent du registre de la parole, comment donc elle peuvent être intégrée dans du processus de projet pour passer aux actes ?

comment qualifier ou quantifier l'apport de la parole habitante dans le projet ?

Comment faire en sorte que la parole débouche sur des actes du processus ?

Enfin, l'action se joue dans un nécessaire questionnement : est ce qu'on est au service de la maîtrise d'ouvrage ou est ce qu'on est au service d'un projet social ?

La posture de l'acteur est multiple, et influencée par différents facteurs inhérents à la fois aux convictions des individus et aux sociologies des professions, mais aussi aux contextes de projets tels qu'ils se contractualisent.

D'autant plus, si les nécessités et points de vues des usagers peuvent être multiples, les voix d'une maîtrise d'ouvrage peuvent être contradictoires, il peut y avoir opposition chez un maître d'ouvrage entre les équipes qui vont coordonner le projet urbain et le projet social.

La question reste ouverte.

Reconfigurer les conditions de coopération et de négociations entre usagers et maîtrise d'oeuvre suppose aussi d'intégrer et de s'accorder avec la maîtrise d'ouvrage.

Ce qui relie à la question de la démocratie participative.

Maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre, maîtrise d'usage coopérer pour Coproduire l'espace:

Selon Taoufik Souami, la possibilité de coproduction suppose la conjugaison des savoirs faire et compétences de deux mondes, celui de l'institutionnel et celui de l'autoproduction.

"L'auteur entend institutionnel au sens, dit-il, utilisé par les Durkheimiens « c'est-à-dire un système de normes qui cristallisent des représentations, des comportements et des rapports humains pour les porter au statut de généralités et de systématité ».

En conformité avec sa conception, T. Souami ne s'intéressera qu'aux *« agences de la société qui sont nommément désignées comme institutions pour contrôler le respect de ces systèmes de normes ».*

Quant à l'autoproduction, elle désigne « les démarches et les actions

organisatrices d'espace qui ne sont pas de l'initiative institutionnelle et qui échappent à sa conduite, à son contrôle et à ses finalités ». Ce niveau appelé autoproduction, n'est pas un simple extérieur à l'institutionnel, c'est «un monde organisé et animé par des acteurs à part entière » nous dit T. Souami.”(Abderrahmane Moussaoui, article : «Souami Taoufik, Aménageurs de villes et territoires d'habitants. Un siècle dans le Sud algérien, Préface de Michel Maré, Paris, L'Harmattan, 2003, 420 p.», Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée [En ligne], N° 111-112 - Les partis politiques dans les pays arabes, mars 2006. Pagination : 306-309. Mis en ligne le : 31 mars 2006 Disponible sur : <http://remmm.revues.org/document2895.html>.)

En France la coopération avec les usagers est inscrite dans la loi française.

Du point de vue institutionnel la coopération avec les usagers s'inscrit en France dans le cadre de la participation citoyenne associée à la question de la démocratie participative en complément de la démocratie représentative. Celle ci fait l'objet de plusieurs lois et décrets, et elle est réglementée dans plusieurs procédures du code de l'urbanisme.

Mais la restreindre à des procédures et programmes publics est, de mon point de vue, bien trop restrictif.

Nous pouvons aussi faire évoluer les pratiques dans le cadre d'opérations privées.

Par exemple, les réseaux écologistes et d'économie solidaire expérimentent actuellement des procédures de montage de logements coopératifs, d'éco-quartiers, où évidemment les architectes sont nécessaires et conviés, mais où se posera inmanquablement une question de méthode.

Sans approfondir, sur la question du droit français, il peut être utile de donner ces quelques repères.

comprendre

comprendre
de l'autogestion au développement durable...

Les sources historiques et politiques

De l'autogestion au développement durable, le citoyen s'invite dans la construction des politiques publiques

Trois généalogies peuvent être identifiées pour rechercher les racines de ce que l'on appelle aussi bien développement local que démocratie participative locale, les deux concepts étant étroitement mêlés.

Le développement local

La plus ancienne est issue d'une douzaine de territoires ruraux qui, entre 1965 et 1970, ont été marqués par une mobilisation sociale, en dehors de toute procédure et le plus souvent sans ou contre les élus politiques. Il s'agit de petites régions (que l'on appellera bientôt les « Pays ») qui sont toutes en déprime : dévitalisation, par saignée démographique surtout des jeunes, crise de l'agriculture, de l'artisanat, du commerce, enclavement, sentiment d'abandon de la part des pouvoirs publics qui, à l'époque, accompagnent exclusivement la croissance urbaine et industrielle. La réaction est celle de « des derniers survivants qui ne veulent pas mourir sur place », de « ceux qui n'attendent plus rien d'en-haut » et qui décident « de se prendre en mains ». Il se crée alors des structures locales, principalement associatives, autour du concept de « développement ».

Beaucoup des idées, du vocabulaire et des pratiques de ces pionniers sont issues des pays en voie de développement. Les premiers agents de développement, en France, sont d'ailleurs fréquemment d'anciens coopérants utilisant la grille de lecture et la méthodologie d'action qu'ils ont expérimentées dans le Tiers monde, et qu'ils appliquent à certaines portions du territoire national considérées comme en voie de sous-développement : pédagogie de la conscientisation, travail en petits groupes conviviaux, méthodologie de projet, mobilisation de la population par des actes symboliques et festifs, rassemblement de cercles concentriques autour d'un leader charismatique, démocratie interne inventive, actions emblématiques, facilement appropriables par le plus grand nombre, etc. On comprend que ce mouvement que l'on dira « de développement endogène », ou « autocentré » ait rencontré facilement les thèmes de l'autogestion, qui sont revenus à la conscience politique à peu près à la même époque.

Il ne faut pas masquer les difficultés apparues dès l'origine. La définition du périmètre du territoire en développement n'est pas évidente : elle ne peut pas toujours s'appuyer sur l'histoire, la géographie, ou un sentiment d'identité ; elle se heurte à l'émission communale et à l'esprit de clocher, au pouvoir cantonal

de co-construction et co-gestion de projets locaux, obligation des comptes-rendus de mandat... Sous la pression de ce mouvement, les élus concèdent alors des commissions mixtes extra-municipales, des conseils et comités de quartier, des instances consultatives diverses, sectorielles ou par génération (conseils d'enfants, de jeunes...), beaucoup d'autres procédures novatrices. Ce que l'on appellera plus tard « la démocratie participative » démarre ainsi. Elle est assez largement prise en compte par les programmes municipaux de presque tous les partis politiques, en 1971, du moins en intentions. Les Groupes d'action municipale (Gam) et la gestion emblématique de Grenoble jouent un rôle non négligeable dans la diffusion de ces idées et de ces pratiques. Le mouvement s'épanouit vraiment avec les élections municipales de 1977.

Alors que la gauche revenue au pouvoir promettait une loi relative à la démocratie locale, dès 1982, dans le cadre de la décentralisation, il a fallu attendre dix ans, c'est-à-dire 1992, pour qu'une loi (dite loi Joxe), au profil d'ailleurs bas, aborde cette question. Le législateur généralise et rend obligatoires certaines des expérimentations locales. Manifestement les élus, de tous bords, répugnent à légiférer sur la démocratie qui, disent-ils, est plus affaire de mentalité, de conviction que d'une obligation légale !

La politique de la ville

Le troisième fondement est à rechercher dans l'urbain et, une fois de plus, dans les zones déprimées que sont les quartiers sensibles. Un club de réflexion analyse, dès 1974-1975, « la dérive des grands ensembles » et affirme avec force que « leur réhabilitation ne pourra se faire durablement sans la mobilisation de leurs habitants ». En 1977, la procédure Habitat et vie sociale (reprenant le nom du club) est lancée. Elle rend obligatoire l'association des habitants aux programmes de réhabilitation urbaine et devient un lieu majeur d'expérimentation de la démocratie participative. En 1982, elle est transformée en Développement social des quartiers et peut être considérée comme la racine de la politique de la ville. Des méthodes voisines de celles qui avaient été expérimentées dans le rural sont utilisées par les chefs de projets, les membres des maîtrises d'œuvre urbaine et sociale des zones urbaines sensibles. animateurs, travailleurs sociaux, responsables et bénévoles associatifs déploient une énergie et une inventivité considérables pour animer des petits groupes, pour construire des « projets de quartier », au-delà des logiques sectorielles, culturelles, ethniques, sociales, pour réaliser des actions impliquant les habitants eux-mêmes, pour établir d'authentiques relations avec les pouvoirs locaux et les institutions... Les réussites, les échecs, les limites d'une telle ambition ont fait l'objet de nombreuses évaluations.

des notables, aussi bien qu'aux ressorts multiples des découpages administratifs de l'État. Il s'agit donc presque toujours de territoires laborieusement construits, et fluctuants. L'ambition d'un projet territorial global s'oppose aux logiques sectorielles et catégorielles. Les mobilisations les plus fortes se font par corporations : les agriculteurs animent un groupement de développement agricole ; les artisans et les commerçants s'organisent entre eux ; les acteurs du tourisme créent un Pays d'accueil ; les défenseurs de l'environnement construisent leur propre réseau et tentent d'obtenir un Parc naturel régional ; les socioculturels agissent de leur côté. Ces forces centrifuges rendent toujours difficiles les mises en cohérence, les transversalités, les projets territoriaux qui soient de véritables synthèses et pas seulement une addition d'actions sectorielles. On peut aussi noter les dangers de l'unanimité (négation des clivages sociaux, des contradictions d'intérêt, recherche du consensus à tout prix) et les dangers de l'autarcisme (« vivre et travailler au pays ») nié ou minimisant les interdépendances avec l'extérieur, y compris avec l'économie-monde.

Ce n'est qu'à partir de 1970 que l'État intervient dans les petites régions rurales sensibles. Les procédures contractuelles apparaissent alors, d'abord étatiques et déconcentrées, puis régionalisées et décentralisées, avant que l'Europe n'en propose à son tour (plans d'aménagement rural, contrat de Pays, etc.). Commence alors une autre histoire qui n'est plus seulement celle d'un mouvement autocentré, mais aussi celle de l'astuce de captation des crédits, venus d'en haut, par les acteurs locaux. C'est alors que les élus locaux, détenteurs de la légitimité et aptes à contractualiser, reprennent le pouvoir et que les associations représentant les forces vives et la société civile doivent composer avec eux. Elles ne jouent plus qu'un second rôle par rapport aux instances de l'intercommunalité. Elles travaillent dans une collaboration conflictuelle avec les communautés publiques.

L'autogestion municipale

Le second courant s'affirme aussi à la fin des années 60, aussi bien dans le rural que dans l'urbain. Il découle d'une critique de gauche de la gestion municipale, celle du Parti communiste (« gestion léniniste d'îlots de démocratie populaire dans la mer capitaliste »), celle de la SFIO (« vous avez de bons élus qui font votre bonheur... dormez tranquilles »). Le citoyen est appelé à voter, puis il est mis en congé de citoyenneté pendant six ans. Des groupes locaux, souvent issus de la vie associative, commencent à revendiquer une intervention permanente du citoyen dans la vie locale, selon la déclinaison devenue classique aujourd'hui : accès à une information objective et pluraliste, mécanismes de consultation relatifs aux décisions, instances pérennes ou ad hoc de concertation, c'est-à-dire

Dans les trois cas, il est indispensable d'étudier la dialectique entre le mouvement ascendant (l'auto-organisation des citoyens se tournant ensuite vers les pouvoirs publics et les institutions) et le mouvement descendant (les pouvoirs publics et les institutions proposant aux citoyens des procédures et des processus plus participatifs).

Les concepts qui fondent la démocratie participative

L'expression *démocratie participative* n'est-elle pas au sens propre absurde ? s'interroge Loïc Blondiaux¹ dans un texte qui fait suite aux polémiques de la campagne des présidentielles 2007 à ce sujet. « Ne relève-t-elle pas du pléonasme : comment concevoir en effet une démocratie qui ne soit pas participative par essence ? Comment penser qu'il soit besoin de rappeler cette évidence selon laquelle le système démocratique exige un certain degré de participation du peuple dans les choix collectifs ? » La conception dans laquelle la démocratie s'épuise dans l'expression des suffrages est pourtant largement répandue au sein des représentants du peuple à différents niveaux d'exercice du pouvoir, témoignant d'une conception réductrice de la démocratie.

Certes, les moyens, constitutionnels, sont nombreux par lesquels le peuple exerce sa souveraineté (notre régime démocratique est fondé sur la souveraineté populaire : le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple (article 10 de la constitution) ; et donc met en œuvre ses droits politiques et donc au sens propre sa citoyenneté : le droit de grève, de pétition, de manifestation, d'association², d'une part ; le « droit de demander des comptes à tout agent public de l'administration » (Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, annexée à la constitution de 1958), d'autre part. Ces moyens fondent les outils d'un contre-pouvoir ou d'un contrôle du pouvoir local par les citoyens. Mais s'agissant de *démocratie participative*, les conceptions de la démocratie qu'elle sous-tend vont bien au-delà d'une optimisation du jeu entre pouvoir et contre-pouvoir.

1. « Un plaidoyer paradoxal en faveur de l'innovation démocratique », Loïc Blondiaux, sociologue, professeur de sciences politiques à l'IEP de Lille, revue *Mouvements* n°50, août 2007. En ligne sur www.adels.org

2. Le droit d'association a pris valeur constitutionnelle depuis l'avis négatif du conseil constitutionnel de 1971 sur la loi Marcellin, ministre de l'Intérieur, laquelle soumettait à autorisation préalable le dépôt d'une association.

La démocratie directe

La démocratie participative n'est pas le rêve de la démocratie directe: il ne s'agit pas du retour à une *agora* grecque mythifiée (les femmes et les esclaves n'y ont pas accès). Sans médiation, c'est-à-dire sans l'élaboration d'une parole collective, construite par les citoyens, la relation au pouvoir est dissymétrique et potentiellement objet de toutes les manipulations. La démocratie d'opinion ou sondagère peut faire l'objet de la même critique.

La démocratie locale

On désigne sous le vocable de « démocratie locale » un certain nombre de pratiques de participation ancrées sur le territoire local, communal ou intercommunal. Le vocabulaire est largement issu du mouvement de l'autogestion municipale des années 60-70 et de ses expérimentations emblématiques (Grenoble, Hérouville-Saint-Clair, La-Roche-sur-Yon, etc.). L'autogestion locale procède par analogie au mouvement de l'autogestion ouvrière, lequel entend créer dans les entreprises des contre-pouvoirs salariés face aux pouvoirs patronaux. Elle conteste ainsi les pratiques autoritaires voire autocratiques des élus locaux de ces années.

La démocratie représentative

Au cœur de notre pensée politique et de l'organisation des institutions, le primat, la légitimité de l'élection reste plein et entier, inscrit dans la Constitution française qui en définit les modalités fondamentales. En résulte une compétition pour la conquête des mandats et des pouvoirs qu'ils confèrent.

La démocratie de proximité

Elle a été largement médiatisée par la loi démocratie de proximité du 27 février 2002 créant les conseils de quartier. Elle n'est pas par essence participative, puisqu'elle ne fait que décrire un ensemble de pratiques par lesquelles le pouvoir local rapproche la décision des citoyens ou un mode de contact, potentiellement clientéliste avec les citoyens (voir page 21 « les ambiguïtés d'une démocratie de proximité »); un mode de contact qui cherche parfois à passer par dessus les modes d'organisation intermédiaires tels les associations.

La démocratie participative

Entre démocratie représentative et démocratie délibérative, elle se définit par la participation du public aux processus de décision.

« La démocratie participative est non seulement un idéal politique moderne, mais aussi un modèle performant. Plus les citoyens sont en capacité de s'exprimer et de délibérer

sur le devenir de la cité, plus une communauté est en capacité d'agir pour ces fins. Plus un régime politique prend en compte les attentes de ses membres, plus il est efficace. La participation n'est ni l'autre de la représentation, ni son simple supplément d'âme, mais la force exigeante qui anime de son imagination créatrice la démocratie. » (Antoine Bevert).

« Dans [le modèle participatif], de nouvelles institutions sont créées, qui disposent d'un véritable pouvoir décisionnel ou co-décisionnel et qui incarnent un « quatrième pouvoir ». Les dispositifs doivent de ce fait s'appuyer sur des règles claires et impliquer une qualité délibérative assez forte. L'autonomie de la société civile est encouragée, à travers une volonté politique clairement affirmée en ce sens, mais aussi grâce à des garanties procédurales et à l'existence d'un réseau associatif fortement mobilisé. L'institutionnalisation d'une démocratie participative constitue par ailleurs une pression conséquente en faveur de la modernisation de l'administration en favorisant sa réactivité et sa responsabilisation, la société civile pouvant aller jusqu'à exercer un véritable contrôle du fonctionnement des services publics. Réciproquement, l'efficacité gestionnaire de la démocratie participative dépend de la modernisation de l'État ». (Marie-Hélène Bacqué, Henry Rey et Yves Sintomer).

La démocratie délibérative

La formule permet en partie de lever une ambiguïté: la délibération est à la fois l'aboutissement du travail d'une assemblée décisionnelle (la décision du conseil municipal par exemple) et décrit aussi le processus de discussion qui permettrait de revitaliser la participation démocratique.

Venu d'une évolution du vocabulaire anglo-saxon, le concept de démocratie délibérative s'implante difficilement en France en comparaison du reste de l'Europe. Il est fondé sur cette idée qu'aujourd'hui, la légitimité d'une décision ne repose plus seulement sur la nature de l'autorité de celui qui la prend. Ce n'est pas parce que c'est la volonté générale majoritaire qui a pris une décision qu'elle est légitime. C'est aussi la procédure qui a permis de produire la décision qui rend cette décision légitime³.

C'est en partie sur ce concept que sont fondées les démarches de débat public en France et les outils comme les conférences de citoyen ou les conférences de consensus. Il s'agit de la production d'un « jugement public » par des citoyens formés et informés, dans une instance légitimée par le pouvoir décisionnel qui se met en position d'influence de sa décision.

³ Intervention de Loïc Blondiaux au colloque de l'AMGVF « Démocratie locale et décision », Mulhouse, les 16 et 17 octobre 2003. En ligne sur www.adels.org

Les grands textes législatifs qui encadrent la démocratie participative : une production lente et prudente depuis les lois de décentralisation

Dans sa dimension juridique, la démocratie participative doit s'entendre largement comme l'information et la participation du citoyen d'une part, et la démocratisation des assemblées délibérantes locales, d'autre part.

Ces textes se sont succédés et ont accompagné le processus de la décentralisation, au gré d'interventions législatives ponctuelles et parfois limitées dans leur champ d'application, mais s'inscrivant dans une perspective générale d'une prise de conscience que « la participation des citoyens est au cœur même de l'idée de démocratie »⁷. Il faut alors envisager ces évolutions comme s'inscrivant dans un processus diffus plus que dans une continuité à partir des premières lois de décentralisation.

Premières lois de décentralisation « Defferre », 1982-1983

Un des objectifs affichés des premières lois de décentralisation est de rapprocher le citoyen du centre de décision. Opérant d'importants transferts s'agissant des compétences au profit des collectivités territoriales, le législateur consacre le principe de subsidiarité selon lequel elles « ont vocation à prendre les décisions pour l'ensemble des compétences qui peuvent le mieux être mises en œuvre à leur échelon »⁸. Ce transfert de compétences ne s'est toutefois pas réalisé au profit du citoyen, malgré l'annonce par le législateur d'un second volet dit « démocratique » de la décentralisation. Objectif affiché donc, mais qui ne s'est pas traduit dans les textes. La marche étant lancée, il ne restait plus au législateur qu'à le concrétiser. Restait à savoir dans quelle mesure une assemblée constituée prin-

7. Formulation reprise d'une recommandation du comité des ministres du Conseil de l'Europe. Recommandation Rec (2001) 19.

8. Art.12 alinéa 2 de la Constitution.

cipalement de député-maires allait-elle pouvoir le faire et avec quelle audace. La loi d'orientation relative à l'Administration territoriale de la république (ATR) du 6 février 1992 est la première étape fondamentale.

Loi « ATR » du 6 février 1992 consacrant la notion de « démocratie locale »

Il aura fallu près de dix ans pour que la notion de « démocratie locale » soit reconnue par le législateur⁹. La loi « ATR » entend modifier substantiellement la démocratie interne de l'institution municipale, partant du principe qu'une participation citoyenne suppose que soit assurée en amont une information du citoyen quant aux affaires locales.

L'article 10 de la loi « ATR » repris et codifié à l'article L.2141-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que « le droit des habitants de la commune à être informés des affaires de celle-ci et à être consultés sur les décisions qui les concernent, [...] est un principe essentiel de la démocratie locale ».

Désormais, un certain nombre de documents doivent être accessibles au public parmi lesquels des documents budgétaires, des tableaux retraçant les comptes administratifs, des bilans certifiés des sociétés d'économie mixte, des listes des subventions et concours aux associations et, de manière plus générale, tout document administratif au sens de la loi du 17 juillet 1978 (dossiers, rapports, études, procès-verbaux, avis, décisions, etc.).

Article 18 de la loi « ATR » repris et codifié à l'article L.2122-29 du CGCT : « Les arrêtés du maire ainsi que les actes de publication et de notification sont inscrits par ordre de date. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les arrêtés municipaux à caractère réglementaire sont publiés dans un recueil des actes administratifs... »

Ce recueil est de périodicité au moins trimestrielle et doit être consultable à la mairie ou en mairies annexes. Le non respect d'une telle obligation du fait de l'inexistence ou de l'insuffisance de la publication peut être sanctionné par le juge administratif. La même philosophie prévaut et des dispositions peu ou prou équivalentes sont applicables aux intercommunalités, conseils généraux et régionaux.

En matière de participation, la loi a créé des procédures de consultation. La consultation des habitants ne reste pourtant qu'« une simple demande d'avis »¹⁰ des électeurs et les comités consultatifs créés, institutionnalisant par ailleurs les

pratiques plus anciennes des commissions extra-municipales, n'ont aucun pouvoir de décision en droit même si, en pratique, ils peuvent être de véritables lieux de co-élaboration de la décision (voir page 49).

Enfin, s'agissant du renforcement du droit des élus, la loi prévoit que « tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération »¹¹. Tout membre doit donc être régulièrement et précisément informé de l'ordre du jour de la séance via la note jointe à la convocation¹² et avoir accès aux documents nécessaires pour se prononcer¹³. De plus, les élus minoritaires peuvent bénéficier, à leur demande, du prêt d'un local commun.

Bien que significative, en jetant les bases d'une démocratie locale, la loi ATR n'en reste pas moins limitée dans sa portée et appelait déjà à d'autres étapes. En effet, faute d'un manque d'audace certain, si le législateur a protégé le droit d'information des citoyens et des élus minoritaires¹⁴, quid de la participation effective du citoyen à la décision locale et du droit d'expression voire de contre-proposition de l'opposition ?

Loi « Bouchardeau » de 1983 puis Loi « Barnier » de 1995

La loi dite « Barnier » du 2 février 1995 institue la Commission nationale du débat public (CNDP). Celle-ci est « chargée de veiller au respect de la participation du public au processus d'élaboration des projets d'aménagement ou d'équipement » présentant de forts enjeux socio-économiques ou des impacts significatifs sur l'environnement. Elle ne se prononce jamais sur le fond mais veille, sur la forme, à ce que la participation du citoyen soit effective.

La loi « Barnier » se fait écho aux deux lois plus anciennes, respectivement du 12 avril 1983 dite « Bouchardeau » démocratisant les enquêtes publiques en matière d'environnement, et celle du 18 juillet 1985 posant une obligation de concertation s'agissant des grandes opérations d'urbanisme. Aussi, la charte de l'environnement de 2004 à valeur constitutionnelle prévoit dans son article 7 que « Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités »

11. Art. 28 re pris et codifié à l'article L.2121-13 CGCT.

12. Conseil d'État, 4 avril 2005.

13. Conseil d'État en assemblée plénière, 27 mai 2005.

14. En pratique, l'exercice de ce droit rencontre encore beaucoup de difficultés. Le droit d'information des citoyens se heurte aux mauvaises volontés des élus, et le droit d'expression de l'opposition au règlement intérieur de l'assemblée locale.

9. Un titre entier lui est consacré : titre II intitulé « De la démocratie locale ».

10. Art. 21 repris et codifié à l'article L.112-17 CGCT.

publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement. » Dans le même sens, la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine du 1^{er} août 2003 impose dans le cadre des Opérations de rénovation urbaine (Oru), une obligation de concertation entre les habitants et les acteurs locaux.

Les lois « Voynet » (29 juin 1999), « Chevènement » (12 juillet 1999) et « Gayssoit » (13 décembre 2000)

La loi « Voynet » place la notion de développement durable au cœur des politiques publiques. Partant de la définition d'un territoire pertinent pour asseoir un projet de développement durable (territoires de projet) et inspirée par le mouvement de développement local, elle vise par ricochet une démocratie plus participative. Ainsi, en affirmant les Pays, elle crée les conseils de développement composés de représentants de milieu économiques, sociaux, associatifs et culturels en les associant à l'élaboration de la charte qui doit rendre compte d'un projet de développement durable.

La loi « Chevènement » crée l'agglomération et, dans le but du renforcement de l'intercommunalité, a étendu la possibilité d'une consultation locale en faveur des établissements publics de coopération intercommunale (ÉPCI).

La loi « Gayssoit », dans son volet « logement et urbanisme », entend notamment redonner de la cohérence au développement des villes et plus de mixité sociale en matière d'habitat à l'intérieur d'un périmètre de solidarité que doit être l'agglomération.

Une timide loi relative à la « démocratie de proximité » (27 février 2002)

Avec la loi « démocratie de proximité », on ne parle plus de démocratie locale mais de démocratie de proximité. Ce changement terminologique témoigne-t-il d'une rupture avec le passé ? Pas vraiment, il s'agit plutôt d'une question de commodité, afin de s'extraire du dualisme traditionnel entre démocratie représentative et démocratie participative¹⁵, mais au fond, la perspective reste la même : associer les citoyens aux décisions locales et renforcer le droit des élus minoritaires.

Elle entend renforcer la démocratie participative et crée notamment des conseils de quartiers, obligatoires pour les communes de plus de 80 000 habi-

15. Ce dualisme ressort clairement dans la circulaire ministérielle ayant pour objet la loi du 27 février 2002 aux termes de laquelle « la loi a pour objet premier l'approfondissement de la démocratie locale, par le développement de la démocratie participative d'une part [...] et, d'autre part, par le renforcement de la démocratie représentative ».

tants, et facultatifs sur la base du volontariat pour celles de 20 000 à 80 000 habitants. Elle relance également les commissions consultatives des services publics locaux issues de la loi « ATR » sans véritable succès car peu mises en œuvre, en permettant aux usagers d'avoir des informations sur le fonctionnement des services publics. Enfin, elle crée, lorsque la commune diffuse un bulletin municipal, un espace réservé à l'expression des conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité.

La loi du 27 février 2002 n'a donc rien de révolutionnaire. Loi de fin de mandat et, à bien des égards, incomplète, elle marque une véritable intention législative sans réellement se donner les moyens de la réaliser en laissant tout entière, une fois de plus, la question d'une participation effective du citoyen à la décision. Peut-être que du fait d'obstacles de nature constitutionnelle le salut ne pouvait-il venir que d'une réforme constitutionnelle ?

La réforme constitutionnelle : l'acte II de la décentralisation

Celle-ci découle de la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République aux différentes lois organiques qui l'ont suivie jusqu'à celle du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

La loi constitutionnelle de 2003 crée un nouvel instrument de consultation des électeurs, le référendum local, qui devient alors décisionnel et est étendu à l'ensemble des collectivités territoriales. Il ne vise pas à renforcer la démocratie participative mais la souveraineté populaire du fait que les citoyens sont privés du droit d'initiative, lequel reste exclusif à l'exécutif local. De fait, il ne s'agit que d'une consultation locale « améliorée ». Celle-ci continue d'exister et la loi du 13 août 2004 a élargi cette possibilité aux départements et aux régions.

De plus, dans la lignée de la Constitution qui prévoit que « la loi fixe les conditions dans lesquelles les électeurs de chaque collectivité territoriale peuvent, par l'exercice du droit de pétition, demander l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante de cette collectivité d'une question relevant de sa compétence » (art. 72-2), il est désormais possible que l'initiative d'une telle consultation émane des citoyens eux-mêmes lorsqu'un cinquième des électeurs le demande (un dixième des électeurs pour les collectivités autres que la commune). Toutefois, la décision finale de recourir ou non à cette procédure dépend de l'assemblée locale. Il en va de même pour le résultat de la consultation, qui ne reste qu'un simple avis. En laissant coexister les deux formes de consultations, le législateur fait subsister des ambiguïtés qui, si elles se justifient d'un point de vue juridique, ne se justifient pas politiquement.

La plupart des dispositions des lois concernées ont principalement été codifiées dans le CGCT et le code de l'environnement. On proposera alors en annexe (voir p. 86) un listing avec un accès thématique aux principales dispositions ainsi qu'à la jurisprudence pertinente quand le juge est venu palier certaines carences législatives.

Au niveau international, la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus le 25 juin 1998¹⁶, est le texte de référence le plus intéressant.

Extrait de la revue Urbanisme - 31/10/2006

Un rapport commandé par l'ANRU conclut à l'absence de vision stratégique du PNRU

Elaboré en 2003 pour améliorer les conditions de vie dans les banlieues, le programme national de rénovation urbaine (PNRU) se traduit, d'après les conclusions d'un rapport du conseil général des ponts et chaussées, commandé par l'agence nationale de rénovation urbaine (ANRU), « par un empilement d'opérations sur le bâti, sans vision stratégique », révèle le quotidien le Monde (édition du 1er novembre) qui s'est procuré le rapport. « Il n'y a pas de réelle prise en compte des attentes prioritaires des habitants et si des inflexions ne sont pas apportées dès maintenant, certains quartiers courent à l'échec », prédit encore le rapport. Durant le premier semestre 2006, treize des hauts fonctionnaires se sont rendus dans une dizaine de sites épaulés par l'ANRU qui coordonne le PNRU. Plus de deux cent acteurs de terrain ont été rencontrés dans trois villes d'Ile-de-France et sept situés en province, d'après le Monde.

« Les auteurs de l'expertise ne prétendent pas avoir évalué à fond les effets d'une politique publique compte tenu de la faible ancienneté des conventions, rapporte le quotidien, mais ils sont convaincus de l'urgence à mettre en œuvre leurs recommandations ».

D'après le journal, la 1ère lacune décelée par la mission réside dans le fait que nombre de conventions conclues avec l'ANRU ressemblent à des catalogues d'actions qui ne s'inscrivent pas dans le long terme.

Les auteurs du rapport, dont le Monde reprend les conclusions, soulignent par ailleurs un aspect essentiel des programmes de renouvellement urbain : les démolitions risquent à l'avenir de se heurter à des goulots de détriement du fait des retards pris dans la construction d'immeubles neufs. « Les opérations de relogement devraient associer plus étroitement les habitants », recommandent entre autres les auteurs du rapport.

« Malgré ces dysfonctionnements, le PNRU a enclenché sur le terrain une dynamique collective positive qui résulte de l'ampleur des moyens humains et financiers mobilisés », conclut le Monde à partir de l'étude. En effet, à eux seuls, l'Etat et le « 1% logement » se sont engagés à apporter 10 milliards d'euros sur la période 2004-2013, rappelle le quotidien.

Une limite de ces décrets et règles, c'est qu'à l'endroit où elles précisent des obligations elles ne proposent, ni n'imposent de réel cadre pratique, juste quelques indications d'étapes, de dispositions et de mises à disposition (accès en consultation des documents à la collectivité, lire blanc...), donc le cadre d'exercice est largement soumis à la volonté, au savoir faire et à l'inventivité des maîtres d'ouvrages et de ceux qu'ils missionnent, pour le meilleur et pour le pire.

La pratique de coopération reposera sur 3 facteurs un accord avec les maîtrises d'ouvrage et les maîtrise d'oeuvre, l'adoption d'outils et de méthodes, mais aussi par la compréhension des freins culturels à la participation créative des usagers.

La capacitation citoyenne pour construire la maîtrise d'usage

Capaciter c'est la démarche interactive, qui permet qu'un individu ou un groupe devienne capable de porter la résolution d'un projet qu'il veut réaliser.

Dans le cadre de l'action ou dans l'optique de la résolution d'un problème, il convient de s'interroger sur la disposition que l'on va adopter en considération d'usagers:

Sans non plus trop théoriser ou alourdir la réflexion d'un exposé sur les rapports possibles à la maîtrise d'usage, j'évoque ici deux échelles ou spectres de relations couramment utilisées pour situer les pratiques interactionnelles avec des usagers, des populations:

agir sur (directivité, oppression, aliénation, manipulation...)

agir pour (attitude compassionnelle substitutive, assistance, substitution, déresponsabilisation...)

agir avec (coproduction)

laisser agir (auto-production)

<p>Totale manipulation de la population par les pouvoirs</p> <p>système assistantiel distributif, appliqué à des populations maintenues volontairement dans un état de passivité</p> <p>information</p> <p>consultation (le pouvoir recueille l'avis de non décideurs sur une question qu'il a construite, et tient compte ou pas de cet avis)</p> <p>concertation / conciliation (le pouvoir et les usagers, non décideurs, travaillent ensemble, sur une certaine durée, à élaborer des réponses à une question construite par le pouvoir, qui tient compte ou pas des résultats de ce travail.</p> <p>Association / co-production (la question est négociée, elle peut être bilatérale, la conduite abouti à une solution validée par un consentement mutuel)</p> <p>délégation de pouvoirs</p> <p>contrôle par les citoyens- usagers</p>
--

(l'origine cette échelle est théorisée par Sherry Ernsteinsociologue de l'école de Chicago ("a ladder of citizen participation" journal of the american institute of planners, n°35-4, 1969, p.216- 224)

Dans le cadre d'une conduite de projet, la situation de relation à l'utilisateur dans la conduite n'est pas fixe, hors l'extrême de la manipulation objective et de la confiscation intentionnelle qui pose un problème éthique radical, la conduite de projet va évoluer en fonction des situations et des acteurs en présence. De façon seigne il sera pertinent de se demander face à une situation vers quelle disposition il serait souhaitable d'aller, en regard du contexte et des contingences jusqu'où peut on aller, considérer objectifs et possibilités pratiques, qui permettront d'anticiper par exemple sur quelles possibilités pratiques il faut agir, réformer, s'améliorer.

Remarque:

Ces commentaires peuvent s'envisager hors du cadre de la participation des citoyens à des politiques et initiatives publiques. La coproduction avec l'utilisateur peut s'appliquer à différentes échelles, équipement, bâti, quartier, morceau de ville, territoire géographique plus étendu (ex: intercommunalités) autant autour de projets de service que de projets d'aménagement de l'espace.

Ce sont des questions que l'on peut se poser de façon pratique quelque soit le cadre de production de projet (étude diagnostique, étude de programmation, marché de définition, procédure ZAC, PLU... Projet urbain, projet d'architecture, création, réhabilitation, reconversion...), dans le chapitre «Topotactiques», je donne les préconisations que nous avons déduit de nos expériences et lectures et que nous appliquons à nos démarches.

Autre limite de ces démarches, la plupart des préconisations et procédures se situent en amont de la réalisation, dans les étapes de définition et de négociation, dans la recherche d'idée pour une modification de la réalité, à venir.

"Le temps et l'espace constituent des clés de compréhension de tout projet." (JP BOUTINET - "Anthropologie du projet")

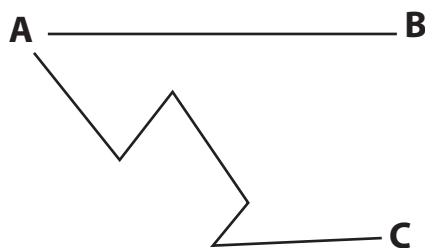
En plus de la difficulté et de la nécessité à rendre accessible les données d'un problème à traiter le traiter ensemble, se posent d'autres **problèmes liés à la nature même d'une conduite de projet** et au fait de limiter la coopération avec les usagers à cette étape (en amont d'une réalisation).

Même si les incidences seront très concrètes, nous sommes dans un champ d'abstraction et d'anticipation qui pose deux problèmes:

1- L'Espace temps du projet d'architecture et d'urbanisme posent un problème culturel de temporalité et d'interprétation:

La spécificité du projet d'architecture et d'urbanisme est (comme d'autres procédures non mécanistes) d'être non linéaire, autrement dit sur un énoncé de projet qui part d'un problème [A] le suscitant, est formulé une proposition de réponse [B], dont il est rare que la réalisation finale soit l'exacte transcription dans le réel.

Du fait de l'application contextuelle d'un projet, sa conduite va se confronter aux contingences du contexte qui sont multifactorielles et inscrites dans le temps.



Soit à comprendre que le principe de "dessin répondant à un dessein" va se confronter aux imprévus du réel et de la conduite (caractéristiques du contexte, conduite des acteurs impliqués, événements imprévus, nouvelles idées, orientations...) même dans le cadre d'un projet d'architecture bâtie, nombre d'architectes soulignent comment au delà de la conception et des documents d'exécution, la réalisation jusque dans le chantier va rencontrer des ajustements qui produiront un écart avec ce qui est une représentation.

La tension de [A] à [B] étant une ligne de conduite, la conduite réelle nous amènera donc à une position [C] dont l'écart avec la proposition formulée (racontée, dessinée, représentée, planifiée) [B] n'est pas forcément négative, elle peut être l'indice d'une réelle contextualisation de la réponse, elle peut en être une amélioration, l'inverse est également possible.

Tout ceci pour dire que la coopération avec l'Habitant,- citoyen - usager si elle se limite à la période de définition et de conception qui lie [A] à [B], peut comporter le risque de créer des malentendus problématiques liés à plusieurs facteurs:

Le temps de coopération pour au projet représenté, aboutir, n'est pas le temps de sa réalisation concrète qui n'est pas celui plus immédiat des habitants avec au moins deux incidences:

- un conflit de projection temporelle sur les usages et la situation des individus (qu'est ce qu'on fait maintenant? qu'est ce qu'on fait demain? quand est ce que ça arrive? comment ça se fait que ça ne soit pas déjà là?)

- un conflit de réception, les représentations d'un projet comportent souvent le risque d'une attente du type WYSIWYG (What You See Is What You Get) "ce que vous voyez est ce que vous aurez, effet renforcé par les représentations virtuelles très réalistes, c'est là que l'on mesure tout l'écart entre représentations mentales liées à la représentation visuelle et orale et la perception haptique liée à l'expérience physique du corps dans l'espace ("je ne le voyais pas comme ça" pourrait se traduire par je n'y projetais pas mon corps dedans de cette manière), enfin les possibilités d'inflexion liés aux aléas du projet évoqués ci-dessus poseront le même problème ("mais ce n'est pas comme on avait dit").

D'où l'intérêt et la nécessité de travailler de front deux aspects en transmission et dans la préparation à la coopération, la diversité (sur le terrain) des espaces et leur modes de représentation, les écarts entre l'espace

et sa représentation, et la compréhension par l'exercice pratique d'une conduite de projet (pas forcément d'architecture...).

2- La coopération en amont d'une réalisation, ne se substitue pas à la réalité des usages post livraison:

"L'absence de temps et d'espace vécu caractérise bon nombre de situation limites (conflituelles)" (JP BOUTINET - "Anthropologie du projet")

"Mais travailler sur le projet c'est souvent travailler sur le plus chiant, sur l'abstrait, et lorsqu'après tout est verrouillé, c'est aussi là qu'on se rate, où se niche la vie? comment peut elle faire son travail de tranformation," en disant cela Pierre Mahey veut rappeler que c'est après, dans le concret réalisé, qu'il faut aussi libérer les marges de manoeuvre.

Outre l'associer à l'exercice de définition du problème, à la recherche de solutions, l'inventivité de l'usager elle se fabrique et s'exerce de façon directe dans les rapports d'usages au fil du temps.

Se pose donc la question de la flexibilité des espaces et solutions produites, et celle de la permissivité à de nouveaux usages.

Je peux prendre l'exemple des quais de bordeaux, projet essentiellement pensé pour la représentation, où la question des usages est majoritairement pensée en terme de flux (physiques et économiques), quasiment fonctionnaliste dans son dessin et ses répartitions (pistes cyclables roller, piéton, voirie, emplacements commerciaux, skate parc, jardin composé...).

Sur ce parcours, le projet du «miroir d'eau» face à la place de la Bourse est pensé de façon monumentale, en mise en représentation de celle çi. Hors la singularité de la pièce, non seulement à suscité une attractivité populaire, mais surtout à fabriqué une valeur d'usage que ni les maîtres de l'ouvrage, ni la maîtrise d'oeuvre, de leur propre dire, n'avaient anticipé sur ce mode.

Devenu espace important et apprécié de rafraîchissement et de jeu pour les enfants, à l'échelle urbaine, le sens de la représentation (le message) a changé.

Le fait de ne pas brider cette appropriation (qui aurait pu l'être, dans ce sens la "skate place Pey Berland" en est un contre exemple) a permis de créer une nouvelle valeur d'usage sur les quais (dont finalement tout le monde tire profit, les gens de l'agrément, la ville une rentabilité politique

et d'image externe de la ville, le concepteur une référence d'ingéniosité et de générosité...).

Cet exemple est à la fois simple et caricatural, on pourrait se dire que la question des usages possibles "post livraison" est le problème de la gestion des espaces, des règlements et de la gouvernance urbaine par exemple, c'est insuffisant et partiel, nous savons que certaines formes et typologies d'espaces, contraignent plus que d'autres.

C'est dès la conception que commencent à se paramétrer les potentialités d'un espace,.

La réglementation des usages n'est pas le seul domaine à ouvrir et assouplir, il faut aussi considérer les comportements de "concepteurs" qui ont tendance à personnifier leurs productions architecturales et urbaines, à tel point qu'ils en contraignent voire, objectivement, tentent d'y brider des comportements d'usagers (Olivier chadouin cite l'exemple d'Aldo Rossi qui fait un procès à des usagers à cause de la façon dont ils "usent" des balcons d'un de ses bâtiments), nous pouvons questionner nos propres postures "intrusives" sur des espaces qui ne sont pas les nôtres.

Pour revenir à l'exemple, les effets d'une permissivité aux usages et appropriations peuvent être moins directement valorisantes, mais même dans la modestie ou dans le chaotique, permettre à la nécessité d'appropriation de s'exercer, et donc permettre aux gens d'habiter et d'en faire des interlocuteurs effectifs pour la coexistence et l'autorégulation de la société.

Cette intérêt à la flexibilité et à la permissivité doit pouvoir s'appliquer autant à l'échelle du micro espace, que de la pièce urbaine, dans le projet d'architecture et dans le projet urbain.

On comprendra donc que souscrire à cette idée a autant des incidences processuelles, réglementaires, esthétiques, morphologiques.

“L’ouvrage doit rester ouvert, “non fini” et laisser un vide pour que l’utilisateur ait la place d’y entrer et de s’en servir, l’enrichir sans jamais le remplir totalement et le transformer dans le temps.” (P. BOUCHAIN)

Des facteurs favorables à une coopération avec les usagers dans la production de l’espace:

Nous plaçons pour une reconnaissance, un entraînement et une intégration de la compétence de l’usager, en libérant les marges de manoeuvre de chacun (maîtres d’oeuvres et usagers) en prenant le risque du laisser-faire dans un urbanisme plus permissif aux initiatives populaires.

Cela passe par une attention en programmation et en conception à **favoriser la diversité de valeurs d’usages.**

Cela passe par la **stimulation de propositions par nos contemporains**, la faciliter passe par l’aménagement de conditions d’une conversation publique permanente, il manque une scène quotidienne aux échanges sur les projets et procédures sur nos environnements, c’est avant tout d’un acte culturel dont nous avons besoin, il peut passer par un investissement dans l’action culturelle et l’éducation populaire.

Cela passe par l’implication directe d’architectes et d’urbanistes dans la **remise en question de règles et procédures existantes**, par la remise question la façon de fabriquer les programmes, leur définition, leur cahier des charges.

Cela passe par une **amélioration de la transmission** vers les usagers.

accompagner la capacité de lecture des espaces, nourrir les imaginaires et ouvrir à la diversité des propositions spatiales possibles (diffuser les productions architecturales, d’architectes, mais aussi de non-architectes),

faciliter l’accès aux informations, proposer l’accompagnement à leur traitement à leur compréhension, de façon non didactique, de façon accessible, de façon étendue, de façon simple et attractive.

Cela passe par la prise en compte de nécessités d’usagers qui sont parfois négligées dans l’étude de programmation de définition, dans l’arbitrage d’une maîtrise d’ouvrage.

ce que nous appelons la possibilité de négocier les agendas respectifs. Cela passe par une réorganisation du fonctionnement des pouvoirs locaux en investissant sur les moyens d'une "capacitation citoyenne" pour une gouvernance plus horizontale.

La coopération telle qu'elle s'esquisse est évidemment située dans le système d'acteur déjà évoqué, la possibilité de conduites à l'intérieur de celui-ci est relié au développement mutuel de compétences interdisciplinaires.

Pourquoi l'interdisciplinaire ?

Les études et la conscience de l'interaction de l'homme avec son environnement datent des années 60, l'assimilation est lente, elles "informent" le cadre conceptuel et culturel sans notablement réformer les pratiques, les hiérarchies de choix et la place accordée aux usagers. Pour comprendre comment la Ville se construit et se produit, mais aussi et surtout à quoi contribuer, comment y conduire une action, il semble pertinent de s'interroger sur les relations existantes, ou supposées, entre la Ville visible matérielle concrète, et la Ville invisible, immatérielle (celle des acteurs, des échanges, des récits).

Ce constat pose la question de la nécessité d'une interdisciplinarité opérationnelle.

L'étude du rôle des acteurs dans la production de la Ville est fondamentale pour comprendre l'évolution d'un fait urbain, mais aussi pour comprendre pourquoi certaines tendances dans la manière de produire l'espace et dans la nature de ce qui est produit sont plus «favorisées» que d'autres.

Pour comprendre le propos, un exemple, caricatural, est la façon dont des lobby industriels se sont positionnés auprès de l'état français dans les années 40 et 50 pour durablement influencer les choix publics en matière d'aménagement du territoire et en techniques de production.

Ils ont ainsi contribué à exclure, voire escamoter d'autres solutions techniques (cf. Jean Prouvé), mais aussi des formes environnementales et architecturales. (Claude Parent en témoigne assez bien dans "Architecte Bouffon social"; à propos des industriels du Béton, un autre exemple est la façon dont l'architecture modulaire d'une part et bioclimatique d'autre part s'est sous-développée en France en regard d'autres pays d'Europe, alors que les savoirs faire et les potentiels étaient déjà objectivés).

Cela fonctionne de la même manière sur le versant des «théories applicables» promues par des individus représentant des courants d'idées, qui ont fait office de «ligne doctrinale» de programmation et de production avec les impacts que l'on connaît (fonctionnalisme, CIAM...). On peut aussi citer le jeu de concurrence historique entre les deux Corps de Bâisseurs depuis Napoléon III les ingénieurs des Ponts, et les architectes etc.

Hors des formes bâties, dans les autres secteurs de l'organisation humaine, le constat est le même.

Mais au-delà des jeux d'acteurs et de concurrence des praticiens, la Ville, comme le reste de nos environnements artificiels, est façonnée par une multitude de projets avancés par des élus, des techniciens, des habitants, des passants, simultanément dans des échelles qui coexistent sans forcément s'articuler...

Elle évolue, au delà de grands desseins d'urbanistes, au delà de récits officiels et invocatoires, poussée par des nécessités, portée par des choix et orientée par des controverses qui mobilisent des desseins contradictoires.

Cultures, mémoires, mythes, convenances, publicités, images, ambiances, affinités... font partie de la Ville immatérielle, comment participent-ils à la production de la Ville concrète ?

C'est dans un aller-retour permanent entre acteurs et formes urbaines ou architecturales, que des chercheurs essayent de comprendre les relations, de décrire ce qui se voit et ce qui ne se voit pas, ce qui existe, ou devrait exister et ce qui est, ou semble "absent".

Ce jeu entre des pratiques et des désirs, celui entre l'espace physique et l'espace social, économique, historique, artistique... est l'objet de recherche et d'applications de plusieurs disciplines dont les acteurs articulent plus ou moins les savoirs et les pratiques entre eux.

On voit dans l'histoire de l'enseignement de l'Architecture comment les sciences humaines ont progressivement négocié leur présence, la distinction entre les «savoirs de l'Architecture» et les savoirs pour l'Architecture. Il en va de même dans les enseignements des autres disciplines, dont les acteurs professionnels se retrouvent finalement à coexister, sans forcément coopérer, sans parler des oppositions et des effets de concurrences.

L'étude de notre établissement humain, majoritairement sédentaire, urbain... est pourtant multifactorielle et mise en oeuvre par un ensemble de disciplines. Leurs approches et contributions ne se substituent pas les unes aux autres, elles se complètent comme un ensemble de facettes.

De même l'action de transformation convoque nécessairement les interventions de nombre de praticiens de la "société de spécialistes".

Bien sur les connaissances circulent, mais parfois les apports des disciplines les plus jeunes et les plus éloignées de l'articulation directe à l'économie de marché, sont marginalisées, inopératoires sans que cela ne soit lié à leur pertinence.

Qu'est ce qui contribue à ces cloisonnements ?

Probablement d'une part, les injonctions à la performance, à la rentabilité de l'économie de marché, il y a des intérêts économiques à ce que certains savoirs restent effacés et neutralisés, exemple simple la neutralisation des recherches médicales par les laboratoires pharmaceutiques, comme certaines recherches liées aux techniques de construction, maîtrise des énergies...

Probablement l'inertie de la sociologie de organisations professionnelles (sur le sujet des architectes on pourra se référer à l'ouvrage de Olivier Chadouin «Architecte, les vertus de l'indétermination».

Probablement le manque de capacité et d'investissements à construire des compétence interdisciplinaires.

En la matière les responsabilités sont co-portées par les organisations professionnelles mais surtout par les établissements de formation.

La compétence interdisciplinaire dans les métiers de conduite à projet dont font partie les architectes, les urbanistes et les paysagistes... ne sont réellement abordée que dans les troisièmes cycles, souvent sur des approches de fonctionnement professionnel relativement modélisés («c'est comme ça que ça se passe») dans le rapport à la commande, aux maîtrise d'ouvrages.

Si dans des mastaires d'urbanisme, des étudiants en droit, en sciences politique en géographie et en architecture viennent à coopérer, c'est d'une part un peu trop tard dans leurs parcours, d'autre part cela se fait dans un environnement qui a du mal à se remettre lui même en question et qui modélise des procédures.

Certes mon jugement est probablement trop hâtif et expédié, je n'ai pas fait l'étude des programme d'enseignement de l'ensemble des formations en urbanisme, mais j'ai eu l'occasion d'étudier de façon assez approfondie l'ensemble des programmes des écoles d'Architectures française, sur les dossiers d'habilitation de 1996 à 2000, tâche à laquelle j'ai consacré quasiment quatre années de mes études. Et là, je me permet d'affirmer que, pour des établissement «spécialistes» de l'apprentissage de conduites de projet, ils ne forment pas à l'approche interdisciplinaire.

Qu'est ce que l'approche interdisciplinaire ?

«L'interdisciplinarité est une association de compétences en vue d'une réalisation commune (étude ou projet).» (Christine PARTOUNE - L'approche interdisciplinaire" - Laboratoire LMG - <http://www.geoeco.ulg.ac.be>)

Elle doit être distinguée de la question pluridisciplinaire approche de synthèse, traversant les savoirs.

«L'interdisciplinarité, c'est travailler un ensemble pour reconstruire une réalité morcelée artificiellement par le cloisonnement des disciplines et viser l'acquisition de compétences transversales.» (C. Partoune)

Construire de la compétence inter-disciplinaire nécessite de s'intéresser au fonctionnement des autres mondes professionnels qui inter-agissent sur la fabrique du cadre de vie (pour notre champ de préoccupations). Cette démarche permet aussi comprendre nos «marginalisations réciproques». C'est à dire comment en revendiquant sa propre compétence, la légitimité et la spécificité de son propre champ on s'enferme et se sépare là où on pourrait croiser nos différentes approches sur les mêmes questions et préoccupations.

Elle implique à la fois de comprendre, se sensibiliser mutuellement aux approches, outils et méthodes et aussi de chercher des plates-formes communes de coopération.

L'approche interdisciplinaire suppose la confrontation aux autres acteurs et la construction d'une conduite commune, c'est donc une connaissance pratique.

Mais, ça s'apprend sur le tas...

Sur le terrain, la collaboration, entre métiers et disciplines, est effective, il resterait à étudier dans les pratiques ordinaires et moyennes d'agences d'architectes et de divers bureau d'études, à quel point elles sont répandues (l'exemplarité en la matière ne peut se contenter de rester anecdote) mais aussi d'étudier les incidences, c'est à dire les intégrations réelles et des d'effets assumés.

C'est sur des relations opératoires que nous avons besoin d'avancer, aujourd'hui les études de sociologie du travail ne tendent pas vraiment à déceler que des hybridations réforment les fonctionnements professionnels au service d'une meilleure intégration de savoirs sur nos environnements de vie, ils observent des mutations, certes, plus opportunistes et

adaptatives à l'évolution des marchés, des territoires et des obligations techniques.

Les disciplines attachées à l'Habitabilité de l'espace ont tout à gagner des regards croisés, mais aussi comme enjeu (ou chimère pour certains), de reconsidérer métiers et organisations professionnelles vers la construction de compétences réellement interdisciplinaires.

Il faut le comprendre non dans le sens de la fabrique d'un individu qui à lui seul intégrerait une compétence de «synthèse», mais plutôt la façon d'intégrer la coopération interdisciplinaire dans les processus ordinaires de travail, chercher à réaliser des intelligences collectives.

Quels sont les obstacles à la pratique interdisciplinaire?

Encore une fois le cadre des commandes et du temps ne joue pas en faveur de relier les compétences.

La critique déjà évoquée de la société des spécialistes complète ce tableau, les compétences existent, la maîtrise des connaissances des savoir-faire aussi, le problème réside dans :

la difficulté à déterminer la façon de coopérer et de hiérarchiser les problèmes,

la résistance culturelle aux changements structurels, et la menace de déstabilisation de l'ordre établi (C. PARTOUNE),

les rapports de pouvoir autour de la conception culturelle de la compétence et du "sachant",

la concurrence entre les acteurs.

Qu'est ce qui pourrait favoriser un meilleur développement de pratiques interdisciplinaires?

Probablement des changements de méthode dans le cadre des enseignements de projet, une meilleure porosité d'établissements de formation entre eux (pourquoi pas des situations d'exercices de projet en confrontation d'étudiants d'architecture, d'urbanisme, d'économie, de science politique... au delà de la présence d'enseignants de disciplines différentes.).

En matière de maîtrise d'oeuvre architecturale et urbaine il s'agirait de stimuler de nouveaux cahiers des charges, de nouveaux cadres de travail, une incitation publique en la matière serait bien venue.

En renégociant les injonctions économiques et de performances nous pourrions générer un retour sur investissement dans la durée.

Il s'agit de rendre possible ce que ne peuvent s'autoriser aujourd'hui que de très grosses agences.

Les vertus à en retirer Patrick Bouchain l'évoque par exemple, assez bien, dans le petit fascicule édité autour du projet de la condition publique et dans son ouvrage "**Construire autrement**".

Pour se mettre au travail quelques pistes:

Adaptant Un tableau de Christine Partoune (géographe, écopédagogue - Laboratoire LMG de l'université de Liège) appliqué à la pédagogie, je propose ces **quelques précautions pour une pratique interdisciplinaire**:

Accepter de plonger dans un sujet inconnu et de continuer même si l'insécurité déstabilise parfois.

Accepter de ne pas maîtriser tout le contenu aux yeux des coopérateurs.

Au moment d'explorer le sujet, laisser en suspend pour un temps les questions du genre: «et ma discipline?», «et moi dans tout ça?»

Explorer le sujet dans une perspective systémique.

Se méfier des retombées dans les sentiers battus (par exemple des contenus disciplinaires que l'on maîtrise et que l'on «cherche à raccrocher» qui peuvent devenir des ornières dans un projet de recherche ou une résolution de problèmes. Se centrer sur la vie du projet, sur le paysage des «problèmes» plus que sur les disciplines.

Etre ouvert à l'imprévu et prêt à s'engager dans des apprentissages en fonction des besoins.

Doser l'ouverture vers d'autres apprentissage, vers le cumul d'autres connaissances, pour éviter que la prospective ne devienne contrainte ne répondant pas aux questions que l'on se pose.

Une clé du succès d'une collaboration interdisciplinaire est la convergence suffisante des valeurs et des conceptions liées à l'action et la volonté de s'interroger ensemble sur la cohérence de ses pratiques.

Pour qu'une équipe soit enrichie par la présence de plusieurs disciplines, il faut que chacun soit suffisamment conscient de ce qu'il peut apporter de spécifique.

Apprendre à partager des savoirs, accepter que chacun mette en oeuvre des séquences d'échange, d'action qui ne sont pas propres à leur discipline afin de mieux gérer le projet; mais vérifier collectivement une cohérence d'ensemble.

S'attacher à pratiquer un métissage méthodologique, en continuant de se demander si le regard spécifique dont on est porteur est présent.

Ne pas confondre apport et point de vue et proposition (d'action, de forme, de solution, d'espace...).

Favoriser l'Habitabilité ?

L'habitabilité de nos milieux de vie est multifactorielle, elle s'étudie, s'explore à la croisée des disciplines.

L'individu a besoin pour pouvoir habiter, de s'approprier son environnement par l'exercice de ses capacités créatives et d'adaptation sur celui-ci. La vie du projet démocratique impose l'existence d'une dialectique alimentée et partagée par les citoyens. Le niveau d'instruction moyen dans nos sociétés n'a jamais été aussi fort, même si les complexités des problèmes se sont affinées, à priori aujourd'hui plus qu'hier un grand nombre de personnes sont capables de coopérer sur nos destinées collectives. La nécessité de participation des citoyens sur leur gouvernance et en matière d'aménagement de l'espace est dans les textes de loi. L'architecte dans le système d'acteurs de la production du cadre de vie exerce des compétences qui peuvent trouver à s'articuler avec l'individu ordinaire de façon à faciliter son implication.

Si on conçoit ces commentaires, comment se fait-il que l'on continue ordinairement d'agir de façon parcellisée, sur des visions sectorielles du monde, et dans les reproductions des formes d'organisations professionnelles, dans la sous-exploitation de certaines compétences, dans une négligence de ces facteurs en matière de choix programmatiques ou d'aménagement du territoire ?

Il ne s'agit pas pour autant de promouvoir une approche immobiliste ou nostalgique, une partie de la Ville meurt en permanence, des sociabilités sont impossibles à transposer, transporter. Il s'agit plus d'une approche du fragile, mais précieux, contexte humain, chercher à conjuguer le temps de la jouissance immédiate, de son prolongement, et celui de la spéculation d'usages à venir.

Pour un sens renouvelé de nos métiers, notre approche pourrait peut être se dénommer: micro urbanisme temporaire, dans une écologie de front sur plusieurs échelles, multitemporelles autant que multifactorielles, mais aussi Topoésie.

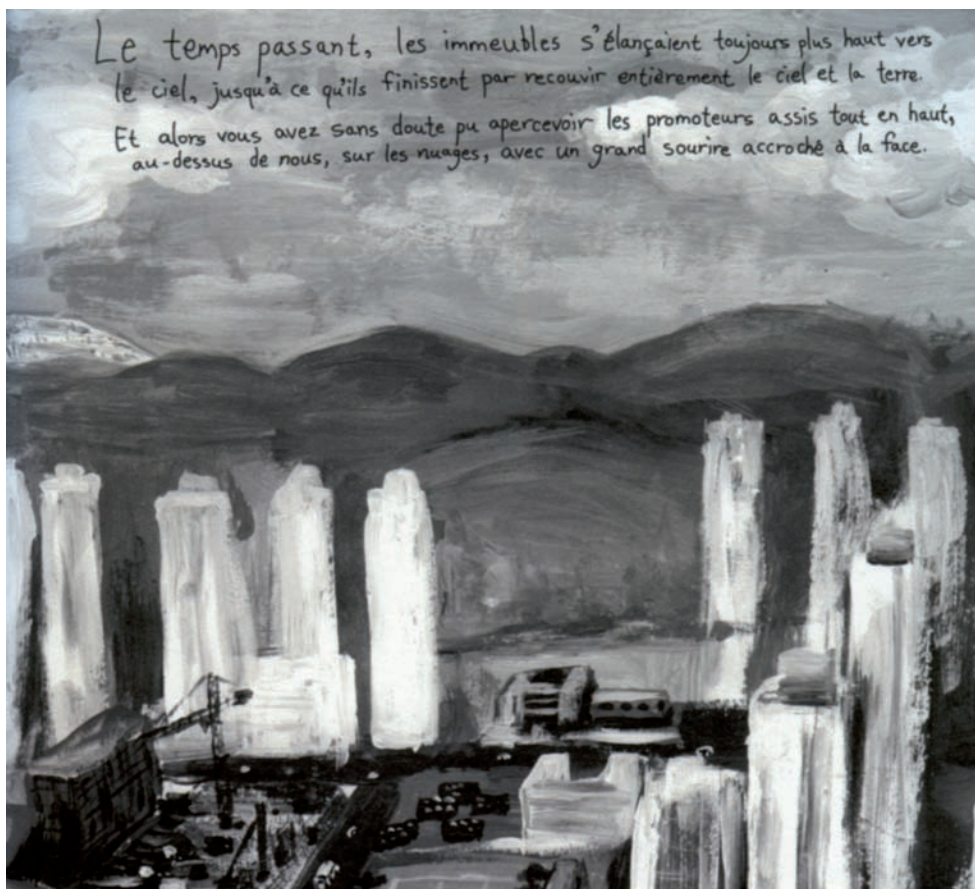
Ce que je fais ?

«*Je bricole*» et j'aide à fabriquer des procédés, des processus qui agissent sur la considération et la transformation de nos espaces de vie.

Je cherche à participer à **instruire et orienter des conduites de projet, à agir sur les manières de faire**, surtout dans **les champs de la décision, de la programmation urbaine, et du projet urbain, je cherche à agir sur la nature et les valeurs d'usages des espaces que nous considérons.**

Pour contribuer à l'émergence d'une «posture» plus ouverte, il m'est apparu nécessaire d'envisager à la fois les obstacles et des actions qui pourraient la favoriser.

Au delà de l'approche militante, de réseaux d'échanges, d'influences (démocratie citoyenne, éducation populaire, réseaux institutionnels et alternatifs...) c'est l'approche, immédiate à mon échelle d'acteur de terrain que j'ai cherché à développer et dont je compte livrer quelques éléments d'étape.



PARTIE 2 - DEMARCHE - ACTIONS

Donc, encore étudiant, je me proposais d'agir directement à partir de mes moyens, c'est-à-dire à partir de ce que j'apprenais, de ce que je comprenais, dans une disposition à continuer à apprendre, surtout apprendre des autres, en utilisant et recombinaut ce que je cumulais.

J'ai décidé d'essayer de construire les cadres de mes expériences, puis d'aller progressivement à la rencontre de contextes, de besoins où je pourrai me rendre utile en continuant de construire ma pratique, en explorant.

Apprendre des autres passe aussi par l'acte de transmettre, ce que je comprends, mais aussi la compréhension de mes propres outils d'analyse et d'action.

C'est le premier volet qui suit Topologie - de lectures publiques à ateliers d'exploration urbaine.

Transmettre doit servir à engager des coopérations concrètes sur la transformation de l'espace.

Dans une perspective stratégique à long terme, nous avons mis des méthodes d'interventions contextuelles, à dispositions de maîtres d'ouvrages et d'habitants sur des situations de concertation, de négociation, de conflits dans le cadre de projets urbains, sociaux, de programmation architecturale, de développement culturel du territoire.

C'est le deuxième volet Topotactiques - maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre, maîtrise d'usage, coopérer et redistribuer le pouvoir.

Agir de façon autonome, indépendante, de commandes, hors actes de transmission

Nous suscitons et mettons en oeuvre des actions, par nous même, qui peuvent aboutir à des transformations spatiales que soit de notre fait ou pas, en coproduction ou en autoproduction. Plus qu'une activité en soi l'esthétique y est mobilisée comme ressource dans les interventions et comme attitude dans la relation à l'autre.

C'est le troisième volet Topoésie



Topologies

Du projet lectures publiques aux ateliers d'exploration urbaine. Commencer par apprendre des autres et transmettre ce que je peux...

Le principe initiateur aux ateliers "*Lecture publiques*" action d'éducation populaire, était simple, basé sur un échange, comprendre en travaillant avec les autres, enfants ou adultes aller chercher des informations des connaissances dans la ville et restituer quelque chose en échange. En même temps qu'observation du quotidien fonctionnait sans systématique et sans didactique sur un principe de pédagogie par le projet avec une approche contextuelle, une espèce de laboratoire de recherche action, où l'enjeu et l'attention portent moins sur les résultats obtenus (le projet restitué) que sur les processus (échanges et constructions) qui y conduisent. C'est la démarche et l'expérience qui priment.

La démarche consiste à accompagner chaque participant à se responsabiliser et à s'approprier le projet afin qu'il en devienne véritablement acteur. Les jeunes sont mis en position de récepteur-émetteur où ils jouent le rôle de relais entre le projet et l'environnement public. L'objectif est d'amorcer une dynamique de travail où chacun puisse trouver un rôle dans l'équipe et prendre du plaisir à participer.

“La ville donne un témoignage, l’atelier laisse une trace.” était le slogan de l’atelier *“lectures publiques”*.

La première catégorie de “coopérateurs” que j’ai souhaité aborder était les enfants et les adolescents pour la raison principale qu’ils seraient moins culturellement normés que les adultes, donc que leurs rapports à l’espace urbain et à ses objets, seraient plus émancipés, ludiques, inventifs.

Les ateliers ont pour habitude de fonctionner selon un principe d’échange avec la cité : nous prélevons sur le terrain la matière première du travail (lors de visites - promenades où nous arpentons le territoire pour observer, échantillonner, photographier, filmer, relever, inventorier, enquêter, interviewer...), pour ensuite la retraiter en atelier (par l’écriture, le dessin, le collage, le travail en maquette, l’infographie, la vidéo...), et enfin en restituer les résultats à l’espace public (par des expositions, affichages, installations, projections, performances, interactions publiques...).

Le but étant de lire notre environnement public mais aussi de donner à lire au public.

Quelques principes récurrents:

Le 1er atelier commence par une promenade urbaine vers un lieu dont il est probable que la destination ne sera pas connue des participants, l’objectif : partir vers l’inconnu pour faire connaissance entre nous, poser les principes de la coopération à venir, négocier la question ou les sujets sur lesquels nous accordons un intérêt mutuel à travailler, puis, revenir vers ce que l’on croit connaître pour engager le travail.

L’atelier fonctionne sur un principe de volontariat et d’engagement.

L’exploration se fait en immersion dans la ville dans les lieux à la croisée des gens. Les participants sont accompagnés à assumer directement leur exploration et les conditions de la rencontre avec l’autre.

Les connaissances et outils sont transmis au fur et à mesure des besoins découlant de la conduite de la démarche.

Par exemple comment se représente tel quartier pour ses habitants comment partir en enquête comment construire un questionnaire comment observer dans l’espace comment aborder les gens comment est vécu tel lieu : apprendre des outils de représentation pour le décrire la pratique de l’inventaire du relevé etc...

RAPPEL DES OBJECTIFS PEDAGOGIQUES GENERAUX

L'aeps s'adresse à des élèves de sixième et de cinquième, ayant besoin d'un accompagnement spécifique complémentaire et dont certains sont primo-arrivants, d'origine étrangère.

L'aeps vise à contourner la difficulté de la confrontation directe de ces élèves avec un certain niveau d'exigence et de raisonnement, avec des enseignements et des consignes scolaires. L'objectif recherché est de favoriser modestement une réconciliation avec la scolarité.

Plus largement, il s'agit de proposer à l'élève des points d'appui à la socialisation et à l'apprentissage.

Enfin, l'aeps s'inscrit pleinement dans la cité en tant que territoire, en tant qu'espace, en tant que système, et cherche à favoriser le dialogue des enfants avec leur environnement urbain et social.

Pour répondre à ces objectifs, l'aeps met en place une démarche centrée sur des pratiques artistiques contemporaines de qualité, orientée chaque année par un thème particulier.

Au travers de réalisations artistiques guidées par des artistes et encadrées par des animateurs pédagogiques, plusieurs effets sont recherchés :

- revalorisation de l'effort et de l'attention,
- incitation à la curiosité, à l'intérêt
- dédramatisation de la difficulté
- pratiques de déchiffrement, décodage et déconstruction
- accélération de l'acquisition du principe de méthode
- acquisition d'une capacité à travailler en équipe

L'AEPS «LECTURES PUBLIQUES» ET SES OBJECTIFS SPECIFIQUES

Répondant au thème choisi cette année pour la zone d'éducation prioritaire Goya « Lectures à suivre », l'aeps « Lectures publiques » a choisi d'adhérer à des problématiques qui sous-tendent la politique de la ville ; le projet visait à développer la capacité des participants à interagir avec la communauté urbaine environnante, dans une attitude créatrice et émancipatrice, à consolider une identité personnelle intégrant les dimensions privée et publique :

en se familiarisant avec les techniques de communication locale, en prélevant, traitant, et diffusant de l'information en prenant des initiatives dans le milieu urbain.

Ces actions publiques par l'écrit et l'image ont mis l'accent sur les techniques de l'image reproducible (photo, vidéo, graphisme) ainsi que sur des moyens d'expression et de communication contemporains (performance, intervention).

« Lectures publiques » a fonctionné sur un principe d'atelier :

→l'atelier produit des messages - textes - images toutes réalisations conçues pour être lues, interprétées, pour susciter des perceptions dans un contexte public.

→l'atelier fabrique des slogans, des affiches, des images vidéo, photo, informatique...

→l'atelier s'occupe lui-même de la diffusion de ses productions dans l'espace de la cité

→l'atelier enquête sur la réception de ses propres productions (réflexivité) : les enfants devant assumer à leur manière la nécessité d'être « didactique »

→l'atelier utilise les supports de communication publique qui lui sont facilement accessibles :

- affichage de rue («sauvages» ou non, de formats divers)
- affichage chez des commerçants

- affichage municipal électronique
- publication d'annonces dans la presse locale (petites annonces «codées» ou non)
- distribution de tracts (de la main à la main ou dans les boîtes postales)
- administration de questionnaires
- envoi de courrier ciblé etc.

→l'atelier valorise moins les supports et objets produits (esthétique) que les comportements et les rapports au monde qu'ils peuvent générer (éthique, politique)

Le but de l'atelier est de lire (appréhender, interpréter) l'espace public, mais aussi de donner à lire (agir) au public, les deux fonctionnant en boucle ; la lecture de la cité opérée par les enfants étant restituée par eux dans une communication.

L'atelier a pour vocation d'explorer la cité dans ses dimensions culturelles et politiques, notamment au travers de certaines qualités qui la structurent :

privé / public (par exemple, privatiser une expérience publique, de tout le monde ; rendre publique une expérience privée, intime)

individuel / collectif (par exemple, extraire un individu d'un groupe ; rattacher un individu à un groupe)

information/manipulation (par exemple, induire une modification de comportement ; ou bien délivrer une information fausse)

réalité / média (par exemple, juxtaposer le réel et sa représentation - transcription)

conscient / inconscient (par exemple, émettre un message dont les significations conscientes et inconscientes sont divergentes, ou bien rendre conscient un comportement inconscient, etc.)

activité / passivité (par exemple, délivrer une information qui suscite une activité)

visible / invisible (par exemple, étudier la «disparition» de certains messages dans l'espace public)

Les animateurs se sont efforcés de cultiver chez les enfants :

- la prise de conscience des règles, des enjeux, des contraintes, des protocoles dans l'interaction avec les gens du quartier
- la curiosité active pour l'environnement public
- le plaisir ludique d'intervenir en vraie grandeur sur l'espace public

→l'atelier vise à insérer un acte «artistique» dans le fonctionnement ordinaire de l'espace social et urbain, puis à en observer et évaluer les effets

La cité reçoit un témoignage, l'atelier laisse une trace.

ORGANISATION - DEROULEMENT

L'activité de l'atelier se déroule toute l'année et est encadrée en suivi par deux intervenants qui assurent une partie des actions ainsi que la coordination avec les artistes intervenants, la mise en place et le bon enchaînement de l'ensemble des actions.

« Lectures publiques » s'est réalisé en trois ateliers opérant chacun sur un trimestre. Chaque atelier associait une classe à un projet différent proposé par un intervenant invité.

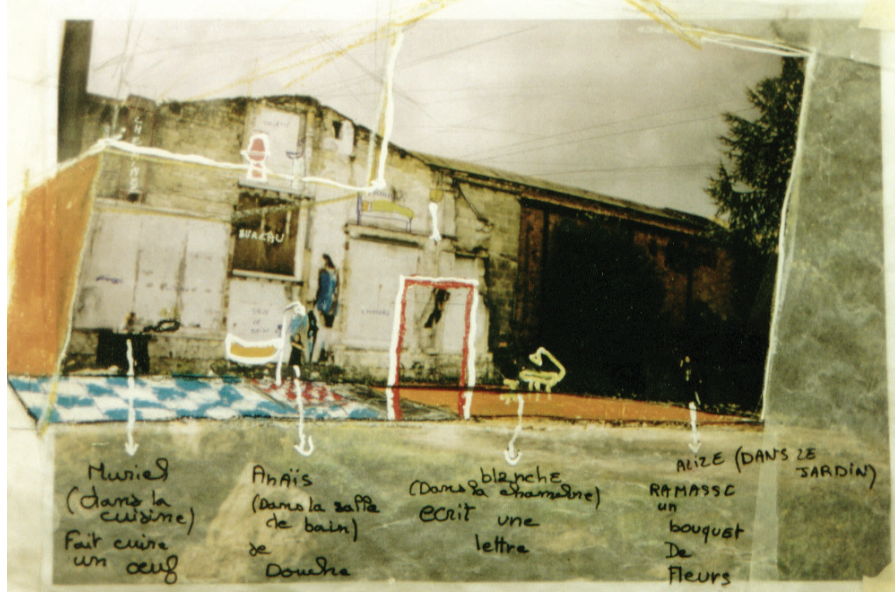
Les groupes étaient constitués de 10 à 12 élèves de deux classes de sixième et de la classe d'accueil du collège Goya. Un quatrième groupe, extrait des trois premiers, a été constitué pour préparer l'événement de l'exposition et sa médiatisation.

Les interventions avaient lieu les vendredi de 13h30 à 15h30.

INTERVENANTS:
Yann Böhmer (opérateur et intervenant)
Gabi Farage (opérateur et intervenant)
tél.56.79.07.10

Vincent Laval (artiste intervenant)
56.51.70.27
Franck Pruja (artiste intervenant)
tél.56.92.30.89





«La pédagogie de projet est un processus d'apprentissage qui met un groupe de personnes en situation :

- d'exprimer des envies, des questions, des besoins, des manques, des ambitions;
- de rechercher les moyens d'y répondre;
- de planifier collectivement la mise en oeuvre du projet et de le vivre.»

Dans le cadre de la conduite nous alternons entre la posture « du maître ignorant », qui cherche avec ses collaborateurs et celle de l'accompagnateur qui livre un outil, une technique au moment où elle devient nécessaire et si le participant n'a pas déjà mis en place un cadre de résolution par lui-même, au mieux donc la transmission sera présentée comme une conduite possible, une alternative.

Plusieurs effets sont recherchés :

- doter les jeunes d'outils de lecture pour comprendre leur cadre de vie,
- contribuer à la formation de l'esprit critique par des pratiques de déchiffrage / décodage
- favoriser le dialogue des jeunes avec leur environnement urbain et social,
- prendre conscience des règles, enjeux et contraintes dans l'interaction avec les gens,
- prendre conscience des enjeux et conséquences liés à l'acte créatif en milieu urbain,
- inciter à la curiosité active pour l'environnement public,
- développer les capacités et les modes d'expression,
- acquérir une capacité à travailler en équipe (sens de l'écoute et de la communication),
- participer modestement à l'invention du quotidien de la ville,
- contribuer à la réduction des inégalités culturelles par des actions publiques de proximité,

Souscrivant aux principes d'écopédagogie,(C. PARTOUNE,LMG, Liège) dans le cadre des ateliers les compétences stimulées chez les participants sont les suivantes :

Savoir être dans l'espace : Attitudes et comportements liés à la perception de ses espaces de vie et de soi-même dans l'espace.

Savoir observer l'espace : décomposition, analyse, identification; mise en oeuvre d'une méthodologie.

Savoir exprimer l'espace : Construire des cartes, des schémas, des croquis, des images, du texte, des modèles.

Savoir penser l'espace : Interpréter les observations, analyser les données et les résultats cartographiques.

Savoir agir dans l'espace : Imaginer des solutions pour gérer un espace, gérer ses déplacements efficacement.

Acquérir des connaissances sur l'espace : Connaissances (éléments de l'espace, concepts, théories).

Acquérir des repères, comprendre la construction de ses propres repères spatiaux

Parcourir un espace inconnu sans « se perdre ».

Localiser et situer des événements (architecturaux, urbains) dans un cadre de références spatialisées.

Présenter une représentation spatialisée de « ses territoires » et prendre conscience de ceux des autres

Interpréter un paysage.

Décoder différentes formes d'organisation de l'espace dans le monde.

Evaluer les enjeux liés à la transformation d'un espace donné ?
Participer à un débat sur l'aménagement d'un espace donné.

Négocier l'utilisation de l'espace.

Décoder les mécanismes qui conduisent à la ségrégation spatiale.

-
tisser du lien social.



nous sommes entrés dans un bar en a
rencontré un homme qui s'appelle Alain.
Il mesure 1,69 pèse 65 kg il a 52 ans
il est né à Bordeaux.
Il est français il travaille, il est musicien
il a un enfant qui a 25 ans il habite
pas avec son enfant il habite dans
un t2, il est marié mais il n'est pas
divorcé, il a une religion, il a des
amis, il a pas d'animal domestique, il
fait pas de sport, il fait ses courses
lui même et quel que fois non

il dit que le chômage c'est malheureux le racisme c'est intolérable il aime la vie actuelle il dit que
les gens à la rue son intolérable cest voisin il les connait pas son métier lui plait il droit
Mouvement, il aime fumer, il aime beaucoup la nature il aime sortir le soir il a comme
rêve de continuer de travailler il déteste les idiots il aime les personnes en difficulté
comme Louis il fait de la musique.



Place Charles de gaule (quartier Mériadeck)

Il y a une vieille dame qui mange du cocola et du pain	Sac à coté d'elle	
Elle a un pantalon marron	Des cheveux longs attachés	
Mariée des enfants 30 ans 27 ans 16 ans	Vivent plus à la maison	
Quelque amie	Gentille	Voit souvent ses enfants
Elle a un caniche, un chat, des oiseaux	Elle habite en ville	Elle était coiffeuse
Elle a 50 ans et demi	Elle aime les jardins publiques	
Son mari travaille toute la journée elle est toute seule	Elle voix pas bien	





Quartier Mériadeck

J'ai vu une femme sortir d'un appartement 3 ^{ème} étage	Vieille	Sac à main
Une robe à fleur	Grande	Vit avec sa
famille	Cheveux blancs durs	Bijou en or
Grand appartement quatre chambres	Moderne	
Terrasse avec des fleurs	Grande table à manger	
Bibliothèque		

Place Gambetta

Manifestation	Plus d'homme avec un dossard	Vieux	CFDT
Tranquille	Y'a des chansons	C'est une manif calme	
Des drapeaux dans la main	Il y a des voitures avec les haut parleur et les voitures	Beaucoup de monde	Il se ne marre
sont bloquées	Slogans	Ils dansent gais	
Il en ont marre	Ils prennent toute la route		
Ils portent des cascates bleues et rouge			



Place Gambetta

Il veulent que leur petite retraite soit améliorée
 Injustice, riches donner plus
 ils marchent lentement
 De la musique des Pyrénées
 Affiche : elle passera par nous
 Ils font un discours
 Ils dansent
 Ils sont nombreux, ils portent des dossards, ils ont une banderole, des haut-parleurs sur des voitures.



Place Gambetta

Pour une retraite améliorée, ils disent que les retraites sont injustes, ils demandent que les retraites grandissent de 2 pourcent
 Retraite
 Elle passera par nous, ils ont des drapeaux, ils ne se tairont pas, ils dansent
 CGT, CFDT, CGT, FO, CFE, CGC, CFTC
 Pour la défense
 Des haut-parleurs
 Ils bloquent la circulation

La thématique générale des **ATELIERS D'EXPLORATION URBAINE** est le **cadre de vie** : architecture, urbanisme, paysage, environnement, arts, comportements sociaux...

A travers la mise en place d'actions concrètes, il est question d'aborder et de défricher

avec les jeunes différentes notions fondamentales liées à notre cadre de vie :

«pratiques et usages dans l'espace public»

Comment les gens s'approprient ou détournent les fonctions programmées de l'espace public

? Pratiquons-nous aujourd'hui différemment l'espace public ? Quels types d'espaces publics restent à inventer ?

«nouveaux quartiers, nouvelle ville ?»

Quelle ville construit-on pour demain ? Qu'est que les nouveaux aménagements urbains et les

nouvelles constructions vont offrir aux habitants ?

«habiter la périphérie»

Les nouveaux territoires urbains engendrent-ils de nouvelles manières d'habiter et d'envisager

la ville dans son ensemble ? Quel genre de ville est la périphérie ?

Comment vit-on là-bas, dans

les lotissements pavillonnaires, dans les zones commerciales... ?

«habiter les espaces en marges»

Friches, délaissés ou terrains vagues : espaces de liberté où espaces à éradiquer ? C'est souvent

dans ses marges que la ville s'invente. Explorer ces lieux qui fascinent et font peur en même

temps, essayer de comprendre les mécanismes qui les produisent, aller voir ce qui s'y passe et

ce qu'on y trouve, les usages alternatifs qu'ils accueillent...

«habiter chez soi»

Comment les gens habitent leur domicile. Y a t'il de nouvelles manières d'habiter, d'aménager

son chez soi. Quelle sont les innovations architecturales, techniques dans l'habitat privé et le

logement social ? De quel type d'habitat les gens rêvent aujourd'hui ?

«habiter le rue»

S'intéresser à ceux qui sont à la rue, ceux avec qui on vit en parallèle

pour nous poser la question de la représentation de soi dans ce genre de situation, du regard que l'on peut

porter sur sa place dans la société, dans le quotidien, quand on n'a pas

d'adresse, pas de travail, quand on ne va pas à l'école...

«**Les ateliers d'exploration urbaine** » est le nom que nous avons donné plus tard à cette démarche, après l'avoir mûrie et identifiée comment elle pouvait s'articuler avec d'autres types de travaux, dans le cadre de missions d'études ou de médiation.

Sans chercher à l'instrumenter, l'enfant, l'adolescent est un type de collaborateur digne d'intérêt pour au moins trois raisons :

Pour le regard spécifique, générationnel qu'il porte sur le monde, pour sa spontanéité dans le questionnement.

Parce que dans une démarche d'enquête, d'interaction avec par exemple des citoyens, des adultes, « l'enfant enquêteur » ne suscite pas chez l'adulte le même type de prise de parole que le spécialiste enquêteur identifié comme tel. Cela ne veut pas dire qu'il faut créer des bureaux d'études avec des mineurs, mais que par exemple dans une commune sur un quartier, l'exploration d'un contexte ou d'un problème avec des enfants peut être pertinent et dégager des connaissances, de la parole publique complémentaire de ce que les approches professionnelles traditionnelles susciteront.

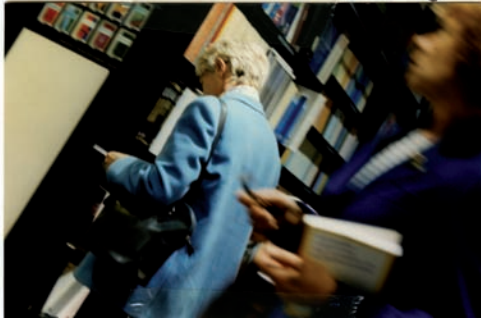
Agir avec les enfants, avec déontologie, campe aussi l'esprit ouvert d'une démarche et contribue à une prise de confiance des adultes.

Bien sur il y a une contre partie, il y a un apport pédagogique concret aux enfants, une valorisation, mais cela vous demande aussi beaucoup de travail.



Rue porte dijeaux

Porte un costume bleu, blonde, cheveux blonds frisés, elle a un sac à main en cuir, lunette, une chaussure de soirée, 43 ans
 Un porte monnaie, mariée, elle a mal aux pieds, elle boit de l'alcool
 Elle a acheté deux livres, elle sort de la librairie, elle regarde une vitrine.



Centre commercial St Christoly

Le monsieur boit du minute maid et mange dans un café
 Il porte une casquette noire il boit aussi du coca il a une copine ils se roulent une pelle. Encore
 Il est assez musclé, il parle avec des amis, il fume des marlboro, il est du genre cool, il porte une chaine en argent, il a un tee shirt noir, il porte une montre, il a l'air d'aimer la musique.





ATELIER 2 [memo]

amenager des panneaux expliquant l'histoire du lieu, ce qu'il y avait avant, ce qui s'est passé

utiliser les bords des anciens quais comme bancs et une partie de l'espace entre les quais comme aire pour les tout petits

restaurer les conduits de cheminées pour faire des cheminées publiques (barbecues...)

retraiter le paysage environnant (gare de bus...)

nettoyer, tailler, sélectionner les végétaux à conserver

ajouter un arrêt de bus et un parking au bout du terrain vague

travailler l'éclairage du lieu

UN PETIT historique

de dernière date

5 ANS

GARÇONNE

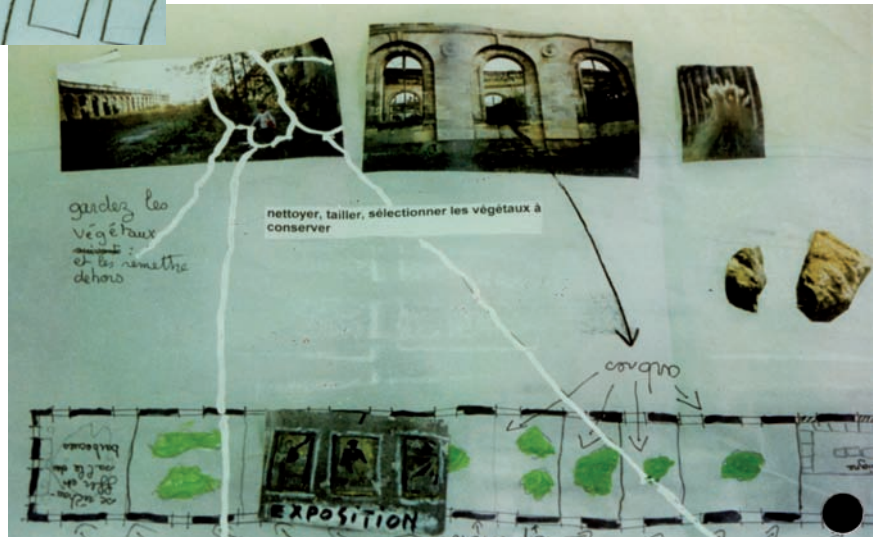
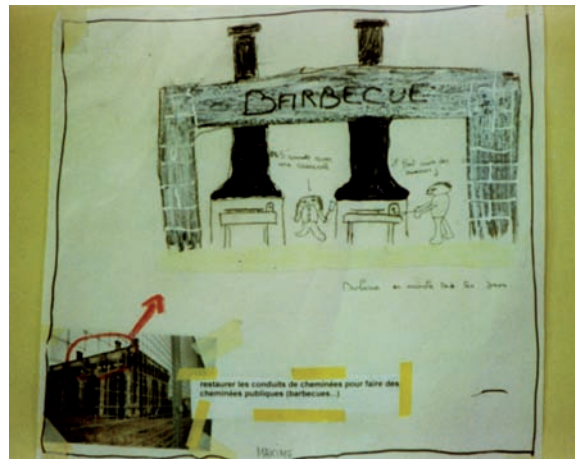
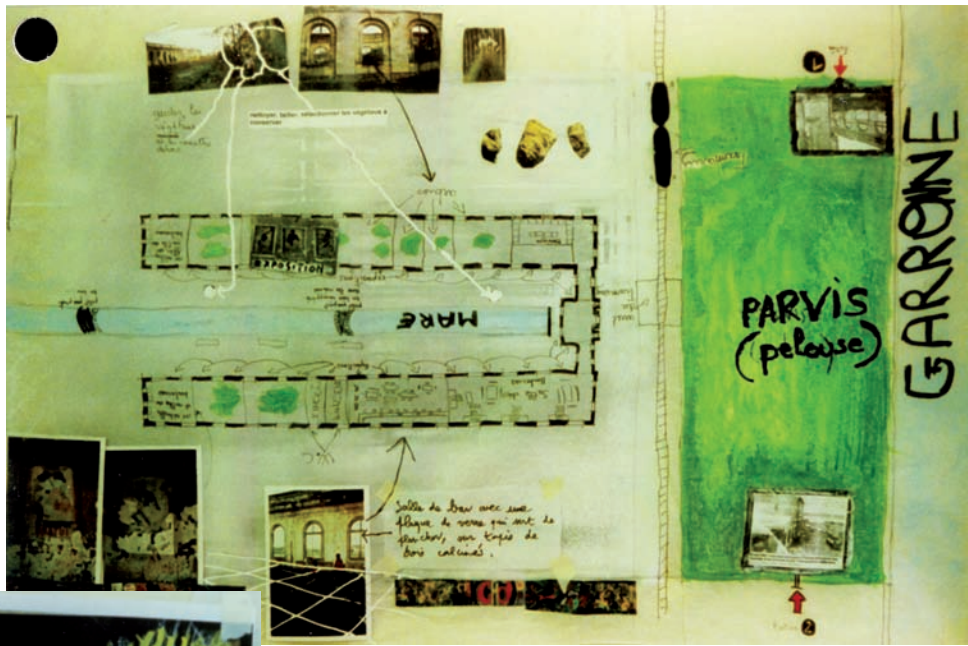
dans les ailes latérales, ne refaire la toiture que ponctuellement

aménager un foyer pour les jeunes dans l'une des parties du bâtiment de façade

Un commerce (buvette?)

garder les décombres les plus belles, nettoyer ce qui est blessant, dangereux, mais conserver par exemple les perterres de bois calciné... Conserver les arbustes qui ont poussé à l'intérieur de certaines pièces. refaire certains toits

un patrimoine en projet
transformation de la gare
d'Orléans





**Lieux de mémoire et mémoire des lieux
une archéologie de la maison**

Lors d'une promenade sur la rive droite, nous visitons les ruines d'une maison.
Un prétexte pour s'initier à la démarche archéologique :
Investigation - fouille - imagination - Hypothèses - scénario de reconstitution...

Plus tard nous visitons l'ancienne gare d'Orléans, le lieu surprend, fascine.
Que s'est il passé ici ?

La séance suivante nous allons faire des recherches à la bibliothèque de Bordeaux et aux Archives.

Et maintenant que va devenir ce lieu ?
D'anciennes coupures de presse nous ont retracé la succession des projets sur ce site, les plus récentes nous parlent d'un projet de complexe cinématographique.

L'idée soulève des polémiques dans l'équipe, certains proposent d'autres idées d'utilisation du lieu.
L'atelier décide de faire un contre-projet.
Comment, requalifier, réaménager un lieu doté d'une histoire proche et lointaine ?
Comment confronter l'histoire au présent ?
Comment restituer ce lieu aux gens ?
Qu'est ce qu'on aimerait y trouver ?
Réaménager ce lieu, pourquoi faire ?



**Un patrimoine en projet
une reconversion de la Gare d'Orléans**

Au cours de discussions les jeunes échangent leurs idées, en trouvent de nouvelles et établissent progressivement un programme.
Il donne des indications pour faire le projet.

Les séances suivantes sont consacrées à le représenter, le dessiner...

Le résultat propose de réaménager le lieu en parc urbain, il s'attache à mettre en valeur, à rendre habitable des qualités existantes sur le lieu.

On invite Luc Arsène Henry l'architecte du projet de complexe cinématographique, à découvrir le nôtre à présenter le sien.

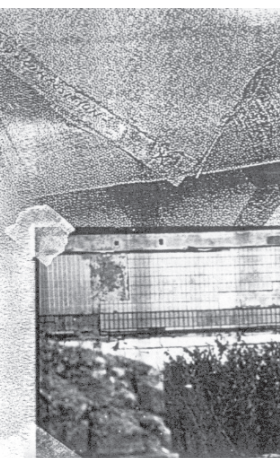
on échange, on questionne, on discute...
des projets, du lieu, de la ville, de sa fabrication, de son invention, de ses habitants, des impératifs économiques, des compromis qui orientent les décisions.



TOUT CE QUE NOUS SAVONS
D'UN LIEU QUI EST DETRUIT
ET QUE NOUS N'AVONS
PAS CONNU



Ce lieu ressemble
à un garage détruit. Il
a un toit en bois tenu
par des piliers de bois. Le mur
du garage est recouvert
de pierres rectangulaires
ou de n'est pas des pierres
mais du carrelage. Des
personnes ont dit que
ce lieu pourrait être des
H.L.M ou des logements
pour les gens sans abris



la ville se décompose, mort.
La terre monte, le temps passe. Ils oublient



②



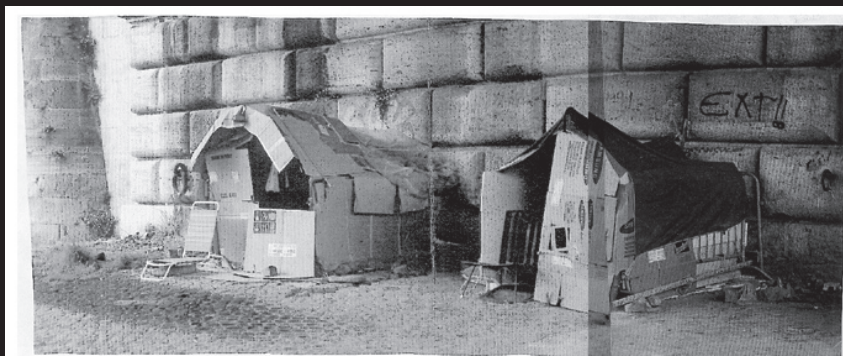
② Une personne qui
a pas d'abrie ~~patte~~
et pas d'argent
il est jeune
mal habillé
il dort sur un banc
il est peut être
facha avec sa famille
il vole mande de
l'argent aux gens
il va aux resto de l'aven

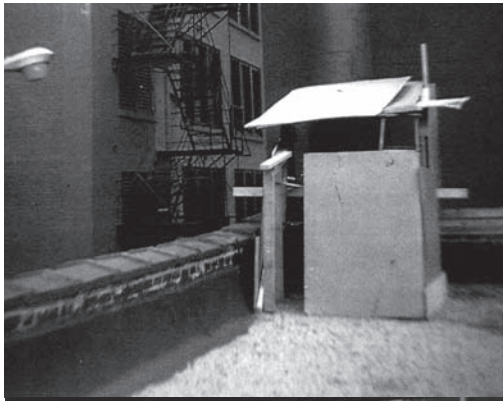
2 personnes

il a perdu sa famille
ses enfants
sa femme
ses grand parents
à cause des problèmes familiaux
il se trouve maintenant tout seul et sans maison
il est devenu clochard
il demande de l'argent aux gens

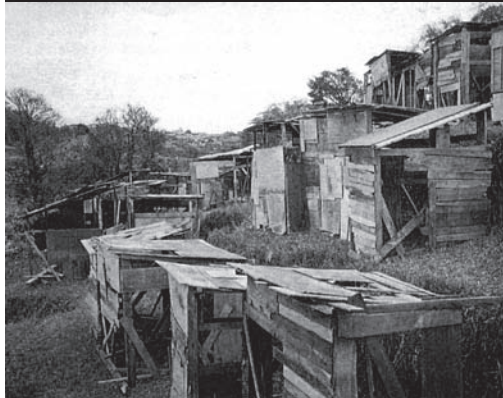
personne étrange 2

- 1) dort dans les rues
- 2) il a pas d'enfant
- 3) il s'habille bien et il a des sous
- 4) il a plus de maison
- 5) il est heureux
- 6) il est grand
- 7) il a 20 ans





se nourir - se loger - respirer - être au chaud - faire ses besoins - être entouré - avoir des amis - circuler librement - pouvoir se soigner - pouvoir s'exprimer librement - avoir accès à l'éducation - accéder à la culture



Pour les enfants c'est un jeu..

...pour d'autres c'est pas une vie.

Tadashi KAWAMATA, «Field Works», Tokyo, 1988

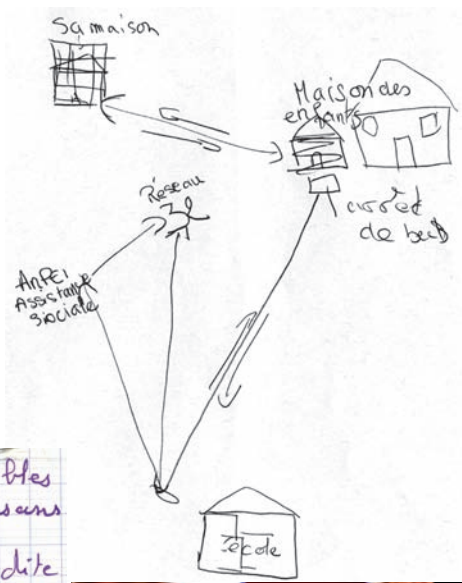
Bonjour, on est des élèves du Collège
Goya et nous faisons un atelier sur
la ville et ses habitants et en par-
ticulier sur les gens en situation
précaire. Nous aimerions
vous rencontrer et vous
poser quelques questions.
Si vous êtes intéressé(e) nous
vous donnons rendez-vous: samedi
après-midi 11 Février au réseau
32.

- 1 Si vous aviez de l'argent qu'est ce que vous en feriez?
- 2 Comment êtes vous arrivé là?
- 3 Quand ^{en} comment viviez vous?
- 4 Comment se passe votre journée?
- 5 Comment avez ^{vécu} vécu la première journée comme SDF?
- 6 Comment réagissent les personnes qui vous regardent?
- 7 Quel sont vos rapports ^{avec} avec les gens?
- 8 Êtes vous bien au foyer?
- 9 Quand vous êtes pas au foyer, que faites vous?
- 10 Quelle était votre travail?
- 11 Où vivez-vous de la famille?
- 12 Comment viviez-vous avant?
- 13 Quelqu'un est-ce qui vous reste?
- 14 Avez-vous des amis?
- 15 Saviez-vous - Est ce que vous connaissez des endroits que les gens qui ont des sous ne peuvent pas connaître?
- 16 Avez vous un endroit préféré dans la ville?
- 17 C'est ça quel est le minimum que tous le monde devrait avoir?
- 18 Est-ce que vous avez un endroit où vous vous réunissez?
- 19

des endroit fréquentés:

Auchan Meriadec, Ecole de Musique de Bordeaux
 Eglise (Aurana), Bordeaux, Place St Eulalie
 Rue Ste Catherine, Place de la République
 Les quais, Terminus: les quais, Meriadec,
 Le collège, Bordeaux Mac Marché
 Place de la victoire, Taxi de Bordeaux,
 Cours victr Hugo, BNP, Magasins de Bordeaux
 Arrêt de bus, Hangaar La Garonne
 Le stade municipale, Rue de Cdt Harault,
 Piscine de Judaique,
 Le pont st Pierre,
 Les capucins,
 La gare st jean,
 Cours de la marine,
 d'ateliers Haerem,
 Le parc Municipal,

Ce logo indique les immeubles vite. Il y a 30000 personnes sans logement à Bordeaux
 quand vous voyez ce logo, dites vous que des gens cherchent un toit.



Voici un bref historique des premières séances destiné à vous éclairer sur le processus et la nature du projet en cours :

Jeudi 14 janvier,

nous sommes partis voir un travail de Christian Boltanski exposé au CAPC et intitulé « *Objets ayant appartenu à la jeune fille de Bordeaux* ».

Recherches à la bibliothèque du musée : cette pièce fait partie d'un vaste travail de l'artiste sur les questions d'*identité* et de *mémoire*.

Après un échange d'impressions et de points de vue, nous avons soumis aux enfants une série de questions à creuser pour la séance suivante : *Où tu habites ? / Dans quoi tu vis ? / Qu'est-ce que tu possèdes ? / Qu'est-ce que tu fais ?*

Jeudi 21 janvier,

dans les conditions recréées d'un studio vidéo, les jeunes livrent leurs réponses à la caméra. Puis, chacun à son tour et selon le même dispositif, nous leur posons la question à *part des objets, qu'est-ce que tu possèdes ?* afin de les amener à penser les notions d'identité, de mémoire, d'histoire individuelle et de relation à l'autre comme constitutives de chacun.

Pendant une projection diapo où nous leur présentons une série d'abris construits par des « SDF » et les travaux de deux artistes, Tadashi Kawamata et Krzysztof Wodiczko, le premier recréant des abris dans l'espace public et le second fabriquant des « véhicules pour sans-abri », nous les confrontons à des scénarios « catastrophes » : *si tu n'as plus de maison..., si tu n'as plus ta famille ou tes amis..., si tu n'a plus de quoi te nourrir et te vêtir... ?* chacun imagine, se positionne, invente des solutions... Le sujet est posé.

Jeudi 28 janvier,

élaboration d'un questionnaire et fabrication de documents de « communication » afin de préparer la rencontre avec les personnes qui fréquentent Réseau 32.

Voici comment nous envisageons la suite du projet et la rencontre avec Réseau 32 :

Jeudi 4 février,

13h30 – 16h : Poursuite du travail entamé la séance précédente.

16h – 17 h : L'équipe se déplace à Réseau 32 pour une première prise de contact avec le lieu. Les enfants se présentent ; présentent le projet et leurs travaux (qui peuvent être exposés) et donnent rendez-vous aux personnes intéressées et volontaires le jeudi 11.

Cette rencontre préalable peut servir à préparer le terrain pour le travail à venir.

Jeudi 11 février

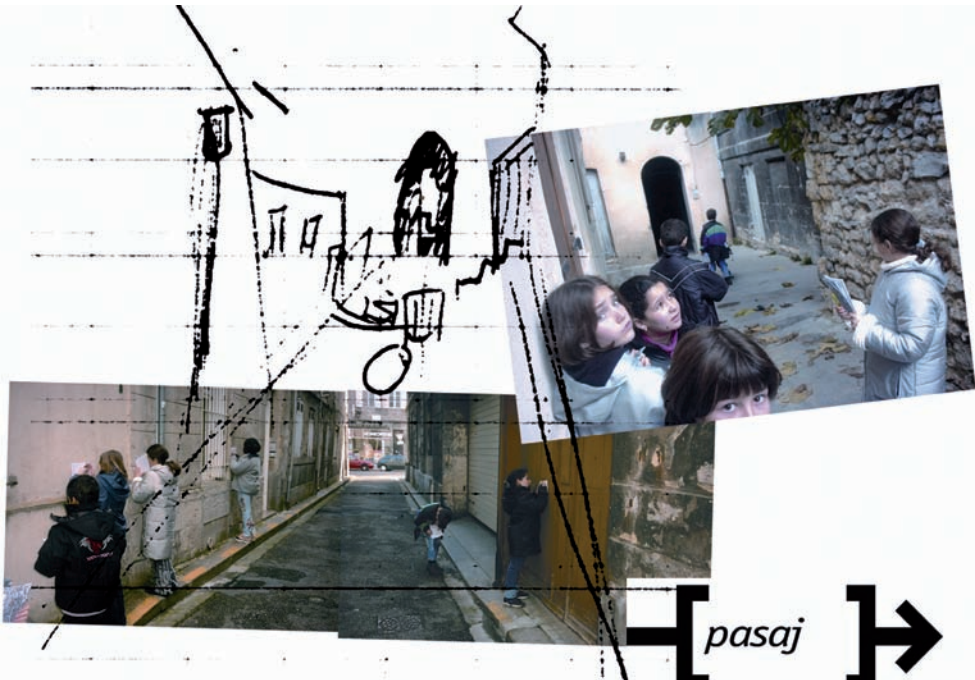
14h – 17h : De façon plus structurée, dans un espace identifié et avec l'accompagnement du personnel de Réseau, le travail d'enquête peut commencer. L'échange peut se faire sous formes de discussions libres et/ou d'interview individuels ou prendre d'autres formes à définir.

Outils de travail : caméscope, magnétophone, appareil photo, carnet de notes...

Cette rencontre délicate pour les enfants et pour le public de Réseau nécessite de notre part un travail de responsabilisation des jeunes mais ne peut se passer à notre sens d'un relais sur place.

Jeudi 18 février,

dernière séance. Les jeunes retraitent les informations en vue d'une publication dans le Macadam journal (à confirmer). Les travaux seront aussi restitués dans les locaux de Réseaux 32 lors d'une ultime rencontre à établir.



pasaj →
atelier d'exploration urbaine





Comment on reconnaît un passage ?
Pouvez-vous nous donner un exemple de passage ici ?

Un passage est un lieu qui sépa deux espaces, ce lieu est l'unique endroit où il y a correspondance
 18 décembre 2001 - Galeries Bordelaises

Un tunnel avec deux ouvertures une à chacune des extrémités.
 18 décembre 2001 - Galeries Bordelaises

A ses conséquences, exemple : meurtre (passage à l'acte).
 18 décembre 2001 - Galeries Bordelaises

Le Point
d'interrogation

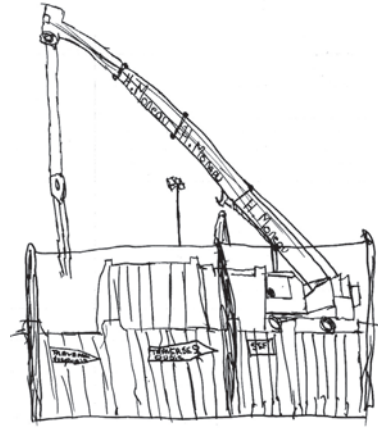
Le Point d'Interrogation

Spécial **BORDELLE** dans Bordeaux

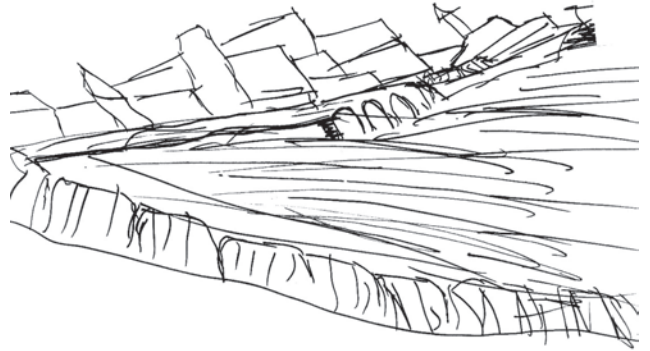


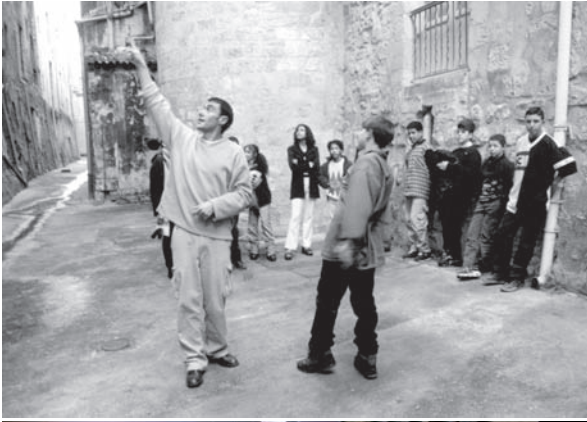
Les dessous d'une métamorphose

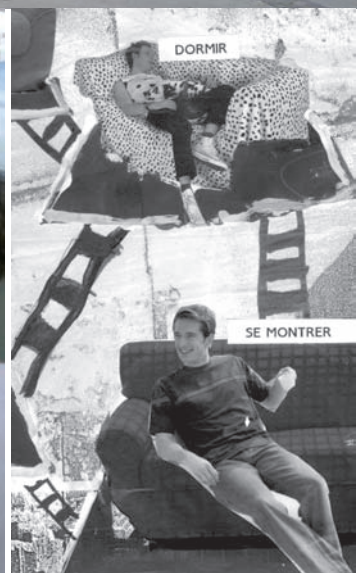
21
pages !



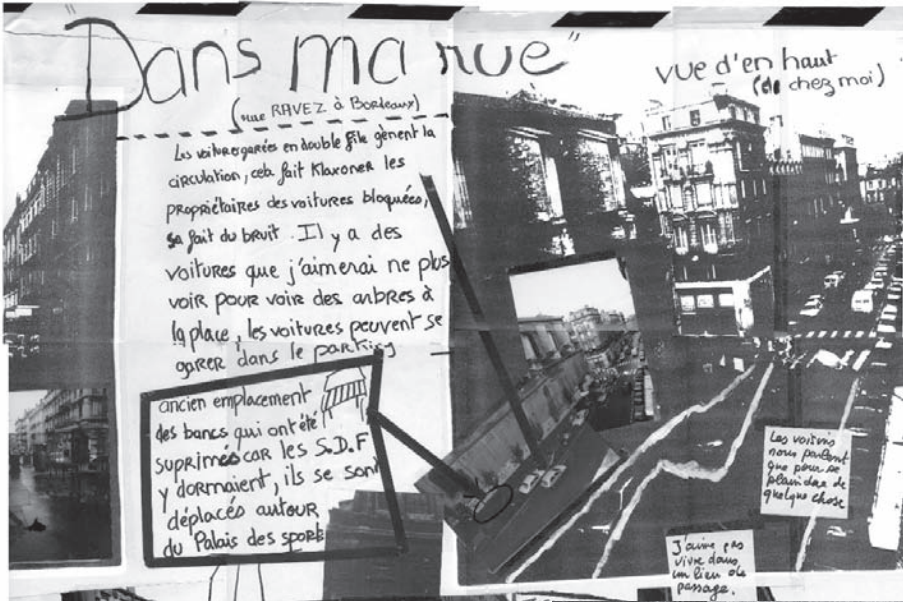
La nive gauche













**Et le regard des autres,
c'est important pour toi ?**

**Bof moi j'ai pas honte
de qui je suis...**



Qu'est ce qui te pose problème dans l'expression devant les autres ?

Ben je vois pas ce qu'ils pensent les autres, ce qu'ils ont dans leur tête, ce qu'ils se disent à eux mêmes...

De ce fait tu ne veux pas t'exposer devant eux, tu penses qu'il y a un risque ?

Moui

C'est quoi ce risque ?

Je sais pas je l'appréhende mal.





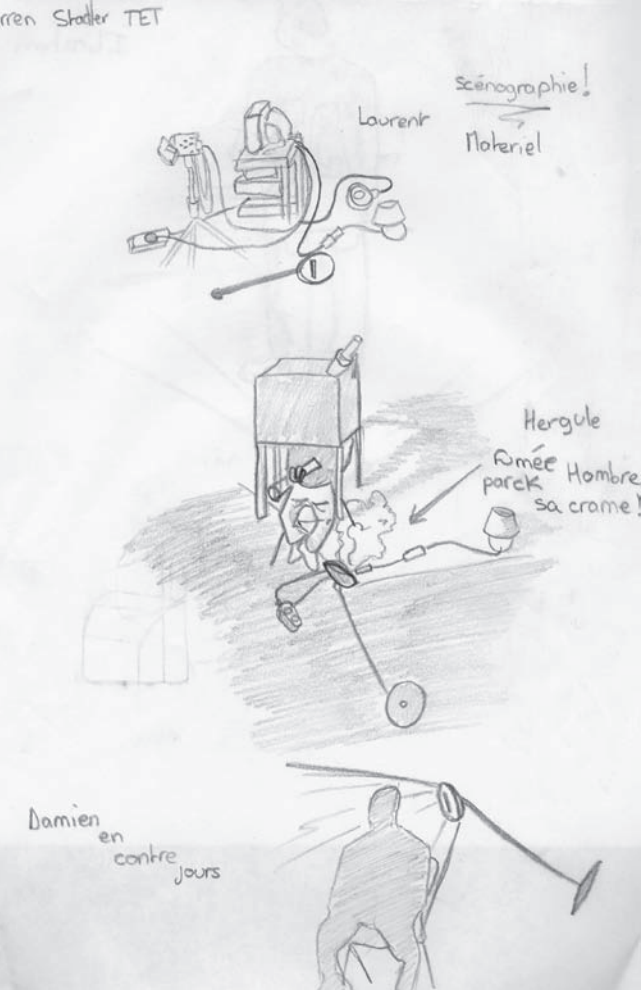
PUBLIC	PRIVÉ
- Ecole	- Magasins
- Mairie	- Cinéma
- Prefecture	- Restaurant
- Eglise - cathédrale	- Hôtels
- IUT - (université)	-
- Poste	
- Commissariat	
- HLM	
habitation à loyer Modéré	Immeubles *
- Aéroport	
- appartements	



Qu'est ce qui me provoque un sentiment d'isolement et de solitude ?

Ben pour moi c'est ma façon de penser.





- Ce qui me procure un sentiment de solitude c'est ma façon de penser parce qu'il n'y a pas grand monde qui pense comme moi.

- Comment sais-tu qu'ils ne pensent pas comme toi ?

- Ils le disent.
En fait j'aime bien être différent des autres. Ils sont des moutons, ils se ressemblent tous.

- Tu connais les autres ?

Je suis souvent à la télé...
enfin devant la télé...
C'est facile de m'avoir,
on me montre un nouvel album
ou des beaux habits,
je sais que j'irai voir pas longtemps après
dans les magasins... je suis facile à inciter...

Tu as choisi un contre jour pour te mettre en scène, pourquoi ?

C'est en relation avec ma façon de penser...

C'est parce que tu penses à contre jour ?

C'est parce que je suis pessimiste en fait.

Qu'est ce qui fait que, si aujourd'hui c'est au niveau des achats, demain ce sera pas au niveau du comportement social ?
Qu'est ce qui fait que tu vas échapper à ça ?



Je sais pas, je me sens pas visé sur ça.

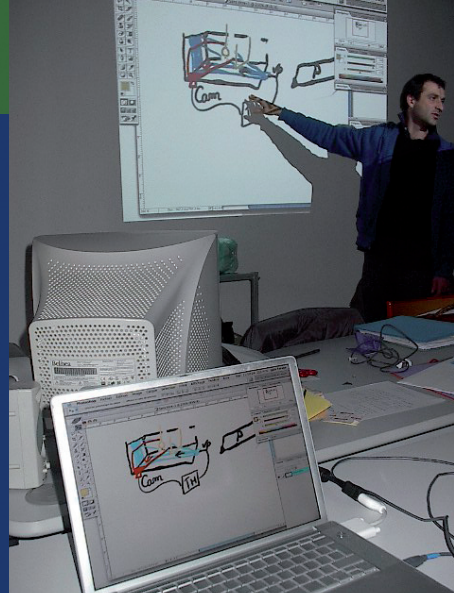
- Que pensez vous de la pauvreté ?
- On en a besoin.
- Pourquoi ?
- Parce que, s'il n'y a plus de pauvres, il n'y a plus de riches.
- Vous êtes d'accord avec ça ?
- Ben, tout le monde serait pareil, ce serait mieux. Mais les riches veulent rester riches, c'est pour ça qu'il y a les pauvres.



On a besoin d'argent si on veut évoluer.

Ca veut dire quoi, évoluer ?

Savoir gérer ses dépenses.



On parle beaucoup de la mort dans les médias.

Oui, beaucoup, aux infos...

Pourquoi ?

Parce que, c'est tous les jours.

Il n'y a pas d'autres choses tous les jours ?

La vie ne passe pas à la télé ?

Ca choque plus quelqu'un qui meurt.

L'image de la mort, on s'en sert pour faire réagir ?

Pour faire prendre conscience ?

Pour faire de l'audimat.

- Pour lutter, il faut dire ce qu'on pense. A la télé, qui est un moyen de propagande, les gens ne disent pas ce qu'ils pensent. Ils pensent comme tous les autres.

- Tu ne crois pas qu'il y a beaucoup de gens qui disent la même chose que toi ?

- Dans ce cas, ils feraient bien de le dire alors.

A la naissance, on n'a peur de rien.

Et puis on prend conscience des choses.

On a de plus en plus peur, de la mort, des handicaps...





**Si je pouvais choisir les gens
avec qui je cohabiterais,
on ne serait pas nombreux en fait...**

- **J'aime réfléchir, mais sans en parler.**
- **Pourquoi ne pas en parler ?**
- **C'est à l'intérieur de moi.**
- **Tu l'utilises ?**
- **Rarement.**

- **Tu penses qu'il y a peu de situations
dans lesquelles on peut utiliser
ce qu'on a dans sa tête ?**

- **Moi oui.**
- **Pourquoi ?**
- **Je ne sais pas.**

Ici on n'a pas trop l'occasion d'aider les autres.

Et en dehors du lycée, tu aides les autres ?

Non.

Qui t'en empêche ?

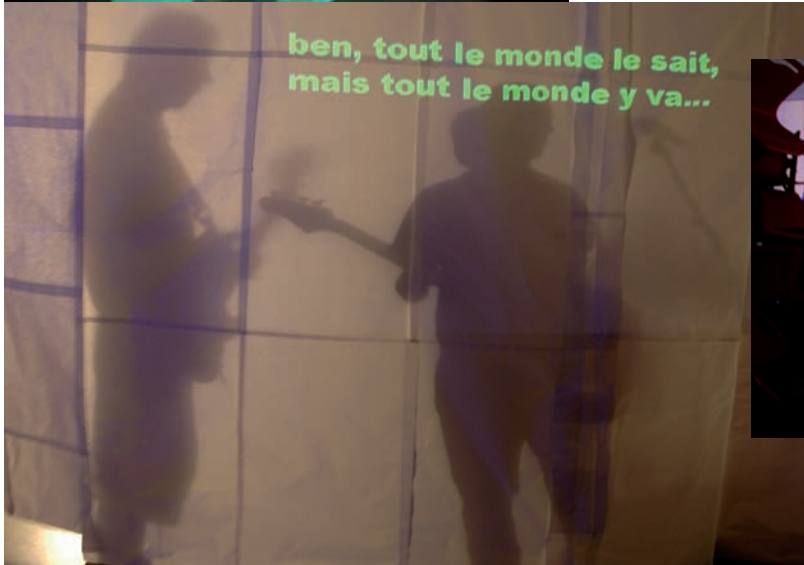
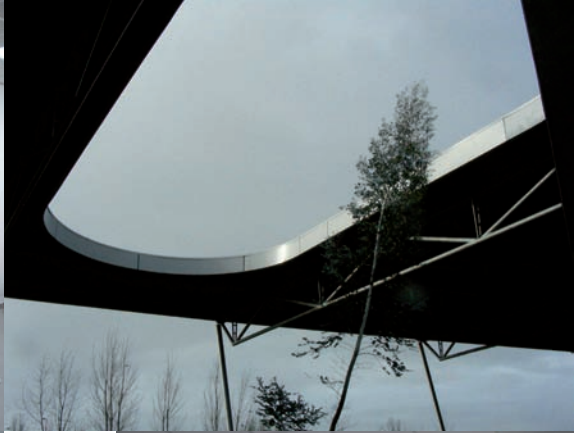
Personne. Je ne saurais pas quoi faire.



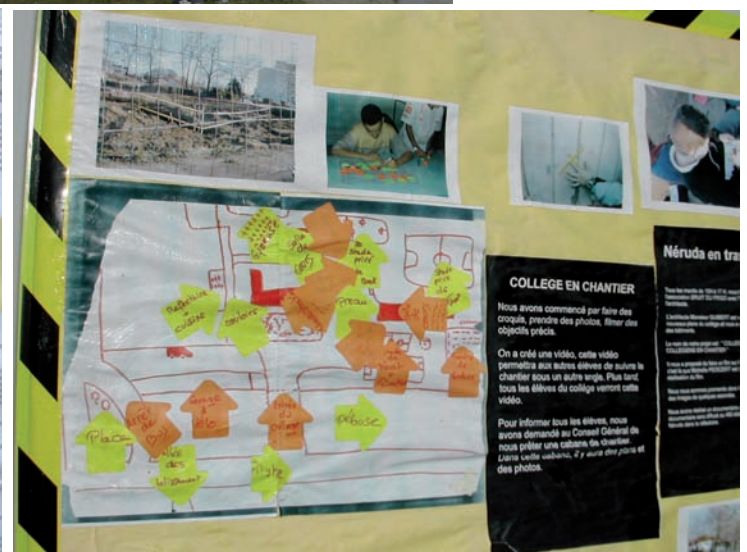
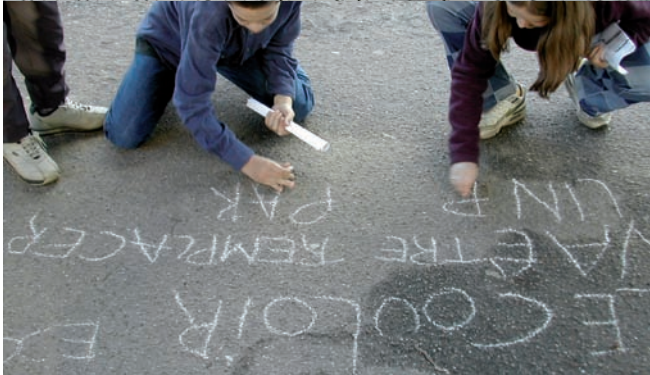
- **Nous on ne peut rien faire.
C'est les hommes politiques.**

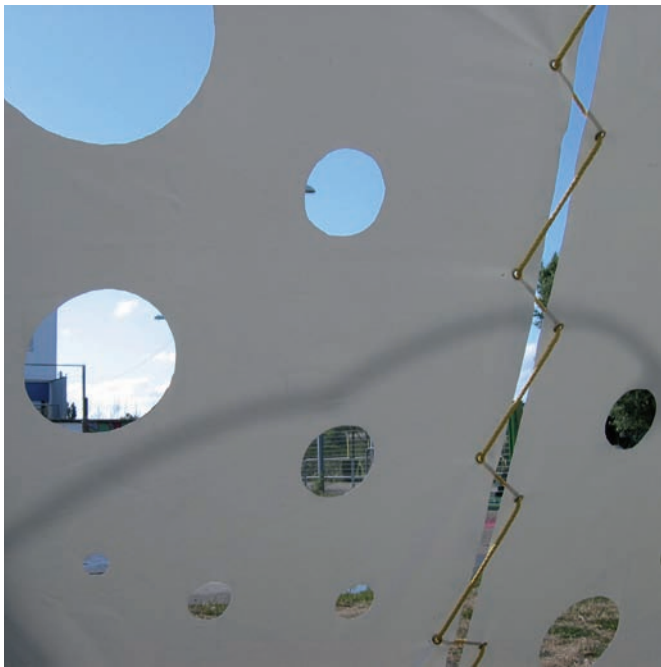
- **Tu crois que tu pourrais devenir
homme politique ?**

- **Pour faire quoi ?**











Y'en a qui vont loin pour aller à la campagne alors qu'il y a des champs qui sont juste à côté de chez eux.

On se croit dans deux ville différentes, la campagne et Bègles, parce que c'est tout près. Elles sont collées, elles sont ensemble, elles sont mélangées. C'est bien parce que ça change du centre ville, y'a plus d'espaces.

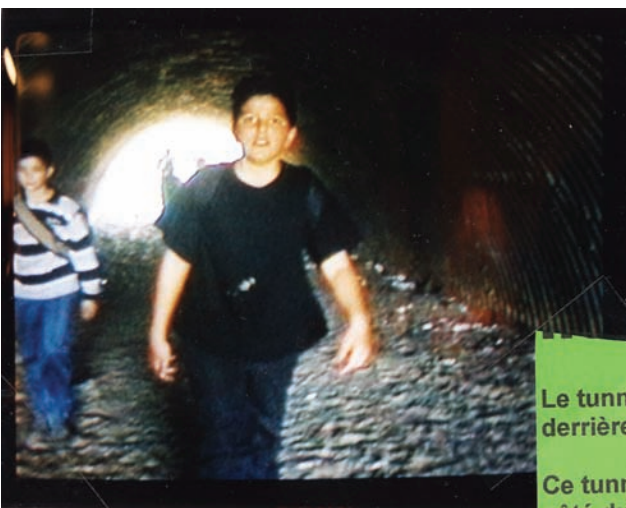


Les berges de "l'Estey de Franc" aménagées par les habitants

Bernard le poète est un clochard qui vit dans Mussonville dans une cabane. Il vit tout seul mais il écrit et il vend des poèmes et des chansons.



Maisons "barriquées"
Les gens ont mis des barrières pour empêcher l'eau d'emporter la terre de la rive.



Le tunnel souterrain c'est un raccourci pour le village derrière pour aller au parc du Verduc.

Ce tunnel sert à faire passer les villageois de l'autre côté du lac sans avoir à traverser la route.

Ce que j'ai appris en menant ces actions pédagogiques.

J'y ai vérifié pour la première fois notre marginalité de "spécialiste".

J'ai appris qu'il y avait grand besoin et matière à transmettre et échanger, non pour faire la promotion de l'Architecture, non pour faire comprendre et goûter les qualités de l'Architecture passée et contemporaine, mais pour transmettre des outils de lecture et de décryptage, en cherchant à dépasser la construction d'un observateur averti pour aller vers l'émergence d'un acteur potentiel, autonome, critique.

C'est là que j'ai réalisé l'urgence de contribuer à se rendre capable avec nos contemporains de formaliser un imaginaire partageable, des idées et désirs, à concevoir une stratégie d'action dans un environnement que l'on décrypte, à s'autoriser le passage à l'acte.

Plus à faire donc que d'observer ses contemporains (et s'observer à travers eux) pour comprendre comment nous nous approprions l'espace naturel et artificiel, comment nous recréons fonctions et désignations, à partir de ce qui est déjà composé par d'autres avec d'autres intentions

Nous pouvons susciter des alliances pour agir.

Ce qui introduit la partie suivante TOPOTACTIQUES



**Y a pas grand-chose
à dire non plus
hein ?**



récits rumeurs - lieux - mémoire histoire - mémoire vivante
capacités compétences - géographie morphologie
infra structures - contexte technico - politique réglementaire
systèmes technico institutionnels - géographie relationnelle
les "visibles", les "invisibles" - territoires à l'oeuvre
explicites, implicites - nécessités souffrances handicaps
inclinisions, tendances - ressources potentielles
ressources convoitées

Topotactiques

Coopérer avec des citoyens dans le cadre de projets de transformation urbaine.

Mon objectif restant d'aller vers une plus forte coproduction de l'espace il s'agit de dépasser le cadre de transmission et d'éducation populaire et d'utiliser ce que l'on peut en déduire pour mettre en exercice de nouvelles activités dans le cadre de projets de transformation de lieux.

Savoir faire avec n'est pas une idée nouvelle, ce qui l'est c'est de mettre en question formes et usages du monde hors récits des doctrines politiques et religieuses avec une attente et un désir de pratiques collectives impliquant une redistribution du pouvoir renforçant celui de l'individu ordinaire.

Si comme le dit Christian Norbert Shultz l'architecture est un reflet des valeurs existentielles d'une société, les traces de l'habité par la lutte ou la pratique ordinaire de l'appropriation de l'espace en est la boule à facettes.

Comment faire, quels sont les obstacles généraux auxquels nous nous confrontons?

La question de la capacité: l'entraîner, l'éduquer, la former

La question du pouvoir: le répartir

La question des conflits d'intérêts: les reconnaître explicitement, les situer, les négocier.

L'économie : les moyens, techniques et humains de production et d'action: gérer autrement les dépenses les investissement, vérifier que l'idée de rentabilité ne se substitue pas à celle d'intérêt général.

Le cadre humain, la méfiance : contruire un rapport de confiance et de complicité avec les gens, stimuler le désir.

Chercher à comprendre ce que les habitants accordent comme valeur aux lieux.

- Ne pas esquiver "l'épreuve du réel"
- Ne pas se protéger des idées autres
- Ne pas se dérober devant un choix et la prise en charge d'une interprétation

Ne pas redouter le conflit, ni l'éviter si nécessaire:

Relier l'histoire des lieux, les traces vivantes et spatiales avec le présent aller voir ailleurs et emmener voir ailleurs des exemples, ouvrir les points de vue (pas que les maîtres d'ouvrages, les élus...).

Des outils et méthodes d'investigation peuvent être empruntés et "bricolés" à partir de différentes disciplines (géographie, psychosociologie, sociologie, anthropologie, sciences politiques... par exemple cartographie, relevé, inventaire, cartes mentales, promenade commentée, "diagnostic en marchant", arbres de représentation mentales, observation impliquée, entretiens semi-directifs, analyse institutionnelle...).

Pour coopérer nous devons fabriquer des représentations partageables

Ce que nous pratiquons en utilisant les outils de représentation c'est de tenter de mettre en évidence quelque chose que l'on repère, que l'on pense nécessaire de désigner, voire de traiter (agir dessus, la transformer...), cela implique de vérifier que l'autre a et identifie les moyens de la transaction... en terme de langage et en terme d'accès aux représentations

Langage

Nous avons un langage qui est une arme de pouvoir que l'on exerce.

Si l'on questionne la fonction du langage et ses pratiques dans le cadre d'une médiation, dans une négociation autour d'un projet d'architecture, d'urbanisme, de paysagement, autour duquel sont fédérés plusieurs types d'interlocuteurs (des élus ou des maîtres d'ouvrages privés, des techniciens, des usagers à titre individuel ou de portes paroles de groupes (associations, communautés...)), cela suppose de considérer:

Qui parle?

Qui s'adresse à qui?

Comment? Pourquoi?

Ce qui revient à pratiquer de l'analyse de système d'acteurs en présence: leur statut, leurs motivations, leurs nécessités, leurs allégeances, leurs convenances, leurs outils conceptuels.

On parle de ce qu'il y a autour de nous et on a tous besoin de créer notre vocabulaire.

Mais aussi de considérer que toute médiation, toute négociation se confronte aux problèmes:

- de l'explicite (ce qui est dit) et de son interprétation (ce que cela veut dire)

Cette fonction de traduction, du médiateur, que ce soit dans un échange de paroles ou dans le commentaire relié à la diffusion et à l'utilisation de représentations visuelles (images, photos, dessins, schémas, maquettes, cartes, plans...) pose la question du sens de la médiation, comme l'évoque Olivier Chadouin, il y a les sourciers et les ciblistes, ceux qui sciemment ou non, privilégient la fidélité à la source et ceux qui privilégient l'efficacité du récit en regard d'une assistance, en visant à l'appropriation, à l'adhésion.

- de l'implicite (ce qui n'est pas dit)

La nature et les raisons de l'implicite peuvent être multiples: les motivations implicites, le restent par stratégies, parce que c'est "indicible" pour le sujet qui le porte et les raisons peuvent elles même être diverses, (ne pas savoir comment dire, ne pas oser, être bridé par ses propres convenances...), Parce que ce n'est pas objectivé pour le sujet, parce qu'on pense que c'est suffisamment induit par ce qui est explicite; parce qu'on se sent statutairement exclus de l'espace de la parole auquel on assiste...

- des différents lexiques et registres de langages en présence ce qui pose à nouveau la question de l'interprétation et de la traduction, nous allons toujours au risque du malentendu, mais aussi de la manipulation et de la prise de pouvoir sur l'autre, parce qu'on manipule un lexique, parfois opaque qui nous légitime où au contraire nous discrédite. Les procédés de la confiscation de la parole correspondent à plusieurs figures:
 - celle de l'expert, le "sachant" et de ses barbarismes
 - celle de celui qui parle plus fort que les autres
 - celle de celui dont la parole fait vérité parce qu'il a vécu
 - celle de celui dont la parole fait autorité parce qu'il est investi d'un pouvoir(et certainement encore d'autres personnages du "théâtre de la pression").

Dire et laisser dire:

Comme l'évoque Jean Louis Sagot Duvaurox toute prise de parole d'un individu cumule simultanément deux niveaux à travers son acte:

Un niveau de recherche de consensus: «je t'adresse une proposition dans l'espoir qu'on se comprenne et s'entende»

Un niveau de distinction: «c'est par cette parole que je me situe, j'affirme ma présence et tu me reconnais»

Cette remarque est évoquée pour que l'on comprenne mieux l'enjeu de la construction d'un espace de parole collective:

Dans la préparation d'ateliers publics d'urbanisme avec des techniciens on m'objecte parfois, "mais nous savons tout cela, il suffit de l'exposer dans nos raisonnements, les gens verront que l'on les prend en compte." point de vue qui tend dans son application à conforter la verticalité des rapports.

J'ai souvent constaté, dans des échanges sur des temps de conception et de création avec d'autres auteurs, chercheurs ou artistes, que sur un temps de travail: si l'un prenait le pas sur l'autre à anticiper ses points de vue, son analyse, ses propositions, l'autre ayant beau être "d'accord", pouvait exprimer (ou réprimer) le fait de se sentir, dépossédé de son apport, voir de se sentir désinvesti.

Je cite ce rapport horizontal entre "spécialistes" pour expliquer que dans un espace de négociation, de concertation, la prise de parole "experte" qui anticipe trop celle des autres, comporte un risque confiscatoire et peut empêcher l'appropriation collective de la démarche, voire mettre des gens en souffrance. Ce n'est pas spécifique d'une relation entre un individu "ordinaire" et un spécialiste (*qui cumule les deux casquettes "ordinaire" et "spécialiste" et en plus il est ouvert et cultivé sur les autres culture, alors vous savez...*).

D'autres problèmes sensibles auxquels nous sommes confrontés:

Les paroles discriminées, du fait de la forme des prises de paroles (manque d'habileté ou virtuosité), du statut de celui qui parle (l'élus menteur, le commerçant partial, l'habitant borné, l'architecte intello facho, le technicien méprisant...) qui conduisent parfois à fabriquer de la fausse parole ou du conflit.

Les individus qui pour des raisons culturelles, d'histoire personnelle, ont discriminées la parole.

Ces commentaires situent partiellement la difficulté à construire une plateforme de conversation sur des sujets et des objets complexes entre des personnes d'univers culturels différents devant arriver à un consensus, entre des personnalités différentes (qui tissent toutes une singularité avec les pelotes: culture, compétences, psychologie, affinités/aspirations).

La question du langage dans nos modes de décision et de production reste dominante, même si l'on produit et utilise des supports visuels partageables, même si on passe à l'acte de produire ou d'agir directement avec des participants.

d'où l'importance :

de préciser les termes, les notions et le sens dans lequel on les utilise (notamment la façon de désigner une catégorie ou une qualité spatiale), de rechercher l'accessibilité sans aller à la réduction simpliste, de s'appuyer sur les exemples, les analogies.

de rechercher à aménager un cadre spatial favorable à l'expression collective et à la conversation, la façon dont on est disposé dans l'espace, les qualités acoustiques, le confort haptique, le type de lieu lui-même (la caricature souvent utilisée est celle de la réunion avec des habitants d'un quartier dans une salle de classe, l'assemblée assise dans la salle derrière les pupitres et les intervenants de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'oeuvre à l'estrade...)

Images

En ce qui concerne l'utilisation de supports de représentation d'un projet textes, images, document techniques.

La question de l'accessibilité et de la lisibilité est beaucoup plus importante dans un premier temps que la précision technique.

La typologie de l'image conditionne évidemment sa réception et son statut.

Par exemple une image de synthèse très réaliste

Le pouvoir de suggestion de l'image peut prendre un caractère définitif, la culture du WYSIWYG (What You See Is What You Get: ce que tu vois est ce que tu auras) est assez répandue et notamment a pu être accentuée par le réalisme de certaines simulations virtuelles.

C'est pourquoi, en dehors de la production de documents d'exécution, j'ai tendance à préférer fabriquer et utiliser des représentations qui ont le statut de l'évocation, de l'illustration en utilisant majoritairement la technique du collage (même numérique),.

Cette technique qui a la vertu de pouvoir combiner des images de bouts de réalisations réelles (analogie) avec d'autres éléments analogiques ou dessinés, d'induire que la réalisation sera différente (l'image est « l'esprit du projet ») et d'être une technique accessible à sa coproduction avec l'usager (cf ateliers d'urbanisme utopiques).

Bien sûr je n'exclus pas les autres représentations, mais celle ci avec le croquis a ma préférence dans une conduite participative.

Quand aux documents de type plans, j'ai tendance à les utiliser accompagnés de photos, de croquis, de photo montages, jamais seuls.

L'action comme complément au langage et aux images qu'est ce qui est déclencheur ?

Parfois ce n'est pas par la parole que ça passe, le langage n'est pas l'outil exclusif ou le véhicule unique de la participation citoyenne, surtout sur la question de l'espace, passer par, l'acte de fabriquer, de construire collectivement, de produire de l'espace, de le transformer, de l'agir ou de le mettre en représentation échangeable, tangible, joue beaucoup en faveur de la possibilité d'engager des dynamiques.

Au-delà ou en deçà du langage...

Au-delà du langage, c'est par l'action que se forment les alliances, que se révèlent des informations et des points de vues, que se construit du sens, que s'esquissent des pistes...

La conduite d'actions de réalisation, de chantier de modification de l'espace jouent en faveur de la construction d'une coopération réelle et concrète et de l'ouverture aux possibles.

C'est aussi la possibilité qu'à l'endroit ou le langage est disqualifié, l'action de fabriquer, d'aménager, le recours à la compétence, la réalisation, permet de s'y substituer ou de lui redonner un espace.

Enfin, réaliser in situ, à l'échelle (simuler sur le terrain), par des micro réalisations à l'échelle urbaine et architecturale pour comprendre, faire expérience.

Alimenter par l'expérience réelle concrète d'un lieu temporaire, des possibilités autres de ses usages de son devenir.

Dans le cas du "Jardin de ta soeur", l'action a démarré sur une démarche culturelle, puis le projet de ce jardin revendiqué par des habitants après en avoir fait l'expérience, a engagé une dynamique habitante assez longue. Six mois de travail pour être capables de façon autonome de présenter un contre-projet au projet immobilier de la ville et à ses projets de rechange préparés par l'agence d'urbanisme de Bordeaux en vue de la concertation publique avec les habitants du quartier.

Ce fut la surprise près l'exposé des trois hypothèse de l'A'Urba, de voir la performance des habitants qui ont assurés leur oral, les fantaisistes et les "pragmatiques" se complétant en un seul exposé, et d'avoir gain de cause, totalement.

Enfin, pour aboutir à du vivre ensemble, commencer par créer du collectif dans le processus d'intervention peut aider.

quelques pistes et préconisations:

Approcher une situation urbaine et sociale pour essayer d'y faire émerger un projet collectif, une démarche commune qui peut être architecturale ou non, mais qui en tout cas vise à une incidence sur le milieu de vie, nécessite à la fois une analyse du milieu et des éléments du projets, mais aussi un ensemble de dispositions et de précautions qui peuvent favoriser la réussite du projet.



En terme de conduite participative, sans détailler tous les outils et méthodes, je peux formuler certaines préconisations que nous avons pu dégager avec le temps dont certaines sont largement partagées avec d'autres professionnels.

➔ PRINCIPE N°1

Impliquer ceux qui se sentent concernés dès l'amont

Quelque soit ceux qui sont à l'initiative, lorsqu'on prévoit de mettre en place une démarche participative, il est souhaitable de faire appel le plus en amont possible à ceux qui sont susceptibles d'être concernés, afin de préparer les cadres avec eux.

➔ Principe n°2

Impliquer les catégories pour ce qu'elles représentent, il est important que la position d'où l'on parle, soit explicite

A quel titre les gens participent ?

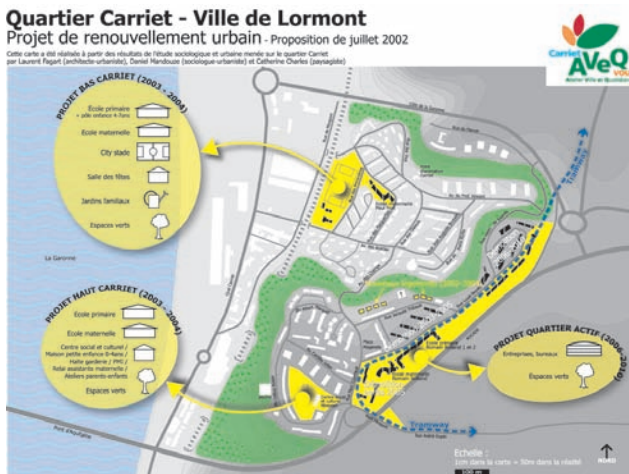
Elus, techniciens, partenaires, habitants, représentants de communautés, commerçants, classes d'âges... Les gens viennent avec des préoccupations, des rôles et des compétences qui sont liés à ce qu'ils sont.

Il est important d'essayer d'associer les plus larges champs de catégories de personnes qui vivent la ville. Il faut tenir compte des différentes communautés de représentation et d'intérêt.

➔ Principe n°3

Pour choisir les sujets, n'évacuer aucunes préoccupations et priorités des participants (élus, techniciens, habitants et partenaires divers), mais les négocier

Il faut que chacun réalise ce qui l'anime à participer à ces travaux. La nature des sujets choisis et leur hiérarchie doivent être négociées collectivement, dans un agenda commun.



→ Principe n°4

Travailler à partir des centres d'intérêts et nécessités des usagers / populations concernés
Pour ne pas démobiliser leurs volontés participatives, il s'agit d'être à l'écoute du terrain, de repérer et d'accompagner les initiatives des habitants.
L'offre de participation faite doit rencontrer et s'équilibrer avec la demande de participation qui vient du terrain.

→ PRINCIPE N°5

Mettre en place des règles communes de fonctionnement, mutuellement acceptées, centrées sur la méthode, l'écoute et la synthèse

La participation des habitants suppose de passer de l'implicite à l'explicite, du couloir ou du coup de fil à la place publique. Elle doit être maintenue dans un cadre clair. Par exemple :

- Se donner les moyens de préparer les séances d'assemblées publiques.
- Etablir un ordre du jour des séances ainsi que leur durée.
- Poser des règles de débat dès le départ : présentation de chaque participant, mode de distribution de la parole, limiter les temps de parole.
- Faire et communiquer les comptes rendus des séances, voire des procès verbaux.

→ PRINCIPE N°6

Assumer le débat

Ne pas éviter le conflit ou la contradiction, respecter le droit à la parole et le droit de réponse, se donner l'obligation de réponses argumentées.

→ Principe n°7

Privilégier la qualité plus que la quantité.

En nombre de sujets abordés :

Un sujet bien traité vaut mieux que plusieurs sujets survolés.

En nombre de participants :

Même si la participation du plus grand nombre est souhaitable, on sait quelles contraintes et difficultés diverses impliquent les grandes assemblées, qui peuvent aboutir à l'essoufflement de l'intérêt des participants.

En durée :

Il faut éviter les réunions fleuves





→ Principe n°8

Rechercher à établir un climat de confiance
La participation repose sur une relation de confiance réciproque entre ses différents acteurs. Il est important d'être reconnu pour être en confiance.

La clarté des règles de fonctionnement, l'explicitation des tenants et aboutissants et le soin mis dans les restitutions peuvent notamment contribuer à dépasser la peur de se faire embobiner et les suspicions que chaque partie portent sur les autres.



→ PRINCIPE N°9

Etre explicite et transparent sur les enjeux, les contraintes, les mécanismes et les échéances

Quelle est la question posée ? Quels sont les tenants et les aboutissants ? Quels résultats veut-on obtenir ?

La démarche participative perd son sens quand ses enjeux et les effets attendus ne sont pas connus et partagés.

Le travail de définition des objectifs permet, quand il n'y a pas communauté d'intérêts au départ, de dépasser les intérêts particuliers ou catégoriels pour aboutir au consensus.



«Il faut améliorer la perception des enjeux des projets, bien communiquer et expliciter le projet de société qu'on défend.» un élu

«Il faut que la municipalité pose clairement son projet et à travers lui ses difficultés sur la place publique.» un technicien municipal

→ PRINCIPE N°10

Préciser clairement quelle est la marge de manœuvre donnée par le maître d'ouvrage dans la négociation

Il y a différents niveaux dans la participation : information, consultation, proposition, coproduction, codécision...

Celle-ci n'implique pas forcément que tout le monde soit associé à toutes les étapes du processus de l'action publique.

C'est pourquoi la maîtrise d'ouvrage doit préciser à quelle étape de ce processus elle décide d'associer les participants, et quelles sont les marges de négociation.



→ Principe n°11

Travailler les conditions d'une compréhension mutuelle

Bien se comprendre

Utiliser les bons supports de communication visuels et audiovisuels. Tout le monde ne sait pas lire un plan technique. Un bon croquis fait sur place vaut souvent mieux qu'une image de synthèse qui donne l'impression que les choses sont figées. Tous les outils qui peuvent faciliter la compréhension (vidéos, maquettes, diapositives, retraitement graphique de plans trop complexes) sont autant de ressources.

Travailler la qualité de la parole et de l'écoute

Apprendre à se comprendre entre élus, techniciens et habitants passe par un effort de redéfinition des termes et d'un langage commun. Tout le monde doit pouvoir comprendre ce qui se dit. *«Il y a souvent un décalage entre l'action menée par la mairie et les représentations des gens. Il ne faut pas hésiter à expliquer les choses aux gens, en leur parlant comme on parle tous les jours, de manière simple et accessible.»* Un élu

→ Principe n°12

Se fabriquer un point de vue partageable sur les sujets traités

Pour ce faire, il faut accorder une importance particulière à la «capacitation» (se rendre capable) et à la préparation.

→ Principe n°13

Favoriser l'appropriation locale des processus et des questions

«La préparation, ça permet d'affiner la participation.» un élu

Nous soulignons ici un point de vue largement partagé, relatif à l'apprentissage collectif de la parole, et à l'importance de l'écoute.

Il faut outiller les habitants

pour les aider à accéder à la parole

Les démarches participatives mises en place ailleurs se fondent sur l'idée de « capacitation » (se rendre capable) et comportent un aspect formation.

Il y a des moments où, pour pouvoir travailler ensemble, il faut donner aux participants les outils de





compréhension et les compléments d'éducation sur les dispositifs, les processus, les acteurs et les temporalités qui font la ville. Il s'agit bien ici d'accompagner le développement des capacités de chacun à être en prise avec nos questions contemporaines.

→ Principe n°14

Apprendre des autres et rechercher l'information où elle se trouve

En utilisant des experts pour se rendre capables

Les meilleurs résultats émergent quand les habitants ou les usagers d'un lieux ou d'un dispositif ont l'occasion de réaliser des sessions de travail intenses et rapprochées avec des experts compétents sur les questions travaillées.

En allant voir ce qui se fait ailleurs

Organiser des déplacements dans d'autres contextes, d'autres communes pour voir des espaces spécifiques, des ambiances, des aménagements, pour aller visiter d'autres expériences de participation... permet de mieux cerner une question locale.

→ Principe n°15



Se donner les moyens d'être réflexif, c'est à dire de pouvoir prendre du recul sur ce que l'on fait

Les experts divers ou d'autres types d'observateurs, les déplacements dans d'autres contextes peuvent aussi avoir la fonction d'aider à prendre du recul sur les démarches.

→ Principe n°16

Se donner les moyens de s'évaluer pour réajuster et affiner les démarches.

→ Principe n°17

Accepter ses propres limites, il est clair qu'on ne peut pas tout résoudre

La démarche participative est un chantier délicat, il faut accepter que les choses se mettent en place dans la durée et qu'il y ait des résultats fluctuants.



→ Principe n°18

Etre constant, éviter les ruptures de dialogue en période creuse

Dans le quotidien d'une ville il y a des périodes de densité et des périodes creuses, des hauts et des bas... si l'on veut développer une démarche susceptible de s'inscrire dans la durée, il faut maintenir des espaces de dialogue, de confrontation et de travail, et ne pas les réactiver quand se profile leur nécessité.

Ainsi on peut profiter des périodes calmes pour mieux se structurer, se former...

La régularité et la pérennité des moments de participation, indépendamment de tout contexte d'urgence ou d'opportunité, contribue à instaurer la participation comme une pratique, une activité banalisée et autonome (non provoquée par le pouvoir municipal, quand il en a besoin).

→ PRINCIPE N°19

Se donner les moyens logistiques et financiers

La participation a un coût. Pour être efficace, elle ne peut par exemple faire l'économie d'un secrétariat, d'une compétence d'animation et d'une logistique de diffusion de qualité.

→ Principe n°20

Crédibiliser et valoriser le travail effectué

Dans le cadre d'une démarche participative, certains vont s'impliquer dans le cadre de leur exercice professionnel et d'autre de façon bénévole. Il est important de s'interroger collectivement sur les moyens à se donner pour rendre la participation possible.

Certains participants non professionnels prennent le temps de participer sur celui de leur vie privée. S'il est ici question du crédit que l'on veut donner au travail fourni, il peut être envisagé, par exemple, passer par le défraiement de ceux-ci.

→ Principe n°21

Utiliser des lieux adaptés à la participation





Ateliers, assemblées et réunions diverses... Les types d'espaces, leur fonction, leur capacité d'accueil, leur qualité acoustique et d'ambiance, ne sont pas étrangers à la qualité d'une séance de travail.

Il est important d'envisager des lieux dédiés à ces démarches. Cela participera de la représentation publique du crédit qu'on y accorde et de la lisibilité de ce qui est fait.



→ **Principe n°22**

Travailler dans le plaisir et le confort

Il est essentiel de dédramatiser certains contextes de travail qui intimident parfois les participants par leur caractère institutionnel ou professionnel.

On peut travailler avec sérieux et efficacité dans des conditions agréables et conviviales. Les conditions d'accueil sont importantes. Prévoir par exemple des boissons et des choses à grignoter, dans un lieu confortable et sympathique n'est pas anecdotique.



→ **Principe n°23**

Tenir compte des réalités et contraintes quotidiennes de chacun

Les emplois du temps, les situations personnelles, professionnelles ou familiales... sont autant de contraintes avec lesquelles on doit pouvoir inventer des dispositifs de participation adaptés.



C'est aussi à partir de la prise en compte de ces contraintes et dans l'objectif de rendre possible la participation que la municipalité et ses partenaires peuvent décider de créer de nouveaux services ou d'aménager ceux existants.

(Par exemple : envisager l'ouverture plus tardive de points d'animation ou de garderie pour accueillir les enfants des parents qui participent à une réunion.)

→ Principe n°24

Rendre publique les fruits de la participation : bien communiquer ce qui est fait

Se donner les moyens de restituer
Mais ne pas se noyer dans le papier

Convaincre les gens de plus d'implication, de plus de confiance repose entre autre sur le fait de maintenir un bon niveau d'information et de communication.

Donner une visibilité claire et concrète aux invitations à participer.

Rendre visible les travaux et actions effectuées, acquérir le réflexe de restituer systématiquement à la collectivité ce qui est fait en atelier.

Assurer la diffusion des résultats des actions à l'ensemble de la population.

Cela aide à faire le lien avec le reste de la population qui ne participe pas aux cadres formels.

→ PRINCIPE N°25

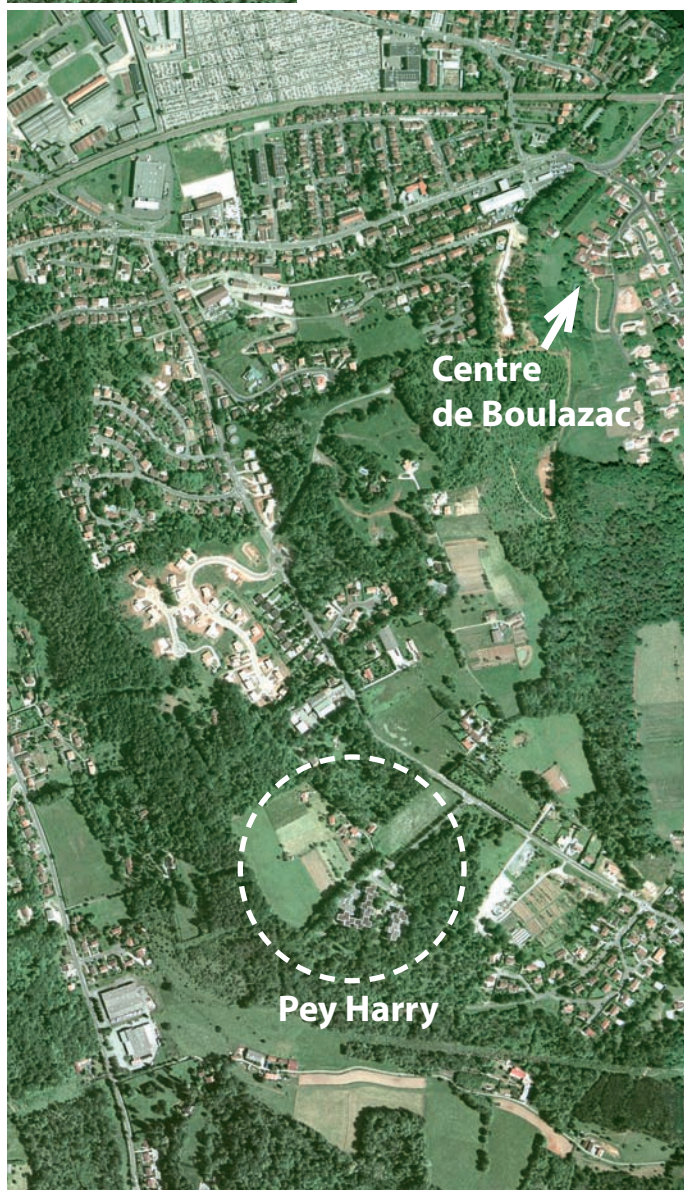
Garder un contact permanent avec la rue, pour informer et s'informer, pour sensibiliser et motiver de nouvelles énergies

Si la participation se construit sur un cadre de travail contractuel et formel avec des personnes déjà sensibilisées et impliquées, elle doit aussi s'appuyer sur des démarches d'information, de sensibilisation et d'actions publiques pour aller à la rencontre de la majorité silencieuse.

Le voisinage est l'espace naturel d'expression de la demande et de l'opinion, il ne faut pas se priver des apports de la discussion de pied d'immeuble, de «café de commerce».



Cité Pey Harry
Boulazac
Dordogne
Intervention de 2002
à 2005





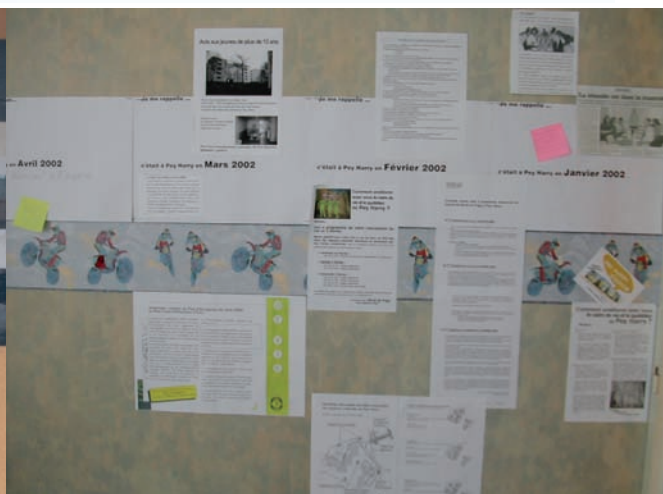


Bonjour !

Nous vous invitons à une exposition d'étape de notre séjour parmi vous.

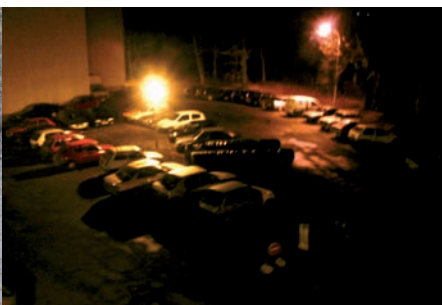
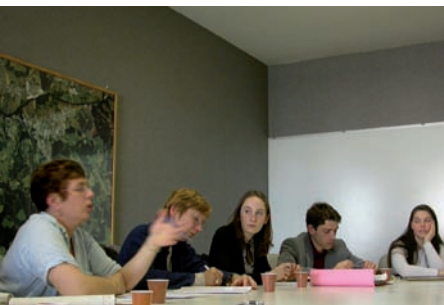
L'ouverture de l'exposition aura lieu au Bâtiment 4 porte 12 le samedi 30 à partir de 15h avec un pôt de clôture à 18h30, et le dimanche 31 de 14h à 18h.

**Amicalement,
l'équipe du Bruit du frigo**





PEY HARRY ---
UNE CITE QUI, AU FOND,
NOUS VOULAIT DU BIEN
ICI, C'ETAIT QUAND MEME PASIARUP
YAVAIT UNE JOLIE VUE ET DES PRES A
MAIS MAINTENANT ÇA SENT LA FIN ET ON



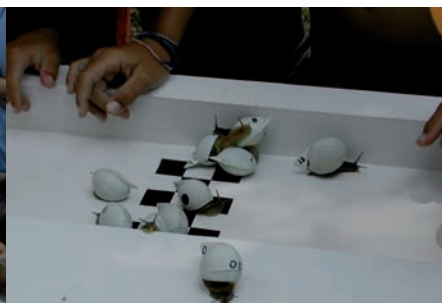
19 - 20 - 21 juillet - à Boulazac près Périgueux

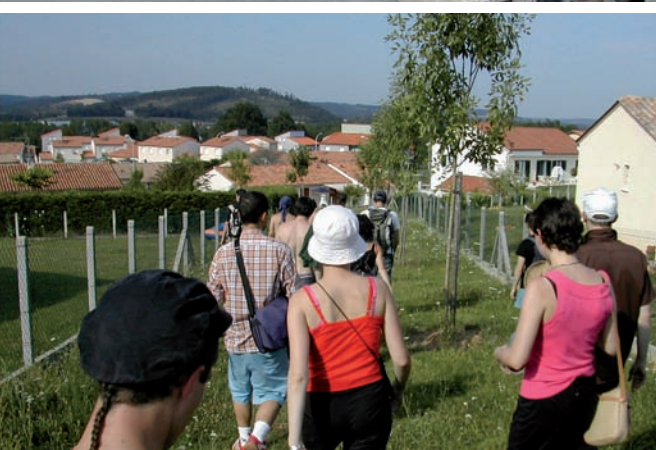


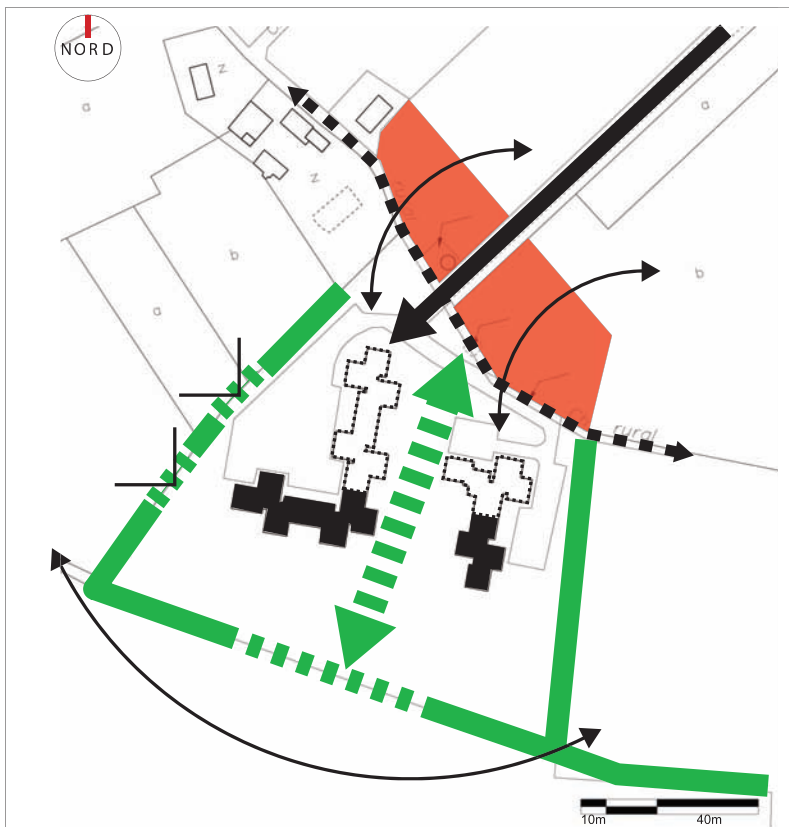












Enjeux à l'échelle de la cité

- o Préserver les parcelles acquises par la municipalité comme foncier stratégique.
- o Dédensifier le bâti par une démolition partielle ou totale.
- o Articuler la cité au futur lotissement (équipement ?). Préserver des possibilités de cheminements piétons entre les deux entités.
- o Marquer clairement les espaces publics et les espaces liés aux habitations (privilégier la résidentialisation plutôt que la sécurisation).
- o Rechercher des transversales est-ouest avec les actuels et futurs secteurs résidentiels.
- o Ouvrir le paysage au sud et à l'est de la cité.
- o Requalifier une partie des espaces boisés en vue d'en faire des éléments de liaison plus que des éléments de rupture.
- o S'assurer d'un traitement qualitatif de l'espace public au moins équivalent à celui des espaces du centre (notamment en terme de mobilier).
- o Conforter la pérennité et l'entretien des espaces publics en les versant au patrimoine de la commune et en réglant la question de la domanialité.
- o Rompre l'effet « cul de sac » au sud de la cité en envisageant une urbanisation douce respectueuse de l'environnement arboré.

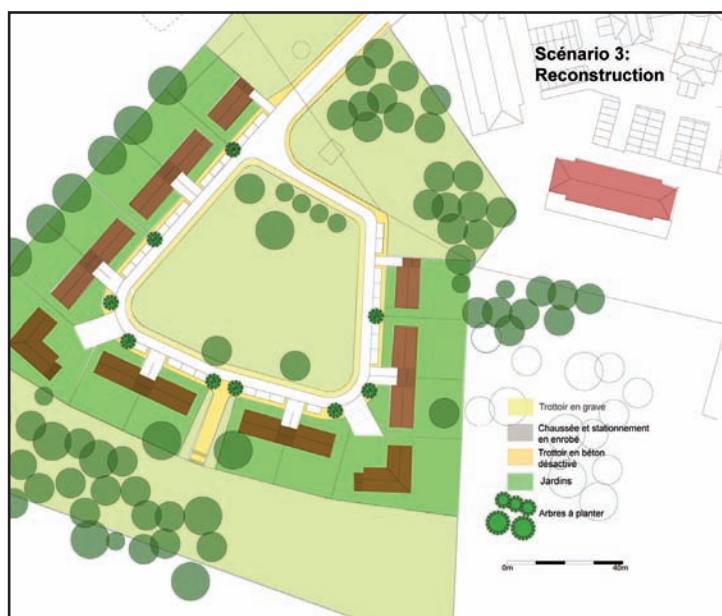
Traverses architecture et urbanisme - Etude sociale et urbaine de la cité Pey-Harry - Phase II : scenarii - 3 Avril 2003



Démolition partielle (Estimation prévisionnelle en phase "Programme")

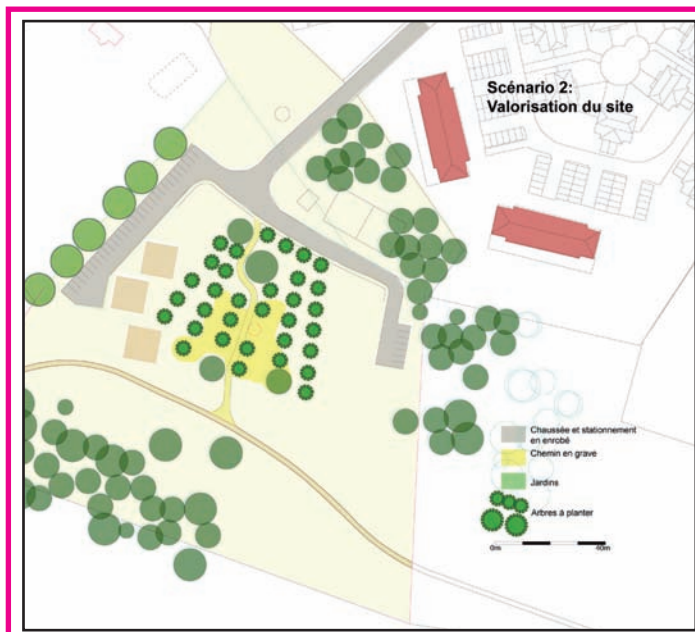


	Unités	Quantité	Coût HT
Démolitions / Déconstruction	u	60	219 527 €
Préparation des Sols	m²	2339	53 487 €
Aménagements extérieurs			
- Clotures			
- îlot 1	ml	234,50	7 865 €
- îlot 2	ml	288,50	9 676 €
Portillons	u	11	5 869 €
Garages			
- groupe 1	u	5	34 301 €
- groupe 2	u	5	34 301 €
- groupe 3	u	6	41 161 €
Espaces verts			
- îlot 1	m²	856,25	4 569 €
- îlot 2	m²	1 035,75	5 528 €
Plantations	u	29	6 632 €
Trottoirs en béton désactivé	m²	348,5	13 282 €
Revêtement Parkings			
- îlot 1	m²	796	23 663 €
- îlot 2	m²	1212	36 030 €
Jeux d'enfants	forfait		38 112 €
Total aménagements extérieurs			260 987 €
Auvents sur entrées	u	3	54 882 €
Total HT			588 882 €



Démolition/Reconstruction (Estimation prévisionnelle en phase "Programme")

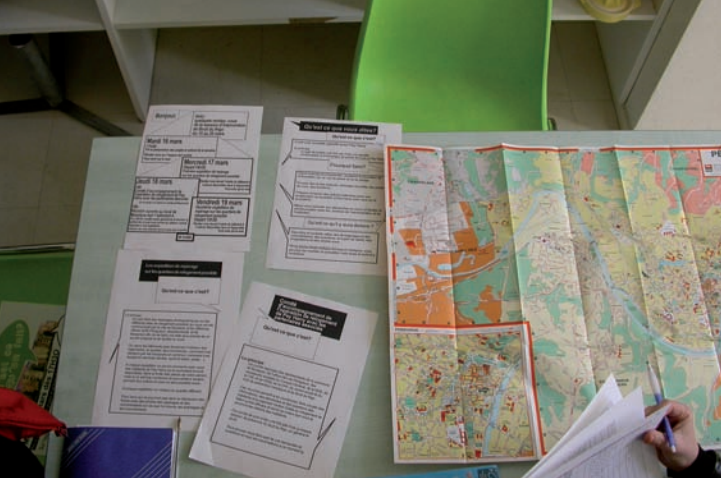
	Unités	Quant	Coût HT
Démolitions / Déconstruction	u	116	371 366 €
Préparation des Sols	m²	6378	145 848 €
Aménagements extérieurs			
Voirie			
regards EP	u	9	6 860 €
avaloirs EP	u	36	19 209 €
Eclairage public	ml	320	170 743 €
Trottoirs en grave	m²	500	13 720 €
Bordures trottoirs	ml	640	15 611 €
Stationnement	m²	350	11 739 €
Accès Maisons	m²	576,00	21 953 €
Trottoirs devant Maisons en béton	m²	584,50	22 886 €
Plantations	u	10	2 287 €
	u	4	976 €
Réseaux			
tranchées	ml	443	10 130 €
eau potable	ml	443	5 403 €
eaux usées	ml	443	9 455 €
eaux pluviales	ml	443	4 052 €
électricité	ml	443	6 078 €
téléphone	ml	443	3 377 €
Traitement espace central			
plateformes en grave (2)	m²	468	12 842 €
bancs	u	6	3 201 €
cordilles	u	2	457 €
Total aménagements extérieurs			367 407 €
Total HT			884 621 €



Démolition/Mise en valeur (Estimation prévisionnelle en phase "Programme")

	Unités	Quantité	Coût HT
Démolitions / Déconstruction	u	116	371 366 €
Préparation des Sols	m²	6378	145 848 €
Aménagements extérieurs			
Plateaux d'évolution (3)	m²	546,75	28 340 €
"Clairière"	m²	1037	28 456 €
- avec Jeux d'enfants	forfait		38 112 €
- avec mobilier urbain (bancs + corb)	u	12	6 403 €
Chemin piétons en grave (larg 2,5 m)	m²	210,00	5 061 €
Chemin piétons en terre (larg 2 m)	m²	310,00	2 836 €
Plantations	u	34	7 775 €
Trottoirs en béton désactivé	m²	182	6 936 €
Revêtement Parkings	m²	1141,25	33 927 €
Total aménagements extérieurs			157 846 €
Total HT			675 059 €





Zone Nord Ouest Périgueux Chamier

Descriptif résidence :

- Bailleur : Office municipal de Périgueux
- Nombre de logements : 64
- Types d'appartements : 24 T2, 25 T3, 15 T4
- Nombres d'étages : RdC +4,

Questions :

- montant des charges?
- chauffage?

Environnement extérieur, ambiances :

- Centre ville de Chamier, (mairie, police, église, école, collège, gymnase, centre social, commerces.)
- Arrêts de bus ligne 2 et 5 sur l'avenue du général de Gaulle. (N89)
- à côté des commerces
- grande esplanade avec terrain de foot et jeux
- jardin clôt isolé par une haie,
- espace pour étendre le linge

bat D Albert Camus (1958)

Etat des lieux, particularités :

- garages au rez de chaussée
- caves
- grands balcons
- interphone
- celliers
- jeux pour enfants



Zone Périgueux Est Quartier saint georges

Descriptif résidence :

- Bailleur : Office municipal de Périgueux
- Nombre de logements : 42
- Types d'appartements :
 - 3 T2
 - 3 T3
 - 36 T4
- Nombres d'étages : R+1

Environnement extérieur, ambiances :

- proximité de la caserne
- derrière Metro
- quartier résidentiel calme.
- arrêt de bus à l'église st george
- école primaire en bas de la rue

Questions :

- quel type de chauffage?
- montant des charges?
- y a-t-il des caves?

HLM du 2 au 20 rue Pozzi (1928)

Etat des lieux, particularités :

- bâtiments sur rue, type maison de ville, une entrée pour 4 logements: 2 rdc et 2 r+1.
- petit jardin arrière privatisable
- modénature brique apparente
- bâtiments anciens récemment rénovés (fenêtres neuves)
- interphones

- pas de balcons, ni baies vitrées
- pas de garages
- pas d'espaces communs ni jeux d'enfants









Sur la demande du centre social du quartier, nous avons réalisé une enquête de plusieurs mois sur les regards habitants sur leur quartier.

En juillet 2003, nous avons conçu et installé, en collaboration avec le Centre social et Culturel Bordeauxnord

et des habitants volontaires, un jardin temporaire sur une friche du quartier (environ 1ha), sur laquelle était prévue une opération immobilière.

Quelques mois plus tard, un collectif composé d'associations et d'habitants du quartier s'est constitué pour

négocier avec la ville de Bordeaux un projet de jardin permanent sur ce terrain.

Depuis, nous accompagnons le collectif dans l'écriture et la conception d'un projet de jardin partagé, ainsi que dans l'animation de la concertation interne et la production des textes et visuels.

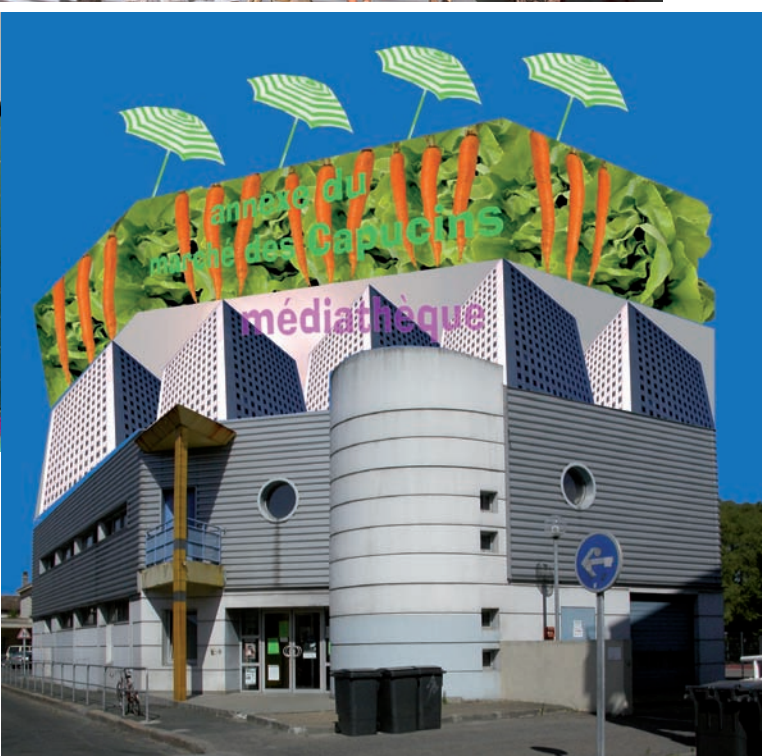
Le projet, validé par la ville de Bordeaux début 2005 est aujourd'hui dans sa phase opérationnelle.

La première tranche de travaux a été réalisée (terrassements, plantations, clôture). La démarche consiste actuellement à accompagner le collectif, avec les services de la ville, dans la conception et la planification de la deuxième tranche correspondante aux aménagements secondaires et à l'équipement mobilier.

Un des principes d'aménagement du jardin voulu par le collectif et validé par la Ville est que le jardin a une forme et des fonctions évolutives dans le temps. Le budget est géré par le collectif. Les équipements mobiliers (bancs, tables, jeux...) sont conçus comme des pièces uniques, des oeuvres d'art conçues et fabriquées de manière participative, avec l'aide d'artistes invités en résidence, d'artisans locaux...

Environ 130 habitants du quartier, 35 jeunes et adolescents, 50 enfants de l'école maternelle voisine et des membres du collectif, ont participé aux actions.









par leur position extrême ou système du pouvoir, de l'activité, à la fois une expression physique de sa crainte et l'attente de l'autre, de l'alternative, de l'utopique, de l'avenir. »
Ignasi de Sola Morales « Terra, aigua »

enfants eux-mêmes le soin de choisir leur espace, de se l'approprier parfois, et d'en définir les lois.
Jean Louis Langlais, « Enfants, à vous de Jouer ! Terrains d'aventure ».

« Il faut considérer le terrain vague comme de l'étendue indéterminée riche de possibles. »
François Béguin, « Vagues, vides, verts »

« Si l'herbe est plus verte dans le jardin de ton voisin, laisse-le s'emmerder à la tondeuse »

« Un jardin, même tout petit, c'est la porte du paradis. »





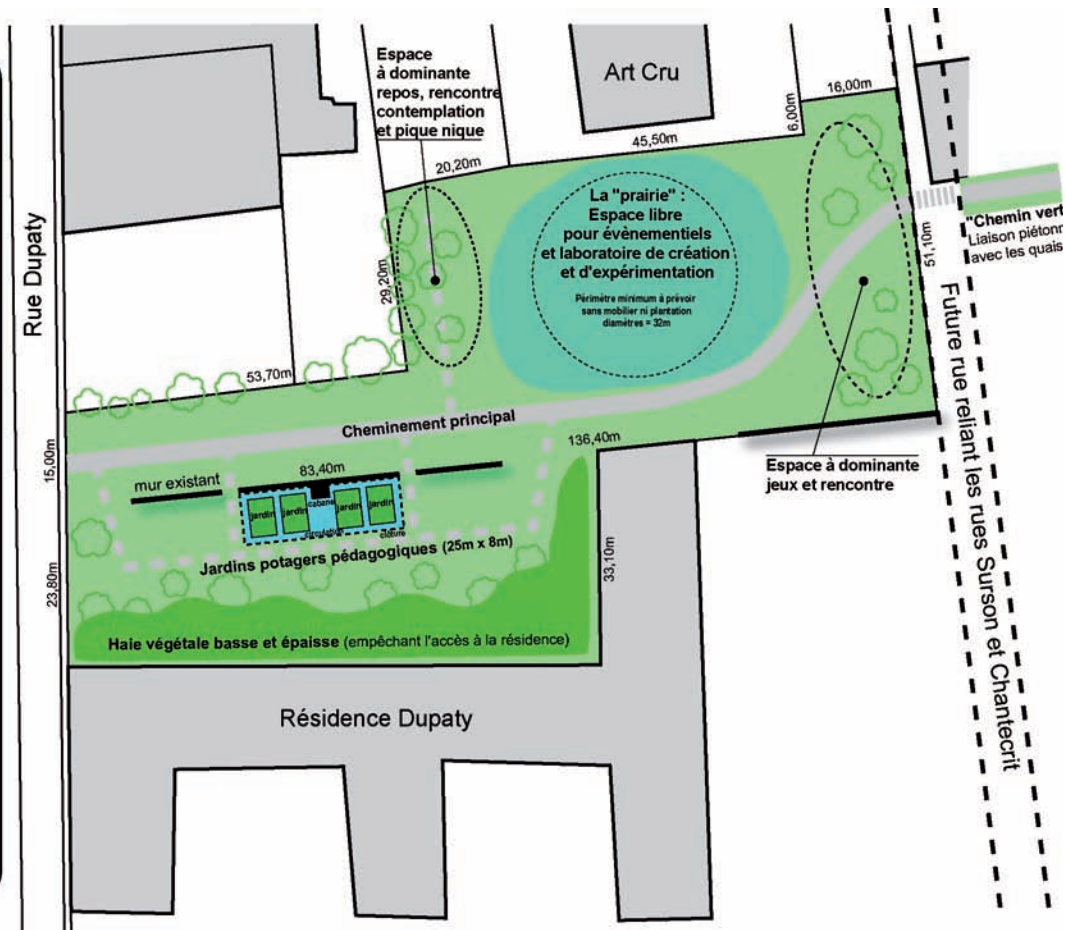
"Jardin de ta soeur"

Schéma de principe pour la création d'un jardin partagé sur la friche Dupaty. Esquisse du 24 / 11 / 2004 Mise à jour le 25/07/05

Echelle : 1/500ème
1cm = 5m
10m

 **NORD**

Proposition imaginée par le collectif de la friche Dupaty, dit "Jardin de ta soeur"





Remarque:

quels habitants pour participer ?

Dans la plupart des situations de projet dans un quartier, on va s'attacher à concerter avec les résidents et les gens qui sont usagers de l'endroit, c'est à dire que l'on part du postulat que ceux qui n'y sont pas ne sont pas concernés, ou en tout cas à un titre moindre, parce que pas dans un usage direct. C'est aussi une économie, pragmatique, de complications supplémentaires. Peut être que ce raisonnement n'est pas si pertinent dans le sens d'un intérêt général.

Qui est l'habitant de l'espace urbain ?

On habite dans le sens résider par exemple un quartier, on habite dans le sens d'y mener des usages réguliers (commerçant, shopping, école...) parce qu'on le fréquente, parce qu'on y travaille ou pour d'autres raisons, mais aussi on habite à l'échelle de l'aire urbaine, passant ordinaire ponctuel dans un espace donné, mais tout à fait capable de le considérer, de s'y intéresser et peut être demain d'y résider.

Dans le cadre d'un projet de transformation de l'espace, les différents types de points de vues ont intérêts et nécessité à être interrogé convoqués, associés.

Pour être plus précis sur le rôle de celui qui "n'est pas d'ici", son apport est de relier au titre de parole d'usager au reste de l'ensemble urbain, d'aider à resituer, relativiser les lieux, les territoires concernés dans un ensemble qui les voisine. Convier un regard d'usager dégagé de nécessités directes peut amener un équilibre de points de vues. Un peu comme les prud'hommes. Beaucoup de négociations dans le cadre de projets urbains s'enferment dans un face à face entre des techniciens et des représentants d'une maîtrise d'ouvrage et des usagers/habitants du site concerné, pour un parti comme pour l'autre, il serait souvent bénéfique d'avoir un point des vue d'usagers plus distants, mais en même temps dans la vigilance et capable de faire relais d'opinion. Enfin ce regard extérieur permet de fabriquer de la scène publique autour d'une situation que souvent, collectivement, l'on ignore (les invisibles du territoire), et où des choses sont possibles ou impossibles du fait de cette invisibilité.

Je prend un exemple, quand on parle du centre ville d'une commune, tout le monde se sent concerné et apte à avoir une opinion, lorsqu'il s'agit de quartiers périphériques, soient ils populaires ou bourgeois, on se formalise peu que ce soient les gens de ces quartiers qui soient consultés, dans le cadre de procédures publiques qui pourtant autorisent tout citoyen à se saisir du sujet et faire valoir son opinion (ZAC...), ou dans le cadre de concertations plus spécifiques d'un projet urbain.

Je formule l'hypothèse que certaines situations urbaines, même si elles ont une réputation, sont invisibles, car non traversées par le reste de la population, c'est souvent le cas de quartiers pauvres. Les raisons peuvent être dues à un enclavement géographique, comme dans le cas de Plan D'Aou à Marseille décrit dans la dernière partie, ou dans le cas de Pey Harry à Boulazac où j'ai eu l'occasion d'intervenir pendant plusieurs années. Les raisons peuvent être dues à l'éloignement des parcours attractifs de la ville. Dans ces situations d'invisibilité, il est plus facile de laisser pourrir une situation sociale ou un état du bâti, plus facile de spéculer, de brader l'espace...



Les artistes ne se situent pas à l'extérieur de la société. Ils proposent des modes d'organisations inédites, non hiérarchiques et non verticales. Quant à l'art, il s'agit du travail de l'art dans la cité.

Topoésie

“L'intervention artistique comme principe actif, de dialectique urbaine.”

Il y a des situations où l'on n'est ni dans la situation de répondre à un commanditaire, ni de le rechercher, ni dans la stratégie d'ultérieurement le susciter.

Nous suscitons et mettons en oeuvre des actions, par nous même, qui peuvent aboutir à des transformations spatiales que soit de notre fait ou pas, en coproduction ou en autoproduction.

Intervenir par des actes inscrits dans l'espace, le modifiant, temporairement ou durablement, dans le réel, immédiat et non dans l'éloignement, dans la distance.

Ces interventions sont une forme d'action poétique en résonances avec des contextes humains, spatiaux, elles fonctionnent sur le mode de l'irruption et du décalage par rapport à un « ordinaire ».

Quel est le rôle de l'intervention poétique? pour mieux dire Topoétique comme de désigne l'agence de développement culturelle de Saint Herblin?

C'est un véhicule d'intensité existentielle, (la perception d'une brèche sur un autre possible que je n'envisageais pas là, la surprise de l'irruption, mais aussi sa réalité qui ne se désamorce pas en spectacle).

C'est un véhicule d'émotion, esthétique ou autre.

C'est enfin un vecteur d'ouverture, de déplacement d'un point de vue que l'on peut avoir, sur notre environnement ses formes et usages possibles, cela peut permettre de déplacer des "convenances", donc favoriser un terrain de conversation.

C'est un moyen pour requalifier des lieux où au contraire en révéler.
C'est aussi outil potentiel dans la conduite d'une médiation

Ce type de pratique est récemment qualifiée comme Art Contextuel (Paul ARDENNE) mais elle a toute une histoire qui trouver peut être ses sources dans l'Agit Prop, puis dans l'art sociologique (Fred FOREST) on peut citer Gordon MATTA CLARCK, Robert FILLIOU, Francis ALYS et Robert SMIS-THON.

Il s'agit d'engendrer des projets qui ne soient pas étranger à l'esprit des lieux, en même temps qui exercent une capacité, un potentiel d'étrangement, qui relie à ailleurs à un autre possible.

Comme l'explique Eric CHAUVIER, dans son ouvrage "Une Anthropologie." (actes SUD), le désir chez les autres, dont nous sommes, est celui d'un passage à l'acte dans sa vie, dans son époque dans sa société; ordinaire, extraordinaire, modeste, audacieux, c'est selon, régulièrement il est refoulé.

Il évoque et illustre notre propension à endiguer l'étrangeté qui survient, tout en faisant expérience de l'intensité existentielle, de situation qu'elle provoque, c'est dans ce sens que j'utilise la notion d'étrangement, de ce désir qui pour certains nous animent, ces deux tendances cohabitent. Ce qu'elle évoque aussi c'est que ordinairement, je suis face à la possibilité du dépassement (dont le coût peut être fort.), là se situe une ouverture vers d'autres espaces possibles.

Ce qu'ont en commun ces actions:

le goût de la prospective territoriale

l'exploration des récits de l'habiter et l'expérimentation des modes d'habiter

la question du rapport entre production de formes et bien être social

une disposition à la gratuité, au principe de don et de contre don.

une démarche contextuelle.

Et de poser sans cesse les questions :

Comment on «arrive» quelque part ?

De là, d'ici, maintenant, où peut on aller ?

A partir de çà que peut on faire ?

Agir en vigilance

En parallèle de cette pratique interactionnelle, doit se mener une observation plus distante du milieu où l'on évolue, que l'on questionne.

Simultanément on accorde une attention à ce que l'énoncé poétique, n'embrouille pas inutilement, n'inhibe pas, ne confisque pas.

Pour l'événement , contre l'événementiel.

Dans le cadre d'une action culturelle liée à la transformation urbaine ou au récit urbain, le recours à la fiction ne m'intéresse que dans la mesure où elle peut instruire, ou déclencher une conduite d'effets sur le réel.

On pourrait peut-être dire que toute conduite fictionnelle, s'insérant avec ou sans les paraîtres d'une "véracité" dans le réel, est susceptible d'incidences, intentionnelles ou non sur celui-ci. En contribuant par exemple au conditionnement de tendances et de représentations mentales culturelles. C'est une question qui a déjà été largement abordée étudiée et instrumenter (cf: propaganda: comment manipuler l'opinion en démocratie de Edward Bernays ou les travaux plus récents de Christian Salmon sur l'usage que l'on fait des cerveaux disponibles...).

Vous connaissez certainement la publicité Canada Dry, "ça a la couleur et l'apparence, mais ce n'en est pas, c'est ...".

En architecture nous trouvons tout un pendant de propositions canada dry au service de projets d'images superficielles maquillant carence, et vacuité.

Dans ce sens, j'ai souvent eu des problèmes face à des sollicitations de gens intéressés par les formes possibles d'interventions dans l'espace public, parce qu'ils y voient un potentiel spectaculaire sans s'intéresser trop aux raisons d'agir, je ne m'associe pas à ces propositions que fabrique notamment le théâtre de rue, et plus communément ce que l'on dénomme aujourd'hui comme les arts de la rue.

Ce que j'évoque ce sont des formes, ludiques, critiques, qui prennent parfois recours au canular, au simulacre pour fabriquer une situation de "spectacle" c'est-à-dire de consommation culturelle, n'ayant pour objet que le sens et l'émotion qu'elles peuvent susciter, et l'on pourrait dire c'est déjà ça que leur demander de plus.

Probablement rien, pourtant je continue à être perplexe quant à ces formes qui célèbrent les récits et codes du quotidien, s'attachent à en détourner ou esthétiser les formes y insèrent de judicieuses, provocantes ou alarmantes inventions, qui pourraient être réelles, mais restent au statut de fiction, sur une scène (même l'espace public) qui met en évidence le statut de fable. Nous sommes loin de l'agit-prop, nos cultures de spectateurs ont changé.

Je pense que ces propositions qui ne font pas réellement irruption c'est à dire ne peuvent provoquer de réelle rupture de sens et de repères, sont relativement neutralisées et neutralisantes.

Neutralisées, car je pense que notre culture d'utilisateur du 20e et du début du 21e siècle est marquée par cette spécificité : nous avons construit, ancré en nous et transmis une culture du "télé" spectateur passif, qui reconstruit et neutralise ce qu'il voit dès qu'il perçoit l'indice d'une scène possible.

La place qu'a pris la mise en récit du monde et de la réalité par le biais des images de la presse, et des images animées, du cinéma, évidemment de la télévision et d'Internet et la façon ou elles sont traitées de façon égale avec ce qui est de la fiction, souvent intentionnellement d'ailleurs, ont induit une culture qui comprend la fabrication de ces images comme un flux continu dont l'objet est la consommation en soi, dans une équivalence d'occurrence et d'incidence quelque soit leur provenance (forcément distante) réelle ou fictionnelle, une image relaie et remplace l'autre qui en appellera d'autres...

Cette culture de zapping a contribué à une capacité, de mon point de vue catastrophique, à d'une part se distancier ce qui est scopiquement perçu, d'autre part à exercer une équivalence émotive, instruite par notre culture de spectateur entre ce qui est réel et fictif avec évidemment des incidences sur nos propensions au passage à l'acte, apathie ou confusion...

le fait divers, l'info d'actualité, la fiction, le canular, le spectacle de variétés, le reality show...

Tous dans la moulinette à déréalité et à déréaliser.

Il en va de même en urbanisme ou le discours sur la ville quand il escamote le réel.

Qui vit haptiquement c'est-à-dire à travers son corps dans la ville d'image ?

La fonction de l'événement, c'est de provoquer une rupture dans l'habituel ordinaire, en empêchant une prise de distance, notamment corporelle, par l'individu, il doit rester dans sa perception potentiellement concerné à travers son corps. L'expérience est haptique.

Souscrivant avec reconnaissance à l'énoncé de Robert Filliou

"l'art est ce qui rend la vie plus intéressante que l'art."

J'opte pour la construction de situations réelles stimulantes:

c'est le principe actif d'une démarche qui vise permettre une intensité existentielle en même temps qu'elle en stimule d'autres...

Et pour ce faire, je pense qu'il faut infiltrer le réel avec nos actions en ne cherchant à ne pas trop les médiatiser.

Devenir présent mais invisible, escamoter l'auteur au profit de l'irruption de l'événement.

Tout ce qui suggère les indices d'autres possibles, d'autres présences humaines actives, d'autres lieux ouverts, permet de lutter contre le sentiment de résignation et l'impression d'inéluctable et de finitude dans nos sociétés.

Quelques principes:

Parasiter Installer dans la discrétion et laisser... Je pense que l'action "haïku" disponible et "gratuite" au détour du chemin est salutaire. Lorsque je la croise je la reçois avec reconnaissance et la produisant je la donne avec amitié à celui que je ne croiserai pas.

Détourner un lieu de ses fonctions habituelles, en proposer un usage réel, en améliorer les paramètres par un aménagement temporaire (auto ou co-produit)

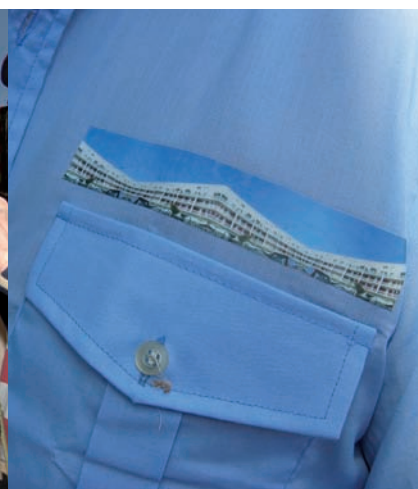
Ne pas hésiter à susciter des alliances des complicités pour permettre le fonctionnement de la situation.

Troquer : Agir dans la rue en activant de l'échange (verbal ou matériel = troc), susciter de la parole publique (être "agence de conversation" comme le nomme le groupe "ICI même" de Grenoble) dans une attitude qui n'est explicitement ni commerciale, ni partisane d'une autre cause que la fabrique de relations humaines désintéressées, c'est aussi une façon d'activer la dialectique sur notre cadre de vie.

Dériver : Pratiquer et diffuser l'exploration permanente de l'ordinaire, convier et pratiquer la promenade, la randonnée urbaine, permet d'aborder une situation réelle ordinaire autrement avec une charge esthétique et culturelle, dans un partage (collectif). C'est aussi une façon de garder les "sentes" et passages ouverts, de réintroduire le passant ou il est disqualifié en intrus, donc d'aller contre des tendances au replis induites par le zoning fonctionnel, la résidentialisation, la privatisation et l'enclavement (cités, lotissements). Qui sont des tendances que l'on trouve aujourd'hui autant en centre, qu'en péricentre, qu'en périphérie.

Innover, décaler : Proposer et pratiquer la modification des façons habituelles de conduire une situation de production, de négociation et de décision, de modification de l'espace. En recherchant à déstabiliser constructivement le jeu d'acteurs d'une conduite de projet pour notamment repositionner de façon plus pertinente des préoccupations et des individus de la maîtrise d'usages.



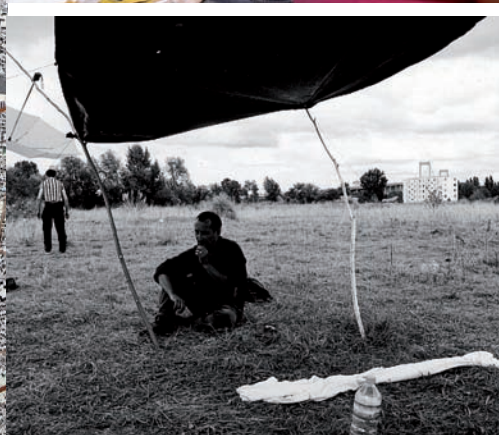




**Pique - nique
périurbain N°2**

le samedi 11 septembre 1999
vers 17h
dans les collines de Bassens,
au dessus du port de Bordeaux

association **Bruit du Frigo**
tél: 06 13 20 28 29



Bruit du frigo
éducation, méditation
et création sur le
cadre de vie

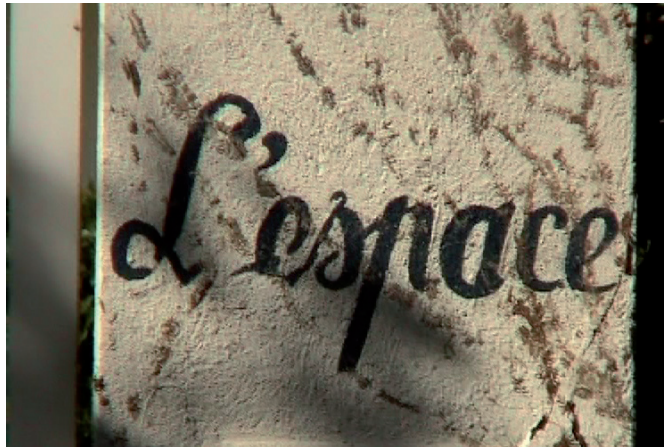
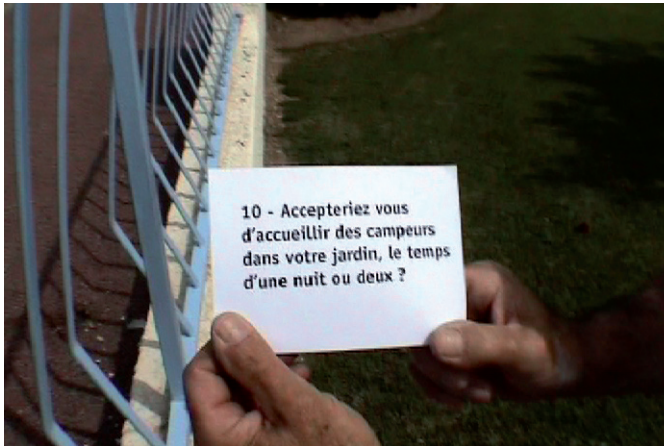
**PIQUE
NIQUE**
périurbain
n°13
jeudi 13 mai
19h27
quartier Acacias/Bleuets
St Eulalie
à 10km de Bx - dir. Paris

Venez nombreux
faire déguster vos
spécialités, taper
la cassettes, trinquer
chanter et danser...

Chacun apporte son panier pique-nique qu'il pourra partager avec les autres. Pensez aussi à amener quelques histoires drôles, des objets de la maison pour décorer, des instruments de musique...

Pour s'y rendre :
Voiture : Bordeaux > rocade dir. Paris > échangeur Lormont > prendre A10 dir. Paris > faire 2 km > sortie St Eulalie-centre commercial (Leclerc Grand Tour) > tout droit sur 250m vers immeubles > rond point tout droit > passer la voie ferrée et se garer, nous sommes quelque part dans le quartier.
Bus : ligne 92 (guincoches munich) arrêt centre commercial Leclerc.
En cas de problème : 06 64 39 68 15

Le pique-nique a lieu dans le cadre de l'Observatoire nomade, organisé par Staller et Bruit du frigo. En collaboration avec capMunée d'art contemporain, école d'architecture et de paysage, école des beaux arts, Communauté Urbaine de Bordeaux, ville de St Eulalie, centre social et culturel St Eulalie.



Ateliers d'Urbanisme Utopiques

“si les esthétiques intimes se retournaient vers l'extérieur, elle transformeraient un cadre de vie.”

“si on ne peut pas aller ailleurs que l'on puisse au moins se construire un imaginaire là où on vit.”

L'Atelier d'urbanisme utopique a pour objectif de sensibiliser et mobiliser les citoyens sur le thème de la ville et ses transformations et favoriser l'émergence et la mise en œuvre de projets d'aménagements urbains imaginés par des habitants.

Cette démarche se propose d'être force de proposition en matière d'aménagements urbains dont la collectivité peut se ressaisir, et cherche in fine à construire des dynamiques de coproduction avec les décideurs et les professionnels (techniciens, concepteurs), en complétant et enrichissant leur travail.

L'Atelier d'urbanisme utopique agit comme une fabrique d'imaginaires urbains, selon une démarche libre, autonome et ouverte à tous.

Les sujets et lieux mis au débat ainsi que les modalités de travail ne sont pas définis à l'avance mais négociés avec les participants ; la démarche partant « du terrain » et des nécessités et désirs des participants.

Quel est ici le rôle de l'architecte?

L'architecte, tout en restant force de proposition, devient médiateur de représentations, négociées, qui ne sont pas forcément les siennes.

Principes méthodologiques de travail :

L'Atelier d'urbanisme utopique alterne :

- des temps de déambulation collective pour défricher, dénicher des questions, des sujets, des lieux, des idées potentielles à mettre au travail...
- des temps de travail, d'échange et de conception en atelier

L'enjeu de ces temps de travail est d'imaginer des projets qui pourraient transformer ou améliorer des situations. Durant les séances, nous mon-

trons comment ailleurs dans la ville, dans d'autres villes, ces situations sont résolues, traitées.

Les participants amènent eux même des photots de leur déplacements, les réalisations montrées sont commentées, critiquées, on essaye de voir ce que l'on peut en retenir.

Puis le travail évolue entre analogie et création, les représentations sont majoritairement fabriquées par assemblage, on y insère des bouts de références retenues s'il y en a. L'objectif est plus de formaliser une idée spatiale que de dessiner un projet directement détaillable.

Ces représentations peuvent être amendées plusieurs fois, elles pourront servir de base pour une réalisation réelle.

Ces productions visuelles sont ensuite rendues publiques par le biais d'une exposition et par leur affichage sur les lieux mêmes des projets.

Certains projets peuvent également faire l'objet d'une simulation in situ (installations temporaires autour d'évènements publics...)

Ces propositions, une fois mise en forme, peuvent servir au dialogue entre usagers et la collectivité.

Il s'agit d'essayer de sortir du cycle de l'impossible, et de l'impensable.

Coproduire démocratiquement l'espace, passe par des démarches favorisant l'énoncé de visions multiples par une diversité d'auteurs.

Atelier

Lieu de travail, de fabrication, de réflexion.

Urbanisme

Manière d'aménager, d'organiser la ville.

Utopique

Quelque chose d'idéal, de parfait (par exemple un lieu, une organisation) que l'on ne peut pas atteindre, mais qui nous donne des pistes vers lesquelles on peut tendre.

En ville, parce que l'on vit quelque part, parmi d'autres personnes, il est important à la fois de s'y sentir chez soi, que ce soit «un peu à nous» et que chacun puisse cohabiter, donc que ce soit «un peu chez chacun et un peu chez tous».

La plupart du temps, des personnes s'occupent d'aménager la ville pour les autres. Ce sont des techniciens de la ville, des architectes, des urbanistes, des ingénieurs qui travaillent pour ceux qui nous représentent, les élus.

Ces personnes agissent la plupart du temps dans le sens de l'intérêt général, et les habitants des quartiers sont plus ou moins bien associés à leur travail.

Pourtant, chacun, comme passant ou habitant a aussi sa propre vision de l'aménagement et de l'évolution des lieux qu'il fréquente.

Notre imagination peut servir à améliorer les lieux où nous vivons, par nos propres actions et avec celles des techniciens et des élus de nos villes.

C'est à cet exercice et à ces possibles que nous vous invitons à participer en discutant et en imaginant.

ATELIER D'URBANISME UTOPIQUE

Guide de réflexion

Que pouvons-nous dire des espaces où nous vivons aujourd'hui ?



S'approprier son quartier, qu'est ce que ça peut être ?



Qu'est ce qui n'existe pas dans votre quartier que l'on pourrait inventer ?

Qu'est ce que ça veut dire «le droit à la ville» ?



Est ce qu'il y a encore des «droits à la ville» à inventer ?

Il s'agit de parler des lieux que vous fréquentez, dans votre quartier, mais aussi sur vos autres parcours, comme vous l'avez probablement déjà fait, en évoquant ce qui est remarquable et ce qui fait défaut, ce qui manque ici ou là, mais aussi ce qui existe presque ici, parce que parfois des choses sont déjà là et qu'il faudrait juste un coup de pouce (même un gros pouce) pour que ce soit mieux.

Dans l'ATELIER D'URBANISME UTOPIQUE, on peut s'amuser à imaginer ensemble des choses incroyables, poétiques, rigolotes, pas réalistes, parce que, dans ces rêveries, il peut y avoir des graines de bonnes idées.

Et ces idées, pour mieux les visualiser, on va les mettre en forme avec des architectes et des artistes qui voudront bien jouer le jeu avec nous, de construire une autre vision possible des lieux de nos villes.

Dans l'ATELIER D'URBANISME UTOPIQUE, on peut aussi penser à des actions faciles ou pas trop dures à réaliser, à des objets ou des espaces à fabriquer nous-mêmes, parce que ça ferait du bien pour le quartier, parce que ça ferait bouger des choses...

A t'on le droit d'avoir des projets collectifs pour son quartier et de tout faire pour les réaliser ?



On dit toujours qu'il manque des lieux agréables, peut-on imaginer d'en fabriquer nous-mêmes ?



Qu'êtes-vous prêts à faire pour améliorer le quotidien du quartier ?



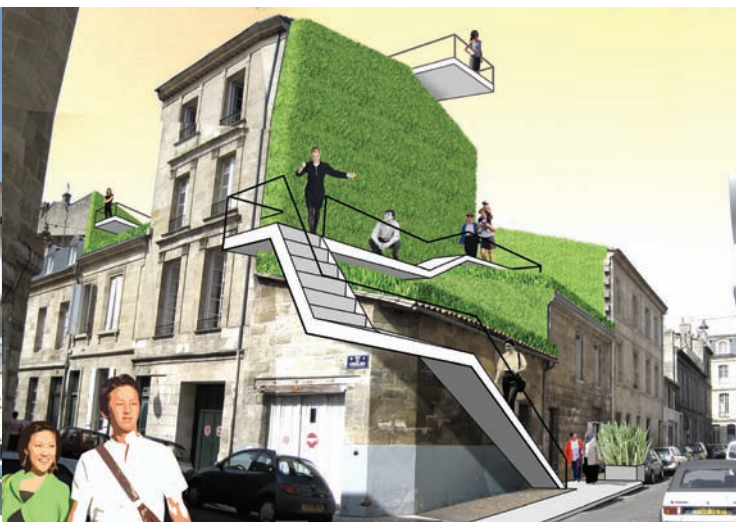
ATELIER D'URBANISME UTOPIQUE

Vous imaginez votre ville autrement, vous avez des idées pour améliorer la vie de votre quartier, qu'elles soient sérieuses, poétiques ou rigolotes... Ne vous privez pas, confiez les à notre fabrique d'imaginaires urbains !

PARTAGEONS NOS VISIONS ET IDEES POUR LA BASTIDE !



Il vous faut participer aux prochaines Ateliers d'urbanisme utopique, laissez nous vos coordonnées :
Nom et prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____
Bruit du frigo  Au Petit Rempart, 33 rue Bourcillon 33000 Bordeaux / tél. 05 54 43 30 12 / contact@bruitdufrigo.com





NATURE DES TRAVAUX : **EXPOSITION** DU 3 NOVEMBRE AU 8 DÉCEMBRE 2006
VERNISSAGE LE 3 NOV À 19 H

LOCALISATION : PASSE MURAILLE / 30 RUE BOUQUIÈRE à BORDEAUX
UTOPISTES ASSOCIÉS : GROUPES D'HABITANTS VOLONTAIRES ET CENTRES SOCIAUX ET CULTURELS ST MICHEL & QUEYRIES
AVEC BRUIT DU FRIGO



Instruire les conditions du contre-projet chez l'Autre.

Ici le contre-projet n'est pas particulièrement le projet "contre", mais plus le projet "autre" (qu'il soit contre ou pas).

Ici la posture oppositionnelle peut se comprendre comme un volonté à favoriser un contre pouvoir populaire, ordinaire, pour rééquilibrer l'espace de négociation de nos devenir.

Il s'agit avant tout d'actes de partage:

"Le possible est le mode d'exister du pensable [...] exister c'est le site d'un possible." Paul Ricoeur - "Phénoménologie de l'homme capable"

Agir dans la force de la Gratuité:

Enfin il y a ici une réaction au processus généralisé de marchandisation du monde, des ressources (l'eau, l'air, la terre, le vivant) des objets, des actes, des gens, des idées, des savoirs, des images, des mots (*c'est bon l'équilibre*®?, *La vie, la vraie*®?...).

Il en va de même pour l'expression du projet architectural et urbain, que nous pouvons considérer, hors de son cadre de commande, comme une proposition culturelle, une contribution qui devrait alimenter nos visions du monde, nos visions d'un monde à venir, nos choix...

Nous sommes dans la conversation, est il normal que la possibilité de contribution soit si inégalement accessible?

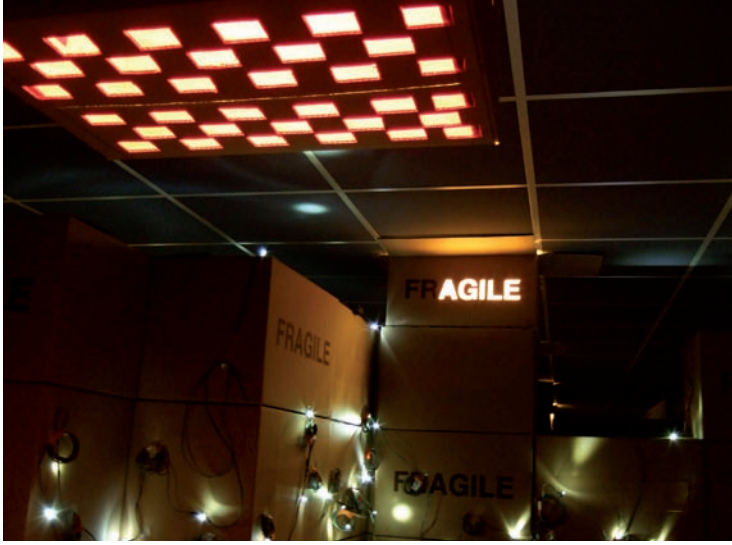
Question d'accès au médias, question de capacité de représentations, et question de statut ?

Pourquoi la formulation de propositions, de projets est elle si inféodée aux cadre de commandes ? Combien d'architectes et combien de contre projets, de propositions libres, critiques gratuites, sans répondre à des commandes.

Nous avons probablement besoin, pour que la critique architecturale et urbaine se renforce et se relie à d'autres forces vives de la société, que la formulation de propositions, de visions représentées pour nos environnements s'exerce aussi hors cadres de commandes, dans la gratuité.

Nous avons aussi besoin qu'elle se démocratise, c'est à dire que ces propositions soient aussi le fait de personnes ordinaires qui ne sont pas architectes et que l'on aide à ce que la clarté des énoncés, le traitement des représentations, soient équivalentes à celles des spécialistes, qui là peuvent aider en accompagnant et en s'effaçant.

Construire des scènes publiques pour des considérations, des propositions, des contributions à la pensée de nos environnements, dans la gratuité est une forme de contre pouvoir, qui peut être pour avoir des incidences constructives, en terme de dynamiques sociales, d'inventivité, de choix publics, d'habitabilité de nos espaces, de qualité de vie.



Qu'est ce qui rend une ville agréable à vivre?



Les villes devraient toutes se ressembler, heureusement les grandes marques nous y aident.



d'accord / pas d'accord pourquoi?



Les architectes connaissent bien les besoins des gens.



d'accord / pas d'accord pourquoi?



Il y a des logements pour tous dans la ville.

d'accord / pas d'accord
pourquoi?



Il faut raser les cités.

d'accord / pas d'accord
pourquoi?



On devrait pouvoir acheter sa maison au supermarché.

d'accord / pas d'accord
pourquoi?



Ce que je cherche?

*Un lieu public couvert où l'on peut se poser
tranquillement pour converser à plusieurs au
sec, à l'abri des intempéries, sans être obligé de
consommer,
je marche dans la ville je cherche un ouverture,
un indice qui me rappellera qu'il y a d'autres pos-
sibles, ailleurs mais aussi ici,
autre chose que "t'as pas un euro pour aller pis-
ser?"
des espaces du répit,
des astuces constructives,
une promenade sur les toits
un appartement public
un jardin secret
un labyrinthe
du logement gratuit
une boîte de jour
un resto à prix libre
des lieux accessibles n'importe quand
une assemblée populaire
un spot pour me raser sur les quais
des aires de sieste
de grands bains public

et toi?*



PARTIE 3 - CONTEXTE DU PROJET DE TPFE - PLAN D'AOU

Une promenade au bassin de Séon

En mars 2006 nous sommes invités avec le collectif à un repérage pour participer à une manifestation culturelle L'art des lieux, organisée par un collectif de sociologues «Arènes».

4e Festival de l'Art des Lieux - L'événement culturel qui questionne la ville...

**«L'Art des Lieux s'invite là où Marseille se transforme...» - 19, 20 et 21 mai 2006 : Belvédère de Séon
Bassin de Séon, Saint Louis, La Viste à Marseille 15ème arrondissement**

Présentation du Festival

Action nomade d'interventions artistiques, citoyennes et sociales sur des territoires en transformation : l'Art des Lieux, c'est un événement culturel ancré à Marseille, qui va de quartier en quartier... Outil de découverte, d'appropriation et de participation à l'évolution du territoire par un croisement de regards, le projet de l'Art des lieux souhaite ouvrir un débat entre les multiples représentations des acteurs qui composent la cité : habitants, artistes, élus, techniciens, travailleurs sociaux, architectes, paysagistes... Les artistes investissent les espaces en devenir, là où la ville d'hier se transforme, là où la ville de demain se construit. Dans des espaces ouverts, publics ou privés, ils créent, inventent, mettent en scène leur « lecture » des lieux, travaillent avec les habitants des quartiers proches, et restituent les œuvres pendant trois jours de fête et de discussion.

Pour sa quatrième édition, l'Art des Lieux investit le belvédère de Séon, véritable observatoire des quartiers Nord-Est de Marseille. Il offre par ses points de vues imprenables une vision élargie de l'évolution du bassin de Séon dans ses logiques de développement urbain, mettant en exergue les forts enjeux sociaux, économiques, environnementaux et culturels du renouveau des quartiers Nord de Marseille. La création d'un vaste parc le long du Belvédère, l'impact du développement des nouvelles économies (ZAC Saint-André, Grand Littoral), l'implantation des formes contemporaines de logements, la restructuration des grands ensembles ainsi que les pratiques liées à la redistribution du réseau autoroutier, posent la question des liens entre les quartiers, du cheminement dans les espaces de nature en ville, une balade à l'écart, mais toujours en regard de la ville.

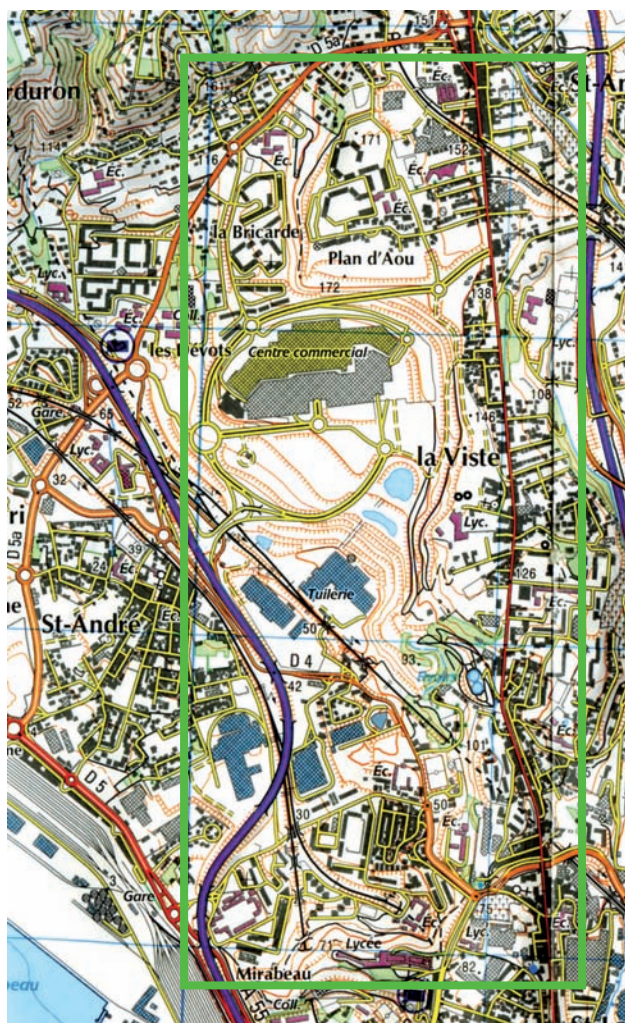
Ainsi, la démarche de l'Art des Lieux est-elle essentiellement un processus d'intervention «citoyen et artistique» sur un territoire en voie de transformation afin de favoriser son développement durable. «Pour que le public et les artistes partagent l'expérience des lieux, pour que les imaginations se rencontrent et discutent de l'avenir des lieux et de la ville que nous habitons»

L'association Arènes a choisi de porter le regard de l'Art des Lieux sur le 15ème et 16ème arrondissement de Marseille, plus précisément sur la Crête de la Vallée de Séon. Véritable observatoire de la partie Nord-Est de Marseille, le «Promontoire de la Viste» ou «Belvédère de Séon» offre par ses points de vues imprenables une vision élargie de l'évolution du bassin de Séon dans ses logiques de développement urbain, mettant ainsi en exergue les forts enjeux sociaux, économiques, environnementaux et culturel du renouveau des quartiers nord de Marseille.

La création d'un vaste parc le long du Belvédère, l'impact du développement des nouvelles économies (Z.A.C. saint André, Grand Littoral), l'implantation des formes contemporaines de logements, la restructuration des grands ensembles ainsi que les pratiques liées à la redistribution du réseau autoroutier, pose la question plus largement des perspectives et des orientations envisagées et (envisageables) de l'évolution de ce territoire au regard d'une histoire riche, complexe et fascinante.

Faisant connaissance avec la structure, nous comprenons qu'elle conjugue des missions d'étude sur le territoire, des «focus» sur certains endroits à enjeux urbains, en y conviant des artistes et structures culturelles susceptibles de proposer par leur regard et leurs interventions (expos, performances, installations...) une lecture complémentaire à la situation de ce site, mais aussi un support de sensibilisation publique.

Nous nous rendons à Marseille pour le repérage, l'étendue concernée est assez vaste (cf. carte), nous avons carte blanche pour notre proposition.







Eric de la Viste

Au cours du repérage, nous faisons des rencontres assez marquantes, notamment celle d'Éric Vincente, dit Éric de la Viste, qui vit dans un cabanon autoconstruit par son grand-père sur le coteau.

Sa maison, précaire, est sur une emprise de terrain annexée, clandestinement, il y a 60 ans.

À cette époque, La Viste avait plus la figure d'un village - rue, et où le bassin de Séon en contrebas, aujourd'hui marqué par l'emprise de la zone commerciale

Grand Littoral, était le site essentiellement de tuileries, puisque le sol est très argileux, implantées sur un site de friches naturelles clairsemées et de cascades et de sources où les habitants des trois quartiers St Henri, La Viste, St Antoine et plus tard Plan d'AOU, avaient l'usage de se baigner. (cf. extrait de la revue «Café verre» N°13, ci- inclus)

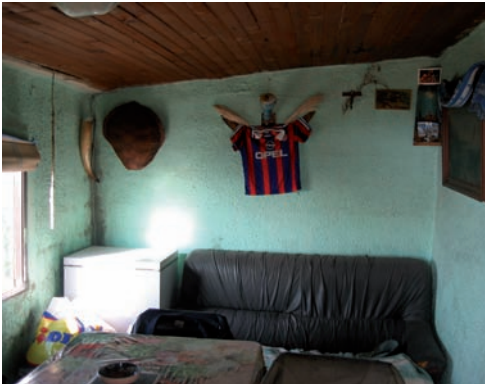
Le bassin de Séon était aussi le site de bidonvilles, dont il reste quelques traces. Leurs développements à cet endroit avaient été favorisés par les patrons des tuileries, avec la complicité par laisser-faire des autorités marseillaises. Les entreprises, dans leur recherche de main-d'oeuvre bon marché, encourageaient leurs ouvriers nord-africains à faire venir clandestinement des familles, auxquelles ils faisaient miroiter des possibilités d'implantations. Ils les embauchaient à bas salaire, et leur cédaient pour qu'ils construisent eux même leurs baraquements des parcelles de terrain qui n'appartenaient en fait pas aux entreprises, sans papiers, sans traces.



Comble de l'humanisme, ces mêmes entreprises vendaient à leurs nouveaux ouvriers des matériaux de leurs constructions, des tuiles, c'est pourquoi on croise de surprenantes maçonneries en tuiles du haut au bas du territoire visité.

Les familles, pour avoir l'électricité devaient payer à EDF, installation des lignes l'ouverture des compteurs...

Quand plus tard le développement de l'urbanisation marseillaise, accompagné d'un déclin industriel, à reconsidéré cette «zone» de non-droit (ce non-lieu pour certains, ce «chez soi» d'autres), la situation déjà difficile pour les habitants des bidonvilles est devenue dramatique.





Situations clandestines, pas de titres de propriété, le bassin de Séon a connu une période de luttes populaires qui laissent quelques traces dans le tissu urbain, mais surtout dans les mémoires vivantes des Marseillais.

Aujourd'hui Éric est au coeur de nouvelles mutations, il est mitoyen d'une opération immobilière et d'aménagement urbain, en plein dans la zone de requalification du coteau en parc urbain, il a conscience de la fragilité de sa situation, il a peur d'être expulsé.

Jusque-là il faisait partie des invisibles, sauf, pour les gens de La Viste, dont il est une des figures.

Sa famille étant implantée ici depuis trois générations, ayant depuis longtemps l'électricité, des preuves des factures, personne ne s'est visiblement préoccupé de lui expliquer qu'il pourrait peut-être faire jouer le droit en sa faveur.

Je retournerai voir Éric plusieurs fois par la suite pour préparer un document audio-visuel sur sa situation, avec son accord. Je lui en ai remis un exemplaire et j'en ai distribué notamment au groupe Arènes.



Plan d'Aou

Continuant la promenade nous finissons par arriver, par le coteau dans le quartier Plan d'Aou.

Nous sommes en surplomb de Grand Littoral, les figures spatiales sont très marquées, presque caricaturales à cet endroit.

On y lit très bien la confrontation de types d'urbanisation différents, se juxtaposant, reliquats de noyaux villageois, ensembles de logements sociaux (tours et barres), zone commerciale, zones industrielles, friches «naturelles», le tout découpé par des infrastructures routières, qui donnent plus l'air de contenir que de relier ce paysage artificiel.

Le belvédère par lequel nous accédons au plan d'Aou est lui même un remblais artificiel, il offre un des plus beaux points de vue sur Marseille que l'on puisse trouver. Quelques épaves de voitures brûlées sont abandonnées sur le terrain, comme pour camper l'ambiance «quartiers Nord».

Une barre qui marque l'entrée dans le Plan d'Aou bénéficie de ce panorama. J'apprendrai par la suite qu'elle fait partie des bâtiments qui vont être détruits dans l'opération de renouvellement urbain du quartier, ses rez-de-chaussée sont condamnés, mais j'apprendrai aussi par la suite que cela fait déjà plus d'une vingtaine d'années qu'ils sont déclarés insalubres.

La libération de ces terrains au lieu d'ouvrir l'ensemble du quartier vers l'horizon marin et urbain, va contribuer à l'enfermer encore plus.



Ils ont été cédés, pour une somme symbolique, par la ville de Marseille, à un promoteur qui vas lotir sur ce terrain, normalement non constructible, des maisons de standing.

A Marseille, comme ailleurs, lorsque l'urbanisation rattrape les endroit où l'on avait relégué les pauvres, on hésite pas à spéculer les peu d'avantages qu'ils avaient, ici c'est la vue sur la mer.

Non seulement l'opération confisquera l'accès aux gens du quartier, mais plus largement à n'importe qui aurait pu bénéficier de cet ex-espace public tant la vue est belle et édifiante.

Ce n'est que trop tardivement que des gens, d'ailleurs l'ont découvert et s'en sont inquiété. Certains ont tenté des procédures de recours, sans succès, on est bien plus à l'aise pour faire de l'urbanisme dans les lieux invisibles.

Nous entrons dans le quartier par un passage entre la barre et la grande chaufferie du quartier, pour entrer nous montons une butte et enjambons des tranchées de canalisations éventrées.

Nous découvrons un paysage d'abandon, très dur, des barres à R+7 et R+4, minimales, beaucoup de fenêtres murées, beaucoup de fenêtres cassées rafistolées avec du carton, de l'adhésif.

Elles entourent des espaces assez indéterminés de parkings, de terre pleins en friche d'où émergent des restes de Bunkers allemands, des anciens socles à DCA au milieu desquels poussent des herbes folles.



Le quartier est jonché de débris, de verre brisé, les recoins du quartier font aussi office de décharge sauvage, des tas de gravats sont régulièrement «déposés» par des entreprises du bâtiment, mais aussi des boîtes de communication et bien sur le voisinage y entasse aussi ses «encombrants».

En pénétrant plus avant dans le quartier, nous dépassons une école qui ressemble plus à un camp de rétention et d'un trottoir à l'autre nous constatons la rénovation urbaine en action.



Le paysage change du tout au tout, les barres sont remplacées par de plus petites unités de collectifs à R+2 et R+3, d'architecture plus récente, avec des balcons loggias, jardins privatifs soustrait à la rue par un muret, un jeu de matériaux et de couleur, béton enduit blanc, bardage gris anthracite, toiture en tuiles. Même dans le petits square entre les nouveaux bâtiments, la nature est encagée, on y remarque aussi l'absence de bancs.

Au bout de ce cheminement, je rencontre l'équipe du Cosmos Kolej dans leur lieu en préparation d'ouverture, La Gare franche.

Cosmos Kolej est une Compagnie de théâtre fondée et dirigée par le metteur en scène et écrivain de théâtre Wladyslaw Znorko.

La Gare Franche est composée d'une ancienne maison de maître, d'un jardin et d'une usine désaffectée, à l'époque de mon repérage, en préparation de chantier.

Arrivée en 2001, la compagnie a tenu à ne pas se «parachuter» dans ce contexte, social et urbain, et en cinq ans, le Cosmos Kolej a appris à connaître ces deux quartiers et ses habitants.

En choisissant de s'implanter dans les quartiers nord, loin du centre ville, la compagnie a pris un risque et fait un pari, son équipe a décidé d'explorer différemment leur démarche artistique en «allant au risque du réel», en envisageant la population du voisinage comme «un partenaire à construire». Ils misent sur la création d'une relation artistiques et humaines avec le voisinage, tout en ayant un objectif de rayonnement urbain à l'échelle de l'agglomération marseillaise, proximité et exigence, recherche de singularité et de distinction en restant accessible au quotidien.

Dans cette recherche d'alliance avec les voisins, ils ont commencé par ouvrir l'accès à l'espace jusque là enclos, à le partager et à partager ses outils de production.

Faire partager, aux habitants du quartier, l'imaginaire, propre au théâtre de W. Znorko, restant un enjeu mais pas forcément dans une approche frontale.

Le lieu lui même est singulier,

Vlad Znorko parle de la Gare Franche,

«[...] un lieu livré à lui même, un peu fantastique, un peu forêt vierge.

Un endroit dans un replis de la géographie marseillaise, mmm..., il va falloir faire un plis dans le replis. Avec une ficelle il va falloir fagoter pour faire une oeuvre homogène. [...] Il y avait le végétal et l'animal ici, il y en avait partout.

Je referai bien un poulailler, en forme de "cité radieuse", de Le Corbusier. [...]» .



Il est intéressant de relever que l'espace de la Gare Franche est sur la frontière entre deux quartiers voisins. Elle investit à la fois le territoire de Saint Antoine (par l'usine) et celui du Plan d'Aou (par la maison et le jardin), deux quartiers différents par leur histoire et séparés par des tensions datant de la création du Plan d'Aou.

«le territoire est un héritage construit, mémorisé et donc réinvesti dans de nouvelles actions. Les processus territoriaux ne sont pas seulement inscrits dans les manuels scolaires, ils sont aussi au coeur des schémas perceptifs des individus et des groupes.» (Alain LEFEBVRE)

La compagnie souhaite faire partie de ces deux quartiers du 15^e arrondissement, sans s'imposer directement à ces territoires et à ces habitants.

Convaincu de la pertinence de leur objectif et de leur manière de procéder, mais aussi remonté, par ce que j'ai vu et compris de la situation du Plan d'Aou, je leur propose de mettre le temps de mon passage sur l'invitation d'Arènes, à leur service et de concentrer mon intervention sur la situation du Plan D'Aou.

Il s'avère qu'Arènes ne nous suivra pas sur ces pistes, la situation étant trop excentrée par rapport au «focus» qu'ils souhaitent faire sur leur festival.

C'est le Cosmos Kolej qui reprend à son initiative notre intervention dans le périmètre.

Nous nous engageons sur un compagnonnage qui durera plus d'un an et dont l'échelle d'intervention va dépasser ce que nous imaginions.

Le Contexte du site - documentation «d'ambiance»

J'avais une grande montagne et un grand trou

jyr¹ - Trema intervient sur cette opération avec deux casquettes différentes l'une qui consiste à aménager la zone puisqu'on est dans le cadre d'une ancienne carrière d'argile, des Tuileries de Marseille, donc il y a eu tout un travail d'aménagement, de remodelage, de terrassement important qui ont permis de préparer des plate-formes, et sur ces plate-formes on va réaliser maintenant des voiries, des espaces verts, et un centre commercial. Donc chez Trema on est organisé avec une équipe qui s'occupe de l'aménagement et une équipe qui s'occupe du centre commercial.

all¹ - Quel rapport entre la zone GPU² et l'installation du centre commercial ?

jyr - Je dirais qu'en fait l'opération Trema est un peu le catalyseur du GPU. Le projet Grand Littoral s'est inscrit avant, enfin c'est le premier élément qui a permis je crois à la Ville de Marseille de dire «On veut réhabiliter ces quartiers, on veut donner un nouvel élan et un nouveau dynamisme à ces quartiers», je pense que c'est une opération assez spectaculaire et qu'elle a été un petit peu un fer de lance pour le GPU. Elle l'est toujours d'ailleurs puisque dans le cadre de la cellule commune du GPU, le projet prioritaire aujourd'hui c'est Grand Littoral, dans lequel effectivement la Ville de Marseille intervient plus ou moins directement mais est tout à fait partie prenante en particulier pour tout ce qui est de l'accompagnement de l'opération: je pense aux transports en commun, aux retombées économiques éventuelles, aux retombées sociales aussi où ils sont vigilants avec nous à ce que l'opération soit réellement une opération qui implique les quartiers Nord de Marseille. (...)

all - Donc vous contribuez aux objectifs GPU qui est d'améliorer les conditions de vie des populations et de favoriser leur insertion professionnelle?

jyr - Je pense que oui. J'espère en tous cas, c'est le but recherché par cette opération, sa vocation première. Je dirais qu'on a d'abord bouché un grand trou dans Marseille il y avait une fracture, géographique déjà, donc l'opération en elle-même c'est déjà là ... On cicatrise, on suture un peu les différents quartiers de Marseille parce qu'il y avait vraiment une coupure franche entre Saint Antoine ici en haut et puis Saint André de l'autre côté en bas. Donc ça c'est le premier objectif. Sur le plan géographique, je pense qu'on contribue à donner une bonne homogénéité à ces quartiers, et bien sûr sur le plan social et sur le plan de l'emploi, les retombées économiques sont relativement importantes: au moins sur ce qu'on maîtrise bien, le centre commercial. (...)

all - Donc pour vous le Grand Littoral va favoriser le contact entre les cités et les noyaux villageois)

jyr - Oui pour moi effectivement on raccommode un petit peu, au moins on recoud un peu la ville de Marseille. Il y avait un grand trou, enfin c'est comme ça qu'on l'a souvent présenté, je trouve que c'est une assez bonne image, on recoud un peu ces deux quartiers qui étaient un peu isolés naturellement par cette grande carrière qu'il y avait au milieu de Marseille. Je pense que c'est effectivement favorable à ce que les gens puissent se rencontrer à nouveau, à ce que les cités effectivement revivent avec le quartier et Grand Littoral devienne un nouveau quartier je dirais, quelque part, un point de rencontre ou un lieu d'échange.

x - On m'a parlé du fait que c'était sur un terrain glissant, argileux, et en me promenant j'ai vu qu'il y avait effectivement de la terre qui était tombée ...

jyr - L'une des particularités de cette opération, c'est ce côté géotechnique, mécanique des sols, c'est-à-dire qu'on est sur un sol argileux et l'argile a la particularité d'être un bon matériau quand il est sec mais un matériau très difficile à maîtriser, qui se délite qui est assez glissant, quand il est mouillé. Donc l'un des enjeux techniques de l'opération c'est effectivement, de bien maîtriser les eaux, les eaux de pluie ou les eaux d'infiltration ou les eaux de sources, puisqu'on a découvert qu'il y a un certain nombre de sources dans ces falaises ou dans cette zone, donc bien maîtriser ces eaux, les capter, pour éviter qu'elles n'imprègnent le sol. Sous ces réserves-là je dirais qu'on dispose d'un terrain qui est facile à mettre en oeuvre, qui est un bon support, et je dirais qu'on a prouvé que c'était possible de mettre en oeuvre ce matériau puisque depuis le début de l'opération on a bougé 5 millions de m³ de terre, ce qui pour donner une petite référence constitue la quantité de déblai qu'on a extrait pour faire le tunnel sous la Manche. C'est un chantier d'envergure .. C'est un énorme chantier de terrassement. Si on n'avait pas un terrain facile ou je dirais bien à travailler, on n'aurait pas pu réaliser cette opération³. (...)

all - Sinon j'ai vu dans la plaquette que Grand Littoral ne voulait pas seulement être un lieu de consommation mais aussi un point de rencontres et un lieu d'attraction. Par rapport à quels éléments?

jyr - On a dans le cadre de cette opération, je dirais, un grand foncier qui est disponible pour la réalisation d'un parc animalier⁴ ... Je dirais, voilà, effectivement l'association parc animalier, cinéma aussi⁵, restauration - parce qu'on a pas mal de restaurants de choses comme ça - est un vecteur pour les gens et pour permettre que ce soit plus qu'un centre commercial ou un ... Que ce soit un lieu qui vive aussi en dehors des heures d'ouverture du centre commercial, le dimanche, je pense que c'est aussi, effectivement, ça va dans le sens de ce qu'on disait tout à l'heure, assurer, permettre à cette, à ces éléments de programme, de devenir non pas seulement un centre commercial mais un nouveau quartier, ou le prolongement naturel des quartiers existants, parce que faut quand-même être modeste, on n'a pas l'ambition de faire un nouveau quartier mais on a l'ambition d'être un trait d'union entre les quartiers existants.

all - Vous avez prévu une grande surface d'espaces verts?

jyr - Oui puisque les espaces verts sont très présents puisque l'une des particularités du site c'est qu'il a une grande déclivité, au point bas de l'opération on est à la cote 50, 50 mètres au dessus du niveau de la mer, et au plus haut on est à 160 ou 170 mètres. Donc il y a pratiquement 120 mètres de dénivellé entre le bas et le haut de l'opération. D'où de nombreux talus, de nombreuses zones qui vont être traitées en espace vert effectivement. Tous les bords de voie, tous ces talus, les talus derrière le centre commercial, la zone du parc animalier, tout ça sera effectivement vert, hein, en prolongement je dirais du parc Brégante. Un des objectifs, c'était ça, d'assurer un peu la continuité entre le parc Brégante qui est en bas, vers le Plan d'Aou, à travers la falaise de la Viste là, avec des espaces verts, assez, assez soulignés.

ail - Des lieux ouverts à la promenade?

jyr - Il y a effectivement dans notre, dans la zone, un certain nombre de cheminements piétons privilégiés, qui doivent être aménagés par la Ville et en particulier une promenade qui chemine tout le long de la falaise de la Viste, qui permettra de surplomber donc l'opération, d'avoir des vues je pense assez intéressantes et sur le tracé de l'ancien canal de Marseille là, qui est en fait juste ici, là.

all - Le reste sera essentiellement des talus sur lesquels on n'est pas censé aller pique-niquer?

jyr - Absolument. Aujourd'hui les talus - enfin sauf ceux qui sont aménagés avec des cheminements piétons - les talus seront pas accessibles au public. On a quelques plate-formes qui doivent accueillir des logements des choses comme ça, les talus reviendront aux opérations de logements correspondant. Donc après ça sera aux gens qui aménageront ces logements, ces bureaux, de décider de la vocation de ces espaces verts. (...)

all - Est-ce que les accès au centre commercial seront voitures ou piétons, c'est-à-dire pour le Plan d'Aou, la Bricarde ?

jyr - Il y a essentiellement les accès voitures, il y a des projets d'accès piétons à travers un escalier là, pour descendre effectivement du Plan d'Aou⁶, il y a des liaisons via, par les trottoirs, je dirais, bien sûr le long des voies vers la Bricarde, il y a une liaison piétonne qui est prévue également vers le rondpoint Barnier et vers la Castellane, il ya cette liaison dont je parlais tout à l'heure le long de la falaise de la Viste ... Et puis je dirais que les cheminements piétons ils se font naturellement, c'est les piétons qui font leur cheminement plutôt que nous qui allons leur imposer des trajets. Pourquoi, c'est une inquiétude dans le quartier ça ?

all - Quand je suis montée, on voulait aller au Plan d'Aou, on savait pas par où passer, s'il fallait faire tout le tour ...

jyr - Aujourd'hui il n'y a pas de liaison

all - Il y avait une inquiétude aussi des gens de la nouvelle Lorette qui n'auront pas de magasins de proximité.

jyr - Qui devront effectivement aller vers la Bricarde ou vers le centre commercial. Mais enfin le centre commercial est à 100 mètres donc ils sont assez près de l'opération ... (...)

all - À Saint André il ya des gens qui se demandent si les petits commerçants vont périlcliter ou pas ...

jyr - Jamais un centre commercial, je dirais, n'a fait périlcliter le petit commerce. C'est une autre image qu'on a, c'est vrai qu'on a tendance à dire, mais je crois que c'est deux besoins différents, on a besoin d'aller dans un centre commercial pour certains achats mais on a aussi besoin du contact avec son commerçant de quartier, de la proximité, de continuer... Je pense pas que les gens qui habitent Saint Antoine ils vont descendre acheter le pain au centre commercial Grand Littoral. Ils continueront à aller à leur boulangerie, ils continueront à aller à leur pharmacie de quartier, je dirais, je pense qu'on est, c'est au contraire, c'est redynamiser le quartier, c'est au contraire permettre à ces gens-là de, en, en tirant parti et étant

justement en position de, en tirant parti, oui, de redynamiser leur activité, plutôt que de dire «ben non on va périliter». Ou il y a certaines activités peut-être qui sont plus menacées, mais je pense que ce qu'on appelle le commerce de quartier, ce qu'on appelle le commerce de proximité, il continuera et au contraire il sera revitalisé. Il y a des logements qui vont être créés, il y a des logements qui sont déjà là, il y a des gens qui vont venir travailler ici, il y a des gens qui vont venir vivre ici, donc ça ne peut qu'être bénéfique pour les petits commerçants de ces quartiers-là, j'en suis sûr.

all - Et pour ce qui est de la mixité des populations vous pensez que ça va pouvoir se mettre en place petit à petit ?

jyr - Moi je suis assez optimiste et confiant, moi je pense que l'opération elle a tous les atouts pour réussir, et quand on est ici je dirais quand on regarde le site quand on voit là - son côté très spectaculaire très beau, on a une des plus belles vues sur Marseille, je pense qu'il n'y a aucune raison pour qu'on reste avec cette image des quartiers Nord un petit peu dévalorisée, au contraire je crois qu'on a vraiment des endroits ici sur cette plate-forme qui sont extrêmement valorisants.

x - Comment les habitants des autres quartiers vont venir ?

jyr - Qu'est-ce que vous voulez dire par là, vous voulez dire, est-ce que les gens du centre-ville vont oser venir ?..

all - Habiter ici. Il y a des gens qui ont mis ça comme argument sur la vente pour le projet soutenu par Trema comme un métissage de population ... C'est une question: est-ce que vous pensez que c'est possible à l'heure actuelle?

jyr - Oui à l'heure actuelle je sais pas. Mais je pense que moi je reste persuadé que c'est possible. Je trouve que c'est..

On peut pas dire non plus qu'on est très sûr de nous, on avance, on est là, on cherche à s'intégrer dans le quartier et tout ça mais on n'a pas complètement réussi on peut pas dire aujourd'hui «Oui bien sûr demain les gens vont venir habiter», on sait pas le dire ça. Ça se fait petit à petit, tous les jours on travaille dessus, mais on reste prudent sur le résultat.

all - Il y a eu un plan de communication avec les habitants, vous pouvez m'en parler ? Dans quels termes vous vous êtes exprimés avant de ...

jyr - On fait de la façon la plus régulière possible - peut-être pas assez - mais enfin on fait on a fait paraître une lettre d'information qu'on fait distribuer dans les boîtes aux lettres des quartiers donc de nos voisins les plus proches, qui leur dit donc un petit peu ce qu'on fait sur le chantier, où on en est, comment ça avance, bon on essaye de tenir ces gens informés au mieux de l'avancement des travaux et de la réalisation future pour qu'ils soient partie prenante ou du moins qu'ils soient intéressés à notre opération. Je pense que c'est important. (...)

all - J'aimerais pour finir aborder un problème un peu délicat qui est celui du relogement des gens. Sachant qu'il existe un code du logement dans lequel il n'est pas prévu que les logeurs fassent partir des familles qui ne veulent pas partir, et en sachant aussi qu'il y a des familles qui ne veulent pas partir sur le site qui a été racheté par Trema, qu'est-ce que vous envisagez ? Je pense essentiellement à l'ilôt Lorette ..

jyr - Alors l'ilôt Lorette c'est un cas un peu particulier parce que c'est un dossier qui est traité par la Ville de Marseille. Effectivement c'est dans le périmètre de la ZAC mais c'est sur des terrains qui appartiennent à la Ville de Marseille. Et le relogement est prévu dans l'opération construite là donc par un organisme HLM de la Ville de Marseille qui est Habitat Marseille Provence. À ma connaissance il n'y a personne qui ne veut pas partir ou qui est complètement euh.. Bon aussi en ce qui nous concerne puisqu'on a assuré un certain nombre de nombreux relogements sur l'opération, en particulier toute la zone de la traverse de la Barre, qui est la petite rue qui monte à proximité du carrefour Barnier, là effectivement on avait à notre charge ce relogement, on a toujours ..

all - Là il y a une famille qui apparemment ne veut pas partir.

jyr - Aujourd'hui qui doit être relogée dans un logement qui n'est pas disponible actuellement. Mais on a toujours cherché le compromis, pour cette famille également je dirais, toutes les familles qui sont sur le site, on a toujours cherché le compromis et on a toujours trouvé des solutions de compromis. Quand je dis solutions de compromis on a toujours cherché, en général, une solution de relogement. On leur a toujours proposé des solutions, il y a eu plusieurs formules, soit on a proposé des solutions pour louer leur logement, soit on leur a permis avec des indemnités de s'acheter un logement dans les quartiers ou à proximité, on a toujours cherché avec eux les solutions qui leur paraissaient les meilleures et correspondant à leurs aspirations. Donc je dirais qu'on a une approche très consensuelle de la chose. Et aujourd'hui on a réalisé

à peu près 80% des gens qui devaient être, qui devaient quitter le périmètre de la zone, sont partis et à ma connaissance sont partis dans de bonnes conditions.

all - Et pour la Lorette, qui va être relogé à la nouvelle Lorette?

jyr - Les habitants de Lorette. Essentiellement. Plus un certain nombre de gens de la traverse de la Barre ou des gens qui souhaitent quitter la Castellane je dirais.. Il y a un plan de relogement qui est maîtrisé par Habitat Marseille Provence. Il y a 91 logements. Il y avait un certain nombre de gens de Lorette, c'était la priorité parce que c'est une opération financée à travers une formule qui s'appelle «résorption de l'habitat insalubre». (..)

x - Par rapport à la superficie de ce chantier qui est impressionnante, pourquoi une si grande envergure alors qu'il y avait d'autres implantations commerciales possibles comme à Vitrolles ..

jyr - Pour moi la taille de l'opération c'est sa réussite future. Pour bien lutter contre Vitrolles ou Plan de Campagne, puisque c'est les deux concurrents principaux, il fallait offrir une offre commerciale très large, donner aux gens la possibilité d'avoir un choix important, tout en présentant quelque chose qui de plus structuré, plus organisé que Plan de Campagne, qui est un peu un patchwork, un assemblage de surfaces. Deuxième élément: pourquoi la taille ou le gigantisme de l'opération, parce que c'est un peu une raison historique, je parlais tout à l'heure de 1985, les premiers terrains, ces premiers terrains situés en bas, près du carrefour Barnier, vers Lorette, dans toute cette zone-là, ensuite il y a eu un second phénomène qui est les carrières, les Tuileries de Marseille ont abandonné l'exploitation de la carrière, ça a libéré un foncier gigantesque, très très large, ça s'est doublé d'une évolution juridique sur les autorisations commerciales, enfin je vais pas m'étendre sur ce sujet - qui a fait qu'on a imaginé un projet complètement différent, d'envergure importante et une zone d'aménagement justement très large, permettant de combler ce vide, là, qui existait, qu'on voit sur les plans de Marseille encore aujourd'hui, il y a un grand vide avec marqué «carrières d'argile», donc en liaison je dirais avec la Ville de Marseille, qui a été un partenaire important de l'opération, qui l'est toujours, on a imaginé qu'on pouvait trouver une vocation à l'ensemble de cette zone et à ces 105 hectares. Et puis il y a un troisième phénomène important, qui est l'aspect technique: on ne pouvait pas imaginer une opération de cette taille-là en évacuant des matériaux à l'extérieur. Parce que ça représentait des quantités gigantesques de matériaux, donc un coût de l'opération énorme, donc toute la réflexion technique a porté sur «J'avais une grande montagne et un grand trou, bien j'ai écrêté la montagne et j'ai mis ce que j'avais récupéré dans le grand trou.» Pour schématiser. (...)

1 Anne-Laure Lecomte est artiste, travaillant à l'époque avec l'association Télé d'un Jour. Jean-Yves Raymond est maître d'ouvrage de la société Trema Roben Cotens est conseiller technique

2 Grand Projet Urbain procédure contractuelle de la Politique de la Ville, mise en place en 1994, sur des territoires sous Contrat de Ville et dont les dysfonctionnements et les problèmes d'aménagement spatiaux nécessitent l'allocation de moyens exceptionnels Il s'agit d'engager une stratégie de développement. notamment économique, à long terme Impliquant de gros investissements d'équipements et d'infrastructures.

3 Le 21 février 1995, quatre classes et quatre ateliers du collège de Saint André situé au 269, boulevard Henri Barnier (en haut de la zone) ont été fermées suite à un glissement de terrain dû aux travaux de terrassement. La Ville de Marseille et la société Trema mettront enSUite en oeuvre une procédure d'arrêt de péril (daté du 19 juillet 1995) afin d'évacuer la zone. y compris le bas de la zone où se situait la Lorette. Le 7 novembre 1995, un nouveau glissement de terrain détruit une partie du collège Barnier et plusieurs maisons de la traverse de la Barre. Du fait de l'assèchement des sources, certaines maisons de Saint André, construites sans fondations sur de l'argile, se fissurent.

4 Parc animalier inexistant à ce jour.

5 Le 5 septembre 2002, La Provence annonça qu'UGC voulait démolir les 15 salles de Cinéma Inaugurées en octobre 1997 et fermées depuis plus de trois ans en raison de leur Insécurité, causée par l'Instabilité du terrain argileux. En mars 1998, 6 salles étaient fermées par la commission départementale de sécurité puis ré ouvertes le 13 avril 1999 après des travaux évalués à 8.4 millions d'euros. En été 1999, le bâtiment central se tassa et le faux plafond d'une des salles s'effondra. Le complexe fut fermé. Selon l'article de La Provence, UGC, ayant abandonné tout projet attendait un permis de démolir que la mairie tardait à lui donner. Celle-ci attendrait des garanties sur la stabilité du terrain, une fois les bâtiments tombés, et renoncerait difficilement au maintien d'un «pôle culturel .. à Grand Littoral conformément à ce que prévoyait la convention d'aménagement du site.

6 Escalier inexistant a ce Jour

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 6 Octobre 2003

PRESIDENCE DE MONSIEUR Jean-Claude GAUDIN, Maire de Marseille, Sénateur des Bouches-du-Rhône.

L'Assemblée formée, Monsieur le Maire a ouvert la séance à laquelle ont été présents _____ membres.

03/0874/TUGE

DIRECTION GENERALE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT - DIRECTION ETUDES ET AMENAGEMENT - ZAC de Saint André - 16ème arrondissement - Bilan et perspectives de l'opération.

03-8796-DEAM

- o -

Monsieur le Maire, sur la proposition de Monsieur l'Adjoint délégué à l'Urbanisme et à l'Aménagement, au Suivi du POS, aux Grands Projets d'Equipement et aux Zones d'Aménagement Concerté, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

La ZAC de Saint André a été créée par délibération n°90/710/U du 21 décembre 1990. La validité de cet acte a été prorogée d'un an par délibération n°92/608/U du 27 novembre 1992.

Le dossier de réalisation et la convention n°93/204 confiant l'aménagement et l'équipement de la zone à la Société TREMA ont été approuvés par délibération n°93/514/U du 23 juillet 1993.

Une convention de mandat n°93/205 passée entre la Ville et la société TREMA a été approuvée par délibération n°93/515/U du 23 juillet 1993 en vue de déléguer à cette société la maîtrise d'ouvrage de certains équipements publics à la charge de la Ville, en particulier les voies principales de liaison entre la sortie de l'autoroute A55, le boulevard Henri Barnier et la route de la Viste (U206 et U207) et des voies de désenclavement des cités de Plan d'Aou et de la Bricarde (U 222 et U 221).

L'objectif était d'obtenir ainsi une meilleure cohérence dans les études et la réalisation des équipements privés et publics de la ZAC, compte tenu notamment de la complexité technique de l'opération.

La convention de mandat a fait l'objet de quatre avenants respectivement approuvés par délibérations n°94/519/U du 22 juillet 1994, n°94/894/U du 19 décembre 1994, n°95/664/EUGE du 27 juillet 1995 et n°96/366/EUGE du 22 juillet 1996.

Ces avenants ont eu pour principal objet, au fur et à mesure de l'avancement de l'opération, de retirer du mandat certains travaux initialement à la charge de la Ville (voie U221 – achèvement du giratoire U 207 boulevard Henri Barnier), afin d'en transférer la charge à la société TREMA.

Par ailleurs, bien que le volume de travaux à la charge de la Ville ait été réduit, les montants financiers du mandat ont été actualisés à la hausse par avenants pour tenir compte des évolutions techniques du projet et des résultats des appels d'offres.

Ainsi, le montant des travaux à réaliser en mandat a-t-il été évalué en 1996 à 125 700 000 F TTC.

Ce montant ne représente pas exactement le coût prévisionnel des travaux et études pris en charge par la Ville dans le cadre de cette opération.

En effet, le génie civil des ouvrages d'art franchissant les voies SNCF au Sud de la ZAC a été retiré du mandat pour être réalisé dans le cadre d'une convention passée entre la Ville et la SNCF pour un montant de 15 500 000 F (exonéré de TVA).

Par ailleurs, la Ville a dû commander des expertises en raison des mouvements de terrains survenus sur la ZAC pour un coût de 2 926 000 F TTC.

Ainsi, et compte tenu d'autres travaux complémentaires pris directement en charge par la Ville, le coût total prévisionnel à la charge de notre collectivité dont la dernière évaluation a été effectuée par la Direction Générale des Services Techniques en 2001 s'élève à 22 022 022 Euros TTC.

Aujourd'hui tous les travaux cités ci-dessus et financés par la Ville sont achevés.

Toutefois, dans le cadre du mandat certaines entreprises n'ont à ce jour pas été complètement rémunérées. Elles ont lancé une procédure de référé en vue d'obtenir une condamnation provisionnelle de la société TREMA au paiement des sommes impayées et se sont déclarées fondées à réclamer des intérêts moratoires qui pourraient augmenter le coût de cette opération pour la Ville.

La convention d'aménagement quant à elle a fait l'objet de trois avenants respectivement approuvés par délibérations n°95/129/U du 27 février 1995, n°96/456/EUGE du 22 juillet 1996 et n°02/1128/TUGE du 16 décembre 2002.

Ces avenants ont eu pour effet :

- de transférer à TREMA la maîtrise d'ouvrage des équipements publics retirés du mandat
- d'allonger les délais contractuels de réalisation des ouvrages,
- compte tenu de l'avancement des travaux, de réduire la portée de la caution financière souscrite par l'aménageur garantissant l'achèvement ou la bonne fin des équipements. Les équipements restant concernés par la caution ont été identifiés après expertise du Centre d'Etudes Techniques de l'Équipement (C.E.T.E.), à la demande de la Ville,
- enfin, d'acter le changement de dénomination sociale de la Société TREMA PROMOTION devenue LESSEPS PROMOTION ainsi que son changement de forme juridique.

Au titre de la convention d'aménagement et de ses avenants, l'aménageur s'est engagé à réaliser deux catégories d'équipements :

- une partie des équipements publics de la zone (équipements publics pris en charge par l'aménageur). Il s'agissait de la préparation des plates-formes et talus devant supporter les voies publiques, de l'assainissement pluvial situé sous emprises publiques, de la végétalisation des voies et talus publics, enfin des ouvrages retirés du mandat et mis à la charge de TREMA.

- les équipements destinés à rester privés, principalement les voies de desserte des opérations et leurs réseaux, les bassins de rétention pluviale, la végétalisation des voies et talus privés et un parc animalier.

Le dossier de convention d'aménagement a donc précisé l'ensemble des conditions financières et techniques de réalisation de ces équipements, mais également la nature des échanges de terrains devant intervenir entre la Ville et l'aménageur.

A l'exception du parc animalier dont le projet est abandonné, les équipements dus au titre de la convention d'aménagement ont également été intégralement réalisés et globalement conformément au dossier de ZAC.

Les équipements publics pris en charge par l'aménageur doivent être rétrocédés aux collectivités (Ville et Communauté Urbaine) après procédures de réception et de remise d'ouvrage.

Les équipements privés, dits structurants, restent propriété des acquéreurs de terrains dans la ZAC constitués en Associations Foncières Urbaines Libres ; la Ville doit toutefois en constater l'achèvement.

Suite aux mouvements de terrain survenus sur la ZAC, des travaux de reprise ou de confortement des ouvrages ont été nécessaires et ont été pris en charge par l'aménageur, notamment sur les réseaux d'assainissement pluvial, les bassins de rétention et les grands talus.

Les réseaux d'assainissement et le bassin de rétention enterré font l'objet de procédures judiciaires entre TREMA maître d'ouvrage et les constructeurs (maîtres d'œuvres et entreprises).

Par ailleurs, indépendamment de ces procédures, la Ville a désigné un collège d'experts pour suivre la procédure d'instrumentation et de suivi géotechnique mise en place par TREMA en application d'un « cahier des prescriptions pour assurer la pérennité du site » en date du 10 juillet 1996 avec un additif du 15 octobre 1996. Les résultats des contrôles effectués périodiquement, sont analysés par un organisme agréé.

De plus, la Ville a commandé un rapport de synthèse produit par le Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement en date du 10 mai 2000.

Ce document tient compte des dossiers de réalisation des ouvrages et des résultats de l'instrumentation fournis par la société TREMA. Il est destiné, en amont des procédures de rétrocession ou de constat d'achèvement des ouvrages, à formuler les avis techniques nécessaires aux prises de décisions par la Ville de Marseille.

- Concernant les équipements publics pris en charge par TREMA :
 - ce rapport de synthèse permet d'accepter la rétrocession de certains équipements et du foncier correspondant, principalement :
- les plates-formes d'assiette des voies U 206 – U 207 et U 222
- le talus P2, situé dans l'emprise du glissement Barnier, constituant l'assiette de la voie U 207 et d'une partie de la voie U 206. Sur ce secteur, le suivi de l'instrumentation (inclinomètres et piezomètres) devra être poursuivi.
- la voie U 221
- le giratoire situé sur le boulevard Henri Barnier dont une part des travaux a été prise en charge par TREMA
- les espaces verts des emprises publiques dont l'arrosage et l'entretien sont déjà assurés par la Ville.

Pour ce qui concerne les réseaux de l'assainissement pluvial situés dans l'emprise des ouvrages publics rétrocédés, il est convenu d'attendre l'aboutissement des procédures judiciaires précitées pour en accepter le transfert de propriété.

Enfin, d'autres équipements publics et le foncier correspondant, notamment les talus identifiés P1 et P3 sur le Plan d'Aménagement de Zone ainsi que la voirie de l'accès Sud ne peuvent pas pour l'instant, au vu du rapport du C.E.T.E. être acceptés par la Ville. La surveillance mise en place devra justifier que ces ouvrages sont conformes à leur destination.

- Concernant les équipements restant propriété des acquéreurs de terrains de la ZAC :

Mainlevée de la caution garantissant l'achèvement des ouvrages présentant les garanties suffisantes a été donnée par avenant n°3 à la convention de Z A C approuvé par délibération du conseil municipal n°02/1228/TUGE en date du 16 décembre 2002.

Les principaux ouvrages concernés sont les suivants :

- les plates-formes des secteurs UCb à vocation principale d'habitation, situés au Nord du site et les plates-formes du secteur UEb1 dit « Parc Immobilier d'Entreprises » considérées comme constructibles sous réserve de dispositions particulières préalables à la délivrance des permis de construire, ces secteurs ayant été classés au POS en zones de prescriptions pour mouvement de terrain
- Le talus Est dont la stabilité ne présente pas de problème
- Les plates-formes du secteur NDa (Parc animalier) qui sont inconstructibles sauf à consentir la réalisation de fondations profondes. Elles peuvent présenter un intérêt pour des aménagements autres que bâtis. Cependant dans le cas de l'abandon du projet du parc animalier, ces terrains peuvent être considérés comme conformes à leur destination d'espaces verts à vocation publique.
- Les voies autres que publiques et leurs équipements (éclairage, espaces verts) qui peuvent être considérés comme achevés.

A ce jour la Ville n'est pas en mesure de constater l'achèvement des équipements privés suivants :

- Le talus Sud en limite de la ZAC et des usines des Tuileries, les sur-verses des bassins de rétention du secteur du parc animalier et la zone désert située dans la partie Sud-Est du parc
- La paroi clouée confortant une partie des talus du secteur UCb3

La stabilité de ces ouvrages devra être démontrée par les contrôles géotechniques et être attestée par un Organisme Agréé.

- Pour ce qui concerne les réseaux d'assainissement pluvial et le bassin enterré, les procédures judiciaires doivent aller à leur terme
- Pour l'ensemble des réseaux d'assainissement pluvial et des bassins de rétention les contrôles devront justifier leur étanchéité
- Enfin, concernant le secteur du parc animalier, les investissements en terme d'aménagement prévus par la convention de ZAC n'ont pas été intégralement réalisés.

D'autres dossiers vont également être ouverts, il s'agit :

- De la mise en œuvre des échanges fonciers entre la Ville et l'aménageur. (Procédures prévues par la convention d'aménagement de la ZAC).
- A ce titre, la Ville doit céder notamment la parcelle 34511 I 0072 représentant 38 800 m², située dans le prolongement de Plan d'Aou, constituant le secteur UCb3 du PAZ et devant être commercialisée par l'aménageur. Dès à présent, il convient d'autoriser LESSEPS PROMOTION ou toute personne désignée par cette société, à déposer les demandes d'autorisation d'occupation du sol sur cette parcelle.

- L'aménageur doit céder comme indiqué plus avant, les emprises des voies publiques et certains talus.
- D'autres emprises dont la cession à la Ville n'est pas explicitement prévue par la convention pourront cependant lui être cédées ; il s'agit du talus planté situé en limite du secteur UCb1 et du tronçon A.B de la voie U 206 déjà entretenu par la Ville.
- D'une modification du document d'urbanisme applicable à la zone :
- En effet, le projet de réalisation d'un parc animalier dans ce secteur de la Ville a été abandonné. Il conviendra donc d'adapter la vocation du secteur tout en lui préservant un caractère paysager et une vocation publique.
- Il est apparu nécessaire de réserver une emprise permettant la création d'une voie reliant le Plan d'Aou au plateau de la Viste.
- Des adaptations doivent être mises en œuvre (suppression du secteur UEa2, adaptations des tracés des chemins piétonniers, rectification des emprises des plates-formes UCb1 et UEb2 ...).
- La réservation au bénéfice de l'Etat pour réaliser un barreau autoroutier B55 devrait être supprimée dès que la DDE aura confirmé l'abandon de ce projet. Dans ce cas l'emprise de la voie U 207 considérée comme provisoire en l'attente des travaux de construction du dit barreau deviendra définitive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil Municipal de prendre la délibération ci-après :

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE MARSEILLE
VU LE CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
VU LE CODE DE L'URBANISME
VU LA CONSULTATION DU CONSEIL DES 15EME ET 16EME
ARRONDISSEMENTS
OUI LE RAPPORT CI-DESSUS**

DELIBERE

ARTICLE 1

Sont approuvées les dispositions de principe exposées dans le présent rapport concernant :

- La rétrocession d'une partie des équipements publics pris en charge par l'aménageur et du foncier correspondant.
- Le constat d'achèvement d'une partie des ouvrages dénommés équipements structurants dans le dossier de réalisation de la ZAC.
- La cession par la Ville à LESSEPS PROMOTION de la parcelle 34511 I 00 72.
- La cession par LESSEPS PROMOTION à la Ville d'une partie du talus situé entre la voie U 206 et le secteur UCb1 qui n'est pas prévue par la convention de ZAC.
- La demande de modification du document d'urbanisme en vue de prendre en compte l'évolution des objectifs d'aménagement, à formuler auprès de la Communauté Urbaine MPM.

Ces dispositions de principe seront mises en œuvre selon les procédures habituelles et d'éventuelles délibérations complémentaires du Conseil Municipal.

Stabilisation du "Grand

La partie sud-ouest du centre commercial "Grand Littoral" construit en 1996 au Nord de Marseille a subi d'importants désordres de structure provoqués par l'instabilité des remblais qui forment une partie de l'assise. Les travaux de confortement définitif, d'une ampleur et d'une complexité inhabituelles, ont été confiés par Lesseps Promotion à Solétanche Bachy France en 2002. Un système de pieux et de micropieux a été réalisé pour limiter le fluage des remblais sur lesquels est implanté le complexe et asséoir les nouvelles fondations sur le substratum stable à grande profondeur.

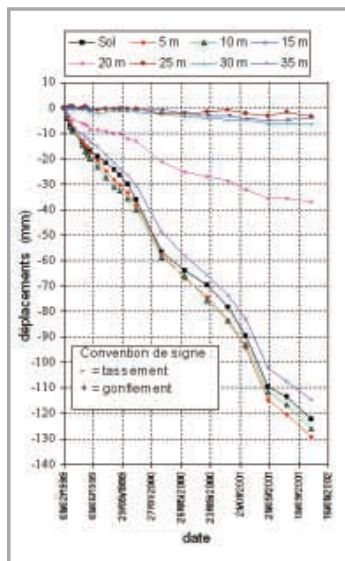


Figure 1
Tassements observés en fonction de la profondeur et du temps

Subsidence observed as a function of depth and time

D'une surface totale de 140000 m², le centre commercial "Grand Littoral", situé à Saint-André, à quelques kilomètres du cœur de Marseille, peut être considéré comme l'un des plus grands d'Europe.

Ouvert au public en 1996, il a été bâti sur une plate-forme principalement constituée de remblais non stabilisés provenant essentiellement de stériles issus des fabriques de tuiles et de briques installées sur le site.

Peu de temps après son inauguration, le centre a connu des problèmes de structures et les premiers sinistres sont apparus. Si l'expertise est encore en cours, il semble que des changements de caractéristiques de remblais, en présence d'eau, soient à l'origine de ces désordres.

D'impressionnantes fissures sont apparues sur les murs et aux plafonds des magasins de la partie Sud, conduisant à la fermeture pure et simple des plus touchés afin d'assurer la sécurité des personnes. Une première campagne de consolidation du sous-sol à l'aide de micropieux a ainsi dû être lancée dès l'année 2000. Cette dernière s'étant révélée insuffisante pour contrôler les phénomènes, une seconde, portant sur une centaine de mètres en partant de l'extrémité Sud des bâtiments, a démarré fin décembre 2002, avec un délai d'exécution de 22 mois.

Les désordres constatés (tassements importants, mouvements horizontaux ou autres décompressions et défauts de portance) ont conduit à élaborer un projet de confortement définitif répondant aux objectifs suivants :

- ◆ les tassements affectant la structure ;
- ◆ offrir un système de fondation pérenne :
 - limitant les frottements négatifs,
 - acceptant des mouvements horizontaux modérés sans induire d'efforts parasites dans la structure ;
- ◆ ne pas entraîner une accélération de la déstructuration des terrains lors des travaux.

LES ÉTUDES

Données géologiques et géotechniques

Le centre commercial est construit sur une ancienne carrière d'argile. Avant la construction du centre commercial, le site était recouvert par des couches de stériles des tuileries et briqueteries, sur une épaisseur atteignant 50 m.

Il y avait aussi de très grands trous dont la base

se situait à 40 NGF alors que le niveau actuel du centre commercial est à 109 NGF.

En fonction de la topographie du site avant construction, plusieurs types de fondation ont été prévus :

- ◆ dans la partie centrale où il reste des argiles et des marnes très raides du stampon non remaniées : fondations superficielles ;

- ◆ dans la partie Est, la carrière a été remplie avec des argiles, des marnes et des sables provenant du site et compactés avec soin. Pour accélérer la consolidation des remblais sous leur propre poids, des couches drainantes ont été disposées tous les 4 m. Le parking au-dessus de cette zone est fondé sur semelles superficielles. Comme un tassement résiduel était attendu, un dispositif de vérinage a été mis en place pour remonter la structure et compenser les tassements différentiels ;

- ◆ dans la partie Ouest qui fait l'objet de cet article, le niveau initial des terrains avant l'exploitation de la carrière se situait 10 à 20 m plus haut que le niveau final actuel du centre. Le poids du bâtiment étant inférieur au poids des matériaux extraits, il a été décidé d'utiliser des fondations superficielles à l'exception d'une petite zone à l'angle ouest prévue fondée sur pieux ;

Dans la partie sud-ouest, de nombreux mouvements verticaux et horizontaux ont été observés dès le début des travaux.

Mouvements

Les mouvements apparus dès l'origine dans la partie Sud-Ouest avaient conduit à reprendre les semelles de cette partie d'ouvrage par des micropieux de 15 à 19 m de profondeur.

En novembre 1999 on relevait déjà plus de 180 mm de tassement différentiel. Une instrumentation ultérieure du terrain a montré que le siège principal des tassements se situait entre 15 m et 25 m (figure 1). Les premiers micropieux arrêtés à 15 m ne pouvaient donc être efficaces.

Il a été observé que les mouvements horizontaux se produisent sur les 20 premiers mètres avec une amplitude atteignant 70 mm, et se combinent avec des tassements allant jusqu'à 200 mm.

Projet de confortement

L'étude a montré qu'il était possible de concevoir des micropieux pour soutenir la structure, à condition que ces micropieux ne soient pas exposés à des mouvements horizontaux.

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 9 Mai 2005

PRESIDENCE DE MONSIEUR Jean-Claude GAUDIN, Maire de Marseille, Sénateur des Bouches-du-Rhône.

L'Assemblée formée, Monsieur le Maire a ouvert la séance à laquelle ont été présents membres.

05/0435/EHCV

DIRECTION GENERALE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT - DIRECTION DE L'ACTION FONCIERE ET DU PATRIMOINE - 15ème arrondissement - ZAC de Saint-André - Cession de terrains par la Ville à la Société Lesseps Promotion.

05-11357-DAFP

- 0 -

Monsieur le Maire, sur la proposition de Madame l'Adjointe déléguée aux Permis de Construire et aux Droits des Sols, à la Signature des Actes Authentiques, à la Signature des Actes relatifs à l'Exercice du Droit de Prémption Urbain, à l'Habitat, au Logement, aux Relations avec les Organismes HLM, et à la Protection des Animaux, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

La ZAC de Saint-André a été créée par délibération n°90/710/U du 21 décembre 1990. La validité de cet acte a été prorogée d'un an par délibération n°92/608/U du 27 novembre 1992.

Le dossier de réalisation et la convention n°93/204 du 23 juillet 1993 confiant l'aménagement et l'équipement de la zone à la société Trema Promotion, ayant changé de dénomination par celle actuelle de la société Lesseps Promotion ont été approuvés par délibération n°93/514/U du 23 juillet 1993.

Cette convention d'aménagement confie à la société Lesseps Promotion l'aménagement et l'équipement de la zone.

La convention d'aménagement fixe les obligations de la Ville de Marseille d'une part et de la société Lesseps Promotion d'autre part.

Par ailleurs, certains équipements publics à la charge de la Ville, au nombre desquels les voiries font l'objet d'une convention de mandat n°93/205 passée entre la Ville et la société Trema Promotion approuvée par délibération n°93/515/U du 23 juillet 1993, en vue de laquelle la Ville de Marseille a délégué la maîtrise d'ouvrage de ces équipements à l'aménageur, à titre gratuit.

En contrepartie des obligations d'aménageur mises à la charge de Lesseps Promotion, au rang desquelles les obligations liées à l'opération d'intérêt général de résorption de l'habitat insalubre du bidonville de Lorette, l'article 7 de la convention d'aménagement prévoit la cession gratuite par la Ville de Marseille au profit de Lesseps Promotion de certains terrains appartenant à la Ville de Marseille.

La ZAC de Saint André comprenait trois zones d'habitat insalubre, îlot du Plateau de la Barre (ou plateau des dévots), îlot de la Traverse de la Barre et le bidonville de Lorette, dont la résorption fait l'objet d'une opération de résorption de l'habitat insalubre. Pour ce faire, la Ville de Marseille a confié à « Habitat Marseille Provence – Office Public d'Aménagement et de Construction » (par abréviation H.M.P.), la construction de logements sociaux pour 10 000 m² de SHON et a demandé à la société Lesseps Promotion de vendre gratuitement à H.M.P. les terrains correspondants formant les sous secteurs UD1 et UD2 afin d'assurer le relogement des occupants du bidonville de la Lorette.

Le bilan et les perspectives de l'opération d'aménagement de la ZAC de Saint André a été dressé par le Conseil Municipal dans sa délibération du 6 octobre 2003. Le Conseil Municipal y a constaté qu'à l'exception du parc animalier, dont le projet est abandonné, les équipements dus au titre de la convention d'aménagement ont été intégralement réalisés par l'aménageur.

Le terrain objet du présent rapport est situé sous le Plan d'Aou et est formé des deux parcelles suivantes, cadastrées Quartier la Viste section 907 I n°295, pour une contenance de 38 080 m² et n°297, pour une contenance de 131 m².

Ces parcelles proviennent de la division en trois nouvelles parcelles de la parcelle anciennement cadastrée Quartier La Visite section 907 I n°72 m² pour une contenance de 38 085 m² en vertu d'un procès-verbal de délimitation (document d'arpentage) établi le 20 octobre 2003, vérifié et numéroté par le service du cadastre le 7 juillet 2004 sous le numéro 389 B, étant précisé que la 3^{ème} et dernière parcelle cadastrée section 907 I n°296 pour une contenance de 269 m² reste la propriété de la Ville de Marseille en vue de la réalisation d'un tronçon de voie.

Les deux parcelles section 907 I n°295 et n°297 sont avec deux autres parcelles, cadastrées Quartier la Viste section 907 I n°208 pour une contenance de 23 359 m² et Quartier la Viste section 907 I n°227 pour une contenance de 4 444 m², dont la société Lesseps Promotion est propriétaire, destinées à recevoir un programme de construction à usage d'habitation conformément aux documents de la ZAC.

La commercialisation de ces quatre parcelles est assurée par Lesseps Promotion. A cette occasion, un cahier des charges de cession de terrains a été établi le 19 novembre 2003 et approuvé par la Ville de Marseille, lequel C.C.C.T. fixe la constructibilité maximum à 19 800 m² de SHON.

Une convention a été établie réitérant la décision de céder gratuitement ces deux parcelles à la société Lesseps Promotion, en tant qu'aménageur, dans le cadre de l'opération d'intérêt général d'aménagement de la zone, en application de l'article 7 de la convention d'aménagement de la ZAC de Saint André approuvée par délibération du 23 juillet 1993, et ce compte tenu des contreparties fournies par l'aménageur à la Ville, connaissance prise de la valeur de 3 000 000 Euros (trois millions d'Euros) retenue par le service des Domaines qui, compte tenu des contreparties déjà fournies, ne fait pas obstacle à la cession gratuite.

La société Lesseps Promotion a signé cette convention jointe au présent rapport qu'il nous est proposé d'approuver.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil Municipal de prendre la délibération ci-après :

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE MARSEILLE
VU LE CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
VU LE CODE DE L'URBANISME
VU L'AVIS DES SERVICES FISCAUX N°04-215V1074 DU 19 JUILLET 2004
OUI LE RAPPORT CI-DESSUS**

DELIBERE

ARTICLE 1

Est approuvée, en application de l'article 7 de la convention d'aménagement de la ZAC de Saint-André, approuvée par délibération du 23 juillet 1993, la cession gratuite à la société Lesseps Promotion des parcelles cadastrées la Viste section I n 295, d'environ 38 080 m² et n°297, d'environ 131 m².

ARTICLE 2 Est approuvée la convention ci-annexée passée avec la société Lesseps Promotion fixant les modalités de cette cession.

ARTICLE 3 Monsieur le Maire ou son représentant est habilité à signer cette convention ainsi que tous les documents et actes inhérents à cette opération.

**Vu et présenté pour son enrôlement
à une séance du Conseil Municipal
MADAME L'ADJOINTE DÉLÉGUÉE AUX
PERMIS DE CONSTRUIRE ET AUX DROITS
DES SOLS, À LA SIGNATURE DES ACTES
AUTHENTIFIQUES, À L'HABITAT, AU
LOGEMENT, AUX RELATIONS AVEC LES
ORGANISMES HLM ET À LA PROTECTION DES
ANIMAUX
Signé : Danielle SERVANT**

Le Conseiller rapporteur de la Commission ENVIRONNEMENT, HABITAT ET CADRE DE VIE demande au Conseil Municipal d'accepter les conclusions sus-exposées et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Certifié conforme
LE MAIRE DE MARSEILLE
SENATEUR DES BOUCHES-DU-RHONE**

Jean-Claude GAUDIN

C'est des gens qui sont arrivés de l'Algérie et de la Kabylie en 56, par là, ils travaillent pour les tuileries de Marseille, si tu veux il y en a deux qui sont arrivés d'Algérie qui ont trouvé ça et qui se sont fait embaucher et la tuilerie a demandé encore plus de main-d'oeuvre et ils sont partis les chercher tout simplement. On les appelle les passeurs. On les appelait comme ça, les passeurs. Et d'ailleurs je les ai connus, maintenant ils sont morts. Comme ils étaient usés les pauvres! Je suis désolée de dire ça mais l'usine les a usés, tu vois. Ils disaient qu'ils étaient des passeurs, ils faisaient passer les gens, ils faisaient passer les hommes. Une fois qu'ils ont fait leurs petites cabanes en bois - c'était des cabanes tout simplement - ils ont fait amener leur femme et leurs gosses. Parce qu'au début c'était que les hommes, sans les femmes, sans les enfants, qui sont venus, et quand ils sont arrivés il y avait le problème du logement parce qu'ils avaient pas de logement ni rien et ils ont été hyper malins parce qu'ils ont compris qu'en les logeant juste à côté ils avaient la main-d'oeuvre moins chère et puis ils leur donnaient le terrain et ils se taisaient. Ils ont donné ce terrain vierge et c'est les gens de Saint André, les communistes de Saint André parce qu'exactement c'est les communistes qui les ont aidés à construire avec des morceaux de planches, des morceaux de bois, tout simplement.

La construction, ça je l'ai appris par les vieux de Saint André et nos vieux: à l'époque c'était avec du bois qu'ils ont construit, pas avec les briques de la Ville, c'était les gens de Saint André qui récupéraient des planches, des clous et tout ça, qui les ont aidés à faire ça comme ça. C'est les communistes de Saint André qui les ont aidés, après, ils ont commencé à demander à ce que les tuileries leur filent des tuiles et leur filent des prix. C'est que des vieux de Saint André, parce qu'à l'époque c'était un village communiste, t'avais 90% c'était que des communistes. Bon ils sont pratiquement tous morts maintenant. Il n'y avait pas de fondations ... Il n'y en a jamais eu de toutes manières. Ils ont construit ça, même après avec la pierre, avec les briques, c'est posé, simplement, ya pas de fondation, ya rien.

C'était un terrain qui appartenait à Foresta, pas à la Ville. Foresta c'était le comte de Foresta, l'un des plus grands comtes du quinzième et seizième. Tout lui appartenait à l'époque. Après vers les années 60, c'est devenu les Tuileries de Marseille, mais ça appartenait au comte de Foresta. Tout le seizième appartenait au comte de Foresta. Parce qu'il y avait des usines d'argile à Saint André, il y avait des moulins, ça fait quoi ça fait sept, huit ans qu'ils existent plus, mais il y avait ces moulins à argile, tout appartenait à Foresta. C'était le comte de Foresta et puis d'ailleurs, il reste qu'un château de Foresta, c'est celui quand vous sortez de l'autoroute du Littoral il y a cette espèce de château, de bâtisse ... Et c'est comme ça qu'ils ont donné ce bout de terrain, c'était qu'un bout de terrain d'argile au pied des montagnes, ils ne leur faisaient pas un grand cadeau. C'était juste à côté de la tuilerie. Ouais, juste à côté, vraiment. Tu traversais, t'étais quoi juste à cinq minutes à pied. Tout, tout leur appartenait. Il y avait même des fermes, et au fur et à mesure de l'histoire c'était des petites choses que la Ville achetait.

Moi je suis née à Lorette, on est beaucoup à être nés à Lorette. Tous à partir de 60, 62. Mon père il est arrivé en 56. Mais j'ai un frère et une soeur, mes aînés, ils sont arrivés avant mes parents. En 54 comme ça.. Ils sont arrivés bien avant mes parents. Comme ils crevaient de faim, c'était la famine, mon oncle il est venu et mon père a confié mon frère et ma soeur à mon oncle. Ma soeur avait quatre ans et mon frère il avait huit ans. Parce que tu sais à l'époque ils faisaient hyper confiance. Tu confies tes enfants à l'un à l'autre, c'était pas comme maintenant. Il les a confiés et du coup, deux ans après, mon père il est venu. Tout seul, d'abord. Après ma mère est arrivée avec ses deux filles en 58. Le temps qu'ils construisent, le temps qu'ils fassent, du coup ils sont arrivés bien après. Il faut du fric aussi pour les passeurs. Tu crois quoi ! Ça se payait très cher. Je sais pas les sommes, tu vois, il paraît que les mecs ils se sont pas gênés de faire du fric dessus. Ils faisaient des allers-retours, ils faisaient payer les trajets, c'était un boulot, c'est devenu leur boulot de faire passeurs.

Au départ c'était ça et ils sont arrivés, deux pas plus. Puis il y a eu plus de cent-vingt. Cent-vingt parce qu'à la finale, je te parle quand moi j'avais douze/treize ans, on devait être deux-cent trente familles, et je compte pas les jeunes qui sont nés et qui ont fondé leur famille, là je parle que des vieux qui sont arrivés avec leur famille, à peu près deux-cent trente. Et c'est toujours deux montagnes de la Kabylie. C'était deux tribus qu'on déplace tout simplement. C'était pas on venait de toute la Kabylie - non non c'était deux montagnes. Les deux montagnes on les a déplacées, c'est assez fou parce qu'on les a déplacées, on les a amenées ici et on les a replacées de la même manière. Alors t'avais les deux montagnes en Algérie c'était deux montagnes

qui se faisaient face, une qui était en haut, une qui était en bas. T'avais l'impression que dans Lorette il y avait une frontière. Il y avait une seule Lorette avec deux tribus qui étaient chacune avec son conseil, son patriarche et les conseils se faisaient avec les deux patriarches. Les deux patriarches ils décidaient comment faire, ce qui se passait dans Lorette. Et ça existe toujours d'ailleurs. Bon maintenant c'est dispersé mais ça existe toujours.

El Slimane et le deuxième c'était El Hebache. Je peux pas te le dire en français, impossible de traduire! C'était le nom des tribus et des montagnes en même temps. Si tu veux la montagne elle appartenait à la tribu, là-bas c'est comme ça que ça marche.

Dés le départ ça a été fait comme ça. Dés le départ. Parce que ça fait trente quarante ans qu'ils ont toujours vécu dans les mêmes maisons et qu'ils n'ont pas bougé. Et je pense que c'est dés le départ que le El Slimane et El Hebache qui allaient récupérer les gens en Algérie, qui les ramenaient, qui les mettaient chacun dans son ... Parce qu'ils devenaient flics, si tu veux c'était les gendarmes du quartier, c'était le patriarche ... Chacun s'installait, ils avaient deux parties, chacun montait, chacun plaçait les siens. C'est eux qui plaçaient qui disaient « Toi tu te mets là, toi tu te mets là, toi tu te mets là », si tu veux les frontières elles étaient déjà faites Dés le départ elles étaient faites. Elles étaient comme ça. C'était par souci d'organisation, par souci d'entente. Mais pendant très très longtemps jusqu'en 79 comme ça, il y avait jamais de flics qui sont rentrés dans le quartier. Jamais. D'une il n'y avait pas de problèmes, et deux on laissait personne rentrer. Si tu veux on habitait .. C'est fait en sorte que ... C'est un village dans un village. Ça peut paraître compliqué mais ... On habitait entre les pieds de la montagne, l'usine et le village de Saint André. Il y avait le village de Saint André, il y avait nous, et on était notre propre village à nous, et nous tous les enfants on était en liberté [...]

Il Y avait Grand Camp aussi. C'est juste à côté, un peu plus bas, carrément sur le chemin de fer. Mais ils avaient pas d'eau, pas d'électricité, ils avaient pas tout ça, ils avaient rien. Ils sont toujours restés avec de la tôle. Ils étaient pas beaucoup, ils se sont jamais organisés et ils ont jamais progressé dans les choses. Figure-toi qu'ils venaient de la même montagne que nous et ils ont pas voulu rentrer dans l'organisation ni rien. Ils ont voulu être indépendants, c'est ce qu'ils sont devenus. Il y avait deux frères à ma mère d'ailleurs.

Au fur à mesure les maisons elles s'agrandissaient, les gens à un moment donné ils ont commencé à comprendre - tu sais quand tu reçois la pluie sur ta tête et le froid - qu'ici ils fabriquaient des briques, des tuiles et que c'est pas normal que eux ils pouvaient pas en avoir. Dés le départ ils ramenaient tout le monde pour vivre, pas pour rester un an ou deux. L'idée c'était: on installe nos gosses et puis nous à la retraite on se barre, mais pas avant. C'est qu'ils avaient pas de tunes quand ils sont arrivés, entre payer les passeurs - et payer et trouver de quoi loger, non ils avaient rien c'est pour ça qu'ils pouvaient pas se permettre d'acheter une brique d'acheter quoi que ce soit. Parce qu'il faut pas croire, la tuilerie leur a pas donné gratuitement les tuiles, ah non, où tu as vu ça ? Elle leur enlevait sur leur salaire, où tu vois une usine donner gratuitement? Elle leur faisait un prix, elle faisait leur prix mais en même temps. Où tu as vu un patron donner gratuitement? Il Y a longtemps qu'ils ont compris - les gens capitalistes - que la gratuité... et les pauvres... Ils s'en foutent des pauvres.

Ils se sont organisés pour avoir l'eau courante. Ils ont acheté des compteurs. Il y avait pas de tout-à-l'égout, c'est eux qui se sont fait des tuyaux, qui aillent sur une seule rive. C'est un tout-à-l'égout qui appartenait à la Ville mais c'est eux qui se sont raccordés, c'est eux qui l'ont fait. Même l'eau, si tu veux le compteur - les Eaux de Marseille ils sont venus leur installer un compteur, qu'ils ont payé - chaque année ils l'ont payé ce compteur. Trente ans ils l'ont payé c'était hallucinant. Hallucinant. Chaque année ils devaient l'acheter. Tu as vu toi quand tu es propriétaire, tu achètes ton compteur, tu es obligé de l'acheter, EDF euh Eaux de France viennent t'installer ton compteur tu l'achètes, comme l'EDF, qui te met ton compteur, tu payes 3500, 4000 francs tu vois un truc comme ça, pas plus, tu le payes une fois. Eux, chaque année à la même date, ils leur faisaient payer le compteur: 4000 francs. Pendant trente ans. Ouais. Pendant trente ans ils ont payé ce compteur. Ils ont payé l'eau plus cher que tout le monde. Et normalement quand tu pars, que ce soit EDF et Gaz de France, ils rachètent le compteur. Ils te rendent pas les 4000 mais ils te rendent la moitié tu vois ? Quand on a voulu leur revendre, ils ont dit « Non non on veut pas acheter votre compteur ». Et quand j'y ai été - c'était un jeune de l'Eau de Marseille qui était hyper sympa - quand il a regardé il m'a dit « Mais c'est bizarre que vous ayez payé chaque année votre compteur ! » J'ai dit « Ah bon ? » Il me dit « Regardez », il m'a

montré et c'est vrai qu'on l'a payé chaque année. Chaque année ils nous ont fait payer ... Tu imagines à ce prix-là comme je leur ai dit «VOUS auriez pu faire construire une baraque! ».

EDF venait, t'installait le compteur dans une petite cabane mais à l'extérieur du quartier. Une fois qu'ils t'ont installé, à toi de te démerder de faire tes branchements. Alors je te dis pas le big bang. T'as vu là t'as des fils mais qui sont bien raccordés, nous les gens ils te mettaient eux-mêmes les petits poteaux, ils avaient pas de matos les mecs alors ils te prenaient un piquet, ils te mettaient un piquet et puis ils faisaient passer le fil comme ça mais sans cache sans rien, ils mettaient deux fils, fffffff, poc ! Pire qu'à Pasteur. Alors quand il y avait un peu trop de pluie ou trop de vent, et ben ils tombaient, tactactac! Alors quand tu les appelais ils disaient «Ah non, ça nous appartient pas, c'est à vous de faire ça». Putain je te dis pas des fois c'était, la pétoche, parce que tu les avais au-dessus de ta tête. Comme France Télécom, encore France Télécom c'était les plus honnêtes: eux ils te branchent jusqu'à la maison et ils te disaient» Bon on peut pas faire autrement que de faire des fils, des systèmes comme ça précaires» mais dès qu'il y a du vent ou quoi tu les appelles ils venaient, ils te retiraient la ligne. C'était les seuls vraiment, franchement France Télécom je peux pas pas dire c'était les seuls qui venaient, mais les autres niet, ils s'en foutaient. Ils s'en foutaient ils disaient «Si vous voulez qu'on vienne il faut que vous payiez les techniciens qui viennent. C'est à vous». Bah on disait «Ça va on les tire nous-mêmes», on éteint le compteur on tire, et puis si il y en a un qui crève, il crèvera. Et ça s'est toujours fait comme ça.

Mais alors si tu voyais, les mecs c'était assez fou parce que chacun reconnaissait son fil, et c'était tous la même couleur! Et toi par contre quand tu passais tu savais pas à qui c'était. Il y avait un mic-mac, des croisements dans tous les sens, c'était hallucinant. Je sais pas, ils reconnaissaient tous leur installation. Mais ils étaient cons parce qu'ils auraient pu tous magouiller. Ça c'était à la fin quand on a compris, nous, que tu pouvais magouiller comme tu voulais. Ils sont trop honnêtes. C'est pour ça qu'ils se sont fait avoir. Non ils étaient vraiment très honnêtes. Par exemple quand on leur envoie une facture d'eau, par exemple tu avais je sais pas moi, tu avais, vingt familles tu avais une facture tous les quatre mois, tu payais 5000 francs d'eau, par personne, par famille, c'était énorme, énorme. Mais ils ont jamais demandé les relevés des quantités d'eau qui sont passées, rien. Ils payaient tout simplement. Ils payaient, ils payaient, ils payaient. C'est pour ça qu'ils ont bien profité d'eux. Mais quand on a commencé à grandir nous on a vite compris. Ah oui quand-même. Nous les jeunes on a pris le relais parce qu'ils se faisaient trop avoir. Ils savaient pas lire, ils savaient pas écrire et puis ils commençaient à prendre de l'âge ils avaient peur de se faire expulser ou quoi alors du coup ils payaient. Ils se saignaient mais ils payaient. Une fois que nous on s'est organisés ça allait mieux ... Quand on a commencé à avoir dix-huit ans, dans les années 80. Ça veut dire qu'il y a eu vingt-cinq ans de ouf comme ça.

[...]

Il n'y a aucun papier. Il y a jamais eu. Foresta a dit à la Ville et aux gens qui habitaient là «On vous attribue ça», verbalement, il n'y a jamais eu d'écrit, il n'y a jamais rien eu. Et après ce qui se passait c'était que toi t'avais ta famille, tu la ramenais, on lui faisait une place parce qu'on était aux pieds des collines, t'avais tout l'espace que tu voulais, tu pouvais amener tant de familles que tu voulais, ça causait aucun problème. Mais là où ça a causé problème - en même temps là où ça a pas causé problème - c'est qu'on a joué sur le fait des trentenaires. La loi des trentenaires c'est quand tu occupes un terrain où t'as pas de papiers, quand tu squattes une maison ou un terrain où on t'a jamais fait expulser, qu'on t'a jamais rien demandé, que tu payes tes factures, d'eau, d'électricité, tout: si pendant trente ans on t'a pas expulsé, le jour des trente ans il t'appartient. Et oui ... Et nous on le savait pas ça. On le savait pas tout ça, c'est deux journalistes qui nous en ont parlé, qui nous ont dit «Ça fait combien d'années ? Est-ce que vous avez un papier comme quoi vous habitez ici depuis telle année ?» et on a trouvé, on a réussi à trouver chez un, un document, et on les a eus comme ça. La Ville on l'a eue comme ça. Une facture d'électricité qui disait que depuis tant d'années il a été occupé par des personnes.

C'est comme ça qu'ils ont réussi à avoir des petites sommes, mais bon en même temps ils ont voulu partager parce qu'il y avait des trentenaires et des non-trentenaires, ils ont voulu être égaux avec tout le monde alors ce qu'ils ont fait c'est qu'ils ont voulu partager avec tout le monde, il y avait une enveloppe, une grosse enveloppe qu'ils ont partagée, et c'est comme ça qu'ils ont réussi leur relogement. Mais il y a jamais eu, vraiment jamais eu aucun papier officiel comme quoi on leur donnait ou qu'ils leur prêtaient: rien. Rien du tout. On leur a dit «Tu travailles aux tuileries, va t'installer là». Au départ c'était juste un endroit pour camper, comme dans tout le seizième, c'est comme Pasteur c'est comme Michel c'est comme Grand Camp.

Les entreprises avaient besoin de main d'oeuvre et on la prenait à l'étranger, on leur disait «Bon, comme vous arrivez vous avez pas d'endroit pour dormir, on vous donne ce bout de terrain. On vous donne» mais donné c'était pas donné, c'était juste le temps que vous travaillez et puis le jour qu'on a besoin on vous gicle. Ils ont giclé Grand Camp ils ont réussi, Michel ils ont réussi, Pasteur ils ont réussi mais pas Lorette parce que Lorette ça faisait trente ans.

L'autoroute elle est arrivée en 82, 83. Elle est arrivée à cette époque-là. Ils ont essayé comme ça d'abord de nous faire partir. Si tu veux t'avais le chemin de fer et t'avais la voie de l'autoroute qui était au-dessus de nous, mais vraiment. ·

Ils ont essayé plusieurs fois de nous faire partir et de nous faire peur comme ça, en prétextant l'autoroute, que c'est au-dessus de nous, que c'était hyper dangereux ... On n'a pas bronché. Comme on leur disait, le chemin de fer ça fait quarante ans qu'on l'a alors c'est pas quelque chose qui est au-dessus de nous qui nous fera peur, tu vois ? Et on a réussi à tenir comme ça. Mais en fait je pense que eux ils avaient leur projet, c'était le trentenaire, que nous on connaissait pas. Parce que ils sont pas cons, ils sont loin d'être cons par rapport à nous parce que nous on connaît pas toutes les lois. Ils ont essayé par rapport à ça ils ont pas réussi.

C'était la Ville et il y avait comment il s'appelle ? X. Bon X, ça va, il était pas trop agressif, mais le pire c'était Z. Z il a dit «C'est pas une bande de petits cons qui va me faire peur.» C'est ses mots tu vois: Et il a fait en force, il est rentré en force, il nous a, il a envoyé mille hommes.

On était onze familles. Si tu veux à la fin on était une trentaine de familles, qui restait, et les derniers on était... Onze familles à résister. Onze, à résister mais fort hein.

On voulait pas partir comme ça sans qu'il y ait des indemnités ni rien parce que les mecs ils te prenaient en aparté et ils te disaient «Bon je te donne tant et tu pars» - moi ils m'ont proposé, Trema m'avait proposé à moi seule - vingt-cinq millions. Vingt-cinq patates. À W aussi ils ont proposé. À W ils ont promis le terrain Et moi j'ai pas voulu. Je leur ai dit texto - à l'époque en plus j'étais élue - je leur ai dit «Je me suis jamais vendue pour un morceau de pain et ça sera pas demain que je me vendrai ni rien». Et avec moi ils ont pas réussi, moi j'étais dans le groupe des résistants qui ont pas voulu partir sans être, sans que les vieux soient indemnisés.

Et par contre il y avait un autre mec, W, qui s'est fait promettre terrain, entreprise, tout ce que tu veux. Au départ il l'a eu, W a ouvert une entreprise de récupération de cagettes. Il les a entreposées là-bas. Il le faisait déjà à Lorette mais pas avec cette ampleur. Et lui il a marché dans leur combine, ils lui ont donné de l'argent, ils lui ont donné ce terrain mais ce terrain toujours sans bail, sans aucun papier officiel ni rien. Déjà Continent lui avait promis qu'ils allaient travailler avec lui, qu'ils allaient récupérer toutes les cagettes, qu'ils allaient lui donner à lui, faire marché avec lui. Bref fin 96 - on était déjà expulsé il a commencé à voir que ... Ils l'ont bien berné. Mi-97, ils ont mis le feu au grand terrain qui est juste en bas du Plan d'Aou. Ils ont mis des cagettes ils ont mis le feu à l'entreprise de W, qui était pas non plus officielle puisqu'il était pas déclaré ni rien et tout.

Et quand il y a eu ça ils lui ont prétexté en disant «Écoute ... Tu nous le rends. Il nous appartient, tu as squatté, tu nous le rends.» Et c'est comme ça que ça s'est passé. Voilà il s'est fait baiser. Excusez-moi du mot mais c'est vraiment le mot. Et du coup les gens du quartier ne l'aiment pas. Il est coupé de tout le monde. Ben ouais ..

Les flics du quinze-seize n'ont pas voulu venir. Parce qu'ils disaient qu'on n'était pas violent. C'est pour ça qu'ils ont fait venir des flics de Paris. Ils ont profité de Vigipirate. Les vieux CRS nous ont dit «Bougez pas. Fermez-là. C'est des jeunes flics, ils ont ordre de tirer sur vous si vous résistez. Ils ont carte blanche. Vous bougez pas». Les mecs croyaient qu'on avait des armes. Il y avait trois jeunes tireurs d'élite, ils rentrent ils me disent «Tu sors tes armes». Moi je savais pas quoi lui donner, je lui sors mes couteaux de cuisine (rires). Quand ils ont compris que c'était une expulsion, qu'on leur avait monté une sauce, ils nous ont aidés à faire les cartons. Enfin certains, il y en avait qui voulaient tirer sur des arabes. Mais il y en a même un qui a été nous chercher des grillades. Ah ouais tant qu'à faire on l'a pris à la cool. On va leur montrer comme on est pacifique. On a pris l'apérito et tout.. La Ville a cru liquider ça en deux heures. Mais à minuit ils étaient encore là ...

Ils étaient cernés. Il y avait les jeunes de Plan d'Aou, de la Bricarde, de la Castellane ... Ils se chiaient dessus. Nous on était en joue par les flics, mais eux ils étaient cernés.

Ils ont dit «On n'a pas d'armes mais si vous les touchez, on vous tue». Le téléphone en arabe a marché ... Il y avait même les chauffeurs de bus, il ya un chauffeur de bus qui s'était arrêté devant Lorette.

On s'est mis au bord pour être visibles des télés. Eux ils voulaient nous garder au milieu. C'est la Ligue des Droits de l'Homme qui nous disait quoi faire de loin, qui nous disait de rester visibles.

Ils cherchaient des armes. On a ouvert les maisons. On les a laissés rentrer. Ils se sont aperçus qu'il n'y avait ni armes ni résistance. On s'est dit «Il faut pas rentrer dans leur jeu». On devait être trente cinq, comme ça. C'était vraiment pas énorme.

Il y avait des petits. Eux ils ont eu des traumatismes. On les a faits sortir, dès le premier coup, trois, quatre ans. Ils ont forcé les portes avant de nous prévenir. Moi ils m'avaient pas trouvée, j'habitais en bas. Je voulais pas qu'ils forcent la porte de mes parents, alors c'est moi qui ai été vers eux, et ouais ma mère elle est cardiaque. J'ai été les voir. Je les ai pris pour des cons. Je me suis collée à un flic, mais vraiment collée, et je lui ai dit tout doucement» Le jour où tu seras seul, c'est moi qui te bute et personne d'autre». Mais hyper froidement, calmement. Il a eu peur, il a dit «VOUS avez entendu ce qu'elle m'a dit ?» Personne avait entendu, j'ai dit «Moi ? J'ai dit quelque chose? J'ai rien dit». Les pelleteuses suivaient. Le lendemain il n'y avait plus rien.

Ils ont voulu expulser sans indemniser, sans faire de relogement, ils avaient prévu des relogements à la Maison Blanche, dans le quatorzième et ça on a refusé.

Pourquoi? Tu peux pas demander à une personne qui a soixante-quatorze ans ou soixante ans qui a toujours vécu dans des maisons et avec un petit jardin bricolé, lui demander de vivre dans un bâtiment. Tu vois tu peux pas, c'est pas possible. Et puis de toutes manières ils voulaient pas quitter leur seizième. Ils se sont habitués. Ils voulaient pas, leur habitude c'était Saint André. Ça fait quarante ans qu'ils vont faire leurs courses à Saint André, qu'ils ont leurs habitudes, leurs petits commerces, leur petit quotidien tout simplement. Je pense que tu peux pas déraciner quelqu'un, déjà ils ont été déracinés par rapport à l'Algérie et quand ils étaient jeunes ça va ils pouvaient se réadapter, mais bon à soixante-quatorze ans ... Tu peux pas te réadapter à quelque chose que tu ne connais pas, surtout ils sont jamais sortis de leur seizième ... Ils continuent à faire leurs courses à Saint André, au village, rarement à Grand Littoral - ils sont juste à côté mais ils s'en foutent de ça - ils ont un petit chemin, ils leur ont fait un petit chemin. Ils descendent de la colline, ils descendent tout le long de Barnier, ils arrivent devant le stade et là ils sont à Saint André. Ils se retrouvent toujours à Saint André, c'est la place, de partout, t'as la place, t'as le PMU, le PMU c'est leur centre. Les jeunes, c'est chez «Pic'assiette». On l'a surnommé comme ça. Il est kabyle mais il a toujours habité à Plan d'Aou. C'est pas pareil. Lorette c'est Lorette, et puis après t'as les autres qui sont autour mais. A la nouvelle Lorette qui se trouve à côté du Continent, à côté de la Bricarde, les gens du fait qu'ils ont été mélangés ils ont été perturbés. C'est fou hein?

Comme quoi quand tu déstructures quelque chose et ben ça perd complètement, ils ont pas de repères pourtant Dieu seul sait que ça fait quarante ans qu'on se connaît, qu'on vit ensemble ... Ils ont été déplacés ou plutôt ils ont été expulsés, ils ont été à la nouvelle Lorette, construite pour eux. Et du coup là le fait que HMP et Trema ils n'ont pas voulu reconstruire les deux parties exactes comme l'ancienne Lorette, ils ont voulu faire un espèce de mélange, c'est déstructuré, il n'y a plus de repères. Si tu veux ils ont fait un projet de réhabilitation d'une façon à ce que tout soit concentré dans un seul lieu.

Ils ont fait une consultation et on n'a pas été d'accord. Ils ont fait un deuxième projet - c'était X l'architecte qui a fait ça et qui a fait des espèces de maisons l'une à côté de l'autre avec jardin parce qu'au départ il n'y avait pas de jardin, il n'y avait rien, on faisait comme à l'ancienne - comme les maisons des gitans à Saint Louis - où on mettait sur deux étages, trois étages et puis basta quoi. Les gens ils ont pas voulu de ça. Et on a réussi à avoir une petite maison individuelle avec jardin mais là où ils ont pas voulu c'est que les gens choisissent qui ils avaient comme voisins. Si tu veux au départ ils ont fait une consultation en disant «Avec qui tu veux être ?», mais c'était juste de l'esbrouffe pour calmer les esprits de tout le monde. OK tu vas habiter là avec lui et finalement ça s'est pas passé comme ça. Ça s'est passé comme ils ont voulu eux, comme ils ont décidé au premier projet, c'était de mélanger des familles avec l'un et l'autre. Et il ya une mésentente incroyable entre eux.

À l'ancienne Lorette on communiquait mais en même temps t'avais cette allée qui séparait les deux tribus et il n'y avait pas de conflit parce que c'était les patriarches qui s'occupaient de tout. Ça fait que les en-

fants, à l'époque, ils avaient père et mère mais en même temps t'avais l'oncle qui était à côté qui s'occupait des enfants, il n'avait pas peur de donner une tape ou autre. Que maintenant tu peux plus, tu gueules sur l'enfant et ils t'appellent les flics et tout. A la nouvelle Lorette il y a plus de patriarce il y a plus rien. C'est déstructuré et les deux tribus sont mélangées du coup c'est entre tribus que ça se dispute, entre tribu oui et non parce qu'en même temps c'est des individus qui a chacun a sa façon de vivre, sa façon de.. Ils sont déstabilisés ...

Je pense que Trema ils ont très bien compris qu'en déstructurant la chose on était moins fort. Il n'y a plus d'interlocuteur unique, il n'y a plus de représentant. Tandis qu'à Lorette il y en avait deux. Et puis on était deux représentants des deux côtés, on prenait la parole des gens et on suivait ce qu'ils disaient. Là il y a plus rien. C'est chacun pour soi et Dieu pour tous. C'est vraiment le mot. HMP et Trema ils ont réussi, ils ont super bien réussi leur coup. Ils ont compris mais ils avaient compris de toutes manières. Une fois ils nous avaient dit:

«Là vous êtes forts mais plus tard vous ne le serez pas». Et ils avaient pas tort. Ils avaient pas tort parce qu'ils ont compris le système. Quand tu divises, tu règnes mieux.

À la nouvelle Lorette ils sont locataires. Mais avec un loyer pas excessif. C'est des petites maisons de deux étages, avec jardin et tout, parce que les loyers ils ont été négociés aussi. Sinon à un moment donné ils ont voulu faire des loyers hors prix ... C'est ça parce qu'on a négocié, «On vous expulse, on vous achète votre terrain», mais nous la condition qu'on a demandée «OK vous achetez nos terrains mais vous relogez les personnes qui habitent sur place, avec des loyers modérés». Dès qu'ils essayent de remonter les prix on se rebat pour qu'ils les remontent pas tu vois? Sinon tu parles.

Pourquoi Lorette? J'ai demandé aux vieux: apparemment c'était une bonne femme qui était hyper gentille et qui les a aidés. Pour la construction, pour la bouffe, pour tout.

Lorette. On disait Lorette. Je vais à Lorette. Non, nous on disait pas bidonville, on disait Lorette. Mais il y avait une adresse. La première c'était «bidonville de la Lorette, 13016 Marseille». Les vieux ils avaient ça sur leur fiche de paye. Nous après, les jeunes, on en a créée une autre, c'était 329 boulevard Barnier. Il n'a jamais existé mais c'était en face du 328, le lycée technique. C'est sur mes papiers d'identité. J'ai déménagé six fois, j'ai voulu qu'ils le laissent. Un jour ils nous ont mis une plaque pour rebaptiser Lorette. On l'a enlevée le soir-même. Qu'es-ce qu'ils avaient mis comme nom ? Je me souviens plus. Ça commençait par un C .. Elle a pas tenu longtemps. Ils ont toujours voulu nous appeler autrement. On a résisté. C'est comme Lorette aujourd'hui c'est la Bricarde, quinzisième, mais nous on dit toujours 329 boulevard Barnier, seizième. On dit toujours Lorette. On écrit toujours à cette adresse. Le facteur il m'a demandé l'autre fois si j'avais ma famille à Lorette. Il m'a dit «C'est difficile à trouver, c'est sur aucun plan ...».

(extraits de *Café verre 13*, publication à laquelle chacun peut prendre part, 2002, p. 21-35)

QUINZIÈME ARRONDISSEMENT ⁽¹⁾

J'ai eu la chance de vivre dans différents quartiers de Marseille et chacun d'entre eux, un pays en soi, mérite qu'on y vive au quotidien.

Mais le quinzième arrondissement, qui n'est pas à proprement parler un quartier mais une succession de vieux villages, est à nul autre pareil.

En y marchant, au rythme de la promenade, j'ai eu un étrange sentiment de familiarité avant de découvrir sa ressemblance avec le pays de mon enfance : Roubaix, quartier Nord de la France !

Ici les maisons sont faites avec la reine des matériaux de construction, celle qu'un enfant peut manipuler sans trop de peine, celle qui tient chaud l'hiver et qui rafraîchit la fournaise de l'été ; héritière moderne du pisé, douce au regard comme au toucher, je veux bien sûr parler de la brique.

La brique et sa soeur la tuile sonnent lorsqu'on les toque, et de plus, pas bégueules, savent marier leur modestie à l'élégance du bois et au caprice du verre.

En plus d'abriter des habitants fiers de vivre dans la terre cuite de la colline qui leur fait face, les bâtiments abritent l'harmonie municipale, l'union sportive et le bar attendant où s'entassent les coupes des grands dimanches.

Plus loin, la vigne sauvage pousse sur le ballast du chemin de fer et si, au milieu de la passerelle qui enjambe les rails, un train vient à passer, on se dit :

- « Ce sera une bonne journée ! »

Bien sûr le raisin n'est jamais assez mûr, on le laisse pour les enfants du collègue Elsa Triolet, la rentrée est proche.

Dans un autrefois très récent, les usines étaient le centre de la vie locale.

Aujourd'hui, ce patrimoine délaissé réclame qu'on lui porte une attention particulière : sans émotivité mais avec exigence et respect.

L'épicentre du quinzième est un village qui porte comme les autres, le nom d'un Saint du calendrier : Saint Antoine.

Sans être géomètre, je pourrais dire que Saint Antoine commence au Sud par la pompe à essence des frères Krikorian

(qui maintiennent ouvert le bar de la station pour quatre amis d'enfance qui viennent chaque jour taper le carton)

pour finir, plein Nord et huit cents mètres plus loin, à la Traverse des Berges du Canal.

Au-delà, c'est une zone indéfinie qui se nomme bretelle ou échangeur, sorte d'embarcadère pour un ailleurs non cartographié.

L'hallucinante spécialité de Saint Antoine est la robe de mariée.

Personne ne lui conteste ce monopole.

On vient de Monaco, d'Italie et même d'Aubagne pour la robe du grand jour car la robe de mariée du lieu est, comment dire, plus silencieuse, plus stricte dans le trait et riante dans le frou-frou en un mot elle est d'une blancheur irréfutable.

Seuls les nouveaux riches, ignorants des coutumes, s'habillent au centre ville.

Dans ce cas le résultat ne se fait pas attendre : la belle famille grogne, la mariée pleure, l'avocat présente sa facture, c'est le divorce.

Il n'y a pas à renâcler : une tradition venue de la nuit des temps, exige qu'un véritable mariage se drape à Saint Antoine. Un point c'est tout.

Parfois le matin, baguette de pain sous le bras, je m'arrête devant une de ces vitrines. Un chien épagneul me regarde, il demande une caresse.

Comment franchir la porte ?

Midi pointe son nez sur le petit peuple du quinzième, et comme partout ailleurs, un premier mercredi du mois, chacun replie son ouvrage avec un serrement au coeur, comme une attente, comme un roulement de tambour vieux de l'enfance. Mais l'horloge mensuelle n'a jamais de retard : la Sirène des Pompiers ! Ce chant mêlé d'inquiétude et de soulagement pousse son mugissement jusqu'à ne plus en pouvoir. C'est le signal.

Chacun part rassuré, on s'offre un peu d'anis, on regarde l'ardoise de la cantine : aujourd'hui, aïoli et quart de vin !

Le regard se perd sur l'horizon des collines, autrefois on pensait que le bonheur serait pour demain.

Quelle erreur !

Il est là !

† Extrait de L'Abécédaire - Wladyslaw Znorko – Août 2002

B. Des quartiers Nord en pleine transformation

La transformation de la cité phocéenne passe aussi par les quartiers Nord. On a vu l'importance de la réussite de projets structurants comme le G.P.V. pour les ambitions d'Euroméditerranée. Ces quartiers, marqués encore par des indices de pauvreté, de grande précarité, sont en pleine évolution. Leur devenir demeure très ouvert. Loin d'être un ghetto, ils pourraient être amenés à devenir le grand centre urbain qui fait encore défaut à l'Aire Métropolitaine Marseillaise tout entière.

1. La nouvelle place des quartiers Nord dans la ville.

Au moment d'une redéfinition complète des rapports entre la ville et le port, leur proximité par rapport à Euroméditerranée, au Port Autonome les rend incontournables. Ils occupent une situation au carrefour des axes reliant les pôles de développement du département, avec de réelles disponibilités foncières. Ainsi cette centralité peut s'articuler sur le futur pôle d'échange de Saint-Antoine groupant le réaménagement du littoral de l'Estaque, la Z.A.C. de Saumaty-Séon, le Parc de Séon, le réaménagement de Saint-Antoine, Plan d'Aou, la Viste, la ZAC de Saint-Louis et l'Ecole de la deuxième chance (voir encadré). A cela s'ajoute le tracé de la deuxième rocade de la L2 reliée au Boulevard Urbain Sud permettant une plus grande accessibilité au reste de la ville.

Les projets les plus significatifs du pôle Saint Antoine

Le réaménagement du littoral de l'Estaque : il prévoit, depuis Corbières, divers accès à la mer, une requalification de la route nationale et du noyau villageois, un cheminement piéton et des pistes cyclables ainsi que plusieurs équipements (base nautique, espaces verts, ...)

La Z.A.C. de Saumaty-Séon : En plus du développement de la zone d'activités sur la vallée de Séon, en liaison avec la Zone Franche, il est prévu, sur l'anse de Saumaty, la résorption du bidonville Fenouil, la création du nouveau stade de l'Estaque, un espace vert et d'un Centre social.

Le Parc de Séon : Du Lycée Saint Exupéry puis en belvédère derrière la Viste et sur le plateau du Plan D'Aou, ce parc comprendra des équipements sportifs et une nouvelle voie urbaine. Lié au parc Brégante et à l'aménagement qui remplacera le projet abandonné de parc animalier, ce parc sera le grand parc public des quartiers Nord.

Le réaménagement de Saint-Antoine, Plan d'Aou, la Viste : Ce projet de grande ampleur prévoit la démolition-reconstruction annoncée du Plan d'Aou et le réaménagement des noyaux villageois de Saint-Antoine et la Viste. Dans ce cadre, plusieurs équipements importants sont programmés : la réouverture de la gare de Saint-Antoine et la création d'un pôle d'échanges, une grande bibliothèque, un Centre social, la rénovation engagée des places et des voies, la création d'un nouveau boulevard urbain qui reliera le parc Brégante au Boulevard Barnier par le Plan d'Aou.

La Z.A.C. de Saint-Louis et l'école de la deuxième chance : sur le site des Abattoirs, la Z.A.C. de Saint-Louis comprendra une zone d'activités artisanales, des logements, un espace vert, un pôle d'échanges pour le métro ou le tramway, et surtout la réalisation de l'école de la deuxième chance.

Le tramway : parmi les projets de transport, celui d'un tramway entre Arenc et Saint-Antoine est le plus important. Au-delà du débat sur le souhait que la liaison Arenc-les-Abattoirs reste en métro, la réalisation d'un tramway est essentielle pour le lien nord-sud et le réaménagement urbain.

Source : document présenté par la Mairie des 15 et 16^{èmes} arrondissements à propos du G.P.U.

Même si Euroméditerranée améliore l'attractivité de Marseille, les quartiers Nord ont un rôle à jouer. L'extension du périmètre du Grand Projet Urbain en Grand Projet de Ville contribue aussi à la constitution de la nouvelle centralité marseillaise. Elle doit permettre à la grande opération tertiaire de réussir en s'appuyant sur une politique de reconquête industrielle, sur une activité portuaire soutenue. C'est le rôle que peut avoir le couloir littoral qui constitue l'arrière-port de Marseille. Sur ce site s'est implantée au cours des dernières décennies, une multitude d'activités économiques hétéroclites liées au trafic portuaire. L'habitat y occupe une place marginale, surtout développé dans les quartiers de Saint-Mauront et de la Belle-de-Mai. L'ensemble de ces quartiers est intimement lié à l'avenir

du Port, à sa capacité à développer un maillage logistique et de tertiaire inférieur sur l'arrière-port. Il s'agit de conforter, de développer et d'innover dans des activités de plus-values permettant de fixer les trafics portuaires, notamment sur les créneaux des pièces détachées industrielles, de l'activité para-pétrolière, de l'agroalimentaire et du textile.

2. Les quartiers Nord dans l'Aire Métropolitaine

Les plus beaux sites et les mieux reliés se situent certainement dans cette partie de la ville. Ils jouissent en effet d'une position géographique au cœur de l'Aire Métropolitaine, (pour la desserte des axes routiers par exemple) de centres technologiques importants comme celui de Château Gombert ou encore les Zones Franches. Le développement économique qu'ils commencent à connaître, que ce soit sur le site des chantiers de réparations navales ou celui d'Arnavant Activités, place ces quartiers dans un « arc industrialo-portuaire logistique » - Marseille, Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc, Martigues, Berre – marqué par une dominante des activités liées aux fonctions industrialo-portuaires : sidérurgie, pétrochimie, raffinage de pétrole, réparation navale, services portuaires. Ils y ont un poids important dans la spécialisation logistique. La revitalisation de Marseille, ne peut se faire sans une partie de son territoire, non plus sans son port et les activités qui y sont liées. Les quartiers Nord peuvent alors avoir cette capacité à engendrer une nouvelle dynamique. Cette redéfinition de la ville, de ses rapports avec l'aire marseillaise, avec le port peut aider Marseille à atteindre un statut de « ville globale »¹.

¹ notion développée par Sassen, S., *La ville globale*, Descartes et Cie, 1996.

ZRU

Carte au 1/25000 visée à l'article 1
du décret n° 96-1157 du 26 Décembre 1996

Provence Alpes Côte d'Azur 93
Bouches du Rhône (13)

Commune : Marseille 15e et 16e.

**ZRU: Nord Littoral : Plan d'Aou, La Bricarde,
La Castellanne, Le Vallon, Mourepiane.**

N° INSEE: 9305041

N° d'ordre : 65



La zone concernée est délimitée par un trait de couleur rouge.
Les documents relatifs aux délimitations rue par rue sont annexés à la présente carte.

(c) IGN 1/25000 Carte(s) :3144E (86)

Une marche collective à Marseille, dans les pas de Christine Breton

Du Plan d'Aou au Frioul : la traverse de la colline
Dimanche 5 Février 2006

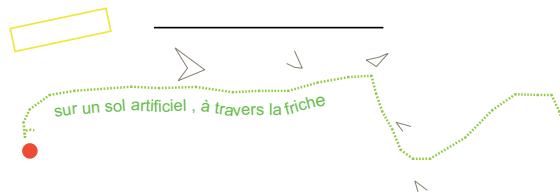
Nous descendons à l'arrêt du bus **CES Jean Moulin** et démarrons notre marche. Il est 9h26. Nous empruntons l'avenue J. Hélià et suivons la direction du **centre commercial Grand Littoral**. Nous coupons par un chemin improvisé pour emprunter un tronçon de route goudronnée, dite **Traverse Bacchus** ; elle n'est pas entretenue, des herbes folles poussent dans les fêlures du bitume. Très vite, nous butons contre un mur, qui nous sépare d'un quartier nouveau, **la copropriété des Tours** ; les riverains n'ont pas voulu de ce prolongement de grande voie routière et se sont organisés en association pour la faire boucler, d'où la barrière, le mur et le grillage. Pour Christine Breton, « c'est une rue faite par un urbaniste sur son plan qui vient buter contre le parler des habitants ». Ce quartier porte le nom de la propriété du Marquis de Foresta et de son château, vendu, il y a quelques années, avec toute la Pinède.

Nous suivons la déviation et longeons la crête sur un chemin de terre ; lieu sans statut, no man's land ? De là, la ville n'est qu'en frange, lointaine ou devinée. Pourtant, lieu plein qui donne du plaisir à le fouler, le traverser entre ciel et mer même si celle-ci ne se donne pas immédiatement. La sentir sans la voir.

Nous n'échappons pas à la griserie des hauteurs, à marcher dans le vent qui cingle nos corps ; nous aimons cet arpentage, les uns derrière les autres, qui permet de découvrir chacun à son tour le paysage qui se rapproche au rythme des pas et partager le point final : l'émerveillement du tout là-haut, collines de craie blanche et d'épineux gris-vert et du tout en bas, la mer et en plein milieu, plantées, là en leur sein, des masses blanches, cubiques, majestueuses et inopportunes. Elles ont pour nom, La Bricarde, La Castellane....

Volontairement, notre guide a décidé d'éviter l'arrêt au-dessus du Grand littoral pour rester dans l'horizontal et dans la surprise du grand dévoilement de l'emprise de la mer sur la ville.

Nous nous arrêtons.



pause 1 le plan d'Aou & la position en surplomb

« Voici exactement les fascinations dont il faut se méfier et qu'il faut interroger. Il y en a deux principales : la fascination masse-médiatique, celle de la carcasse de voiture brûlée qui vous fait le coup de « la banlieue qui a flambé » et la seconde qui, elle, est plus romantique, celle du paysage en surplomb, version 'voyage en Italie', 'histoire de l'art', paysage syncrétique : d'un point de vue j'ai tout sous les yeux. C'est un autre regard que je voudrais vous proposer. Vous êtes ici sur un des points les plus hauts de Marseille. C'est une entrée de ville, en quelque sorte. Je vous ai mis cette petite image en exergue de ce premier arrêt comme un texte »



« Cette image est explicite pour les occidentaux de notre groupe. C'est très intéressant de savoir que notre inconscient collectif est pétri d'images comme celles-là. Elle nous permet de nous poser des questions du type : Qu'est-ce qu'un point haut ? Qu'est-ce qu'un haut lieu, si ce n'est le lieu possible du pouvoir ? C'est aussi le lieu du rapport au ciel dans une mystique de culture chrétienne. C'est l'endroit, où l'on va être au plus près du ciel. Du ciel habité par des dieux, du ciel habité par des forces, du ciel habité par ce que vous voulez, peu importe...

Dans l'imagerie traditionnelle occidentale, vous avez ce type d'images. Tout naturellement, vous imaginez ça. Par exemple, sur cette image, vous avez un saint, Saint Thomas, qui est au-dessus d'une ville au sommet d'une montagne. Il est là, avec son auréole, dans un rapport au mystique, à la spiritualité, c'est-à-dire à un autre monde.

Ce qui m'importe, c'est que vous essayiez de traquer dans votre pensée, dans votre culture, dans votre histoire la tentation du surplomb, la nostalgie de la place de dieu. C'est de tout cela dont nous sommes pétris. Quand un urbaniste va venir ici et va vouloir faire quelque chose dans un lieu comme celui-là, de toute façon il aura des images comme celles-là dans la tête. Ce sont les grandes images inconscientes, c'est ce qui nous structure. Vous avez vu qu'on se fait prendre à la fascination des bagnoles brûlées, on se fait prendre à la fascination du paysage, on se fait prendre inconsciemment à la fascination du haut lieu, avec tout ce que cela trimballe...

J'ai fait exprès de vous faire longer la Copropriété des Tours, les petites maisons, de façon à ce que vous soyez vraiment dans la parole de ces gens, que vous essayiez de vous mettre dans la peau de ces gens qui ont d'un coup été confrontés aux interventions urbaines. Ils ont levé des murs, pour se protéger. Mais de quoi ? De la route, mais aussi de la cité de plan d'Aou qui avait été faite à une vitesse colossale.

Si la résidence que nous avons longée s'appelle « La copropriété des tours », c'est parce qu'il y avait des tours. C'étaient les tours d'un château qui était là, qui n'existe plus, parce que ce creux l'a mangé. Il a disparu dans le creux. Toute cette terre est partie parce que vous êtes là dans une immense carrière d'argile. Il n'est plus resté que ce tout petit lopin, qui a gardé le nom du château.

La cité de plan d'Aou comprend ces premiers bâtiments que vous avez là sous les yeux, plus une dizaine de bâtiments qui sont là derrière, et une dizaine d'autres bâtiments qui sont déjà détruits, parce que, actuellement, vous êtes là, dans un endroit de très grand mouvement urbain. Ici, ce sont des terrasses complètement artificielles qui ont été construites à partir des déblais du J4 et d'Euroméditerranée, du plus bas au plus haut niveau de ville.

La cité du Plan d'Aou a été construite très vite, on avait besoin de logements, ils ont fait de l'industriel très cheap... avec une centrale thermique pour l'ensemble des bâtiments.

Cette cité a été bâtie sur un autre lieu de l'inconscient qui est très, très fort : des blockhaus construits par les Allemands. Ils ne les ont jamais enlevés. Le seul qui ait été détruit, c'est celui-là parce qu'ils construiraient des petites villas dans les années qui viennent. Le plan est fait.

Maintenant si on regarde un petit peu tout ce qui va être notre voyage d'aujourd'hui, vous voyez la maison rouge là-bas ? C'est là qu'on va. Et après, l'Estaque, là bas, au bout».



Contexte de l'intervention - analyse du site

«**Marseille** est la 2e ville de France avec plus de 820 000 habitants. Les quartiers ont connu une industrialisation massive au XIXème siècle lié aux extensions du port qui ont favorisé l'installation de grandes usines. Au XXe siècle, la perte des colonies et la fermeture du canal de Suez (1967) engendrent le déclin des activités classiques de négoce et d'industrie de Marseille, avec comme conséquence économique le chômage. Des usines ferment..

Les quartiers nord, très touchés, se retrouvent délaissés par l'activité économique et, ne suscitant plus d'intérêt, subissent une certaine désertification. Ils accumulent des difficultés sociales, économiques et urbaines : déclin démographique, taux de chômage très élevé, concentration de logements locatifs sociaux, tissu urbain peu structuré, densité et services de qualité inégale.»

Le Plan d'Aou, construit en 1970 et conçu par les architectes Dunoyer de Segonzac et Dabat, fait partie des quartiers-Cité «sensibles» notables des quartiers nord, situé dans le 15e arrondissement, enclavé sur un promontoire en surplomb du bassin de Séon, **accolé à l'ancien noyau villageois de Saint-Antoine**.

Ces deux quartiers cohabitent de façon conflictuelle.

Comme de nombreuses cités, le Plan d'Aou véhicule des clichés de violence et d'insécurité, réelles ou fantasmées, induisant des comportements de peur : une peur qui se renforce par des aménagements sécuritaires.

Par exemple, **une partie résidentielle du quartier Saint Antoine, mitoyenne à la partie sud est du Plan d'Aou, s'est emmurée, illicitement, pour couper tout passage et relation avec la cité**. Les habitants de ces rues de maisons populaires et bourgeoises, ont construit des murs de part et d'autre des voiries, isolant leur copropriété baptisée Pas-des-Tours de la cité de Plan d'Aou.

Cinq murs en parpaings et barbelés ont été construits sur des voies publiques, sans permis, mais tolérés par la Mairie.

Dans les murs de l'enceinte sur le versant sud de « Pas des Tours », à l'opposé du Plan d'Aou, donc du côté des terrains en belvédères sur le bassin de Séon et la mer, les habitants de la copropriété ont ménagé des ouvertures closes par des portes aveugles en métal vert.



vues de l'intérieur de la copropriété «pas des tours



Ces portes sont toujours fermées à clé, on voit parfois un habitant du pas des tours en ouvrir une pour sortir promener son chien.

La géographie locale est contrainte par des barrières physiques :

- Le relief (falaise), au Sud à l'Ouest et dans sa partie Nord Est, qui isole le Plan d'Aou de l'ensemble de la ville et joue un rôle de séparation entre les deux quartiers;
- Une ligne de chemin de fer reliant Aix à Marseille, traverse Saint Antoine et longe sa frontière avec le Plan d'Aou du Nord au Sud sur sa partie Ouest, accentuant la séparation entre ces deux quartiers.
- Le mur d'enceinte de la copropriété «pas des tours»

Les ségrégations spatiales, sociales et culturelles semblent se faire écho.

Le territoire local (les deux quartiers) est caractérisé par des appartenances culturelles, sociales ou économiques très contrastées .

Un fort taux de chômage et de précarité financière.

Beaucoup d'habitants vivent de système D, le montage d'association associé à du jeu de clientélisme politique permettent de construire une économie précaire.

Le quartier Plan d'Aou comme Saint Antoine présente une assez grande diversité communautaire.

Certaines de ces communautés ne se mélangent pas avec les autres, il en va de même sur le versant générationnel et sexué, ce qui donne des occupations de l'espace très partitionnées, plusieurs types de sociabilités, une difficulté à convier une assemblée réellement mixte.

Plan d'Aou n'accueille quasiment pas d'activités et de services

Anciennement le quartier comprenait un supermarché sous terrain et quelques boutiques, l'ensemble de ces activités à périlclité.

Il n'y a plus aujourd'hui qu'un épicier sur le quartier.

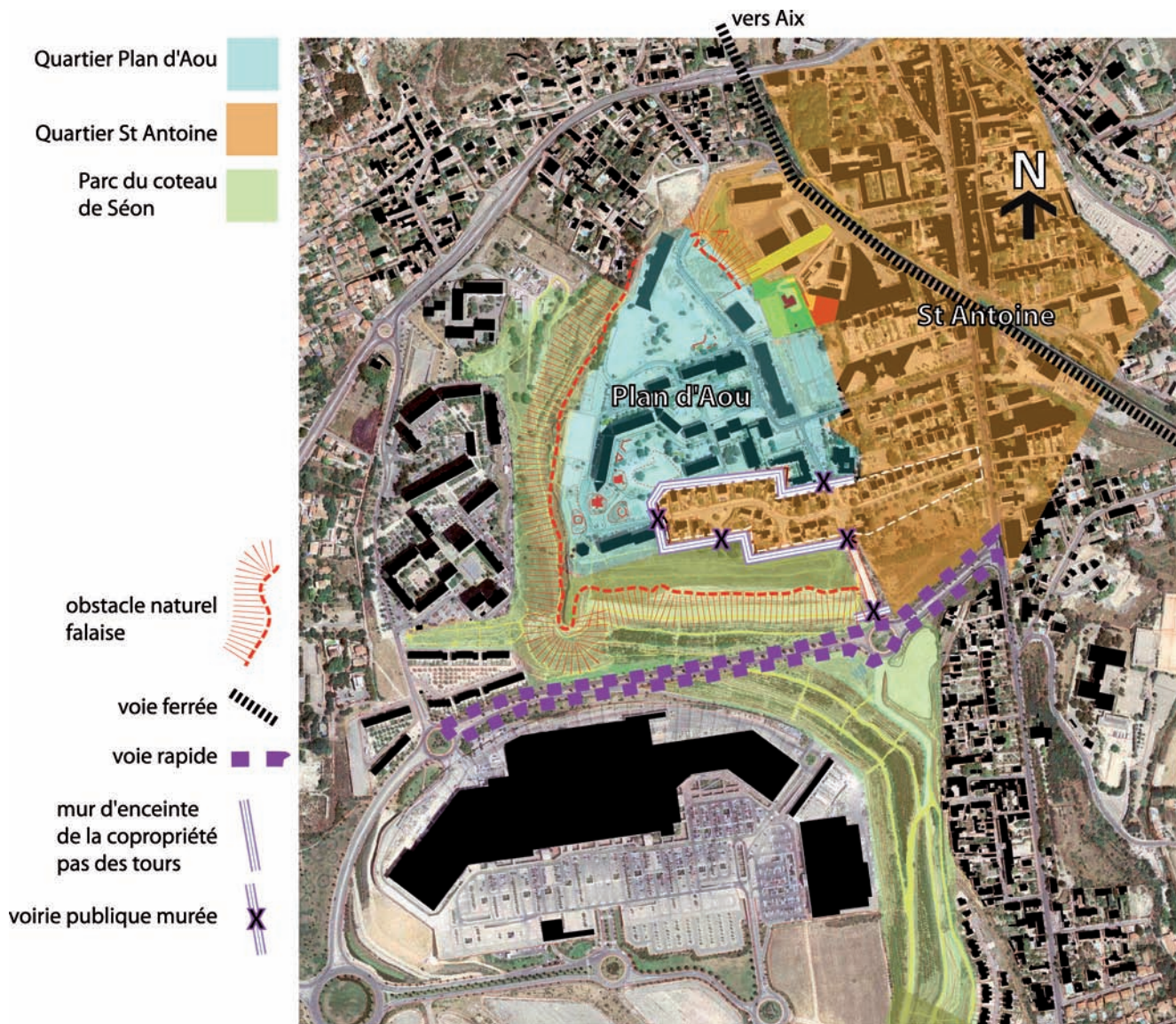
C'est un secteur urbain en lente transformation – plusieurs dispositifs d'action publique.

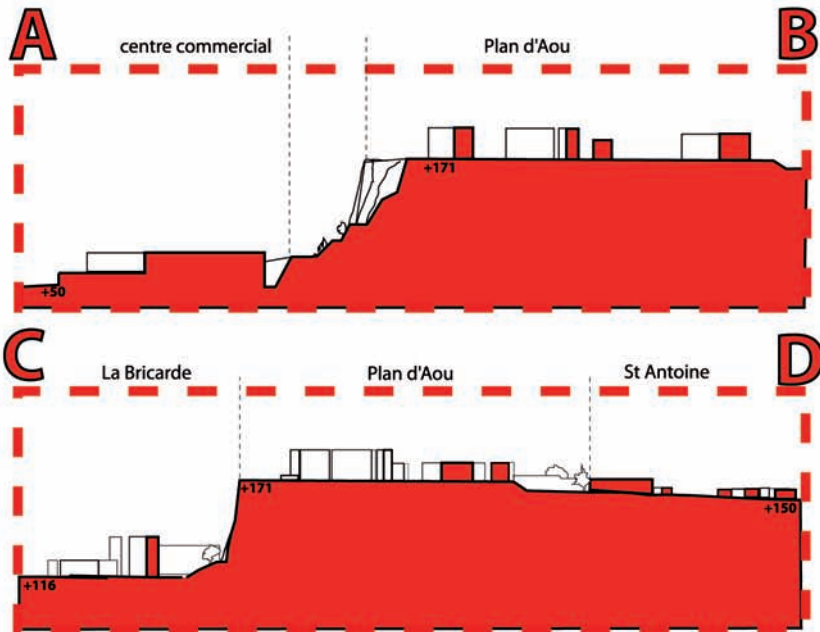
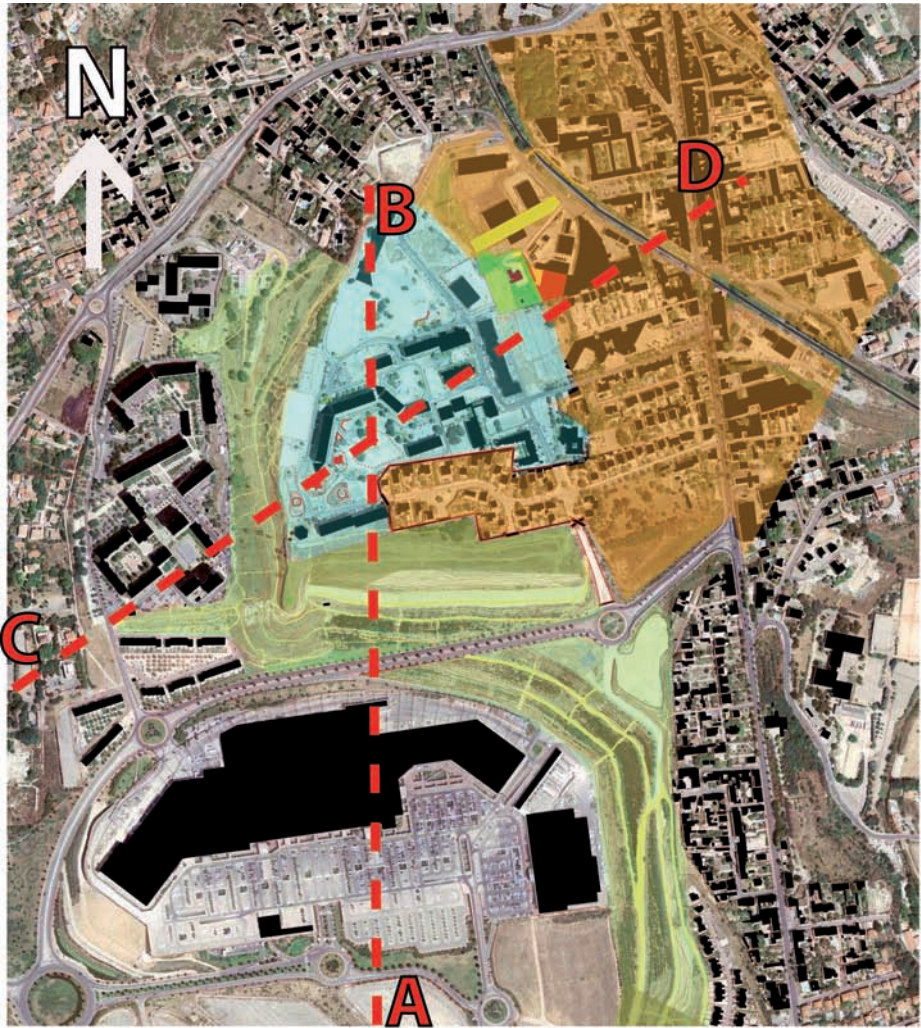
Plan d'Aou fait l'objet d'un ensemble de politiques publiques.

Le secteur est inclus dans le périmètre du Grand Projet de Ville de Marseille quartiers Nord, classé en Zone Urbaine Sensible, accueille une Zone Franche Urbaine dont les bénéficiaires fonctionnent peu avec les ressources humaines quartier.



ci dessus «l'enceinte» du pas des tours vue du Plan d'Aou







repérage des accès au Plan d'Aou par la voirie

LE GRAND PROJET URBAIN DE MARSEILLE

ELEMENTS DE PRESENTATION

Le périmètre du GPU se situe au nord de la commune. Elaboré à partir des difficultés que connaissaient les habitants des cités de la Castellane, de la Bricarde et du Plan d'Aou, le périmètre du GPU a été défini par le CIV du 22 février 1994 en prenant en compte les conclusions du rapport de l'Ingénieur Général Masson. Il comprend l'essentiel des quartiers des XV^{ème} et XVI^{ème} arrondissements de Marseille, au nord de la commune. C'est un secteur ouvert sur la mer, qui comprend des «noyaux villageois» traditionnels, des cités d'habitat social - dont les trois précédentes - et où l'urbanisation s'est développée au gré des opportunités foncières.

Le site bénéficie de certains atouts en matière de développement qui sont autant d'atouts pour réussir l'intégration des quartiers (liaisons routières rapides, potentialités d'activités industrielles, commerciales et de services, centre commercial "Grand Littoral", opportunités foncières importantes).

Depuis 1989, l'Etat, la commune et la Région sont intervenus sur ce territoire dans le cadre du Développement Social Urbain. Les CIV des 29 juillet et 23 décembre 1993 ont confirmé la décision de création d'un GPU sur ce site. Un protocole d'accord définissant les orientations et les objectifs du GPU a été signé entre l'Etat, la Commune de Marseille et la Région PACA le 11 juillet 1994. C'est le 4 juillet 1996 que le comité de pilotage du GPU s'est prononcé sur les orientations du GPU.

Le site du GPU comprend 3 des 9 secteurs du Contrat de Ville communal, **3 ZRU et 1 ZFU**.

En 1994, devant les réticences de la commune de Marseille et de la région à la création d'une SEM, le protocole d'accord a prévu la mise en place d'une équipe provisoire chargée de préparer le contenu du programme du GPU. Le protocole indiquait qu'ensuite seraient définies "les modalités concrètes scellant l'engagement des partenaires dans une responsabilité partagée à travers une structure de gestion du GPU". La préparation des élections municipales de juin 1995 et le changement de majorité qui en a suivi, ont conduit à reprendre les négociations avec la nouvelle équipe municipale. C'est le 1^{er} juillet 1996, que la lettre de mission du directeur de "l'équipe commune", signée par le Préfet, le Maire de Marseille et le Président du Conseil Régional a défini le dispositif du processus décisionnel (Comité de Pilotage et Comité Technique) et de conduite du GPU et les missions de "l'équipe commune". Ce document précise que c'est le renforcement de l'équipe en place - appelée dorénavant "équipe commune" - qui a été préféré à la création d'une structure de gestion dotée d'un statut particulier.

LES OBJECTIFS DU GPU

Les options majeures du GPU s'articulent autour de 3 domaines privilégiés d'intervention :

- la valorisation des atouts économiques (développement économique, relance des activités et de l'emploi, aménagement d'espaces d'entreprises et le développement de filières) en liaison avec la réussite de la ZFU et des ZRU,
- la promotion d'une restructuration urbaine par la diversification de l'habitat, la réhabilitation des cités et l'aménagement des noyaux villageois.
- l'amélioration des lignes de transport public pour une plus grande accessibilité du site.

Pour assurer une bonne lisibilité de ces objectifs du GPU dans leur traduction sur le site, trois projets "phares" de requalification ont été décidés : le projet "Plan d'Aou - Saint-Antoine - La Viste", le projet de l'Estaque et le Parc urbain de la Corniche de Séon.

Les premières actions s'articulant autour des trois domaines privilégiés d'intervention du projet GPU (valorisation des atouts économiques, restructuration urbaine et améliorations des lignes de transport public) ont été lancées en ciblant les interventions sur trois projets "phare" : le projet d'aménagement "Saint-Antoine/Plan d'Aou/la Viste, le Parc de la Corniche de Séon et le projet de l'Estaque. La restructuration du Plan d'Aou fait l'objet d'un contrat d'objectif passé avec les bailleurs sociaux.



PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHONE



Région
PACA



CONSEIL
GENERAL
BOUCHES-DU-RHONE

COMMUNIQUE DE PRESSE

CABINET
Service communication

Marseille, le 20 SEPTEMBRE 2005

Signature des conventions de rénovation des quartiers « Plan d'Aou » et « Flamants »

22 septembre - 17 heures
Salons de la Préfecture

L'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) est l'outil dont s'est doté l'Etat pour atteindre un objectif ambitieux de remodelage et de revitalisation des quartiers en difficulté. Le volet rénovation urbaine du Plan de cohésion sociale prévoit en effet, sur la période 2004-2011, la création de 250 000 logements sociaux, la réhabilitation de 400 000 logements locatifs sociaux, la démolition de 250 000 logements ainsi que la réalisation d'équipements publics et d'aménagements urbains.

L'ANRU apporte, dans le cadre du Plan de cohésion sociale, son soutien aux collectivités, établissements publics ou organismes privés conduisant des opérations de rénovation urbaine. Ses capacités de subvention s'élèvent pour les cinq premières années à 5,25 milliards d'euros. Cette somme est le fruit de la mutualisation des contributions financières de l'Etat, de l'Union économique et sociale pour le logement, de la Caisse des Dépôts et consignations et de la Caisse de garantie du logement locatif social.

Deux des programmes déjà validés par l'Agence concernent Marseille. Les quartiers bénéficiaires sont « **Plan d'Aou/Saint-Antoine/La Viste** » et « **Les Flamants-Iris** ». Dans chaque cas, des démolitions seront opérées, accompagnées de reconstructions et de réaménagements en profondeur.

Christian FREMONT, Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Jean-Claude GAUDIN, Sénateur - Maire de Marseille, Jean-Noël GUERINI, Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône signeront, en présence du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, et aux côtés des quatre bailleurs concernés (ERILIA, LOGIREM, HMP, OPAC Sud), de la Caisse des Dépôts et Consignations, du GIP du Grand Projet de Ville et du Directeur général de L'ANRU, Philippe VAN DE MAELE, les conventions de rénovation des quartiers « Plan d'Aou » et « Flamants » le :

Jeudi 22 septembre à 17 heures

Dans les Salons d'Honneur de la Préfecture

Contacts presse :

Jean-Michel Amitrano/ Magali Daoust - 04 91 15 63 99/75

Plan d'Aou fait l'objet d'un programme de réaménagement important du territoire : refonte du programme d'habitat (démolition de 260 logements, construction de 145.)

restructuration des circulations, pôle intermodal à saint Antoine, doublement de la RN8.

développement économique avec la Zone Franche,

Aménagement du parc de Séon.

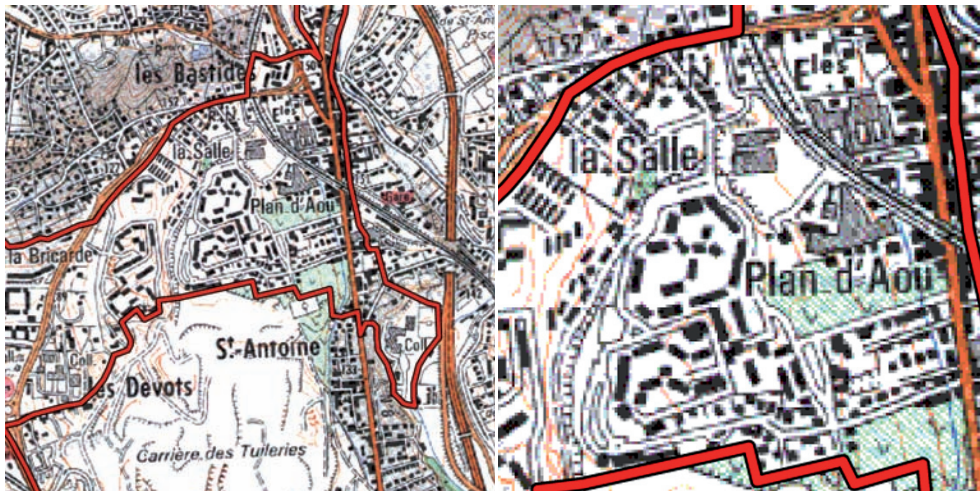


Le Plan d'Aou est plus particulièrement touché par ces transformations, puisqu'il est pris en dispositif de rénovation urbaine. Le quartier étant quartier stigmatisé dès la fin des années 70, l'opération actuelle succède à plusieurs opérations de réhabilitation et de densification du site.

Deux univers architecturaux cohabitent dans un site exceptionnel
L'ancien Plan d'Aou, une qualité architecturale et un traitement des espaces publics et communs médiocres

Les bâtiments construits en 1970, ont vite révélés des vices de construction. Certains rez de chaussées se sont vite révélés insalubres et ont été condamnés. Le site initial présentait une très forte densité et le tracé d'implantation du bâti générait des effets d'enclos successifs, vécus comme oppressants dans les témoignages. Le promontoire est particulièrement venteux, et l'implantation des bâtiments favorisait des effets Venturi puissants.





Extrait de plan topographique des années 80



Extrait de plan topographique des années 90



Vue récente. On lit bien le processus de dédensification du Plan d'Aou, on note l'apparition du centre commercial «grand littoral» dans les années 90.

REQUALIFICATION DU PLAN D'AOU
 PLAN DE SYNTHESE
 à NOVEMBRE 2006

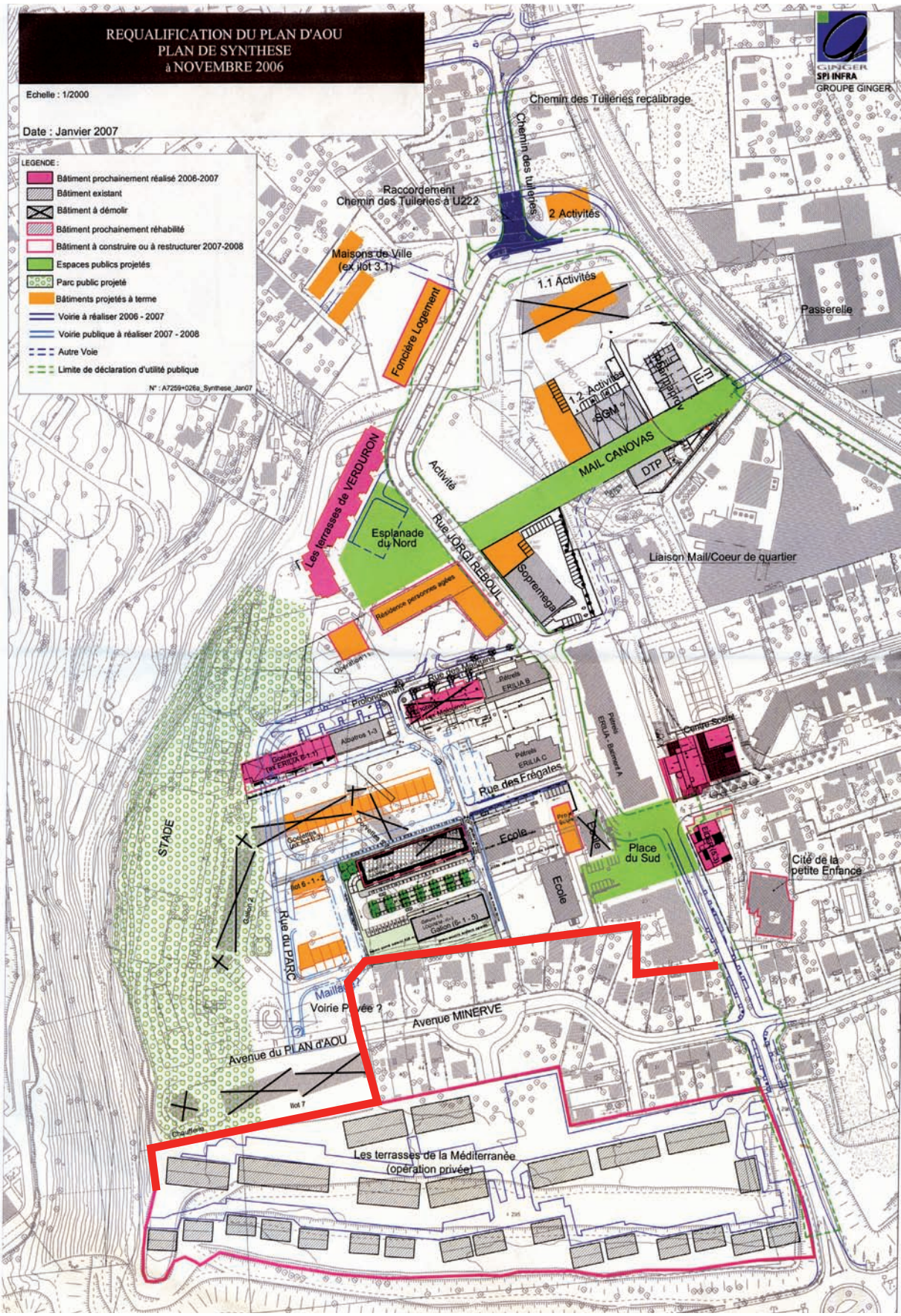
Echelle : 1/2000

Date : Janvier 2007



- LEGENDE :
- Bâtiment prochainement réalisé 2006-2007
 - Bâtiment existant
 - Bâtiment à démolir
 - Bâtiment prochainement réhabilité
 - Bâtiment à construire ou à restructurer 2007-2008
 - Espaces publics projetés
 - Parc public projeté
 - Bâtiments projetés à terme
 - Voirie à réaliser 2006 - 2007
 - Voirie publique à réaliser 2007 - 2008
 - Autre Voie
 - Limite de déclaration d'utilité publique

N° : A7259+026a_Synthese_Jan07



Les nouvelles constructions semblent proposer une architecture de meilleure facture. Mais l'aménagement des espaces communs semble inciter au replis vers la sphère privée.

Les concepteurs ont réagis de façon à décourager selon eux le squat de pied d'immeuble ou d'espaces extérieurs, par «les jeunes».(propos recueillis auprès des bailleurs maîtres d'ouvrages.)

S'ensuit des aménagements de squares avec des jeux pour enfants et aucune assises pour les parents (ou autres usagers) globalement l'espace commun produit n'est pas généreux et semble être conditionné par une préoccupation de contrôle et de maintien d'un état durable. Il semble qu'ils se soient un peu forvoyés car on commence à observer de adaptations et des dégradations sur les parties les plus «répressives».

La cité du Plan d'Aou souffre d'un réel manque d'espaces publics conviviaux, favorisant la mixité sociale et intergénérationnelle. Il en découle une réelle nécessité de re-qualifier des espaces fortement dégradés et de favoriser leur réappropriation par la population.

En l'état, les conditions de vie dans ce quartier de Marseille (taux de chômage, enclavement géographique, délinquance...) restent difficiles.

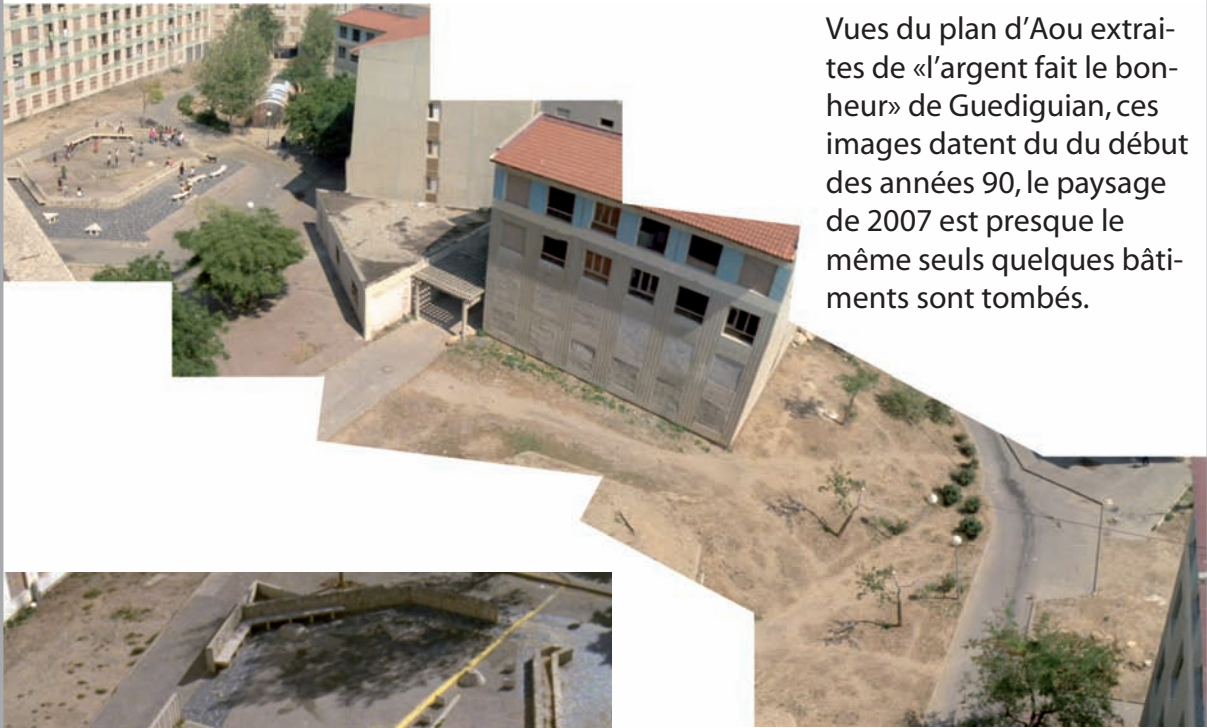
Le plan d'Aou souffre d'une triste notoriété à Marseille

Ce site a connu sa période la plus difficile dans les années 80, où elle était une des plateformes principale de trafic (mais aussi de consommation) de drogues dures.

Cette période a affecté durablement l'image du quartier, c'est cette période qu'évoque «l'argent fait le bonheur» de Guediguian.

Des immeubles démolis, des gens abattus; une





Vues du plan d'Aou extraites de «l'argent fait le bonheur» de Guediguian, ces images datent du début des années 90, le paysage de 2007 est presque le même seuls quelques bâtiments sont tombés.









partie des garçons de ma générations, morts d'overdose, en prison, ou assassinés.

Un quotidien pas tout à fait comme partout ailleurs...

Même si s'y succède des histoires banales comme partout ailleurs aussi.

Quand un visiteur de l'extérieur arrive, par hasard (rare...) en tout cas en ne connaissant pas l'endroit, les regards lui font sentir rapidement qu'ici, il n'y a pas de passants.

S'il s'entête à se promener, rapidement des personnes, enfants, ados, jeunes hommes, à pied ou en scooter, ou sur des mini-motos, vont aborder le promeneur en lui demandant ce qu'il fait ici, ce qu'il cherche... pourquoi il est là...

Dérapages contrôlés, en voiture, circonvolutions en scooter, probablement le passant peut être accompagné un certain temps, de toute façon il restera observé.

Pas d'espace public au plan d'Aou, pas possible de bénéficier de l'anonymat et de la coexistence dans une indifférence neutre. Si le passant a vocation ou intention d'intervenir ici, les éléments de l'histoire locale ne se livrent pas, facilement.

«La Gare Franche comme trait d'union»

Nichée contre la falaise du Plan d'Aou, enserrée entre la voie de chemin de fer Aix – Marseille et les entrepôts de meubles de Saint Antoine, la Gare Franche se situe à la frontière de deux quartiers. En la longeant, les élèves les plus aventuriers du Collège Elsa Triolet rentrent chez eux, après avoir escaladé clôtures et portails. La Gare Franche garde la trace d'un monde agricole, bien vivant dans les souvenirs du quarteron d'anciens de Saint Antoine. Son ouverture se construit comme une expédition, le long d'un cheminement qui la traverse de part en part depuis le Belvédère du plateau de Foresta, jusqu'aux maisons du village, en contrebas de la route de Lyon.

Strates géologiques

Ce lieu garde la trace d'un monde agricole passé.

La Gare Franche est composée d'une ancienne maison de maître et d'une usine désaffectée. La bâtisse fut tour à tour un relais de poste, la campagne marseillaise des soeurs Lyon, une position militaire. Elle se flanque de l'usine, anciennement les usines Gallay, où bon nombre des

habitants de Saint Antoine ont fabriqué des fûts métalliques.

Ici, le Cosmos Kolej peut explorer différemment sa démarche et son mode d'écriture, inviter son public comme partenaire artistique, partager ses outils de production, transmettre ses savoir-faire et ses expériences. Cette longue et lente rencontre, entre l'improbable intrusion de l'imaginaire, la géographie et des curieux de plus en plus nombreux, permet de partager une nouvelle aventure artistique.»

extraits du dossier de presse du Cosmos Kolej - 2007



Le Cosmos Kolej s'est installé à la Gare Franche en 2001, puis l'a acquis en 2003.

Le chantier consiste en :

- la réhabilitation et la mise aux normes de sécurité d'une usine, afin de la transformer en espace de création artistique et de présentation au public ;
- l'aménagement d'une maison en un lieu d'hébergement et de résidence pour les artistes. Les travaux ont commencé dès le mois de juin 2006.



La Gare Franche existe pour ses voisins comme une enclave liée à un fort imaginaire, tantôt appelée "la forêt" ou "le château".

D'un espace clos et hermétique, pendant longtemps, le lieu change de signification...

Depuis 2001, l'équipe prépare son ouverture en engageant une stratégie relationnelle avec son voisinage.

Comment ces liens se créent-ils ? Qu'apportent-ils ? Comment rendre les habitants, alliés et complices, du projet de Cosmos Kolej?



Cosmos Kolej a une ambition artistique, sociale, urbaine et économique.

Ce lieu sert d'intermédiaire, d'articulation à la

construction d'une relation avec et entre les habitants des quartiers avoisinants, mais aussi à la mise en réseaux d'artistes de la France entière. Mais l'équipe se positionne aussi dans l'échange avec les acteurs du politique, de l'urbanistique et du social qui agissent sur le secteur. L'endroit devient une plateforme de rencontre entre des acteurs et milieux divers : le social et l'artistique, l'urbanistique, le technique, le culturel, les médias, la population locale, des visiteurs venus de loin... L'espace de la Gare Franche fonctionne comme un lieu d'échange, de rencontre et de travail artistique et de passage, il construit progressivement un double statut public et privé. Cet état est accentué par la création d'ouverture physique vers le quartier, en abattant des pans de l'ancienne enceinte et en partageant son espace de jardins avec des habitants volontaire du quartier. Ces derniers y ont aménagé des potagers et participent d'une réflexion collective sur les espaces libres du secteur. Nous travaillons aujourd'hui à soutenir ces initiatives en vue des futurs choix d'affectation foncière sur le secteur dans le cadre du GPV.

Collaboration sociale

Dès son installation à la Gare Franche, le Cosmos Kolej a tenu à travailler avec les relais sociaux et éducatifs présents sur le site.

Plan d'Aou est caractérisé par une forte densité associative et communautaire,

Cette vitalité s'exerce dans une concurrence où les acteurs s'imposent une «répartition» des occupations des gens et de l'espace.

Cette forte concurrence entre les acteurs est accentuée par les jeux du clientélisme politique. (Ici des élus financent directement les associations).

Ce qui fait du Plan d'Aou une zone de non droit, où les modes de négociation se fondent sur des règles et réseaux relationnels implicites.

Les autres acteurs en Présence :
Entre structures formelles et informelles

Centre social du Grand Saint-Antoine
L'A.D.D.A.P. 13 (Association Départementale pour le Développement des
Actions de Prévention)

L'amicale des locataires

L'association des femmes du grand saint Antoine
L'association des Femmes du plan d'Aou

Le club jeune

C'est en tenant compte de l'ensemble de ces paramètres que j'ai du
définir des pistes d'interventions.



Les interventions :

Après un premier repérage, plusieurs pistes sont retenues comme amorces d'intervention dans le contexte :

- *La première est un travail sur ce que j'ai appelé «le jardin diffus du plan d'Aou».*

En écho au jardin du Cosmos Kolej, qui est utilisé comme un support de relations humaines et artistiques avec les gens du quartier, nous avons envisagé le paysage du plan d'Aou, surtout sa flore diffuse et spontanée, ce que plus communément on appelle espaces verts, massifs, buissons et mauvaises herbes.

Des terrains en friche au jardin, il n'y a qu'un pas, aujourd'hui ces espaces dans leur majorité sont des délaissés, des restes du aux démolitions et désaffections successives.

En grand nombre sur le plan d'Aou (cf carte du jardin diffus ci – jointe), certains seront effacés dans la suite de la rénovation du quartier, d'autres seront restructurés dans son paysagement, mais pour un temps peut être encore assez long ils garderont ce caractère de friche.

Aujourd'hui ils sont très disqualifiés par la pollution et les décharges sauvages sur le quartier.

Mais ils recèlent à la fois un potentiel d'usage, esthétique et floristique, qui s'il était mieux entretenu pourrait adoucir la figure assez rude des espaces extérieurs du quartier.

Plan D'Aou foisonne d'essences spontanées dont certaines ont des vertus comestibles et sont cueillies par certains habitants. On y trouve de la roquette, des

*asperges sauvages, du fenouil, du plantain, de la fausse
oseille, de la menthe, des mures, du pissenlit...*

*C'est à celles-ci que j'ai commencé à m'intéresser en
cuisinant un repas consommé dans l'espace public,
intégrant des plantes cueillies dans le quartier.*

*Ce travail sur le potentiel végétal et paysager du site
et son analogie sur le potentiel humain du site s'est
poursuivi, il a fait l'objet d'une collaboration avec une
botaniste, avec des étudiants et des enseignants de
l'école de paysage de Marseille et bien sur avec des
«habitants savants» du quartier, il s'inscrit dans l'idée
de considérer l'état de spontanéité et d'abandon
comme un espace d'émergence de possibles, de valeurs
et de ressources.*



- *La deuxième piste touche encore plus directement au cadre de vie. Elle interroge et s'est proposée d'intervenir sur la situation transitoire du site du plan d'Aou.*

Ce quartier est dans une longue mais importante mutation et restructuration. Il présente aujourd'hui une figure paradoxale, celle d'un quartier neuf et celle d'un quartier en attente, délaissé voire désolé. Ces deux formes cohabitent de façon assez brutale, comme cela arrive très souvent sur des processus de requalification urbaine.

Comme souvent le temps de la ville n'est pas celui des habitants...

Il est difficile pour nous d'envisager un travail de relation et de conversation avec des adultes et des enfants de plan d'Aou en faisant abstraction de l'état du site.

Bien qu'aillant compris que cette situation a vocation à se résoudre dans une moyenne échéance, nous avons choisi d'intervenir sur cet état transitoire, pour à la fois l'interroger et proposer des pistes d'actions concrètes sur la requalification temporaire d'espace public avec les volontaires, les partenaires, par un processus de transformation artistique.

Pour exemple :

La semaine d'intervention du 12 au 17 juin , notre équipe, celle du Cosmos Kolej et les acteurs partenaires du quartier ont coopéré sur un chantier intensif de nettoyage et d'aménagement transitoire.

L'action a consisté à nettoyer collectivement le site, ne pas en évacuer tous les déchets, et intégrer certains déchets, triés et lavés, comme motifs ornementaux dans les mobiliers d'extérieurs construits sur place en béton, moulé.

Des bancs, une table basse, et un divan chaise longue ont été fabriqués par une équipe de professionnels qualifiés (architecte, maçons...) avec les habitants volontaires en choisissant avec eux des emplacements correspondant à leurs usages et attentes.

(La remise en scène des déchets dans un mobilier provisoire mais design rappelant à nos responsabilités collectives.)

Cette proposition a suscité beaucoup d'enthousiasme et une importante implication d'habitants (enfants, adolescents et adultes).

Le fait d'engager rapidement une action locale, impliquant l'acte de construire et d'aménager de l'espace concret, a eu l'effet extrêmement positif de créer des alliances précieuses avec des habitants pour poursuivre la démarche.

Les Femmes et les enfants d'abord

Les premiers participants du chantier de nettoyage furent essentiellement des femmes du quartier et leurs enfants. Malgré une diffusion massive de l'information par tract, présence dans le quartier plusieurs fois à l'avance, sous forme ludique interpellante.



Les jours de l'action la participation masculine, comme nous nous y attendions reste faible. (Comme dans le film de Guediguian ce sont les femmes qui sont motrices)

J'avais besoin d'un chef de chantier pour coordonner les réalisations avec moi et pouvoir nous répartir sur les différents postes de travail.

Sur les conseils de l'architecte qui s'occupe du chantier de requalification de la Gare Franche, j'embauche une jeune femme à la forte personnalité, assez expérimentée en menuiserie et maçonnerie.

Le fait d'avoir une femme chef de chantier a eu un effet électrochoc salutaire.

Tout d'abord spectateurs flegmatiques, les jeunes hommes du quartier se sont intéressés de près aux manières de faire de la chef de chantier, à voir s'ils pouvaient lui apprendre son métier... Progressivement à prêter main forte, enfin à grossir le nombre des habitants aménageurs.

C'est comme cela que je suis rentré dans de bons termes avec le «club jeunes».

Il s'agit d'un lieu associatif autogéré par les jeunes du quartier depuis des années, obtenu par rapport de force auprès du bailleur, c'est un des lieux principaux de rendez vous des jeunes hommes du quartier (moyenne d'âge 16 / 30 ans).

C'est un lieu paradoxal, à la fois espace de totale liberté et lieu d'interdit, sous la menace permanente de sa fermeture par le bailleur qui rappelle que l'activité associative y est tolérée mais sans bail.

Il fonctionne comme une espèce de bar / club clandestin, ou est servi de l'alcool sans licence, consommer des drogues douces. Lieu de croisement des jeunes qui se sont «normalisés» sur des activités professionnelles licites et de ceux qui restent dans une marginalité relative. C'est un lieu très fort de régulation dans le quartier.

Evidemment tous les acteurs sociaux agissant sur le Plan d'Aou désapprouvent les fonctionnements de ce lieu, moralisent ses acteurs, mais n'osent pas trop s'aventurer plus loin, probablement par crainte fondée de représailles (qui ont déjà eu lieu).

Lors du chantier les jeunes qui tiennent le club jeune nous ont fait part que eux même auraient voulu s'aménager une terrasse, mais ne le faisaient parce que le syndic n'était pas d'accord. Je leur ai proposé de profiter du chantier, pour leur en réaliser une s'ils nous donnaient un coup de main.

Après avoir négocié avec le syndic en lui démontrant le faible impact acoustique de cette terrasse pour le voisinage, nous avons pu procéder à sa réalisation mais aussi utiliser l'espace du club pour des repas avec des habitantes du chantier, c'était la première fois que cet espace trouvait une mixité.

Depuis nous avançons avec leur équipe dans l'idée de «normaliser» un vrai projet de bar associatif (avec licence...) et nous sommes parti sur un projet de petite guinguette multi usages qui pourrait se raccrocher au projet de requalification du coteau en parc.



D'autres ateliers d'urbanisme utopique

Dans la foulée de cette action, la motivation collective a permis de lancer une série d'ateliers d'urbanisme utopiques avec des gens volontaires rencontrés dans le quartier.

Continuant mon inventaire botanique et culinaire en parallèle, je décidais d'essayer de croiser les deux démarches.

Nos rencontres prenaient souvent un tour critique dans le commentaire de la vie quotidienne, de ses difficultés de voisinage. Mais aussi et surtout sur les orientations du projet urbain sur le secteur, les propositions alternatives commençaient à germer, certaines très localisées d'autres restaient plus floues.

Je conçus alors le principe de repas d'état major. L'action avait pour but de convier autour d'une table des gens du quartier et des gens qui n'en soient pas, qui soient d'ailleurs, pour «tchatcher» autour des plats d'un même sujet le devenir de ce quartier.

L'action commençait systématiquement par une balade cueillette, où à la fois on visite et commente le quartier son histoire, ses traces, ses paradoxes, mais aussi à la découverte de ses ressources végétales.

Puis on cuisine ensemble en intégrant des ingrédients récoltés, sur un menu à partir de recettes que j'ai travaillé avec une femme du quartier associée à ma démarche et un de mes collègues, Frédéric Nogray.

Pour enfin consommer le repas sur une «nappe d'état major» où j'ai fait broder un plan du quartier, qui nous permet de localiser les lieux pendant nos échanges.

En se rendant disponible aux gens le quartier se dévoile.

Marie France

“Les gosses ont des difficultés pour parler en français, de plus en plus, bien que les parents aient été scolarisés. Les parents parlent avec les enfants dans leur langue d’origine, et les enfants s’assemblent plus par identité communautaire et tendent à parler dans la langue de leurs parents dans la classe...”

Marie France est la directrice de l’école maternelle du plan d’Aou depuis sa création dans les années 60.

Elle a commencé par y être institutrice, elle est née à Saint Antoine et y a toujours habité, à l’époque la population était farouchement opposée à la création du quartier Plan d’Aou sur le terrain d’anciens vergers du belvédère de Séon,

Lorsqu’elle a accepté le poste, elle raconte que ses relations du quartier Saint Antoine l’ont traitée comme une renégate.

Elle a traversée toutes les années difficile du Plan d’Aou, son école est très vétuste, elle n’est plus aux normes pour fonctionner, manque de couchages, problèmes d’espaces de fermetures... et pourtant ni l’inspection, ni la ville ne font rien, malgré le fait que l’école soit apparemment bien notée.

Ce sont des femmes du quartier qui m’ont parlées de Marie France, m’expliquant que pour la deuxième année elle annonçait son départ



à la retraite et que, bien qu'elles le regrettent, elles voulaient marquer le coup en faisant quelque chose de commémoratif en hommage à son travail.

En fait ces dames sont venues me trouver pour savoir si je ne pouvait par réaliser, une statue...

Intrigué je leur demandai de m'en dire plus, "on a tout appris avec Marie France, pour les petits il n'y a pas mieux qu'elle."

Certaines qui n'habitent plus le quartier continuent à y inscrire leurs enfant, car elles même sont passées chez Marie France, elles ont beaucoup appris avec elle.

Son départ en retraite l'an passé, les mamans s'y étaient opposées, mais en la rencontrant je me suis rendue compte qu'elle aussi avait du mal à partir.

Marie France confie comment elle a dépassée et transgressée les règlements de l'établissement, elle a ouvert des comptes épargnes aux maman, pour qu'elles économisent, apprennent à gérer, «c'est pour les enfants», elle laisse l'école ouverte en soirée, c'est un refuge pour les ados qui le souhaitent.

En visite vers 19h, j'y croise d'ailleurs des jeunes qui entrent pendant notre entretien, leur attitude est très différente de celle qu'ils ont dans les espaces du quartier, plus apaisée, sans être soumise.

Quel est ce lieu qu'a su édifier Marie France dans cette architecture ingrate?

Dans l'invisible, quelle est son action? À côté d'un centre social qui n'a pas la même confiance des habitants ?

Vocation, sacrifices... Marie France est une invisible de ce quartier, je n'ai entendu parler d'elle que dans la bouche des habitants, six mois après le début de ma résidence. Elle en est pourtant un acteur fondamental.

Aucun des acteurs, sociaux, culturels et urbains qui en savent chacun pourtant long sur Plan d'Aou, n'ont évoqué, mesuré pris en compte les enjeux de ce lieu, de l'action qui s'y déroule.

L'école maternelle ne fait partie d'aucun projet d'investissement sur la rénovation urbaine.

Etrange, même l'école primaire, mitoyenne doit faire l'objet d'une réhabilitation.

En visitant son école je découvre dans sa classe des travaux graphiques d'enfants, très minutieux, avec une forte sensibilité aux couleurs.

Marie France m'explique sa passion de la couleur et comment elle emmène les enfants progressivement sur des réalisations colorées, dont la minutie me fait penser que leur réalisation doit les mettre dans un état qui doit friser la transe.

Quelque temps après, j'étudie la possibilité de produire une enveloppe amovible pour redonner un visage plus décent aux façades de l'école, en attendant des changements, et aussi pour la resignaler à partir de ce qui s'y pratique à l'intérieur.

Je sélectionne une série de rosaces colorées que Marie France appelle mandalas, et étudie la possibilité de les reproduire sur des modules de façade amovible, en faisant un partenariat avec une lycée professionnel en carrosserie, en échange de quoi je mènerai un atelier avec le lycée.

Ce sera ma proposition aux mamans, je la valide avec elles, et elles se chargent de négocier avec Marie France, qui en est bouleversée, mais n'ose accepter.

Aujourd'hui nous sommes d'accord sur le projet.

Reste à le réaliser.



Un développement inattendu de l'intervention :

une pépinière temporaire pour les projets de paysagement du Plan d'Aou, sur le terrain libéré par la démolition du bâtiment dit «les pétrels».

Un espace public, un outil de production, d'aménagement, de concertation, de transmission.

Contexte de la proposition :

Dans les suites des premières interventions, j'ai été consulté par l'équipe MOUS de plan d'Aou pour faire une proposition d'intervention par un aménagement temporaire sur le terrain qui restera après démolition des bâtiments dits «les pétrels» près de l'école de plan d'Aou.

Cette sollicitation qui fait suite à l'action que nous avons menée sur plan d'Aou avec l'équipe de la Gare Franche, des habitants volontaires du quartier et de la régie de quartier est l'occasion de construire un partenariat avec les deux bailleurs sociaux du quartier Erilia et Logirem et d'impliquer les services municipaux.

Présentation de la proposition :

Le site n'étant pas reconstruit à cet endroit avant une échéance prévisionnelle de deux ans.

Nous avons proposé l'aménagement temporaire sur le terrain laissé après la démolition des bâtiments d'une pépinière «de proximité» pour le paysagement du plan d'Aou.

Cette proposition dans le cas où elle était retenue, devait se réaliser en collaboration avec les partenaires concernés par l'aménagement du site, soit les aménageurs Logirem et Erilia, la MOUS, les services municipaux, Le GPV, l'équipe de la Gare Franche, les acteurs associatifs et sociaux du quartier.

Ce projet est présenté comme une opportunité pour s'associer des partenaires culturels et scientifiques qui peuvent grandement aider à la faisabilité matérielle et économique du projet, soit par du conseil, soit par de l'apport en industrie, en végétaux. (Conservatoire des plantes méditerranéennes, jardin botanique, associations de

jardiniers...)

Notre proposition s'appuie sur plusieurs constats :

- o *le potentiel végétal existant du site est intéressant et recèle des qualités, il peut être un point d'appui du paysagement du site:*

Nous avons déjà évoqué ce point dans le paragraphe ci-dessus sur le «jardin diffus» du plan d'Aou.

Pour nous il s'agit de :

- *le répertorier*
- *le capitaliser*
- *le stocker, l'entretenir*
- *le redéployer en compositions*

- o *L'enjeu paysager concerne à terme plusieurs acteurs maîtres d'ouvrages de l'aménagement du site : les bailleurs (logirem et Erilia), la ville, le GPV, mais aussi des acteurs privés qui interagissent fortement avec l'espace public du quartier, soit : la Gare Franche à travers son propre projet, le centre social, l'école.*

La question d'un plan paysager pour le plan d'Aou concerne l'ensemble du système d'acteurs partenaires, cette question appelle coopération, cohérence, co-investissements.

- o *L'enjeu humain et citoyen dans le quartier et dans la liaison avec le reste de la commune est important, il appelle la reconstruction d'une image positive collective de ce territoire. Les actions favorisant l'appropriation de leur cadre de vie par les habitants, leur implication active sur des actions les valorisant ainsi que les actions pouvant avoir des débouchés de développement économique et de création d'emplois peuvent contribuer à ces enjeux.*
- o *La durée d'inoccupation de la parcelle avant reconstruction permet d'amorcer ce type de démarche.*

Descriptif esquissé de la pépinière :

Il s'agit d'un espace de stockage, de plantation et de redistribution de plantes à mi-chemin entre la pépinière classique telle que l'on

la connaît dans les services espaces verts communaux ou encore chez des pépiniéristes commerciaux, et un petit jardin botanique et d'agrément.

C'est un espace organisé de façon fonctionnelle pour la desserte, l'acheminement des végétaux, où les plantes de mêmes espèces sont regroupées en parterres, les arbustes stockés en pots et utilisés pour la structuration de l'espace.

Cet espace est distribué par des chemins calibrés et aménagés à la fois pour une utilisation technique et pour se promener, visiter, se poser seul ou en petits groupes (ateliers pédagogiques, groupes concertation, action culturelle, formations...).

Cet espace est clôturé, donc avec des horaires d'ouverture et de fermeture. Le traitement de son enceinte doit lui même être paysagé et agréable (exemple : enceinte tonnelle vers l'espace public...), il s'agit de raisonner en espace «désirable».

Il doit être équipé de quelques bancs et tables, d'une cabane de chantier, d'une ou deux serres (qui peuvent être prêtées), d'un système d'alimentation en eau (on peut fabriquer un système de récupération d'eau pluviale). Son aménagement suppose un dépôt sur le terrain de terre végétale organisée en parterres sur un lit de géotextile de façon à faciliter sa mise en place et son retrait.

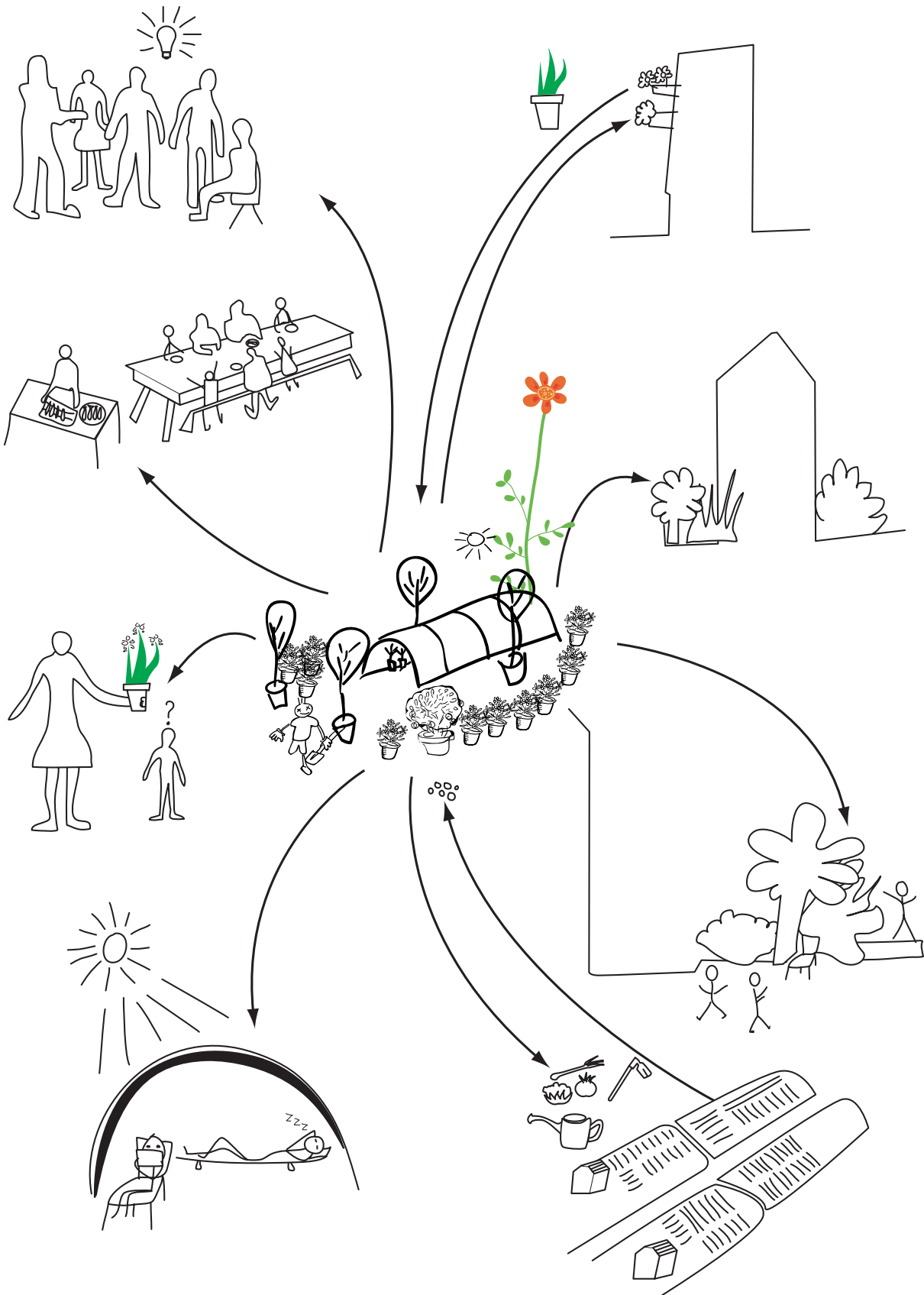
Son montage, son fonctionnement et son animation suppose une équipe fixe minimum et un travail de partenariat et de coopération des différents partenaires concernés.

Deux postes à temps partiel doivent pouvoir suffire à coordonner le fonctionnement, un (ou une) jardinier «régisseur», un (ou une) animateur (trice) et qui peuvent se compléter d'assistants recrutés dans le quartier qui pourront bénéficier d'une formation professionnalisante.

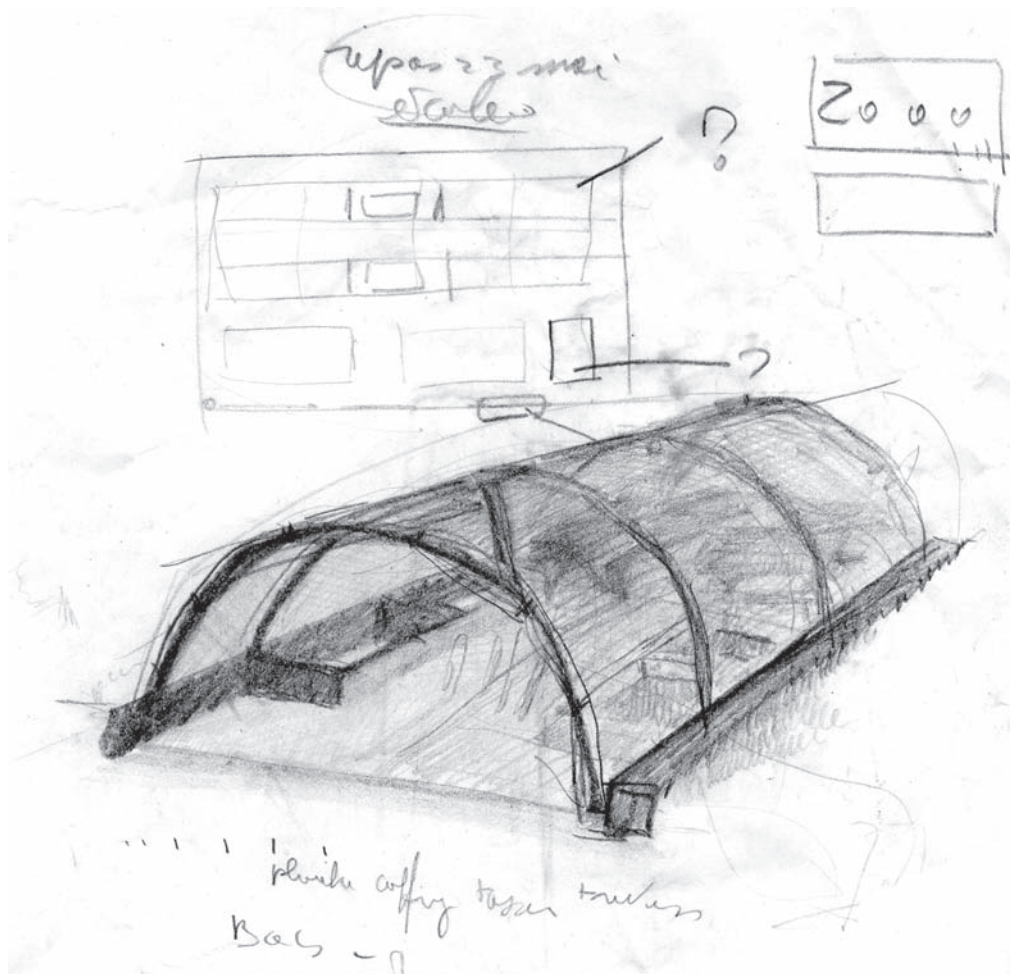
Ce que doit être la pépinière «de proximité» du plan d'Aou :

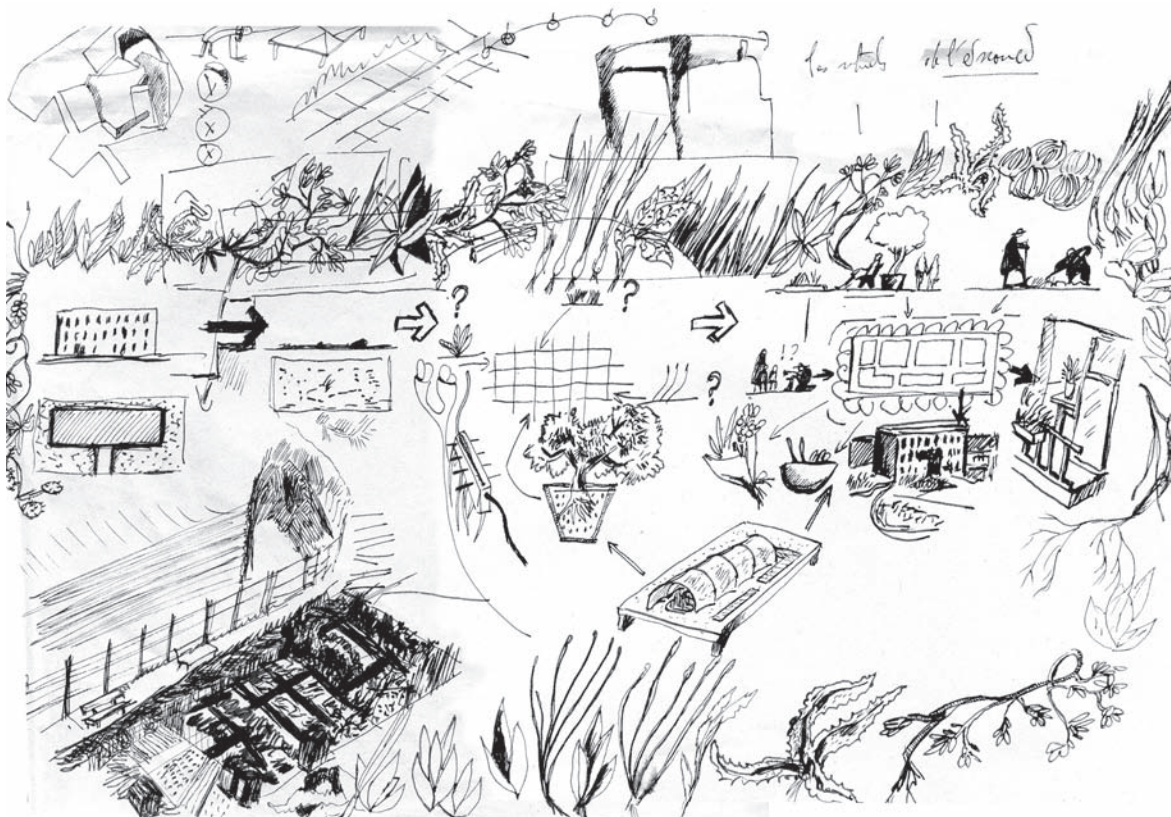
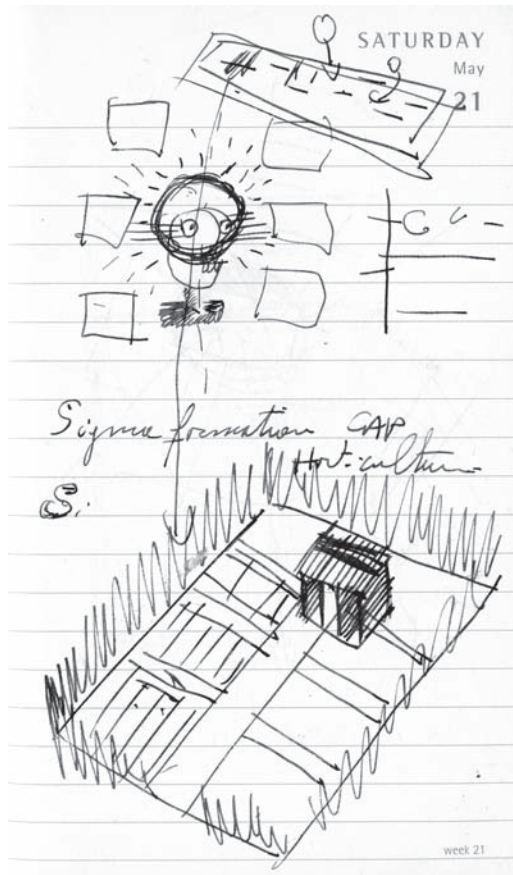
Créer une pépinière pour le paysagement du plan d'Aou, c'est créer collectivement un outil concret d'aménagement, de médiation et de concertation, d'échange de connaissances, d'action culturelle et de développement économique.

- *Un outil d'aménagement paysager du site dans une démarche écologique.
C'est là que l'on capitalisera et que l'on ira chercher les essences pour aménager progressivement.*
- *Un outil de concertation et de conception
Ce lieu doit servir à imaginer les espaces extérieurs à venir mais aussi permettre de travailler les relations de vie quotidienne entre la vie du quartier, son site, son paysage minéral et végétal et l'espace de son habitat.*
- *Un outil d'action culturelle et de développement artistique
La pépinière pourra faire l'objet d'interventions artistiques (in situ et dans le quartier, mais aussi et surtout alimenter les stratégies culturelles développées sur le quartier par la Gare Franche).*
- *Un outils pédagogique
On y vient pour découvrir, apprendre, s'informer, se former, ces actions peuvent concerner un public intergénérationnel (enfants des écoles, habitants du quartier, publics cibles d'insertion...)*
- *Un outil de développement économique et d'insertion
La pépinière peut être un outil de développement économique et d'insertion professionnelle pour des habitants du quartier, à la fois autour de la mise en œuvre et du fonctionnement quotidien du projet, mais aussi dans ses développements de services possibles (ventes d'essences, prestations de jardinage...) et l'ouverture d'accès à l'emploi que l'acquisition de compétences et de qualifications peuvent amener.*
- *Un espace vert d'agrément temporaire dans le quartier, outil de sociabilité de lien intergénérationnel.*

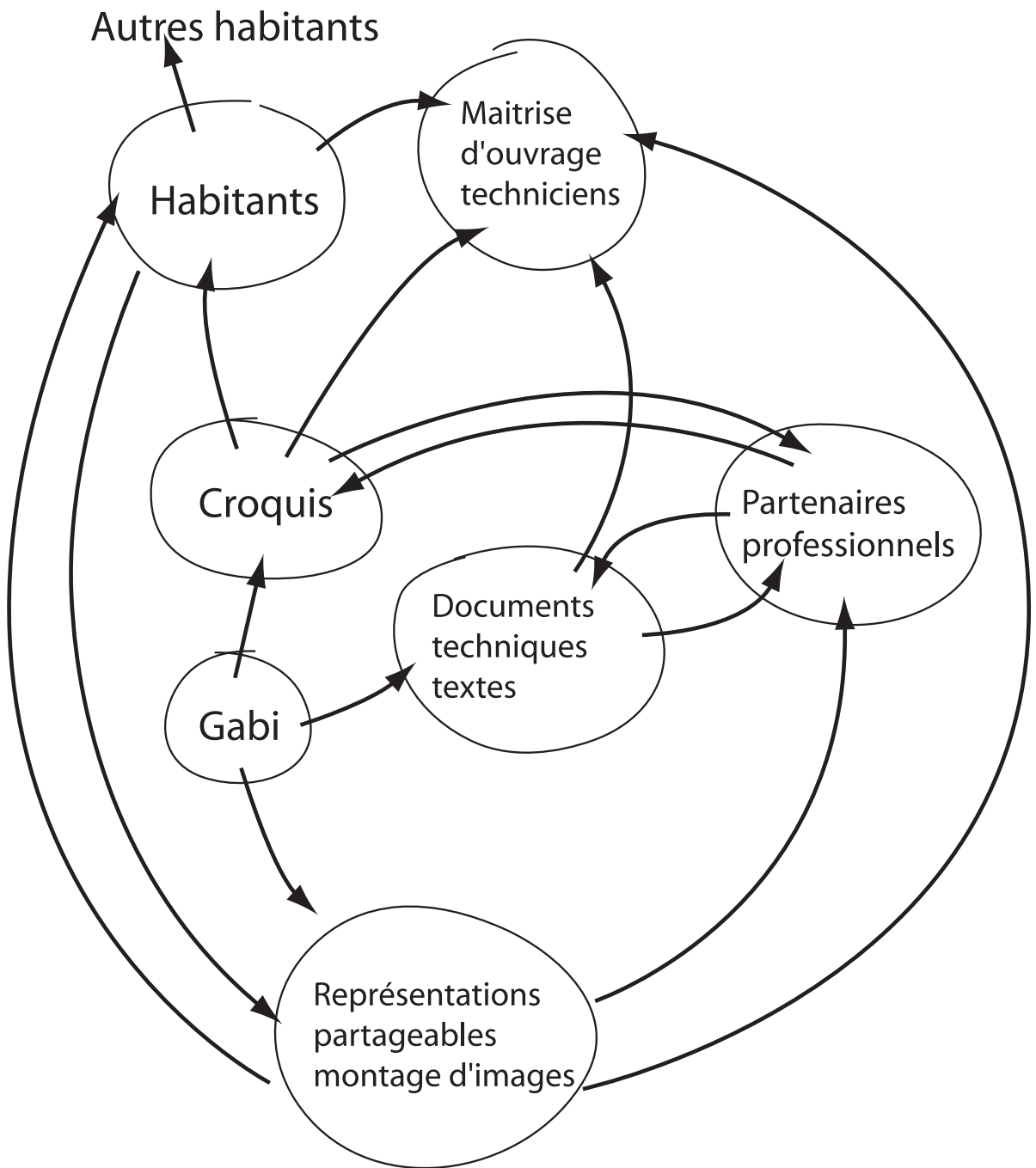


Ce projet est présenté comme une proposition ouverte, il devait pouvoir trouver sa définition dans une réflexion collective, être détaillé dans la mise en œuvre opérationnelle dans le cas d'un intérêt favorable à cette proposition et après précisions de modalités de collaboration. C'est ce qui fut mené pendant les mois suivants jusqu'à la réalisation d'une amorce prototype.





Circulation des représentations



Une amorce du projet de pépinière au Plan d'Aou

Dans le cadre de sa résidence auprès du Cosmos Kolej à la Gare Franche, Bruit du frigo a élaboré une proposition de pépinière temporaire fabriquée au cœur de Plan d'Aou pour participer à son paysagement..



Cette proposition (cf doc annexe) après présentation et séances de travail avec les partenaires du quartier a rencontré un vif intérêt mais se profile pour sa faisabilité dans des échéances dépassant le cadre de la résidence de Bruit du frigo se concluant en mai avec l'inauguration des la gare Franche.

Afin d'amorcer la démarche dans la période de résidence, Bruit du Frigo, propose de mettre en œuvre, (avec la complicité des partenaires) une « mise en bouche », un prototype de ce projet, par un aménagement éphémère dans un des espaces de cœur de quartier.

L'aménagement intermédiaire entre jardin et petite pépinière, devrait être produit en 4/5 jours de chantier sur place, certains des éléments constitutants pourront être produit à l'avance (à la Gare Franche, chez des partenaires volontaires...) puis installés in situ.



La surface moyenne aménageable serait de l'ordre de 200/ 350 m² (incluant une serre si possible) et devrait pouvoir être maintenue in situ deux semaines au minimum, mais pourrait rester de façon plus durable si elle est relai vers la suite du projet.

Son aménagement serait constitué
de bacs plantés,
de petits parterres plantés sur fond géotextiles,



de végétaux en pots, arbustes en pots,
de mobiliers bancs, tables, conçus et fabriqués avec des habitants complices et volontaires. (1/3 tables)
Une étagère à plantes d'intérieur ou de balcons (par exemple prêtées par des voisins et consignée avec une anecdote).
Des 5 tables de semis déjà fabriquées.
Une serre si possible
Un filet de protection pour l'ombrage des plantes et des personnes



une arrivée d'eau

Afin de former d'emblée un espace suffisamment végétalisé, il faudra pouvoir compter sur du don et du prêt de plantes (et d'arbustes) afin d'obtenir un espace suffisamment dense.

De façon complémentaire après repérage, nous transplanterons des plantes poussant de façon spontanée sur Plan, d'Aou, parmi les essences qui pourront le supporter. Nous aurons donc une mixité entre des essences importées et provenant du site.



Cette installation aurait la vocation essentielle d'illustrer la démarche possible autour du projet de pépinière. Son espace pourra être le support d'autres interventions et actions artistiques se déroulant sur la session d'inauguration de la Gare Franche.



Le démontage sera l'occasion d'offrir les plants (en dehors de ceux prêtés bien sûr !) aux habitants et usagers du quartier qui le souhaiteront.



Comment ça marche?

Cet espace est à tout le monde, petits et grands, on peut y aller librement et tous ceux qui ont envie, peuvent y participer pour l'embellir.

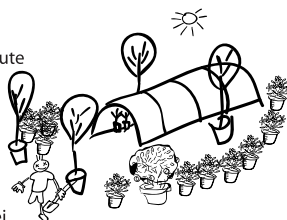
Un compteur d'eau indépendant a été installé pour assurer l'arrosage sans que cela se répercute sur les charges des locataires.

Tous les jours, il faut un peu entretenir les plantes, les arroser, les transplanter, réparer la serre ou le mobilier quand il est abîmé.

Durant l'été Christian et Julien du Cosmos Kolej se relaieront tous les jours pour assurer l'arrosage et l'entretien avec les habitants volontaires.

Si vous voulez des plantes pour chez vous, il suffit d'aider à en faire pousser, si vous faites pousser trois plantes, vous pouvez en ramener une chez vous.

On peut aussi s'y échanger des plantes, des pousses des graines...



Qu'est ce que c'est?

Un jardin - pépinière, pour aménager un espace vert avec des plantes qui vous plaisent, un lieu de rendez-vous où l'on peut s'asseoir tranquille à l'ombre, bouquiner, pique-niquer...

Que l'on soit petit ou grand, c'est aussi un lieu pour apprendre à reconnaître les plantes et à les jardiner.

La pépinière sert à faire pousser des plantes dans des pots, pour les replanter ou les déplacer après, elles pourront servir à embellir le quartier, les pieds d'immeubles, des petits jardins, les écoles, les associations mais aussi les balcons.



L'emplacement actuel est provisoire, la pépinière bougera sur différents lieux du quartier au fil des chantiers de construction.

Elle servira à créer collectivement de petits aménagements d'espaces verts à différents endroits du quartier avec les volontaires.

Dès la rentrée de septembre, de nouvelles activités pour les enfants et les adolescents reprendront avec les écoles partenaires, l'école maternelle et primaire du Plan d'Aou et le collège Elsa Triolet, ainsi qu'avec le centre social du Grand St Antoine.

Bonjour vous héritez d'une table de semis

Qu'est ce qu'une table de semis ?

C'est un ensemble de bacs contenant un mélange terreux fait de tourbe, terre franche et terreau (dosés par tiers) plus un apport de sable de rivière (pour affiner)

Chaque bac est destiné à une ou plusieurs espèces végétales.

Un ou deux des bacs sont des bacs témoins, ils doivent être conservés dans l'état afin d'observer et reconnaître les plantes de notre environnement poussant de façon «naturelle» et spontanée.

Dans les autres bacs vous pouvez semer ce que vous avez envie de récolter, herbes, fleurs, légumes, à vous de jouer...

La table de semis est une première étape dans la croissance des plantes, c'est l'étape de germination qui va demander une transplantation, une fois le stade de repiquage atteint, ce stade est différent selon chaque espèce.

Le repiquage consiste à aérer les semis, une plante qui pousse a besoin d'un peu plus d'espace.

On les repique une fois qu'elle peuvent supporter la transplantation, dans un autre bac en donnant un peu plus d'espace aux plantes.

Par exemple dans le bac de semis vous aller germer une centaine de plantes, une fois le stade de repiquage atteint, vous aller les transplanter dans d'autres bacs ou la densité sera dix fois moins importante.

A ce moment cela pourra être directement dans des pots ou des jardinières directement utilisés pour de l'ornemental ou pour préparer un parterre ou un massif en plein sol.

Suivant les espèces on aura besoin d'un deuxième repiquage pour atteindre une végétation de décoration.

A chaque repiquage il y a un besoin un peu plus important en profondeur de sol.

Ces tables demandent un suivi d'entretien constant.

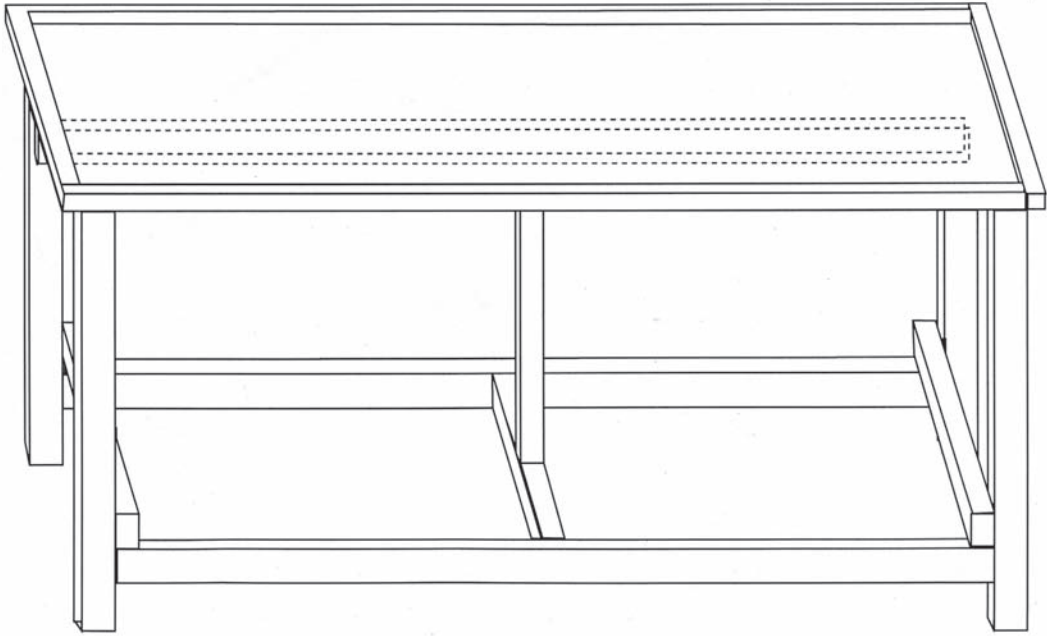
Un arrosage par jour

L'arrosage doit être régulier avec une pomme d'arrosoir

Il faut de préférence de petits arrosoirs avec une pomme d'arrosoir ou une rampe.

Deux ou trois accessoires complémentaires vous seront utiles; un mini-râteau, une pelle, (transplantoir).

À vous de jouer.



Note pour une suite à l'action de Bruit du frigo au Plan d'Aou : une cartographie 2008

Mai 2006 – décembre 2007 :

La continuité des jardins de la Gare Franche au Plan d'Aou.

À la Gare Franche

Depuis mai 2006, l'équipe bordelaise de Bruit du frigo, emmenée par Gabi Farage, s'est installée en résidence à la Gare Franche, pour contribuer aux relations humaines et artistiques qui peuvent se tisser entre les habitants du Plan d'Aou et la Gare Franche, en envisageant d'un point de vue artistique, les enjeux spatiaux, les accès et les circulations depuis le Plan d'Aou.

Il s'agit pour le Cosmos Kolej d'inscrire la Gare Franche de manière organique dans son quartier, de la lier à l'histoire collective, aux parcours individuels, aux enjeux sociaux et économiques, au développement urbain de sa ville.

*Tout au long de son année de travail, Bruit du frigo a exploré la métaphore de **la continuité des jardins** (intimes, privés, collectifs, partageables, communs, publics), par une investigation sur l'imaginaire et le désir au quotidien.*

Partant de la «forêt» (puisque les enfants du Plan d'Aou ont nommé ainsi les quelques arbres de la Gare Franche), longeant les jardins potagers collectifs (animés par le centre social), le collectif a proposé une image inhabituelle du quartier, basée sur son potentiel végétal.

Le jardin diffus

*Ce projet, nommé «**Jardin diffus**», a consisté en un recensement systématique des espaces verts du Plan d'Aou. À travers la mobilisation des cueilleurs du quartier, mais aussi des jardiniers amateurs et des botanistes et professionnels, Bruit du frigo a pu **identifier les essences spontanées comestibles ou ayant des vertus médicinales**, présentes dans le quartier. Ce travail a servi de base à l'édition d'une **cartographie végétale du Plan d'Aou** et des recettes de cuisine qui en découlent.*

*Des **rencontres ont conduit Bruit du frigo à développer le projet du jardin diffus**, en partageant sa démarche artistique avec les habitants du Plan d'Aou.*

*Dans un premier temps, plusieurs **ateliers d'urbanisme utopiques** ont été alimentés par les récits spontanés et les rêves partagés, révélant ainsi l'imaginaire collectif. Gabi Farage en a proposé autant d'installations plastiques, sur le mode du panneau de chantier, promouvant les utopies des habitants.*

*Dans un deuxième temps, les **repas d'état-major**, confectionnés à partir des produits naturels du jardin diffus, ont permis de démontrer la richesse culinaire du quartier, à l'occasion de déjeuners partagés sur une proposition plastique : une nappe blanche brodée de la carte du quartier, comme support de conversation.*

L'espace public

*À travers l'ensemble de ces rencontres, Bruit du frigo a souhaité développer sa réflexion sur **l'espace public au Plan d'Aou**.*

Dès juin 2006, Bruit du frigo avait choisi d'intervenir sur l'état transitoire du Plan d'Aou, en cours de restructuration, pour à la fois l'interroger et en proposer un processus de transformation par l'artistique. Des bancs, une table basse, et une chaise longue avaient alors été fabriqués avec les habitants sur les emplacements de leur choix.

Sept utopies collectives ont poursuivi cette démarche à travers les ateliers d'urbanisme utopique. Parmi elles, ont été proposés :

- Une **pépinière** pour créer à la fois un jardin d'agrément et un outil de paysagement pour le quartier,
- Le prolongement des **jardins collectifs**, le long du mail, pour proposer des espaces plus intimes mais tout aussi partagés,
- L'établissement d'une **guinguette** près de la chaudière pour laisser libre champ à la fête,
- La création d'une **terrasse** face à la mer pour permettre au club-jeunes de s'ouvrir à un public plus mixte,
- L'habillage des façades de **l'école maternelle** avec les dessins sérigraphiés des enfants pour partager leur immense imagination,
- La création d'un **kiosque à musique** au sommet du blockhaus,
- La **proposition d'espaces sportifs au niveau du Belvédère**, qui représente une demande forte et renouvelée des jeunes ...

Un exemple de réalisation : la pépinière

*La pépinière est une utopie qui s'est concrétisée en mai 2007. Elle participe pleinement à la démarche initiée dans le cadre du jardin diffus. Intégrant les espèces végétales sauvages du quartier, elle permet à moyen terme **de travailler au mode d'appropriation des espaces publics, privés et communs du quartier, par ses habitants et ceux qui le fréquentent.***

La pépinière au Plan d'Aou est potentiellement :

- *un outil d'aménagement paysager, depuis les balcons, jusqu'aux bas d'immeubles, depuis les jardins collectifs jusqu'au futur Parc de Séon,*
- *un outil d'action culturelle et de développement artistique,*
- *un outil pédagogique (écoles, habitants du quartier, formation ...),*
- *un outil de développement économique et d'insertion,*
- *un espace vert d'agrément temporaire dans le quartier,*
- *qu'outil de sociabilité de lien intergénérationnel*
- *qu'outil de médiation pour le centre social et l'ADDAP.*

Aujourd'hui, le fonctionnement de la pépinière est assuré, grâce au co-portage du Contrat de Ville, du Cosmos Kolej, de la Logirem et d'Erilia de la MOUS, du Grand Projet de Ville et de la Ville, ainsi que du Centre Social du Grand Saint Antoine,.

Janvier – juin 2008 : du Plan d'Aou au Parc de Séon

En apportant son regard singulier sur le Plan d'Aou, Bruit du frigo a contribué, aux côtés du Cosmos Kolej, à activer et à partager de l'imaginaire dans le quartier et sur son devenir.

*Sa démarche, qui s'appuie sur le terrain et la proximité, rencontre les enjeux de la concertation et du développement urbain. Une suite donnée à cette action peut constituer une **forme d'accompagnement du processus de requalification urbaine.***

De l'espace public au Parc de Séon

*Au Plan d'Aou, Bruit du frigo propose de reprendre son **processus de travail sur l'état transitoire du quartier, dans l'objectif de poursuivre sa démarche sur les espaces publics, aussi bien symboliques que physiques.***

Le collectif explorera l'évolution des espaces «ouverts», ainsi que leur fonction collective. Plusieurs enjeux l'animent en particulier, comme le développement de pratiques collectives ou les relations aux quartiers mitoyens. Le devenir du Parc de Séon, qui constitue un enjeu important du projet urbain, deviendra le fil conducteur du travail de Bruit du frigo.

Bruit du frigo cherchera à donner suite à la **concertation** qu'il a entamée avec l'ensemble des habitants : enfants, adolescents, adultes et personnes âgées. Il s'agira notamment de travailler à **l'émergence et à l'appropriation du parc par les riverains, à travers les désirs exprimés par chacun.**

Son action prendra appui sur les **partenaires** du Cosmos Kolej : le Contrat de Ville, la MOUS, le Grand Projet de Ville, la Ville (DGUH), le Centre Social du Grand Saint Antoine, la Logirem et Erilia. Son travail héritera naturellement de sa résidence à la Gare Franche depuis mai 2006.

Les outils de la discussion

Le travail s'appuiera sur :

- 1) la mise en œuvre de la **pépinière comme outil de paysagement**, avec :
 - des actions tests sur des pieds d'immeubles dans une démarche de coopération avec la Logirem,
 - des actions tests dans l'espace urbain, à travers l'installation de jardinières ou le fleurissement des balcons,
 - la création d'espaces verts transitoires au Plan d'Aou afin d'en étudier collectivement les besoins.

La question paysagère sera traitée à partir des essences déjà existantes sur le quartier, complétées par des plantes méditerranéennes.

- 2) la démarche engagée autour des **ateliers d'urbanisme utopique**, conduisant à la production d'aménagements temporaires, afin de contribuer à l'appropriation des espaces créés par les habitants et les passants,
- 3) la réalisation de **propositions plastiques et urbaines** afin d'interroger les espaces et leur fonction.

L'ensemble de ces travaux permettront de collecter de la matière pour la **programmation durable de l'aménagement** :

- du quartier,
- de ses liaisons avec Saint Antoine et la Bricarde (par le mail ou le traitement du coteau de Séon).

L'équipe

Adossée au Cosmos Kolej, qui porte la production, l'administration, la communication et le développement des publics depuis mai 2006, l'équipe de Bruit du frigo sera constituée de :

- *Gabi Farage en tant que chef de projet,*
- *un architecte,*
- *un botaniste ou paysagiste,*
- *un plasticien.*

Elle sera présente au Plan d'Aou une semaine complète par mois pendant six mois, de janvier à juin 2008. Son hébergement sera pris en charge à la Gare Franche.

Accueilli par le Cosmos Kolej à la Gare Franche, Bruit du frigo rencontrera les acteurs qui pourront enrichir sa proposition, comme :

- *les artistes en résidence à la Gare Franche, traitant de son inscription territoriale,*
- *l'Ecole du Paysage,*
- *l'Ecole d'Architecture,*
- *Rémi Dutoit dans le cadre de sa pépinière à la Friche La Belle de Mai,*
- *L'INRA, qui travaille à la question des essences méditerranéennes.*

Ce projet entrera dans le cadre de l'Outil Commun (voir annexe 3), qui rassemble cinq structures culturelles des quartiers Nord pour Marseille Capitale Culturelle européenne 2013. Associé à la Cité des Arts de la Rue, à Lézarapart, à Lieux Publics et au Théâtre du Merlan, le Cosmos Kolej propose de développer durablement un outil de relations aux publics et à la ville, qui contribue à faire vivre et évoluer les territoires géographiques de chaque partenaire, ainsi que les axes et circulations entre eux.

La méthodologie

1) De janvier à février 2008 : l'état des lieux.

- *Démultiplier les contacts avec les habitants de Plan d'Aou, grâce aux dernières rencontres du Cosmos Kolej et aux participants à la cartographie du Plan d'Aou établie par Bruit du frigo en 2006 – 2007, afin de poursuivre et de renforcer les démarches de concertation.*
- *Proposer un matériau de base pour engager la réflexion sur le Parc de Séon à partir :*

- o *D'un recueil des besoins et envies des habitants,*
- o *De l'observation des pratiques du quartier,*
- o *D'un inventaire de lieux exploitables pour la création d'espaces verts et d'aménagements temporaires.*

Ces ateliers s'articuleront avec les projets d'autres opérateurs du quartier, afin de créer une dynamique commune.

2) De mars à avril 2008 : la mise en œuvre.

- *Développer les ateliers de discussion à partir d'une installation temporaire démontable : « salon extérieur » avec tapis, sièges et table basse, abris, supports d'accrochage...*
- *Proposer des promenades collectives dans le quartier et des prises de photographies ...*
- *Créer et installer des supports de petit format (panneaux et affiches) dans le quartier (murs, grille de chantier...) à partir des témoignages collectés auprès des habitants lors des ateliers, afin de matérialiser la réflexion en cours (sous réserve de validation par la MO).*

3) Mai 2008 : la communication.

- *Informers les habitants, notamment par une lettre déposée dans les boîtes aux lettres, à travers un document proposant :*
 - o *Un format : A5 paysage.*
 - o *Un recto : une photo du quartier avec une question invitant à réfléchir sur les aménagements temporaires*
 - o *Un verso : un texte d'invitation signée par le maire (ou un élu ?).*
- *Informers la presse par un communiqué et des déjeuners d'état major.*

4) Mai – juin 2008 : la restitution.

Rédaction d'une synthèse des attentes, idées, propositions récoltées. Ce document devra être examiné et validé par le groupe de suivi, composé du Grand Projet de Ville, de la MOUS, du CUCS et des bailleurs.

EPILOGUE:

Nous sommes en novembre 2007 au moment de cette rédaction, la suite du projet est en cours, ce sont des éléments relatifs à sa conduite qui sont présentés dans le cadre du TPFE.

Conclusion?

Nous naviguons dans des types de démarches qui travaillent sur les marges de la commande institutionnelle.

Elles proposent l'organisation du projet comme espace public (Chris YOUNES - labo Gerfau).

C'est un déplacement qui amène à repenser l'espace du projet, qui suscite des questions..

Mettre l'accent sur les choses en train de se faire, pose la question du partage, c'est aussi un état d'esprit, faire ensemble, donc de la motivation, de l'adoption culturelle de cet état d'esprit.

Des conditions doivent être réunies pour que quelque chose se déroule, on ne pense plus seulement en terme d'auteurs, ni d'acteurs dans leurs rôles, mais de process où l'on s'engage en écoute avec un milieu, prêt à une réactivité qui peut nous faire sortir mutuellement hors de nos pratiques habituelles, on y risque l'action, mais aussi la crédibilité.

Ces démarches sont étroitement reliées aux contexte socio urbain où elles émergent, ou s'inscrivent, cela pose; aussi la question des forces qui se confrontent.

Cette question s'inscrit dans un contexte de crise, ou la société de consommation a infiltré la question du public.

(Cf. Sagot DUVAUROUX, modification du rapport anthropologique à la vérité in "de la gratuité" ed. l'éclat)

Bien sur, il y a des tendances dans nos sociétés qui rendent tellement anecdotique les échelles de nos interventions, qu'il y a nécessité de travailler à une toute autre échelle, le parti de l'homéopathie ne suffit pas.

Il faudrait de front, "aller sur d'autres échelles que celle que l'on manipule depuis des années, il faut qu'on prenne conscience dans ce récit de monde fini, ou la démocratie représentative et en péril, la place des architectes et des urbanistes est à la fois dérisoire et essentielle." (P. MAHEY)

Sachant que le projet architectural et urbain se fait à la fois avec et contre la culture, les cultures (par exemple populaires, vernaculaires ou à contra-

rio, élitistes...) (C. YOUNES), il est important d'envisager en cette absence d'universalité de la culture, les possibles que cela ouvre et les problèmes que cela pose.

Y a t'il un consensus possible, souhaitable, est ce que cela détruit les différences, est ce que ça les intègre ?

Mais plus globalement concernant l'habitabilité de nos espaces, *"Si l'on veut arriver à construire du projet qui n'est pas basé sur de l'idéologie imposée, de la doctrine, et qui soit fabriqué dans une contribution de la base, sur de la remontée, de la maïeutique, sur de l'écoute d'un territoire, avec ce qu'il souffre, ce dont il a besoin pour changer, il faut qu'il y aie des gens qui travaillent à la représentation partageable, de façon à repositionner les élus les techniciens, les intellectuels qui parfois s'affirment seuls dans l'énoncé d'un projet d'une vision, de façon à permettre une conversation populaire entre des réalités et des représentations. Il faut des gens capables de fabriquer des représentations partageable avec une éthique, avec une capacité à être lisibles, écoutés, vus et à recommencer leur représentations dès qu'il le faut en écoutant les autres."* (Pierre MAHEY)

Dans ces prises en comptes, pour définir une position d'acteur, j'adhère à la proposition de Francis Jeanson, *"Il faudrait des gens qui soient à la fois des praticiens du terrain et des praticiens de la réflexion. C'est capital, la réflexion est indispensable. Malheureusement quand elle est là, c'est souvent une manière de gommer les problèmes pratiques. Il faut une tension entre des gens de terrain, qu'ils soient de artistes ou des membres de la population concernée, et des gens entraînés à réfléchir sur ces problèmes. [...]"* (extrait de "(re) politiser nos vies" Francis JEANSON, entretien, revue CASSANDRE, mars avril 2001, p.3)

Pourquoi je fais ce que je fais?

Probablement parce que je ne trouve pas ce que je cherche.

Des lieux habités, habitables, tels que j'ai envie de les vivre.

Parce que je ne veux pas être complice de ce que je ne cautionne pas.

Je cherche avec une exigence, qui se cultive, comment je peux contribuer à un monde en aspérités, un monde qui ne serait pas la conséquence d'un marché, contre un monde lisse, qui substitue à la culture, l'économie.

Je ne prétends pas le résoudre par nos actions, mais je dis que c'est une chose qui me préoccupe

Je ne veux pas être la conséquence d'un marché, parmi d'autres conséquences.

Cela m'intéresse de «stimuler les aspérités», les plis dans lesquels nous pouvons parfois être invisibles, y construire des situations collectives désirables.

Parce que j'ai besoin et je crois que nous avons besoin de diversifier les espaces partageables, qu'ils soient singuliers et non dans la recherche d'équivalences.

La définition du sens commun est pratique avant d'être esthétique

Ces démarches sont fragiles, mais opérationnelles. Elles débouchent sur la recherche de nouvelles possibilités.

comment continuer qu'est ce que vous allez faire maintenant?

Que construire, sinon les conditions d'une conversation?

"Comment les champs du possibles peuvent devenir un champ du réel?"
(O. Bedu - Cabanon Vertical)

Orientations Bibliographiques :

- BOUCHAIN, Patrick avec la collaboration de ONFRAY Michel, KROLL Lucien, BUREN Daniel, et al. «Construire autrement. Comment faire ?». Arles, Actes Sud, Collection : L'impensé, 2006
- BRANZI, Andrea, «Nouvelles de la métropole froide - Design et seconde modernité». trad. de l'italien par Christian Paoloni. Paris, Centre Georges Pompidou Collection : Les essais du C.C.I., 1992.
- BOZZI, Pénélope, OROZA, Ernesto, «Objets réinventés, la création populaire à Cuba», Paris, Editions Alternatives, 2002
- BURCKHARDT, Lucius. «Le design au-delà du visible» trad. de l'allemand par Jean-Luc Evard. Paris, Centre Georges Pompidou Collection : Les essais du C.C.I., 1991.
- CHADOUIN, Olivier. «Etre architecte : Les vertus de l'indétermination. De la sociologie d'une profession à la sociologie du travail professionnel». Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2007.
- FRIEDMAN, Yona. «Utopies réalisables» Paris, 10/18, 1976.
- FRIEDMAN, Yona. «L'architecture de survie Une philosophie de la pauvreté». Paris, Éd. de l'Eclat, [1978] 2003.
- KHAN, Lloyd, HOMEWORKS, «Maisons à construire», Paris, Parenthèses, 2006
- KROLL Lucien Atelier. «Enfin chez soi... Réhabilitation de préfabriqués» Paris, L'HARMATTAN EDITIONS, 1997
- KROLL Lucien Atelier. «Bio- psycho- socio - éco, n°1 écologies urbaines». Paris, L'HARMATTAN EDITIONS, 1997
- MANZINI, Ezio. «Artefacts - Vers une nouvelle écologie de l'environnement artificiel». Paris, Centre Georges Pompidou Collection : Les essais du C.C.I., 1992.
- MALVERTI, Xavier dir. PUCA, Pôle Concevoir construire habiter, Programmer concevoir «Construire dans le construit - Un enjeu d'architecture». Paris, Plan Urbanisme Construction Architecture, Collection : Recherche [n°116], 2000.
- OCAMPO FAILLA, Pablo. PERIPHERIE – «L'hétérotopie du non-lieu». Santiago de Chile, USACH, 2002.
- COLLECTIF, sous la dir. de CULOT, Maurice, «Architectures autrement, Habiter le monde», Bruxelles, AAM, 2006
- IPRAUS, collectif sous la direction de CLEMENT, Pierre et LANCRET, Nathalie, «HANOI», Paris, ed. Collection recherche IPRAUS, 2001
- STEALTH, «ZINE», Beograd, 2001
- ADELS, «Démocratie participative locale, comprendre agir, proposer», Paris, les pratiques ADELS, 2007
- AMOUGOU, Emmanuel. «Les grands ensembles Un patrimoine paradoxal». Paris, l'Harmattan Collection : Logiques sociales, 2006
- BOUTINET, Jean Pierre, «Anthropologie du projet», Paris, PUF, 1990
- CHADOUIN, Olivier. «La ville des individus», Paris, L'Harmattan, 2004
- CHAUVIER, Eric, «Une Anthropologie», Paris, ALLIA, 2006
- DE CERTEAU, Michel. «L'invention du quotidien . [vol. 1] Arts de faire». 1980, Paris, Gallimard, Collection Folio [n°146], 1990 .
- DE CERTEAU, Michel, dir. / GIARD, Luce / MAYOL, Pierre. «L'invention du quotidien. [vol. 2] Habiter, cuisiner». Paris, Gallimard, Collection Folio [n°238], 1994.
- DONZELOT, Jacques. «Quand la ville se défait - Quelle politique face à la crise des banlieues?». Paris, Éd. du Seuil, Collection : La couleur des idées, 2006.
- ESTÈBE, Philippe. «L'usage des quartiers - Action publique et géographie dans la politique de la ville», 1982-1999. l'Harmattan Editions Collection : Logiques politiques, 2004.
- MANGIN, David. «La ville franchisée, Formes et structures de la ville contemporaine». Paris, Éd. de la Villette, 2004.
- PADES. «Se reconstruire en améliorant son logement ? : L'autoréhabilitation accompagnée, un outil de développement social». Paris, Fondation de France, 2004.
- PAQUOT, Thierry / YOUNES, Chris. dir. «ETHIQUE ARCHITECTURE URBAIN». LA DECOUVERTE EDITIONS, 2000.
- SEGAUD Marion - «Anthropologie de l'espace» - Armand Colin, Paris 2007
- JACCOUD, Christophe / SCHULER, Martin / BASSAND, Michel. dir. «Raisons et déraisons de la ville Approches du champ urbain».

- _____ Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 1996
- COLLECTIF. «Faut-il réinventer le logement social et populaire en Europe?» : Le rôle des associations. Paris, La Documentation Française, Débats Certu, janvier 2006.
- COLLECTIF. «Montréal, une autre gestion de la cité». Montréal, Profession Banlieue, 2005.
- COLLECTIF, Actes du séminaire, «Les lieux et les gens dans le devenir de villes», France, écomusée du Creusot Montceau, 2004
- COLLECTIF, sous la direction d BACQUE, Marie Hélène, REY, Henry, SINTOMER, Jean Yves, «Gestion de proximité et démocratie participative, une perspective comparative», Paris, La découverte, 2005
- BEY, Hakim. «TAZ Zone autonome temporaire», trad. de l'anglais par Christine Tréguier avec l'assistance de Peter Lamia & Aude Latarget. Paris, Éd. de l'Éclat, [1985] 1997.
- DEBORD, Guy. «Internationale situationniste». Paris, A. Fayard, [1970] 1997.
- DEWEY, John. «Oeuvres philosophiques [vol. 2] Le public et ses problèmes», trad. de l'anglais (USA) et préf. par Joëlle Zask. Pau, Publ. de l'Université de Pau, Farrago, L. Scheer, 2003.
- FILLIOU, Robert, «Enseigner, apprendre, Arts vivants», Paris Bruxelles, Archives Leeber Hossmann, , 2000
- PATRIAT, Claude, «La culture un besoin d'état», Paris, Hachette, 1998
- RANCIERE, Jacques, «Le maître ignorant». Paris, 10/18, FAYARD, 1987
- RENARD – Chapiro, Claude / CASTANY, Laurence. «NOUVEAUX TERRITOIRES DE L'ART, PAROLES D'ELUS». Paris, SUJET OBJET EDITIONS, 2006.
- SAGOT-DUVAUROUX, Jean-Louis. «De la gratuité». Paris, Éd. de l'Éclat, 2006.
- SMISTHON, Robert, «une rétrospective, Le paysage entropique», Marseilles, Musées de Marseille /RMN, 1994
- VANEIGEIM, Raoul, «Banalités de base», Paris, Verticales/Le Seuil, 2004
- COLLECTIF, sous la direction de LOUBIER, Patrick, NINACS, Anne Marie, «LES COMMENSAUX», Montréal, ed. SKOL, 2000

articles:

BURCKHARDT, Lucius. Sermon, revue AZIMUTS, n°10, Saint Etienne, 1996.

MOUSSAOUI, Abderrahmane, article : «Souami Taoufik, Aménageurs de villes et territoires d'habitants. Un siècle dans le sud algérien, Préface de Michel Maré, Paris, L'Harmattan, 2003, 420 p.», Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée [En ligne], N° 111-112 - Les partis politiques dans les pays arabes, mars 2006.
 Pagination : 306-309.

sites internet:

www.geoeco.ulg.ac.be PARTOUNE Christine - L'approche interdisciplinaire" - Laboratoire LMG - www.cosmoskolej.org : historique, revue de presse écrite pour l'ouverture de la Gare Franche, l'Abécédaire de W. Znorko, Août 2002.

ANNEXES

Sermon

Lucius Burckhardt, chargé de mission pour la création d'un nouveau département design à l'école d'architecture de Weimar, dans les murs de l'ancien Bauhaus, décide de rompre avec la tradition pédagogique qui en a découlée¹. « Apprendre du Bauhaus signifie ne pas seulement le répéter, mais réfléchir sur ce qui est nécessaire aujourd'hui, de la même manière que les gens du Bauhaus ont réfléchi sur ce qu'il fallait créer en leur temps, il y a 70 ans. » C'est en 1993 que la section design ouvre ses portes. En 1994, un pasteur invite des professeurs à prononcer une série de sermons dans la Jakobskirche. Voici la contribution de Lucius Burckhardt.

1. Voir Azimuts n° 5, pages 43-45.

J'ai choisi pour mon sermon une phrase du prophète Ézéchiël : « J'enlèverai de votre chair le cœur de pierre et je vous donnerai un cœur de chair. » (XXXVI, 26)

Il faut savoir que les prophètes ne prédisent pas l'avenir, comme la légende le fait croire. Ils ne disent pas que je gagnerai au loto l'année prochaine ou que j'aurai un accident ; les prophètes parlent à la fois hors du temps et pour notre temps. Je reviendrai plus tard sur la signification intemporelle de ce verset.

D'après l'interprétation traditionnelle de l'église, il signifie que la Loi est remplacée par le pardon, l'Ancien Testament par le Nouveau. Je voudrais réfléchir sur ce que le cœur de chair signifie pour nous, qui vivons aujourd'hui, et qui travaillons à la Technische Hochschule (institut polytechnique). Mais je ferai d'abord un détour.

Une de facultés humaines, que l'animal ne possède pas, est celle de projeter. L'animal réagit à un stimulus. L'homme ressent lui aussi ce stimulus, le problème ou l'incitation ; toutefois il est capable de ne pas seulement réagir, mais de concevoir une solution durable. Cette faculté est incarnée par la profession de l'ingénieur, dont nous allons maintenant parler. Nous allons également réfléchir sur la façon d'enseigner et de développer cette capacité.

L'ingénieur conçoit deux types de projets : j'appelle l'un les chefs-d'œuvre et l'autre « les solutions parfaites ». Les chefs-d'œuvre ont leur source dans la tradition académique, les solutions parfaites sont issues des écoles polytechniques.

Les chefs-d'œuvre sont créés par les grands maîtres, qui possèdent l'intuition, également une qualité humaine importante ; c'est la capacité d'agir et de concevoir



des œuvres sur une base d'informations insuffisantes — par une imagination qui complète. Si le grand maître est jeune, il fait usage de son intuition pour répondre à de petites commandes par de grands projets. Peu à peu, au fil de sa vie professionnelle, il acquiert ce qu'on appelle l'expérience, que je tiens déjà pour un début de pétrification de son cœur. Dans la deuxième moitié de sa vie, le grand maître a de grandes commandes et délivre de petites solutions. Il applique alors à de grands problèmes son expérience adaptée à de petits problèmes. Cette extrapolation est à la source de projets grandioses mais ratés, tels que Chandigarh, Brasilia, le Salt Institute, etc. Si nous prions ici pour un cœur de chair, c'est parce que nous ne voulons pas être pétrifiés par ce qu'on nomme l'expérience, qui empêche de progresser dans sa pensée (« Je l'ai déjà fait, donc on le fait ainsi »). Surtout, ne pas dire aux étudiants : « ce que tu as commencé ne donnera rien, je l'ai déjà essayé et ça n'a pas marché. »

Venons-en à l'ingénieur et à sa solution parfaite. Il est issu, comme on l'a dit, d'une autre tradition, celle de l'École polytechnique. En France, elle s'est développée sous Bonaparte qui demandait à ses ingénieurs : comment les troupes peuvent-elles traverser le Rhin ? Et les ingénieurs de répondre : nous allons construire un pont ! Ainsi, la commande était exempte de politique, mais la responsabilité restait partagée. La commande venait de Bonaparte, et si le pont conduisait à la guerre, c'était son affaire. La solution était conçue par les ingénieurs, et si le pont tombait sous le poids des canons, c'était leur faute. Mais si on tirait sur les troupes, les ingénieurs étaient innocents.

Dans les années 60, l'approche technique est devenue méthodique. L'ingénieur procède d'après les règles suivantes : désigner l'objectif, analyser le problème, effectuer une synthèse, concevoir un plan, exécuter celui-ci et vérifier son bon fonctionnement. Ainsi croit-on qu'on a rendu la solution trouvée compatible avec la logique de l'économie et de l'écologie. Mais en réalité il est difficile, au début d'un travail de conception, de désigner clairement l'objectif. De ce fait, l'analyse rassemble beaucoup d'informations

Ci-dessus,
Jacobskirche, l'église
où Lucius Burckhardt
a prononcé
son "Sermon".

inutiles. Ce qu'on nomme alors la synthèse est la mise à l'écart de toute information gênante. La conception d'un projet sur la base de cette synthèse est un acte tout aussi intuitif que pour le chef-d'œuvre traditionnel. L'exécution suit strictement le plan, et la vérification arrive quand tout est fini, c'est-à-dire trop tard.

Les solutions dites parfaites nuisent à l'environnement. Qu'on pense au barrage d'Assouan qui a détruit le système d'irrigation naturelle égyptien, ou au barrage de Sardoch-Sarowan, dont la construction par la Banque mondiale a provoqué l'exode de 260 000 paysans, ou encore aux 2 400 pompes installées dans le delta de l'Indus. Celles-ci sont devenues nécessaires parce que les ingénieurs y ont construit, il y a quelque temps, un système d'irrigation qui a fait augmenter le niveau de sel dans la terre au point de la rendre stérile — l'eau salée devait donc être enlevée. Les pompes utilisées, prévues pour l'eau douce, vont rouiller en quelques années. Mais ce n'est pas grave puisqu'on ne sait pas d'où faire venir l'électricité pour ces 2 400 pompes.

Ceci prouve que les ingénieurs ne recherchent une solution parfaite que dans le but d'obtenir de nouvelles commandes. Ils confirment la loi de Meadow qui dit que la suppression d'un inconvénient en crée toujours de plus grands. En outre, on peut voir que la solution parfaite n'est pas une vraie solution — pour autant est qu'il en existe — puisqu'elle ne fait que repartir les problèmes autrement. L'ingénieur n'arrive pas à transformer le malheur en bonheur ; il ne fait que favoriser ou défavoriser des gens différents.

Si nous prions ici pour un cœur de chair, nous prions aussi pour des règles ou des méthodes de conception qui relativisent les solutions parfaites. Je pense qu'il ne faut pas jouer à tout bout de champ les décideurs. Il ne faut pas tout déterminer sur-le-champ ; nos successeurs ne seront pas moins intelligents et ils auront l'avantage de pouvoir regarder plus loin dans le futur. Nous pouvons remettre bien des décisions à plus tard. Ou bien prendre des décisions « douces », qui soient modifiables en cas d'erreur de conception. De même, les constructions ne doivent pas présenter de solutions précises ; leur structure et leur utilisation doivent être modulables. Il faut travailler à une échelle appropriée, si possible à l'échelle 1, plutôt qu'au 1 : 1 000^e ou au 1 : 10 000^e. Nous devons garder à l'esprit que nous n'apportons pas le bonheur, mais une amélioration pour quelques-uns et une aggravation pour d'autres. C'est pourquoi il faut apprendre à résoudre les conflits avec compréhension.

Je pense aussi à l'enseignement : les étudiants doivent pouvoir faire des erreurs. On n'apprend que par ses erreurs. Ils doivent pouvoir travailler sur des exercices qui autorisent ces erreurs. Autrement dit, pas d'exercices de livre de maths, qui ont tous une solution ; pas d'exercices que l'assistant du professeur a déjà résolus. Pas non plus de dessins sans contenu, mais d'une exécution parfaite. Nous ne voulons pas d'apprentissage en plusieurs stades, où la deuxième étape n'est permise que si la première a été accomplie à la perfection — « apprends de faire ceci et tu auras le droit de faire cela ». Dans notre école on a aussi le droit de ne pas savoir et de faire quand même.



C'est maintenant que le sermon peut commencer. Le cœur de pierre croit savoir ce qu'il sait, mais nous, nous avons affaire à l'ignorance. Cette "ignorance" est une formulation ancienne dont les philosophes de l'Antiquité ont déjà dit : « je sais que je ne sais pas », ou « l'homme ne peut atteindre au savoir absolu ». La relation à l'ignorance a toujours impliqué, dans la pensée judéo-chrétienne, le renvoi à Dieu, qui est omniscient à notre place.

Dans le monde contemporain, on se rend compte que cette formule est vide. Notre ignorance n'est pas temporaire, ne suppose pas la possibilité d'un savoir plus grand, n'est pas une modestie envers un plus grand système de connaissances ou de la religion. La formule de Nietzsche « Dieu est mort » est une métaphore de l'impossibilité nouvelle de mettre notre ignorance en relation avec un plus grand savoir resté intact. Notre savoir n'est pas comme les morceaux d'un vase brisé qu'on pourrait reconstituer ou du moins, se représenter entier : il n'y a pas de vase, les morceaux ne peuvent être recollés, parce qu'ils ne vont pas ensemble.

C'est pourtant là que les cœurs de pierre trouvent leurs solutions : on prétend que tout va bien et qu'on est en sécurité, là, où il n'y a en réalité que des doutes ; ou bien on augmente encore les doutes et le scepticisme comme s'il y avait une base qu'il faudrait nettoyer pour y construire un nouvel édifice de savoir. Le cœur de chair se représente le savoir de manière fragmentée, en débris, au milieu de fragments plus grands. Lyotard les nomme « récits ». — Je vais parler de trois de ces fragments ou « récits ».

Nous avons tous, qui sommes dans des écoles techniques, une vision scientifique du monde. Cette vision induit l'idée que les processus naturels font partie de systèmes et que ces systèmes font partie du grand système du monde. C'est justement cette dernière certitude que nous avons perdue sans pour autant pouvoir nous détacher de sa représentation. Peut-être rendons-nous plus obscure l'image de ce système limpide, comme l'ont fait Deleuze et Guattari, pour aboutir à un système de rhizomes, sans ordre ni transparence. Mais nous n'avons rien au-delà de la représentation

Ci-dessus,
Hochschule für
Architektur
und Bauwesen
de Weimar, conçue
par Henri van
de Velde en 1904/06.
Le Bauhaus
y fut abrité
de 1919 à 1925.

Lucius Burckhardt est né en 1925 à Davos. Sociologue et théoricien de design, il a enseigné brièvement l'histoire de la perspective à l'école d'Ulm (1959), la sociologie à l'ETH Zürich (1967-72) ; il a été rédacteur en chef de la revue *Werk* (1962-77) et président du Werkbund allemand (1976-83). Depuis 1973, il enseigne l'urbanisme à Cassel, où il est aujourd'hui professeur émérite. Sa théorie la plus connue est certainement « le design est invisible » — ce ne sont pas tant les aspects visibles qui sont importants dans le design, mais plutôt les composantes invisibles : les modes de production, et surtout l'influence de l'objet sur la vie quotidienne. Sa femme Annemarie travaille à ses côtés depuis le début. En 1994, tous deux obtiennent le prix culturel de Hesse. En 1995, le prix national de promotion du design est attribué à Lucius Burckhardt pour ses théories et analyses originales concernant le design dans son intégralité.

Parmi ses nombreuses publications on peut citer *Achtung, die Schweiz* (Attention, la Suisse) avec Max Frisch et Markus Kutter (1955), *Le Werkbund en Allemagne, en Autriche et en Suisse* (Le Moniteur, 1978), le recueil d'articles *Die Kinder fressen ihre Revolution* (Les enfants dévorent leur révolution, Cologne : DuMont, 1985), le recueil français *Le design au-delà du visible* (Centre G. Pompidou, 1991) et le recueil *Design = unsichtbar* (Design = invisible, Stuttgart : Cantz, 1995).

des systèmes. Et c'est là que le cœur dur redevient actif : les catastrophes évoquées au début ont leur origine dans le fait que les ingénieurs se sont permis d'appliquer au projet leur vision du déroulement systématique des choses, devenant ainsi eux-mêmes les constructeurs d'un système. Que le monde soit un système n'est qu'une métaphore, et qui plus est une métaphore sans répondant. Il vaut mieux ne pas confondre cette vision avec la réalité, et bricoler à partir d'elle.

Un autre récit, toujours présent, est le marxisme. C'est un récit dans la mesure où il explique le monde en partie, de manière non exhaustive. L'enthousiasme pour le matérialisme dialectique n'est rien d'autre qu'un folklore, ce qui ne dévalorise pas le contenu explicatif du marxisme — et je le désigne toujours en y incluant ses réformateurs Luxemburg, Hilferding et la génération de 68. Toutefois, il est impossible de penser que le marxisme puisse changer le monde. Si nous pensions et agissions ainsi, nous montrerions un cœur de pierre. Mais notre cœur de chair ne peut faire l'économie du marxisme en tant que récit qui peut conduire plus loin.

Enfin, un de grands récits est notre religion chrétienne. Pour nos pères, elle avait valeur, elle aussi, d'explication du monde ; mais elle a endurci leur cœur et elle a fait d'eux des grands croyants aussi bien que de grands sceptiques. Ils ont par exemple écrit des livres sur la manière de conserver sa foi sans croire à la résurrection. On ne peut plus se livrer à de telles acrobaties de pensée. On n'a plus autant de force dans la foi ni dans le doute. Gianni Vattimo prône « la pensée faible » (il pensiero debole) ; c'est sur ce modèle que je propose une croyance faible. Pour moi, il y a une résurrection du Christ, mais j'ai de la peine à le croire. Pour moi, la capacité à vivre un tel conflit est liée à ma prière de conserver un cœur de chair. Je ne serai jamais un vrai croyant ni un vrai sceptique.

Je voudrais ajouter quelque chose de personnel : dans le cadre de ma mission pour le gouvernement de Thuringe, j'ai créé avec d'autres un département de design à la Hochschule für Architektur und Bauwesen, ici à Weimar. Cette création est un projet inachevé que je quitte maintenant avec un cœur non endurci, un cœur de chair. Je prie les autres de compléter ce projet de manière créative. Et je m'efforcerais de comprendre ce que mes successeurs en feront. On ne peut pas toujours garder les choses entre ses mains jusqu'à ce qu'elles deviennent exactement ce qu'on veut. Cela aussi fait partie du cœur de chair.

Lucius Burckhardt

traduit par Ursula Held avec la collaboration de Jacques Demarcq

Au risque du réel

Un. Nos fantaisies comme nos besoins sont scénarisés. Une main invisible aligne les procédures censées nous conduire. Les sociétés glissent doucement de l'âge des représentations – théâtre des institutions, comédies ou tragédies des pouvoirs, spectacle des rapports de force – à celui des programmations : de la scène au scénario. Il n'est plus tant demandé au citoyen d'être un spectateur – actif : à la fois enjeu de la représentation et acteur par délégation – que de rester à sa place de consommateur, impuissant même à comprendre le programme qu'il remplit. Trop inégal, le jeu n'en est plus un.

Face à cette scénarisation grandissante des rapports sociaux et des relations intersubjectives telle qu'elle est publicisée (et finalement garantie) par le modèle «réaliste» du feuilleton télévisé, le documentaire n'a pas d'autre choix que de se faire au risque du réel. L'impératif du «comment filmer» qui est au cœur du travail du cinéaste se pose ici dans la nécessité la plus violente : non pas comment faire le film, mais comment faire pour qu'il y ait film ? La pratique du cinéma documentaire ne dépend en dernière analyse ni des circuits de financement, ni des possibilités de diffusion, mais tout simplement du bon vouloir – de la bonne grâce – de qui ou quoi nous choisissons de filmer, individus, institutions, groupes. Le désir est au poste de commandement. Les conditions de l'expérience font partie de l'expérience. En s'ouvrant à ce qui menace sa propre possibilité (le réel qui menace la scène), le cinéma documentaire sauve du même coup la possibilité d'une relève des représentations : c'est bien le sentier documentaire qui serpente d'« Allemagne année zéro » à « Pour la suite du monde », de «Petit à petit» à « Et la vie continue... ». Les films documentaires ne sont pas seulement « ouverts sur le monde » : ils en sont traversés, transpercés, transportés. Ils se livrent à plus fort qu'eux, qui les dépasse et en même temps les fonde.

Deux. Aujourd'hui les scénarios ne se contentent plus d'organiser le cinéma de fiction, les téléfilms, les jeux vidéo, les agences matrimoniales, les simulateurs de vol. Leur ambition déborde le domaine des productions de l'imaginaire pour prendre en charge les lignes d'ordres qui encadrent ce qu'il faut bien nommer « nos » réalités : de la Bourse aux sondages en passant par la publicité, la météo et le commerce.

Les «prévisionnistes» ne sont pas des utopistes et le pouvoir des programmeurs n'est pas virtuel. Mille modèles règlent ainsi les dispositifs sociaux et économiques qui nous tiennent en leur dépendance. Mais tous procèdent d'un motif unique : l'homme, être de langage que le langage dépasse, manifeste qu'il est depuis peu en mesure d'assurer sa maîtrise sur le monde en le traduisant dans une « langue », celle du scénario, qui serait, elle, entièrement gouvernable (comme peuvent l'être la langue de la cybernétique, de l'informatique, de la génétique, de la statistique...).

C'est pourquoi les scénarios qui s'installent un peu partout pour agir (et penser) à notre place se veulent totalisants, pour ne pas dire totalitaires. Programmes qui ne traitent pas ce qui du réel leur échappe, qui s'imaginent sans restes, sans dehors, sans tout ce qui serait hors calcul (comme on parle de hors champ ou de hors scène). La version du monde qu'ils nous proposent est bouclée, récit fermé. Or c'est une chance (pour nous) que le monde pris dans la toile des calculs se débâte, qu'il demeure hors de portée, au-delà du parfait et de l'imparfait. S'il en fallait un cruel exemple, ce serait celui de la guerre moderne, toujours plus programmatique (propagandiste) et programmée (idéalisée) mais fêlée, tout de même, par l'écart qui ne se laisse pas réduire entre les écrans d'ordinateur et la boue des chemins.

Loin de la «toute-fiction du tout», c'est donc la chance du cinéma documentaire que d'avoir affaire à la casse du réel, ce qui résiste, ce qui reste, le rebut, le résidu,

l'exclu, la part maudite. Pensons par exemple à ces «gens des baraques» filmés par Robert Bozzi, mais aussi à la Julie que filme Dominique Gros ou aux enfants de « Grands comme le monde » de Denis Gheerbrant – mais ce pourrait être encore le héros de « Moi, un Noir » (Jean Rouch), voire celui de « Nanook » (Robert Flaherty). Ces personnages sont précisément ceux qui font trou ou tache dans les programmes (programmes sociaux, scolaires, médicaux, voire coloniaux), qui échappent à la norme majoritaire comme à la contre-norme minoritaire telle qu'elle est de mieux en mieux scénarisée par les pouvoirs : ils vivent malgré, ne manquant ni de peines ni de joies, touchant à des angoisses, des doutes ou des bonheurs qui ne sont pas, ou si peu, celles ou ceux des modèles ambiants.

Je crois que le renouveau contemporain du documentaire en France et en Europe tient (entre autres) à cette nécessité par nous tous ressentie : que les représentations que nous nous fabriquons du monde cessent de nous le donner comme achevé ou définitivement dompté et par nous discipliné. À sa manière modeste, cédant le pas au réel qui le provoque et l'habite, le cinéma documentaire ne peut se construire qu'en se frottant au monde, c'est-à-dire qu'il lui faut reconnaître l'inévitable des contraintes et des ordres, tenir compte (même pour les combattre) des pouvoirs et des mensonges, accepter enfin d'être partie prenante dans les règles du jeu social. Servitudes, privilèges. Un cinéma engagé, dirais-je, engagé dans le monde.

Trois. À la question « qu'est-ce que le documentaire ? » il n'y a d'autre réponse que la question même d'André Bazin : « qu'est-ce que le cinéma ? » Le cinéma n'est pas le journalisme, bien qu'il appartienne comme lui à l'ordre des récits. Seules notre cécité, notre surdité provoquées et/ou choisies peuvent expliquer que nous prenions les informations agencées par un journal, par un magazine (télévisé ou non) pour l'affirmation transparente de ce qui a été. Un témoi-

gnage, une parole, un document, un récit lui-même peuvent renvoyer à des faits, s'y référer, en faire la relation : ils s'en séparent pourtant par une élaboration qui, bien que relative au fait, le retravaille dans des formes qui ne sont plus les siennes. Rien du monde ne nous est accessible sans les récits qui nous en transmettent une version locale, datée, historique, idéologique.

La critique majeure que nous devons adresser aux médias, agents de l'information, tient à la dénégation baptisée « objectivité » par laquelle ils masquent plus que souvent le caractère éminemment précaire, fragmentaire et pour finir subjectif de ce qui n'est précisément que leur travail.

Subjectif est le cinéma, et le documentaire avec lui. Point n'est besoin de rappeler cette vérité pourtant fréquemment perdue de vue que c'est documentaire que le cinéma est né et qu'il a conquis ses premiers pouvoirs (Lumière).

Ce qui le rapproche du journalisme est qu'il se réfère au monde des événements, des faits, des relations, en élaborant à partir d'eux ou avec eux des récits filmés ; et ce qui le sépare du journalisme est qu'il ne le dissimule pas, ne le dénie pas mais affirme au contraire son geste, qui est de réécrire les événements, les situations, les faits, les relations en forme de récits, de réécrire le monde, donc, mais du point de vue d'un sujet, écriture ici et maintenant, récit précaire et fragmentaire, et qui l'avoue, et qui fait de cet aveu son principe même. Tels sans doute – aléatoires et fragiles – ont été et sont encore pour quelques-uns les scénarios du cinéma de fiction (de Renoir et Rossellini à Kiarostami, en passant par Godard); mais de moins en moins, si je puis dire, dans la mesure où l'outil scénario est sorti du cadre des fictions cinématographiques pour servir aux fictions politiques, économiques, sociales ou militaires. À partir de là, logique retour des choses, un fonctionnalisme étroit, une programmation rigide règlent de plus en plus les fictions industrielles (de la télé au cinéma et de la série des «Navarro» à

«Titanic»). Triomphe de la société du spectacle à constater aussi dans ce double mouvement de généralisation et de raidissement du scénario. Comme le marché, le spectacle pousse à la standardisation.

Quatre. Passant et repassant par les plis toujours plus lissés de la fiction, le cinéma a perdu en partie sa prise sur le monde. Programmatique, il n'annonce plus en prophète de l'inconnu le monde qui vient, il l'ajuste plutôt comme une répétition du connu.

Rien de semblable pour le cinéma documentaire. Aucun scénario qui tienne. L'entreprise documentaire se forge à chaque pas, en se heurtant à mille réalités qu'elle ne peut en effet ni oublier ni dominer.

Ni refoulement ni forclusion : affrontement. Cinéma comme praxis. Loin des fantasmes de maîtrise ou de toute-puissance qui marquent de plus en plus souvent les scénarios. Le documentaire, lui, ne peut avancer sans ses faiblesses, qui sont aussi patience, précision, honnêteté. Pas plus les hommes que les réalités qu'il est amené à filmer ne dépendent de lui, même s'il lui arrive nécessairement de les changer en les filmant.

Que se passe-t-il avec ceux que nous filmons, hommes ou femmes, qui deviennent de ce fait personnages de film ? Ils nous attirent et nous retiennent par cela d'abord qu'ils existent en dehors de notre projet de film. C'est à partir seulement de ce qu'ils feront avec nous de ce projet (et parfois contre nous) qu'ils deviendront des êtres de cinéma. C'est dire à quel point, d'entrée de jeu, nous ne sommes pas en mesure de leur donner des ordres (tout au plus des indications), de chambouler leur propre mise en scène (il s'agit au contraire de la laisser venir au premier plan), d'interrompre ou d'altérer le cours de leurs actions (sinon le temps suspendu d'un tournage).

Ces hommes ou ces femmes que nous filmons, qui ont accepté d'entrer dans cette relation, vont y impliquer, y transférer avec leur singularité tout ce qu'ils portent en eux de déterminations et d'embarras, de pesan-

teurs et de grâces, leur ombre avec eux qui ne sera pas réduite, tout ce que l'expérience de vivre aura modelé en eux... En même temps quelque chose de la complexité et de l'opacité des sociétés et quelque chose de l'exception irrémédiable d'une vie. Ce qui veut dire que nous filmons aussi ce qui n'est pas visible, pas filmable, n'est pas fait pour le film, n'est pas à notre portée, mais qui se trouve là avec le reste, dissimulé par la lumière même ou aveuglé par elle, à côté du visible, sous lui, hors champ, hors image, mais présent dans les corps et entre eux, dans les paroles et entre elles, dans tout le tissu que trame la machine cinématographique, Parque à sa manière. Filmer les hommes réels dans le monde réel c'est être aux prises avec le désordre des vies, l'indécidable des occurrences du monde, ce qui du réel s'obstine à tromper les prévisions. Impossibilité du scénario. Nécessité du documentaire.

Cinq. De cette difficulté qui lui est imposée en quelque sorte « du dehors », le cinéma documentaire tire toutes ses richesses. Obligation d'expérimenter, de tenter des approches adaptées aux pièges toujours neufs du monde à filmer. Obligation d'imaginer, de tester, de vérifier des dispositifs d'écriture – inédits dans la mesure où ils ne peuvent qu'être étroitement liés à un chantier particulier, un trait du monde. Qui plus est, ces dispositifs d'écriture chaque fois contingents à un état donné des lieux sont eux-mêmes soumis à la pression du réel. Le mouvement du monde ne s'interrompt pas pour permettre au documentariste de fourbir son système d'écriture.

Les formes mises en œuvre sont bousculées par cela même qu'elles tentent d'embrasser. Le cinéma dans sa version documentaire ramène le réel comme ce qui, filmé, n'est pas tout à fait filmable, excès ou manque, débordement ou limite – creux ou bordures qui du coup nous sont donnés à sentir, à expérimenter, à penser. Sentir ce qui du monde nous déborde encore. Les

réécrits non encore écrits, les fictions non encore épuisées.

En même temps qu'elle se donne, la matière du cinéma documentaire lui échappe. C'est pourquoi il est tenu d'inventer des formes qui donnent prise sur ce qui n'est pas encore cinématographiquement pris. Obligation, disions-nous : obligation de créer.

Le voudrait-elle, l'œuvre documentaire est incapable de réduire le monde à un dispositif qu'elle tiendrait déjà prêt. Mieux : elle ne peut pas empêcher de désirer, pour aller au bout de cette logique d'apprentissage, voir son dispositif chamboulé par l'irruption de données inédites – qui ne seraient pas celles à travers lesquelles le monde déjà se donne à nous. Voilà pourquoi les dispositifs documentaires sont avant tout précaires, instables, fragiles. Ils ne sont là que pour permettre l'exploration de ce qui n'est pas encore tout à fait connu. Les scénarios de fiction sont souvent (de plus en plus) phobiques : ils craignent ce qui les fissure, les entame, les renverse. Ils éloignent l'accidentel, l'aléatoire. Nourris de maîtrise, ils visent à se refermer sur eux-mêmes. Bouclage.

La non-maîtrise du documentaire apparaît comme la condition de l'invention. C'est la puissance réelle de ce monde qui éclate à travers elle.

Au moment où de grands groupes internationaux s'assurent de tous côtés le contrôle de la production, de la distribution, de la diffusion audiovisuelle, que triomphent les modèles, les programmes, les automatismes, les systèmes de surveillance et de prévision, que le marketing, la publicité, la propagande imposent un nouveau magma : l'« information-culture-marchandise », il me paraît remarquable que le cinéma documentaire tienne bon et se développe. Je vois dans cette conjonction un fait politique. À la programmation et à la précaution généralisées s'oppose le risque inhérent à l'entreprise documentaire. Des actes, des projets, des œuvres, des constructions ne se

laissent pas plus réduire au calcul des machines humaines qu'aux désirs des hommes mécanisés. La société du spectacle triomphe, mais une parcelle obscure du spectacle mine le spectacle généralisé. Appelons cette part celle de l'art.

À elle, aujourd'hui plus que jamais, de représenter l'étrangeté du monde, son opacité, sa radicale altérité, bref, tout ce que les fictions qui nous entourent nous cachent scrupuleusement : que nous sommes dans l'après-coup de la destruction des ensembles clos, que la scène est ouverte, fendue, brisée, et que c'est à ce prix qu'elle peut encore prétendre historiquement représenter tout ce qui dans ce monde n'est pas virtuel.

Jean-Louis Comolli

Cinéaste et écrivain

Texte traduit par Deke Dusimberre

Discours tenu par HUNDETWASSER
le 4 juillet 1958, à midi.

MANIFESTE DE LA MOÏSSURE CONTRE LE RATIONALISME DANS L'ARCHITECTURE

Maintenant, la peinture et la sculpture sont libres, car chacun peut produire aujourd'hui toutes sortes de choses et les exposer.

Mais en architecture, cette liberté fondamentale, condition de toute création artistique, n'existe toujours pas, car il faut d'abord obtenir un diplôme pour pouvoir construire.

Pourquoi ?

Chacun doit avoir la possibilité de construire et tant que cette liberté n'existera pas, on ne pourra pas ranger les projets architecturaux actuels parmi les œuvres d'art. Chez nous, l'architecture est soumise à la même censure que celle imposée à la peinture en Union Soviétique. Les réalisations individuelles sont de misérables compromis passés par des personnes linéaires en proie à la mauvaise conscience !

On ne devrait pas brimer le désir de construire de l'individu ! Chacun doit avoir la possibilité et l'obligation de construire et assumer ainsi la responsabilité des quatre murs dans lesquels il habite. Et il faut courir le risque de voir une construction folle s'effondrer et il ne faut pas craindre les sacrifices humains qu'exige cette façon de construire, qu'elle exige peut-être. Il faut que cesse enfin cette habitude qu'ont les hommes de s'installer dans leur logis

comme dans des cages à poules et des copiers. Lorsqu'une de ces constructions réalisées par les habitants eux-mêmes s'effondre, elle commence de toute façon à craquer d'abord, de sorte qu'on peut s'en fier. Mais alors le locataire aura un regard plus critique et plus créatif pour les logis qu'il habite et il renforcera de ses propres mains les murs et les piliers s'il les trouve trop fragiles.

Il faut préférer les logements matériellement inhabitables des quartiers miséreux, les taudis, aux logements moralement inhabitables de l'architecture fonctionnelle et utile. Dans les quartiers miséreux seul le corps des hommes peut périr, mais dans l'architecture prétendument conçue pour l'homme, c'est son âme qui périt.

C'est pourquoi il faut améliorer le principe qui régit les taudis, c'est-à-dire l'architecture à développement sauvage et incontrôlé, et la prendre pour base à la place de l'architecture fonctionnelle.

L'architecture fonctionnelle s'est avérée comme la mauvaise voie, tout comme la peinture à l'équerre. Nous évoluons à pas de géant vers l'architecture incommode, inutilisable et inhabitable en fin de compte.

Le grand tournant que fut pour la peinture l'automatisme tachiste absolu est pour l'architecture l'absolue inhabitation qui est encore à venir, car l'architecture a trente ans de retard.

De même qu'aujourd'hui déjà, après avoir dépassé l'automatisme tachiste total, nous connaissons les merveilles du transautomatisme de même, après avoir surmonté la totale inhabitabilité et la moisissure créative, nous connaissons les merveilles d'une nouvelle architecture, authentique et libre. Mais comme la totale inhabitabilité n'est pas encore derrière nous, comme nous n'en sommes pas encore au transautomatisme de l'architecture, nous devons viser le plus rapidement possible la totale inhabitabilité, la moisissure créative de l'architecture.

L'habitant d'un immeuble doit avoir la possibilité de se pencher par la fenêtre et - aussi loin que portent ses bras - de gratter et transformer ses murs extérieurs. Et il doit avoir le droit de peindre avec un long pinceau - à portée de sa main - le tout en rose, de sorte qu'on puisse voir de loin, depuis la rue qu'ici habite un homme qui se distingue de ses voisins, ce béton privé de droits et affecté à ces lieux ! Il faut aussi qu'il puisse scier les murs et procéder à toutes sortes de modifications même si cela détruit l'image architectonique harmonieuse d'un prétendu chef-d'œuvre de l'architecture et il faut qu'il ait la possibilité de remplir sa chambre de boue et de pâte à modeler.

Mais le bail interdit tout cela !

2. CRISE DE L'ESPACE COMMUN

Dans le texte de 1995, parmi les espaces dont j'imaginai qu'ils puissent être gagnés à la gratuité, ou plus exactement à de la gratuité, j'émettais « l'hypothèse du logement ». C'était un peu audacieux, presque paradoxal, car le logement est l'espace privé par excellence. Qu'est-ce que la gratuité pouvait venir faire dans l'accès à un bien de cette nature ? Je m'appuyai sur une évolution des représentations qui me semble toujours entretenir une certaine relation avec la gratuité, le sentiment montant que l'accès à un bien produit par l'activité humaine est un droit. Si l'on en croit les sondages, l'opinion selon laquelle « dans un pays comme la France, tout le monde doit trouver à se loger » est très largement répandue. Indice significatif, depuis mai 1990, ce sentiment est inscrit dans la loi, qui stipule : « Garantir le droit au logement constitue un devoir de solidarité pour l'ensemble de la nation. » Et comment respecter le droit au logement d'une personne sans ressources, si ce n'est en instillant de la gratuité dans l'accès à ce bien ? Il est donc instructif d'observer comment cette hypothèse osée a vécu le changement de siècle. Intéressant de repérer par quels chemins, dans la crise que connaissent ce secteur et ce besoin, la question de la gratuité a trouvé à se faire une place.

Sécurité sociale du logement

De la gratuité dans le logement ? C'est peu de dire que l'expérience quotidienne ne confirme pas l'hypothèse. L'emprise d'un marché particulièrement spéculatif sur le foncier et l'immobilier s'est impétueusement déployée. La segmentation sociale et raciale des quartiers s'est durcie. Le système de logement social craque de partout. Louer un appartement dans le secteur privé devient une gageure. Les jeunes ont de plus en plus de mal à décohabiter d'avec leurs parents. Dans un temps qui n'est pas si lointain, les appartements collectifs dans lesquels plusieurs familles soviétiques étaient contraintes de cohabiter étaient brocardés comme des symboles de la malignité communiste. Des situations analogues se répandent dans la France contemporaine et sont désormais présentées par certains reporters comme une solution débonnaire et conviviale à la crise de l'accès au logement.

Regardons-y de plus près.

Comme la moitié de la population française, M. Prudhomme est propriétaire. Ces dernières années, il a vu bondir la valeur de son bien. Merci le marché ! Mais quand on habite le logement qu'on possède, quel avantage ? Pour engranger ces profits spéculatifs, il faudrait vendre. Où dormir alors ? Racheter un autre logement ? Opération sans avantage, sauf pour le fisc, le notaire et l'agence. Se réfugier dans une campagne reculée ? Moins cher, mais sans commerces, sans bureau de poste ni services publics, le carburant

qui augmente, peut-être bientôt l'électricité privatisée au prix fort... Et puis les enfants grandissent. Avec la croissance de l'espérance de vie, il y a fort à parier qu'ils atteindront l'âge de la retraite avant d'hériter. En attendant, ils devront malgré tout se loger. S'ils sont chanceux, il leur faudra trente ans de crédit contre douze à leur père. Sinon, quatre à dix ans de patience avant d'obtenir un logement HLM. En attendant, studentes à 400 € le mois. Encore heureux qu'ils soient Blancs. Non loin, Mme Slizewicz, ancienne secrétaire de direction, aujourd'hui grand-mère, entre dans sa quarante troisième année de loyers HLM. Elle a connu une bonne progression de carrière et paye un surloyer depuis seize ans. Au total, elle a deux fois financé la valeur d'un bien qui lui est loué à titre social.

En 2001, le poids de la spéculation sur la structure des villes et la vie quotidienne des familles fait déjà sentir sa brutalité. Je fais circuler auprès d'un certain nombre d'amis, des responsables du Parti communiste français, un appel audacieusement titré : « Pour la gratuité du logement social » et destiné à être publié dans le quotidien *L'Humanité*. Cinq d'entre eux décident d'en être. Parmi eux, Bernard Birsinger, le maire de Bobigny, qui depuis conduit opiniâtrement le débat. Résultat, une belle pagaille dans le petit monde qu'influence encore le PCF. Le système des HLM est identifié aux « conquêtes sociales » que le reflux des politiques de solidarité a placées sur la défensive. Certains de ses

chefs prennent mal une proposition qu'ils vivent comme une attaque. Jean-Claude Gayssot est alors un des ministres communistes du gouvernement Jospin, en charge de l'équipement, des transports... et du logement. Gênant. Ces tensions se traduisent par un débat très vif et passionnant dans les colonnes du quotidien communiste, nous amenant d'ailleurs à faire évoluer notre proposition, tant dans sa formulation que dans ses équilibres. Une modification majeure est proposée par le sociologue Alain Bertho : abandonner la dénomination de logement social, qui désigne un habitat destiné aux moins fortunés ; penser désormais en termes de service public du logement, c'est-à-dire commun à l'ensemble de la société. Après trois mois d'intenses controverses, voici ce que devient notre proposition, telle que la publie *L'Humanité* du 6 juin 2001 :

1. *Le service public de logement est ouvert à tous, sans condition de revenu ni par le haut, ni par le bas.*
2. *La gratuité du logement est de droit dans les moments de la vie où les revenus sont trop faibles pour payer un loyer.*
3. *Dans les moments de la vie où les revenus le permettent, l'habitant cotise à un « compte d'accès à l'usufruit » ; les paiements s'arrêtent lorsque le coût du logement est atteint ; ils sont adossés à un service public du crédit permettant d'adapter l'étalement et le montant des mensualités. Les logements du service public ne peuvent devenir un moyen de se faire*

de l'argent – on ne peut ni les vendre, ni les louer –, mais l'usufruitier en a le plein usage.

4. *Les charges et l'entretien restent payants pour chacun, collectivement gérés par les habitants et protégés contre les risques graves par une assurance mutuelle.*

L'emploi du mot gratuité reste difficile à avaler pour beaucoup : déresponsabilisant, trompeur... Son insolente nudité sera plus tard chatement recouverte par la dénomination plus classique et mieux repérée de « sécurité sociale du logement ». Mais le principe d'un service public du logement assurant le droit à ne pas être mis à la rue pour défaut de revenus fait désormais partie du débat public. Il est devenu la position officielle du PCF. L'idée d'une « propriété d'usage » acquise grâce à ce que nous avons nommé « compte d'accès à l'usufruit » est encore en discussion, mais il est souhaitable qu'elle soit travaillée en profondeur, car il y a urgence à fonder de nouvelles formes de propriété garantissant à la fois ce qui nous est légitimement privé et les justes exigences de la solidarité sociale. Certains courant socialistes tournent autour de ces idées. Marie-Noëlle Liennemann, alors ministre déléguée au logement, nous promet quelques moyens pour lancer une étude (les chefs communistes de la théorie économique n'y tiennent pas ; en plus, c'est juste avant que la gauche ne perde les élections ; ça ne se fera pas). Des propositions de loi qui vont dans cette direction sont déposées. Manque encore que prenne

le mouvement populaire organisé qui seul créera la faisabilité et la forme définitive d'une telle transformation. Mais il commence à pousser du nez. Les actions menées par les mouvements de précaires, des groupes d'activistes ou des associations caritatives placent régulièrement la question dans l'actualité. Dans certaines villes, comme Bobigny, la mobilisation conjointe de la municipalité, des demandeurs de logement et de forces sociales concernées prend un tour vraiment populaire. En 2004-2005, une multiplication d'arrêtés municipaux anti-expulsions provoquent l'émoi du gouvernement. C'est l'affirmation par des autorités publiques que de la gratuité doit absolument être instillée dans l'accès au logement, qu'il est inacceptable de mettre une famille à la rue pour défaut de revenus. L'État ordonne que partout, les préfets s'opposent à ces mesures. Partout les maires concernés sont déférés devant la justice administrative, souvent en procédure d'urgence. Les arrêtés bienfaisants sont cassés.

Ces intimidations judiciaires manifestaient la volonté de répondre par la répression à une revendication de gratuité, mais les pénalités restaient symboliques. La violence d'État n'a pas la même retenue avec les pauvres gens qui se révoltent contre le sort. Parmi les actions engagées pour qu'en attendant une HLM, l'accès au logement ne soit plus assuré par la simple brutalité du marché, la multiplication conflictuelle des squats a tenu une place particulière. Elle traduit

l'exaspération des besoins et des sentiments. Elle constitue une gratuité imposée de force par ceux à qui la République reconnaît dans les mots le droit de se loger mais sans accomplir sa mission qui est de protéger ce droit contre les intérêts privés ou les politiques locales qui en empêchent l'exercice. Réponse de l'État, la répression et cette fois une répression mettant directement les personnes en joue. Les sans abris qui meurent dans la nuit glacée des rues provoquent la compassion posthume du public. Vis-à-vis de ceux qui prennent d'assaut des logements vides, l'opinion est plus mitigée. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, a vite imaginé qu'il pouvait lustrer sa popularité en mettant en scène l'assaut de la cour des miracles. L'été 2005, une série d'incendies meurtriers ravagent plusieurs immeubles parisiens insalubres habités d'exclus du logement social. Les morts se comptent par dizaines. De nombreux enfants. Tous sont des Noirs. Convaincu (peut-être à tort) des bons effets électoraux d'une répression tous azimuts, le ministre d'État répond à ces tragédies en organisant l'expulsion policière de squats décrétés insalubres. Pour l'un d'entre eux, le relogement des familles dans des conditions normales devait se faire dans les semaines suivantes. Mais le spectacle de la répression des gratuités a semblé plus utile au ministre que la tranquille urbanité, même tardive, du retour au droit. Depuis Margaret Thatcher, fermer les issues et provoquer le désespoir social est devenu la méthode de gou-

dont les capacités sont désormais bien inférieures à la demande. Les parents des enflammeurs d'école n'ont eu les moyens de jouer ni sur leur lieu d'habitation, ni sur la carte scolaire, ni sur la « liberté de l'école libre ». Pour eux, contre eux, il reste la police, les remontrances du maire de Neuilly-sur-Seine et l'effroi des bonnes gens.

Ce qui donne le vertige dans cette privatisation par fuite volontaire de ceux qui le peuvent vers le privé, c'est l'état de désespoir politique qu'elle révèle. Il ne s'agit pas là d'un phénomène extérieur à nous, pas un complot ourdi à notre corps défendant par le Satan libéral. Nous sommes devant un glissement global du rapport de force qui nous emporte les uns et les autres. La privatisation rampante de l'éducation n'est qu'un des rouages d'une segmentation plus générale de l'espace urbain, qui s'est notamment traduite par la formation rapide, délibérée et d'ailleurs très récente de ghettos raciaux. Le mouvement général est à l'assèchement des instruments et des espaces grâce auxquels la société s'éprouve comme un ensemble au destin solidaire. Jadis, quand il est apparu que le système public d'éducation l'avait emporté dans les lois et dans les cœurs, cette dynamique a entraîné l'école confessionnelle privée dans son orbite, la conformant autant que faire se peut aux principes du service public. L'école privée confessionnelle n'est pas devenue un secteur capitaliste de service placé sous le critère du profit. Certaines de ses équipes

éducatives ont porté d'intéressantes innovations pédagogiques. Le public imposait son hégémonie. Le changement d'atmosphère bouleverse la donne et laisse craindre un passage de la coexistence à la concurrence, concurrence qui, dans la dynamique actuelle, conduira à la mort du principe d'instruction publique. Dans certains quartiers, on y est déjà. L'école publique y devient un service balai, recueillant par défaut ceux qui n'ont pas d'autre issue. Non plus service public, mais dispositif social. En face, des entreprises de droit privé proposent aux enfants des conditions plus tranquilisantes d'accès aux savoirs. Elles sont prises d'assaut par tous ceux qui le peuvent. Pour l'instant et par effet de volant, beaucoup de ces établissements conservent un certain esprit de service public. Mais la réalité est plus forte. Qu'elle le veuille ou non, placée dans ce nouveau rapport de force, l'école privée exacerbe les aspects marchands, ségrégatifs, voire communautaristes contenus dans son principe même, dès qu'elle est affranchie de l'hégémonie et du prestige portés jusque-là par le service public d'éducation.

Ce basculement des équilibres n'est pas une histoire de bons et de méchants. Il est un mouvement de la société qui nous traverse tous, une dépression de la perspective commune dans laquelle chacun d'entre nous se trouve pris. Le moteur s'est mis en route. Le retrait sur des solidarités plus étroites fonctionne désormais tout seul. Les parents qui mettent leurs enfants dans le

privé pour qu'ils reçoivent une meilleure instruction ne sont pas des contempteurs malveillants de l'école publique. Ils constatent seulement que celle-ci n'est plus en mesure de remplir son rôle. La gratuité à laquelle ils renoncent a cessé d'être la clef d'un espace commun. Reste une gratuité croupion, une gratuité sociale à destination des familles qui n'ont pas le choix. Ainsi dénaturée, la gratuité de l'école entre elle aussi dans la danse de la segmentation générale et de la concurrence entre tous. Elle devient un stigmate pour les pauvres et un fardeau pour les autres. Elle cesse d'être aimée parce que la société a baissé les bras devant la perspective de se construire une destinée commune. On est loin de l'époque où la République française décidait par vœu majoritaire de se mettre sur le dos l'énorme fardeau du budget de l'instruction publique afin d'offrir à ses enfants l'école gratuite, l'école pour tous.

L'article 50

La tension qui fait la crise a toujours au moins deux pôles. Ça tiraille de partout. Tandis que, dans le silence gêné qui entoure les petites bassesses, nous voyons l'égal accès à l'école prendre l'eau, des services tarifés se heurtent à de bruyantes poussées de gratuité. On l'observe notamment pour les transports publics urbains. Voilà longtemps que des groupes libertaires plus ou moins organisés, des écologistes soucieux de réduire les émissions de CO2 et surtout la cavalcade entêtée de jeunes banlieusards adeptes du

jumping métropolitain posent dans les têtes et dans les faits la question du droit à bouger dans sa ville. Pourquoi les plus pauvres, ceux que la ségrégation urbaine condamne aux lointaines périphéries, sont aussi ceux qui payent le plus cher pour se déplacer dans leur agglomération ? Pourquoi faire peser si lourdement sur eux le financement d'équipements dont le bénéfice se répartit sur tous, du commerçant mieux desservi à l'asthmatique assoiffé d'air pur, en passant par le spéculateur immobilier ou l'industriel désireux d'élargir la concurrence sur le marché du travail ? Cette injustice, comme beaucoup d'autres, porte de la violence. Dans le texte paru en 1995, j'écrivais : « Désormais, de plus en plus souvent, quand on s'éloigne des beaux quartiers, les transports en commun sont la cible d'une agressivité qui s'adresse, de façon désordonnée, à ces déprimantes injustices. La fraude, résistance désordonnée à la déprimante violence exercée par le marché sur ceux qu'il met au rebut, crée une atmosphère de non-droit, d'insécurité, d'intimidation parfois, de flicage aussi. Rétablir, élargir, renforcer le caractère semi-gratuit des transports en commun (avancer vers la gratuité) est un des moyens dont dispose la collectivité pour enrayer la très inquiétante dégradation de la vie en ville, pour adoucir les relations sociales, pour les humaniser. »

La réponse des pouvoirs s'orienta dans un sens inverse aux vœux de ceux qui, comme moi, trouvaient dans la gratuité, au moins partielle, une issue apaisante et juste. Le 15 novembre 2001 était proposée par le gouvernement Jospin

Enseigner et Apprendre, Arts vivants

Robert Filliou

Ed. Archives Lebeer Hossmann, Paris Bruxelles 2000

Janvier 1967

ENSEIGNER ET APPRENDRE, ARTS VIVANTS

GRANDES LIGNES :

RÉFLEXIONS SUR LE FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME
CE À QUOI NOUS SOMMES CONFRONTÉS ET POURQUOI

LA SCULPTURE GOUVERNEMENTALE
LE POINT DE VUE DES ENFANTS

LA PROPOSITION ARTISTIQUE
LES SUGGESTIONS DES ARTISTES

LIRE AUSSI EST UN ART VIVANT

RÉFLEXIONS SUR LE FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME

Novembre 1968

Je parle de n'importe quel système. Mon expérience est certes limitée. Je n'ai vécu que dans des pays capitalistes. Je n'entrerai pas dans le débat opposant capitalisme et socialisme. Je suis en faveur d'un socialisme démocratique (propriété publique des moyens de production plus liberté absolue). Ce qui ne fait pas de moi un marxiste. J'estime que Marx est un grand sociologue et que ses théories constituent une des plus intéressantes approches de la vérité que je connaisse. Dans la mesure néanmoins où elles sont érigées en dogme, je préfère la tradition socialiste anarchiste ou « non-scientifique » (Fourier, etc...). Quoi qu'il en soit, je sais que le vrai problème commence une fois que la révolution a eu lieu. Les caractéristiques personnelles et nationales sont profondément enracinées. La France a été chauvine pendant des siècles et le restera sous un régime socialiste. Centralisme et hiérarchie produiront toujours un système d'éducation rétrograde. Les Russes n'ont pas éliminé l'héritage bureaucratique des tsars. Je présume que l'avènement du socialisme n'entamerait pas le dynamisme des Américains, mais il ne résoudrait pas, à lui seul, le problème racial. Quant à la guerre, il suffit de voir la Chine et la Russie. C'est pourquoi les idées que j'ébauche dans cette étude peuvent servir, je pense, sous n'importe quel système. Mais je crois que c'est dans une société socialiste que les germes qu'elles contiennent auraient une meilleure chance de s'épanouir. « En faveur du système », on peut dire qu'il fonctionne. D'une façon ou d'une autre, partout où l'on regarde, les gens se débrouillent pour se loger, se nourrir, se reproduire et éduquer leurs enfants. D'un autre côté, on constate un sentiment croissant d'aliénation chez les jeunes. Les tâches pour lesquelles ils sont formés ou l'ont été par la génération précédente ne semblent pas très excitantes. Le système fonctionne, mais pas très bien. Leurs aînés semblent s'accommoder de cet état de fait, quand ils n'en profitent pas. Mais pas les jeunes.

28 octobre 1968

Avez-vous remarqué à quel point les dirigeants politiques du monde s'entendent bien ? Voyez les fantastiques dîners et réceptions qu'ils s'offrent quand ils se rencontrent. Lisez, dans leurs nombreuses Mémoires, les plaisanteries qu'ils échangent, cyniques pour la plupart (comme le font d'ailleurs aussi les artistes et les critiques établis. Comme le font tous les gens établis). À mon avis, c'est parce qu'ils sont tous conservateurs, quel que soit le système auquel ils président. Sans parler des prédispositions qui poussent un homme à vouloir être au sommet – manque de scrupules, esprit lèche-cul, duplicité, fourberie, etc. À l'évidence, Johnson comprend mieux Brejnev ou de Gaulle, et vice-versa, qu'eux ne me comprennent. Mais ils comprennent surtout que leur boulot est de veiller à ce que le système dont ils ont hérité continue à fonctionner. Avec peut-être quelques changements ici et là. Mais remettre sur ses pieds ce monde à l'envers, jamais de la vie !

18 novembre 1968

L'an passé, vers le mois de juillet, je parlais avec Shadrach Woods et Joachim Pfeufer (deux urbanistes) de leur contribution à la Triennale de Milan, où Shad allait présenter l'urbanisme. Le thème en était « les grands nombres ». Je me souviens qu'à un certain point de notre conversation décousue, je leur fis, dans les mêmes termes, la remarque que vous venez de lire. Joe Pfeufer n'apprécia pas du tout : « Tu m'as déjà dit tout ça il y a des années ; mais je ne suis pas vraiment d'accord. » Je pense que Joe trouvait mes remarques trop sceptiques et pessimistes. Aussi, une fois rentré chez moi, je notais quelques réflexions pour notre prochaine rencontre. Je viens de tomber dessus. Voilà ce que j'écrivis :

Les gouvernements, tout comme l'urbanisme, s'occupent des grands nombres. Dès qu'un individu parle de gestion des grands nombres, il perd pied. On tombe tous dans une telle confusion dès qu'on se penche sur les grands nombres ! Les grands nombres doivent penser en termes de grands nombres. Est-ce que les besoins d'une société pensant « société » seront les mêmes que les besoins d'un groupe d'individus pensant « individu » ? Reprenons. Shad m'a dit un jour : « Il n'y a qu'une seule règle en architecture : le bâtiment doit tenir debout. » (Comme un médecin dirait : « il ne faut pas tuer le patient. ») Une maison construite par des ivrognes pourrait s'écrouler. De même qu'une opération chirurgicale pourrait tourner à la catastrophe. Mais, dès que nous parlons de grands nombres, un discours d'ivrognes va aussi loin qu'un discours de sobres. (Parfois même plus loin, il peut faire surgir plus d'intuitions.)

L'intuition est débridée. Les gouvernements sont conservateurs. Les bâtiments doivent rester debout. Les patients ne doivent pas mourir. Mao essaie peut-être de surmonter tout cela. Il accueille l'anarchie. Mais seulement temporairement, je pense, jusqu'à ce que les grands nombres pensent « grands nombres ». L'anarchie comme urbanisme ? Tout d'abord, se débarrasser du style de présentation académique. Nous aurions pris un meilleur départ si Louis-Ferdinand Céline ou Henry Miller avaient écrit tous les rapports officiels. Les grands nombres sont d'un abord si douloureusement difficile pour l'individu. Soit il se met à déconner (nationalisme, racisme, etc...), soit il tente d'imposer ses propres idées (des « écoles de

pensée » jusqu'aux dictatures). Ou bien il désespère (il abandonne, il se félicite de ne pas être intéressé, etc.). Ou les trois à la fois, et des milliers d'autres choses encore. Et pourtant, comme je le disais en 1958, « seuls les morts échappent à la loi des grands nombres. » Notre réflexion devrait se pencher sur un urbanisme anarchique. D'ailleurs, j'ajouterai aujourd'hui (nov. 68) que chacun d'entre nous devient conservateur dès qu'il veut que les choses fonctionnent bien, qu'il s'agisse de trains ou de mariages, d'amitiés, d'eau, de gaz, d'électricité, etc. Non ? Pensez-y. Quand vous attendez le métro, un serveur ou le facteur qui tarde à venir, observez ces paracommandos dans votre cerveau qui s'abattent sur vos meilleures pensées, les encerclent et les anéantissent. Il ne peut y avoir de démocratie véritable sans « pagaille ». Si nous voulons être libres – tous libres, tous autant que nous sommes, pas seulement certains d'entre nous – nous devons non seulement tolérer mais accueillir le manque de discipline, la « paresse », la spontanéité, la fantaisie et l'improvisation.

Janvier 1967, suite

L'aliénation des jeunes reflète l'aliénation des adultes. Voici quelques causes de l'aliénation des adultes : HYPER-SPÉCIALISATION, AUTO-ANALYSE, PERTE DE CRÉATIVITÉ, ABSENCE D'ART DE VIVRE, notre santé est folie, et notre folie est folie. Voici quelques causes de l'aliénation des jeunes :

MANQUE D'ENTRAÎNEMENT DANS L'EXPRESSION DE SOI (puisque l'imagination naturelle des enfants décroît avec les années, il faudrait sans doute les « nourrir » avec de l'imagination compensatoire lorsqu'ils grandissent. Aujourd'hui, c'est le contraire qui se fait.) – ABSENCE DE MOYENS POUR TENIR LE SYSTÈME À DISTANCE – MAUVAISE ORIENTATION DES PULSIONS SEXUELLES. Dans les deux cas, nous assistons alors à une perte de l'innocence et de l'imagination juvéniles, ce que les adultes acceptent avec plus ou moins d'amertume résignée, alors que les jeunes réagissent par une révolte plus ou moins violente.

LA SCULPTURE GOUVERNEMENTALE

Nous nous intéressons au point de vue des élèves. Des questions d'importance vitale dans le monde entier pourraient être posées à des enfants de différents groupes d'âge :

5 ans

10 ans

15 ans

peut-être même des jeunes gens et des jeunes femmes de 20 ans

Leurs réponses pourraient être enregistrées et placées dans une sculpture ressemblant à un juke-box. On pourrait alors les écouter en poussant sur un bouton concernant une question spécifique (par exemple : « Que faire à propos du problème du racisme ? ») et à un groupe d'âge déterminé (par exemple, cinq ans). Chaque école pourrait exécuter ce programme dans ses classes. L'innocence et l'imagination enfantines pourraient ainsi être évaluées (de même que leur disparition ou dégradation relative s'opérant au fil des années). Malgré d'éprouvants horaires scolaires, les enfants ont des loisirs pendant lesquels ils exercent leur imagination naturelle, notamment parce qu'ils ne doivent pas se procurer nourriture et logement. Les seuls adultes qui s'efforcent d'obtenir autant de loisirs que possible et de les exploiter avec autant d'imagination que possible, ce sont les artistes.

Novembre 1968

Au début de 1967, l'université de l'Etat de New York envisagea d'ouvrir une université expérimentale. Le futur responsable du nouveau campus commença par organiser des réunions avec des éducateurs, des étudiants et des personnes extérieures intéressées par le projet afin de réfléchir au programme d'études de cette université expérimentale, ainsi qu'à la méthode pédagogique. Mon ami Allan Kaprow, artiste américain et professeur d'art, participait à ces discussions. Il m'invita à assister à deux d'entre elles. Les deux lettres que je lui envoyai par la suite me semblent présenter des « réflexions sur le fonctionnement du système » plus pertinentes que celles que j'avais initialement prévues d'écrire. Elles sont centrées sur le thème de l'enseignement et de l'apprentissage, qui est précisément celui de ce livre. Les voici donc, avec quelques petites modifications destinées à en faciliter la lecture.

ROBERT FILLIOU
HÔTEL CHELSEA, 222 W. 23d
28.2.1966 OU 1967

Cher Allan,

En repensant aux discussions d'hier soir à l'Université de New York, à Nassau, je crois que les principaux points évoqués ont été les suivants : en ce qui concerne les enseignants, ils devraient faire figurer la résolution des problèmes, à laquelle chaque étudiant pourrait participer, dans le cursus de l'université ; en ce qui concerne les étudiants, puisqu'ils payent pour leur instruction et que leurs éducateurs sont payés pour les instruire, ils devraient obtenir ce qu'ils veulent ; et ce n'est pas seulement un diplôme qu'ils désirent obtenir, mais la possibilité de se développer et de mûrir comme ils l'entendent. Cette réunion a été positive. Une proposition a été faite par les enseignants et les étudiants sont tout à fait intéressés, même si ça leur semble un peu trop beau pour être vrai. Voici maintenant quelques-unes de mes idées quant aux directions que devraient prendre les futures investigations. Mes idées sont celles d'un profane, d'un invité vivement intéressé par le projet. A vous de voir si elles présentent un quelconque intérêt.

Je pense que l'université a besoin d'un Institut de Création permanente. C'est là qu'on chercherait la solution des problèmes et que les étudiants se développeraient et mûriraient comme bon leur semble. En outre, je pense que sa gestion devrait incomber à des artistes invités (qui agiraient comme des catalyseurs et n'auraient pas d'autre contact avec l'institution universitaire) et aux étudiants. Aucune note ou diplôme n'y seraient attribués ; on peut cependant concevoir qu'un étudiant ayant échoué dans les matières traditionnelles, mais ayant pris part à l'activité de l'institut, pourrait toujours recevoir une lettre de recommandation en cas de besoin.

Pourquoi un Institut de Création permanente (qui pourrait aussi porter un autre nom, à condition d'être bien un institut de la création permanente) ?

À la question d'un étudiant « mais au fond, quel est le problème ? », j'ai répondu que l'éducation telle qu'elle existe aujourd'hui, ou telle que je m'en souviens, transforme généralement les jeunes en spécialistes et en imbéciles ; que pour développer un don pour la vie, ils feraient mieux de prendre la route au lieu de suivre une formation universitaire. Mais alors, bien sûr, ils risqueraient d'être confrontés au chômage. Est-il possible de combiner l'acquisition de capacités spécifiques avec l'épanouissement de ce don pour la vie ? Et comment ? Voilà le problème. Ma réponse est la suivante : j'ai remarqué qu'une fois sortis de l'université, les jeunes ne sont pas disposés à passer des années à se déséduquer, comme ont dû le faire tous les membres des générations précédentes qui refusaient de devenir (de demeurer) aliénés. Car après tout, ce qui est réellement en jeu, c'est la jeunesse. Il faut beaucoup de temps pour devenir jeune (dixit Picasso). On pourrait donc demander aux étudiants : « Voulez-vous faire des performances avec nous, de manière à devenir jeunes plus vite et, je l'espère, pour le restant de vos jours ? » Et si, mettons, être jeune signifie ne pas être impuissant et que ne pas être impuissant signifie, idéalement, être créatif, ça vaut peut-être la peine d'acquérir le truc de la création permanente.

Pourquoi des artistes ? Parce que les motivations et les valeurs de l'artiste ont un potentiel révolutionnaire, peut-être. L'innocence, l'imagination, l'intuition, la fierté, la passion, le courage, l'endurance, l'indépendance, la liberté, l'insouciance, l'aventure (et la vanité, et l'« arrivisme », je sais bien...) ; en tous cas, n'importe qui, quelle que soit sa spécialité, demeure-

rait créatif tout au long de sa vie s'il pouvait rester fidèle à ces valeurs, n'est-ce pas ? (Ha ha ! et l'ironie et l'humour.) Les réformateurs travaillant au sein de l'institution (programmes d'études, systèmes de notation, etc.) ne suffisent pas à la tâche. Les artistes peuvent transmettre une compréhension dynamique des grandes tendances naissantes et contribuer à la création d'environnements pour tous les types d'associations humaines. (Quelqu'un a dit cela. Je ne sais plus qui. Peut-être était-ce McLuhan.)

À la sortie de la réunion, un étudiant m'a dit qu'il était un membre actif du Conseil des étudiants et que c'était un peu triste, car il avait été mis en contact avec le monde du pouvoir. C'est pourquoi le type d'artiste auquel je pense pour remplir la fonction d'intervenant à l'Institut devrait être le genre d'invité qui ne s'impliquera pas dans les jeux de pouvoir et appréciera le fait que l'institut se compose non pas de professeurs et d'élèves, mais d'égaux essayant de résoudre quelques problèmes de façon créative. Je crois que cette recherche créative devrait être amusante plutôt que morose (s'attaquer à certains problèmes colossaux du monde peut s'avérer affligeant, pour les artistes aussi bien que pour les étudiants). La créativité est la force motrice, l'outil et le but, pas la solution du problème. Et si des problèmes réels sont résolus dans la foulée (ils le seront), alors tant mieux. Par exemple, j'étais sérieux en parlant de développer un langage international de signes. Ce serait marrant de travailler là-dessus et, qui sait, cela pourrait marcher.

Il me vient à l'esprit quelques noms de personnes qui seraient aptes et disposées à réaliser le type de programme que j'ai esquissé : toi-même, en premier lieu, dont le projet de participation artistique à tous les niveaux de l'éducation soulèverait quantité de problèmes à étudier ; parmi les compositeurs, peut-être John Cage, Philip Corner, La Monte Young, Benjamin Patterson ; parmi les poètes, Emmett Williams, George Brecht, Dick Higgins ; parmi les artistes du happening, Wolf Vostell, J.J. Lebel, Martha Menujin ; parmi les cinéastes, Red Grooms, Jonas Mekas ; parmi les architectes, Shadrach Woods ; parmi les peintres, Bob Watts, Ayo, Oyvind Fahlstrøm ; et parmi d'autres, je l'espère,

ton ami

Mars 1967

Cher Allan,

Tu m'as demandé de développer mes idées sur la relation existant entre jeunesse et créativité et de te donner de plus amples détails sur le genre de programmes créatifs qui pourrait être mis en œuvre dans les universités sous la direction des artistes. Allons-y :

DE LA JEUNESSE ET DE LA CRÉATIVITÉ (Quelques définitions personnelles provisoires)

LE FOSSÉ DES GÉNÉRATIONS : ce n'est pas seulement une question d'âge. Il y a un fossé entre les personnes créatives et les personnes non-créatives, indépendamment de leur âge. En d'autres mots, un fossé sépare ceux qui ont un don pour la vie et ceux qui n'en ont pas.

LE FOSSÉ DU TEMPS : l'homme sait depuis toujours qu'il faut beaucoup de temps pour apprendre l'art de vivre. De plus, on a toujours estimé que « le temps d'apprendre à vivre, il est déjà trop tard, » pour citer Aragon. Picasso est plus positif : « il faut beaucoup de temps pour devenir jeune. » Les artistes connaissent le secret de la jeunesse permanente. Mieux encore, ils le mettent en pratique. Ils sont créatifs tout au long de leur vie (tout comme de nombreux scientifiques et quelques aventuriers dont la vie présuppose le même degré d'imagination).

LE FOSSÉ DES PERSONNALITÉS : il y a une différence énorme entre ce que nous sommes et ce que nous voudrions être ; ce qui est probablement positif. L'esprit des masses a été défini comme l'esprit d'une personne toujours satisfaite de sa condition. Il y a aussi un grand fossé entre ce que nous sommes et ce que les autres voudraient que nous soyons : une épouse pourrait souhaiter que son mari soit simplement un bon père nourricier. Le directeur d'une société pourrait souhaiter que ses employés ne soient rien de plus que des spécialistes bien intégrés, compétents, etc.

LE FOSSÉ DE L'INITIATION : la plupart des sociétés estiment que seules l'adversité et la souffrance, infligée par soi-même ou par les autres, peu-

vent préparer les jeunes à un rôle positif. Mais parce que j'en suis passé par là, je préfère la joie à l'adversité. « Tu apprendras » disent les parents à leurs enfants. Moi, je dirais plutôt : « TU SAIS. ESSAIE DE NE PAS DÉSAFFRENDRE ».

LE FOSSE DU POUVOIR : les jeunes ont une idée assez claire de ce que pourrait être un monde meilleur. Mais ils sont impuissants. La société ne leur propose pas des rôles à tenir, mais seulement des tâches à remplir (apprends – fais – ceci et cela si ça t'intéresse – si tu veux devenir – ceci et cela). Lorsque les jeunes deviennent enfin adultes, ils se sont vendus à la génération plus âgée, qui ne leur fait place qu'à cette condition. Ceux qui ne l'ont pas fait sont condamnés à vivre dans un monde marginal ; ils sont les révoltés, le sel de la terre, souvent sauvés du suicide ou de la Bowery * par la seule force de leur créativité. Ceux qui réussissent, qui parviennent à la maîtrise de leur environnement, ne savent plus ce qu'ils veulent. Ils ont perdu leur créativité. « C'est la vie » disent-ils. Mais je leur réponds, et avec moi tous les révoltés ainsi que la génération montante : « Non, ce n'est pas la vie, c'est votre vie. » Et le décor est planté pour un nouveau tour de piste. Plus ça change, plus c'est la même chose. À mon avis, le fossé entre la première impuissance (due à la jeunesse) et la seconde impuissance (due à la perte du don pour la vie) est comblé par la « prostitution ».

L'ÉCONOMIE DE LA PROSTITUTION : j'en arrive depuis peu à penser que la prostitution est la force motrice de notre système économique. Avant, je croyais que c'était la recherche du pouvoir. Pour dire cela autrement : le pouvoir, dont la conquête a fort bien été analysée par les sociologues, les romanciers, les dramaturges, les psychiatres, etc., s'acquiert au prix de notre propre jeunesse. Nous vendons moins des marchandises que nous ne nous vendons nous-mêmes. Tout le monde connaît le cas d'artistes célèbres qui ont perdu leur créativité à partir du moment où ils ont eu du succès. C'est, bien sûr, parce qu'ils se sont vendus à l'establishment artistique. Il va de soi que cette catégorie n'englobe pas tous les artistes ou autres personnes ayant réussi. Ce serait trop simple. La prostitution nous vieillit, voilà ce que je veux dire. Nous sommes une nation de vieux. Je

* Note de trad. : rue de Manhattan fréquentée par les clochards.

propose de nous débarrasser de ce qui nous vieillit. Pour y parvenir, j'opposerai à l'Économie de prostitution l'Économie poétique.

L'ÉCONOMIE POÉTIQUE : Je crois qu'il est possible d'élaborer un système révolutionnaire à partir des motivations et des valeurs authentiques de l'artiste. J'en mentionnerai quatre : l'innocence et l'imagination d'une part, la liberté et l'intégrité d'autre part. (Toute personne qui présente ces qualités est à mes yeux un artiste, qu'elle produise des œuvres d'art ou des pastèques.) Après tout, dans cette jungle mortelle dans laquelle nous vivons, le seul génie consiste à être « bon », dans le sens que j'ai évoqué. Par ailleurs, quiconque m'aide au moins à repousser le pire est mon ami, s'il le souhaite. Et franchement, pour ce qui est de repousser le pire, la plupart des gens sont prêts à le faire. Il y a donc de l'espoir et beaucoup d'espace pour travailler ensemble. Nous y voici donc, tout est ouvert. Que pouvons-nous faire ? Eh bien, tout ce que j'ai évoqué peut faire l'objet d'un travail créatif commun entre étudiants et artistes. Dans un Institut de Création permanente, nous pourrions mettre au point des jeux pour « combler les fossés », ainsi que des nouveaux modes de communication au niveau de l'individu, du groupe et à l'échelle internationale.

Nous pourrions développer des méthodes anti-lavage de cerveau, ou des programmes anti-érosion. Dans ce but, nous pourrions réaliser une étude sur des gens de tout horizon possédant ce don pour la vie. Nous pourrions explorer de nouveaux modes de communication (comme ce langage international de signes dont j'ai parlé ; ou le langage pictographique international de Stan Van der Beck.) Nous pourrions étudier d'autres fossés :

LE FOSSÉ SEXUEL : inutile de développer. La révolution sexuelle doit continuer.

LE FOSSÉ MENTAL : il semble que le cerveau humain soit trop lent pour comprendre l'univers où tout arrive au même moment ; à moins qu'il ne soit trop rapide pour se concentrer sur un problème concret précis : il commence alors à déborder et les mauvaises pensées refoulent les bonnes. (Soit dit en passant, Allan, c'est la raison pour laquelle j'ai écrit « Ample Food for Stupid Thought ». Avec un esprit qui fonctionne trop vite ou trop lentement, eh bien... on peut faire avec et passer à autre chose.) Nous pourrions élaborer des outils pour prendre conscience de soi, des moyens

et des méthodes pour résister à la pression. Ainsi que des moyens et des méthodes pour mettre tous ces outils en pratique (performances, jouets, jeux, événements, happenings, etc.) Inutile de m'étendre là-dessus, à mon avis ce sont les étudiants et les artistes qui doivent réfléchir à toutes ces choses. C'est capital. Si je savais déjà ce que je vais découvrir, je pourrais tout aussi bien écrire un livre ou rejoindre un département universitaire. À l'Institut, il ne s'agira pas d'enseigner. Il s'agira de raviver le talent pour la vie, de changer complètement la structure de notre esprit afin que la joie et la créativité remplacent la souffrance et le désespoir, qu'elles deviennent source de sagesse (laquelle, dans notre société, n'est souvent rien d'autre qu'une certaine forme de résignation). Ce ne sont là que mes suggestions (quelques unes seulement)... Pense à ce que d'autres artistes comme Cage, Brecht, etc. pourraient proposer, imagine tout ce que les étudiants pourraient tirer de contacts directs et concrets avec des gens pareils, et vice-versa.

UNE REMARQUE SUR LA MÉTHODE : pour établir cette relation parfaite entre artistes et étudiants : NOUS DEVONS NOUS DÉFAIRE DE LA NOTION D'ADMIRATION. L'artiste est aussi un étudiant, et l'étudiant un artiste, à partir du moment où il choisit de ne pas oublier, mais plutôt de se souvenir. (C'est pour cette raison, dirais-je, que beaucoup de jeunes et d'artistes sont attirés par la drogue : elle permet de ne pas oublier, mais plutôt de se souvenir.) L'artiste ne devrait pas essayer d'influencer qui que ce soit. Nous devons parler de « poder a poder » [d'égal à égal]. Oui, Allan, souviens-toi, les taureaux meurent et les toreros aussi, finalement, mais la corrida est éternelle. Le rêve des hommes fait événement.

Bio Psycho Socio Eco 1

Ecologie urbaines

Atelier Lucien Kroll
Ed. L'Harmattan - Col. Habitat et société

* ECOLOGIES

Les lieux habités restent anxieusement étanches à cette lente prise de conscience de l'écologie depuis un siècle et à sa constitution progressive comme science du *relationnel* et comme nouvelle *pratique*. Ce sont là pourtant, les seules vertus de l'urbanisme.

Les attitudes envers la ville montrent les mêmes blocages que devant la nature, et les mêmes générosités. Les liens que les habitants vivent entre eux et avec leur environnement sont identiques à ceux que vivent tous les phénomènes vivants avec leur milieu, leur géographie, leur histoire, etc. Souvent même, les mots sont identiques : ce n'est pas un amalgame poétique. Les faits, les dégradations, les protections, les intentions ou les aveuglements sont semblables.

Nous ne voulons pas trop définir (ni limiter ?) le sens des mots : ici, la confusion est plus fertile que la précision mécanique, elle imbibe d'autres domaines inhabituels. Sinon l'écologie urbaine, frileusement, ne veut comprendre au mieux que son *hardware* : déchets, pollution, transports, gros budgets, verdurisation, etc. Ça, c'est *l'écobusiness*. L'écologie (Ernst Haeckel : 1866), concerne dès l'origine, son *software* : à la fois les solidarités entre les habitants (choses et êtres) et entre eux et leur milieu géographique et social. C'est le *relationnel*.

biodiversité urbaine

Voilà une notion commune aux deux disciplines. La monoculture du maïs est identique à celle des quartiers d'HLM. Et leurs dégâts et leurs remèdes le sont autant. L'appauvrissement du sol correspond bien à l'ennui des banlieues homogènes, la richesse des cultures diversifiées fait la mixité urbaine.

La ville peut être vue comme un organisme « naturel », aussi bien que le paysage « naturel » européen qui est partout fait par l'homme, longuement. Même les paysages de « réserves naturelles » le sont autant puisqu'ils sont protégés artificiellement. Heureusement, jamais une ville n'est un simple résultat technique : elle possède un côté corporel, charnel, poétique, irrationnel, incontrôlable qui échappe toujours à l'administrateur-concepteur. Et parfois, ça flambe, ça pourrit, l'insécurité grandit, les condominium se barricadent contre le milieu ou bien ça se développe frénétiquement, ça se pacifie, les prix du marché s'envolent ou sombrent. Ce sont là des processus naturels même si l'administrateur tente de les réguler comme on le fait pour des fleuves encore sauvages. Nous évoluons sans cesse entre les deux disciplines et nous les suivons parfois toutes deux, simultanément !

Nous n'imaginons pas abandonner la ville à sa seule créativité spontanée, comme la tradition l'a pourtant bien démontré pendant quelques millénaires (laissez faire la bonne nature). Nous croyons que ce sont encore les architectes qui font le mieux l'architecture mais nous refusons que tout ne puisse être qu'artifice et lorsque cet artifice dérape, il est urgent de chercher ailleurs des comportements plus «naturels», plus basiques. Et de comprendre comment le «désordre naturel», plus primaire, peut aider un nouvel ordre en mouvement à se créer et sans doute comment il peut viser un nouvel équilibre provisoire (climax) et une nouvelle harmonie. Il est malsain,



connaissant ces disciplines récentes, de continuer à artificialiser aussi durement que le font quelques architectes trop fermés ! Même si quelques responsables vivent une sorte d'autisme, d'autorité conceptuelle, étanches au point de ne pas voir l'urgence qu'il y a à coopérer avec le chaos créatif.

Dans notre atelier, depuis des années, nous piochons dans cette veine, un peu en solitaires. Nous passons sans cesse d'une étude à la suivante en chargeant cette dernière de toutes les ambitions que nous n'avions pas eu l'occasion d'approfondir à la fois précédente et nous y ajoutons toutes les nouvelles qu'elle nous suggère. Ici, il s'agira d'observations du réel et d'actions réelles sur ce réel, abouties ou non. Et non de vœux pieux et de théorisations aléatoires et esthétiques.

En réalité, nous ne dessinons jamais que cent fois le même projet.

architectes-objets

Car le discours du spécialiste est soigneusement fermé et corporatiste. Il recherche l'approbation (ou l'envie) de ses confrères et de ses Maîtres de l'ouvrage bien plus que la *fertilité* urbaine. Il a effacé l'habitant et il a fini par se convaincre qu'il est lui, le seul acteur alors souvent qu'il a simplement perdu la communication ou, au mieux, qu'il fait le bonheur de l'habitant malgré lui : voilà encore une «oedipianisation» abusive. Il se réfugie dans l'utopie et trace alors, très confortablement, des villes qui enfin, *lui obéissent*. Entre-temps, il expose courageusement ses utopies comme si elles avaient un rapport avec la réalité vraie et il finit par se persuader qu'elles en ont un. Malheureusement, il essaye parfois de les réaliser, ses utopies, et alors, il faut revenir à chaque génération pour tout *refourbir*. Cela coûte cher, non seulement en énergie mais en stérilité urbaine : les habitants s'étaient vus interdire toute intervention personnelle sur leur habitat alors qu'ils en avaient l'habitude depuis quelques millénaires ! Et le paysage se misérabilise.

L'urbaniste ne doit pas s'occuper de *fonctions* : logements, équipements calculés, transports (publics ou privés) mais de *processus*, de migrations, d'éthologie, de mouvements, de promenades, de découvertes, d'observation du paysage mouvant, etc. L'urbanisme ne peut-être que complexe, soigneusement et consciemment irrationnel dans ses motifs et méthodique dans son mouvement.

similitudes

Il y a eu autant de sauvagerie (et même parfois de bonne foi !) dans l'extermination des Bisons et des Indiens dans les Amériques que dans l'éradication des cultures locales d'habitat en Europe progressiste : environ à la même époque et sous les mêmes violences et les mêmes mépris. Puisqu'on venait d'inventer les outils d'observation, de compréhension et de respect, qui permettaient de conscientiser, de relever, de tester, de conserver (vivants peut-être), les comportements authentiques traditionnels, il eût été urgent de les archiver « en vrac » comme des trésors de civilisation dans ce qu'ils avaient d'universel (quitte à les inventorier plus tard). Et ensuite de les analyser pour en mesurer la part d'ignorance ou de sagesse (globale, holiste !). Le Musée des Arts et Traditions Populaires y a sans aucun doute beaucoup aidé, les Musées de Site et les Parcs Naturels en ont fait autant mais très tard et jamais pour la ville récente. Ils se sont souvent mués en lieux d'archives mortes, de spectacle inerte, d'objet de science, au lieu de maintenir « en vie », de façon simplement compréhensible, les motifs qui avaient façonné notre histoire quotidienne. Si cela avait été possible, il aurait fallu conserver vivantes toutes ces façons jusqu'au moment où elles auraient pu coexister paisiblement et consciemment avec les technicités et les modernismes ? Comme dans des contrées qui ne se sont heureusement modernisées que plus tard : Scandinavie, Japon, Indes, etc. Nous serions tranquillement passé du moderne au contemporain sans nous imposer cette nécropole...

Quelques rares façons locales n'ont pas encore été effacées dans nos régions: cuisine, costumes parfois, chansons, couleurs spontanées, patois : pourrait-on encore les recueillir ? Et même, le sens de l'espace et de l'habitat populaire régional se réveille vite dans certaines conditions de liberté, malgré le modernisme, malgré la mode, l'hygiène, les techniques ! Est-il anti-moderne de préserver le vivant ?



Les techniciens de l'habitat n'ont jamais été concernés activement par les conceptions écologiques de biocénose, de biotope, de climax, d'écosystèmes, de biodiversités, de stratégie ou de solidarité : ils se sont cramponnés à leur objet définitif, « en soi » : on en mesure aujourd'hui les ravages. Même Darwin a eu peu d'effet sur ce domaine-ci : les architectes ont rarement voulu prendre en compte l'évolution de

leurs *objets à habiter*, ni le temps pour les choses ou la disparition des monstres inadaptables. Et, étonnamment, certains paysagistes non plus : ils s'obstinent souvent à concevoir un objet statique dont la seule évolution qu'ils lui tolèrent sera de prendre la forme qu'ils lui auront imposée puis de s'y cantonner sagement sous peine de taille et de rabattement. Mais comparativement, quelle image sociale!

campagne-ville

Absurde opposition ville-campagne : l'écologie pour la campagne, l'artifice pour l'aggloméré. Nouveau : depuis Baden-Powell et d'autres, le « vert » (tout de même

confortable) est devenu un accompagnement indispensable (une consolation, un alibi, une sorte de papier peint ?). Mais le vert doit être discipliné et n'évoquer aucune sauvagerie (le Hameau de Marie-Antoinette !), aucun désordre (serait-ce une propagande pour les révoltes populaires possibles du moment ?), aucune initiative non prévue par l'autorité (à chacun son rôle), aucune évolution (tout a été prévu), aucune marque du temps (ça doit rester affreusement neuf), aucune phytosociologie (chacun pour soi), aucune spontanéité (de la discipline) : ce vert-là est stérile de naissance, comme les Grands Ensembles. C'est une *suissification* de la nature, de l'histoire, des initiatives vulgaires, etc. Stérilité, hygiène, aucun imprévu : l'ennui.

Ou bien ça chatouille le statut social : certains concepteurs de milieux ne veulent être vus que comme des *artistes* et ne veulent rendre compte qu'à eux-mêmes. C'est pour cela que personnellement, je parle rarement d'architecture mais de *paysage*, rejoignant sans le vouloir, le vocabulaire de l'écologie. Un paysage se construit d'abord (lui-même, bien sûr) pour être habitable (par empathies successives et non par logique d'objet !). Sinon au mieux, c'est un camp militaire, au pire, un dépôt. Il doit être meublé comme n'importe quel milieu destiné à accueillir des habitants : un séjour, une chambre urbaine, une clairière, etc. Ici, nous nous sentons parfois un peu seuls !

Que s'est-il passé récemment ?

de l'histoire immédiate

Au début du siècle, les modernistes, alors jeunes, étaient montés à l'assaut des sentimentalismes nébuleux de leurs aînés : dure, précise, blanche, fraternelle, hygiénique, efficace, l'architecture, ils la voulaient industrielle et rationnelle. Plus de mollesse : des cubes. Plus de maternage inavouable de la tradition : du neuf, du jamais vu. Et un pari : ça va socialiser. Après la guerre, faisant table rase de leurs instincts, leurs atavismes, leurs patois, leurs habitudes locales, ils ont créé un style «Mouvement Moderne» qu'ils ont voulu carré, industriel, mutilé, international, mécanique, sérieux. Ceux-là étaient héroïques.

Mais ils sentaient que peu à peu, les architectes ne faisaient plus le poids. Car ils n'organisaient pas de productions de grande série, n'exploitaient pas des milliers d'ouvriers. Ils ne possédaient pas le pouvoir - des danseuses -. Ils se sont alors déguisés : lourdes lunettes d'écaillés, costumes stricts, un peu tragiques, des épures de pièces de machines, des axonométries froides. Et bras dessus, bras dessous, ils se sont tous embarqués un jour sur un paquebot, pour aller visiter Athènes et refaire le monde pendant la traversée. Ils ont appelé ce travail «la Charte d'Athènes», on sait comment le Corbusier a fanatisé les textes et coordonné les vocabulaires dans le sens ingénierique. Par miracle ils ont été pris au sérieux (mais trop tard : ils ont surtout été pris comme alibis...) Ils se voulaient industriels et bureaucrates et concevaient des objets qui « auraient-pu-avoir-été-fabriqués-à-la-machine », tandis que la machine ne s'y intéressait pas encore. Certains architectes déviants se permettaient encore des courbes et des obliques... On s'étonnait.

Les modernistes se mirent à dessiner des villes entièrement géométriques alors qu'à l'époque, l'urbanisation s'installait au coup par coup, au hasard de l'intérêt de quelques uns ou parfois encore suivant des instincts régionaux.

Ce n'est qu'après la guerre que l'administration organisa, sur des tracés artificiels, la reconstruction des villes détruites pour résoudre sa crise de logements mais

surtout pour faire naître des systèmes industriels. Ce n'était pas vraiment ce dont les architectes avaient rêvé à Athènes mais cela y ressemblait un peu : ce sont pourtant eux qu'on a appelé les bétonneurs, et non les ingénieurs qui se disaient neutres et artificialisaient efficacement tout le paysage qu'ils touchaient. Bien sûr, certains architectes aimaient cela et puis sans doute, cela payait bien. Nous avons beaucoup à nous faire pardonner.

Dès que la pénurie de logements cessa, on s'aperçut qu'une bonne partie de ce qu'on avait ainsi bâti convenait si mal qu'il fallait déjà démolir ou réhabiliter... Et reconstruire mais comment ?

Et puisque les préfabriqués lourds et vilains avaient fait la preuve de leur méchanceté, on les a un peu travestis, d'abord en modèles puis en systèmes constructifs ouverts (entrouverts plutôt). Ceux-ci se sont faufiletés et ont essayé de s'intituler « composants industriels » mais ils ne composaient qu'avec eux-mêmes et c'est encore le vieux préfabriqué qui apparaît sous leur maquillage. L'industrie de son côté, s'était moins intéressée aux produits trop finis qu'aux matériaux bruts de la construction : elle y était devenue virtuose et bon marché. Mais la voici peut-être qui commence à construire des éléments plus combinés et à viser les vrais composants. Mais pour quelle architecture ?

Parfois certains l'ignorent encore mais la période est bien terminée où l'on pouvait multiplier des éléments complets : aligner des maisons identiques ou empiler des étages répétés. Des photos sensationnelles montrent comment on les a implorés ou comment on les a démolis à la boule en fonte (le retour de l'artisan !) lorsqu'on n'a plus pu les supporter (et quelques habitants pleurent). Le choix s'impose, enfin clair: *ethnologie ou cosmétique*.

cosmétique

Face à ces impasses, on peut ajouter quelques enjolivures. Le brutalisme ne paie plus ? Fabriquons donc du pseudo-diversifié : au moins il fera illusion et on nous « aimera ». On peut imaginer des spécialistes psycho- et sociaux appliquant les techniques de recherches de motivations par l'image (celles qui servent déjà à vendre savonnettes, automobiles ou politiciens) au domaine de la satisfaction des habitants : ceux-ci sont bien plus vulnérables que les acheteurs de marchandises. Cela aidera à concevoir des modèles de logements selon les rêves inavouables de l'acheteur et puis à diviser le paysage comme un parking pour les y déposer en ordre, avec une petite imitation de décor urbain. Puis on proposera ce modèle à un industriel-mercenaire (il n'est là que pour fabriquer plus vite et moins cher). Il organisera les constantes et quelques variables et les mécanisera sur une chaîne de fabrication à commande numérique. Il suffira alors de les vendre et de les installer, comme aux Etats-Unis.

Mais où est la tendresse pour la ville ?

Disney, déjà

Ce procédé fonctionne déjà : il suffit de visiter aux USA Disneyland, Disneyworld ou Epcott et leurs sous-produits européens. Ce sont des enclaves ludiques, totalement artificielles, cela va sans dire. Elles sont organisées comme une ville nouvelle. Où est la différence ? Si celle-ci réside dans la qualité d'électeurs responsables qu'auraient les habitants, cela n'est vraiment pris en compte ni d'un côté ni de l'autre. Ils paient tous deux mais l'américain est plus capricieux, il faut donc mieux

le satisfaire. L'implantation juxtapose des objets-à-sous selon le profit à en tirer (comme dans une grande surface commerciale : tout parcourir dans un circuit) et non selon la spontanéité ou la sympathie urbaines. Cela impose une forme précise.

Disneyworld a inventé un faux style ancien issu d'un passé irréel de l'Europe Centrale, pourtant il n'a rien de commun avec le respect subit et inédit du XIX^e siècle, envers les cultures « autres ». Les étages sont construits à une autre échelle (au 7/8ème) que celle du rez-de-chaussée (ça valorise le promeneur). L'asphalte des trottoirs à base de néoprène est souple sous les pieds. De faux lacs avec de vrais bateaux et de vrais sous-marins. Une montagne creuse construite sur une ossature métallique. Sous les vraies rues, des souterrains pour le service (les noirs et les portoricains y travaillent discrètement). Tout un urbanisme mécanique dont même les utopistes les plus technologiques n'avaient pu rêver. Et informatisé à fond. Puis on débite toutes les légendes vendables et les mythes européens, américains, etc. Les spectateurs paient cher pour visiter. Ils paient moins dans les villes nouvelles !

Se rappelle-t-on que le projet d'Eurodisney avait été proposé à Marne-la-Vallée dans les années '70 et longtemps refusé par les locaux qui pressentaient cette sorte de colonialisme culturel et financier dans leur paysage. Les promoteurs américains s'étaient un moment résignés à appeler cette chose Jules-Vernes-Land (de la verroterie aux rois nègres)... Ils ont fini par le construire tel quel et s'effondrer un peu.

pourquoi donc architecturer ?

Et pourquoi recourir à des architectes lorsqu'il est tellement plus simple de laisser faire les appareils (d'état, de partis, ménagers, financiers, informatiques, etc.)? La marchandisation robotise les procédés. Il suffit désormais de fabriquer (bien) puis de vendre (vite). L'implication personnelle, sentimentale des concepteurs ou des habitants gêne et enraye la procédure. L'architecte est-il devenu une habitude archaïque ?

Pourtant, la responsabilité spirituelle des architectes survit mais se situe moins au niveau de l'artisanat, de la trace fraternelle de la main sur la matière, qu'à celui des espaces et des images : ceux-ci favoriseront les rapports entre les gens et leurs groupes. C'est sans doute d'abord ça l'écologie ?

Plutôt que de montrer des images « nouvelles » d'architecture (encore!), il nous semble plus urgent d'exposer d'abord les motifs qui y conduisent : nous faisons ci-après une analyse institutionnelle vécue (un peu bricolée). L'architecture n'est pas autonome : hors de son contexte, elle est faussée.

mutation des paysages

La Renaissance avait soigneusement effacé l'organisation de l'espace des jardins médiévaux (et des villes). De la même façon (mais dans l'autre sens...), nous cherchons péniblement à nous dégager de ces fatalités mécanistes du XX^e siècle pour retrouver une façon « écologiste » de renouer ces espaces avec leur signification, leurs occupants, leur histoire, leur vécu, etc. Peut-être nous rattachons-nous de nouveau à cette tradition médiévale où le sens caché prédominait sur la lecture immédiate des formes, des fonctions et des objets ?

Nous ne sommes plus portés innocemment par des automatismes culturels traditionnels. Nous agissons avec la connaissance et les outils modernes: méthodes,

analyses, contrôles, enchaînements, etc. Personnellement nous ajoutons à ces outils que le premier et le dernier mot de nos actions sera toujours, obligatoirement et sciemment « irrationnel ». Et si le paysage est encore enchanté, c'est notre regard qui le transforme!

En comparaison, le paysage urbain américain est plutôt formé de ruptures, de murs virtuels, de catastrophes, de bouleversements et de violences : ce n'est pas seulement en raison de son territoire ouvert et « sans histoire locale » (il n'y a d'histoire qu'aux yeux de ceux qui ont besoin de la lire...), c'est surtout par désintérêt, par volonté de rester étranger à la continuité des groupes installés et de leurs relations vécues : un urbanisme morcelé, sans solidarités, un prolétariat urbain riche.

Bien sûr, la façon européenne d'habiter est exposée à ce risque mais elle s'appuie encore sur une habitude (une tradition ?) plus présente. Cette tradition n'empêche pas l'évolution ni les restructurations mais respecte mieux un continu de civilisation. Plus récemment, elle se met à refuser les tentations « modernistes » de la *table rase* et se prépare sans doute à assurer les relais, les continuités, les liens avec le contexte, le passé et les besoins contemporains.

une culture urbaine ?

Il n'est pourtant pas antirationnel ni anti scientifique de vouloir conserver une culture et la garder ouverte, additive, réceptive, au lieu de choisir des répétitions anesthésiantes sur de lugubres tables rases amnésiques et . Il y a une obsession pathologique, d'auto-mutilation à vouloir effacer ces marques de civilisation! La post-industrie utilisera les intelligences et les mécaniques pour retrouver les matériaux propres à réaliser les projets écologiques de demain ?

Et tant qu'à souscrire un instant à ces manières de voir les choses, en toute logique, si le modernisme consiste à rejeter les façons précédentes, ou encore en usage, il est précisément moderne d'être anti-moderne aujourd'hui ! Cet anti-modernisme n'a pourtant rien de réducteur, ce n'est pas un repli vers quelques recettes néoclassiques : au contraire, il complexifie, il distribue d'après les diversités, il ne simplifie pas. Il conserve les acquis du Modernisme tant que ceux-ci ne sont pas déstructurants. Peut-être vise-t-il un nouveau Moyen-Age joyeux, beaucoup plus riche et délicat, où les diverses valeurs culturelles coexistent et multiplient leur intérêt au lieu de s'exclure. Le post-moral ?

Une mosaïque confédérée où chaque fragment s'associe à ses fragments préférés sans la hiérarchie et l'homogénéité de masses étatiques aveugles issues du XIX^e siècle. Les cultures aussi se fragmenteraient à l'intérieur d'un formidable réseau contemporain d'échanges. Oui, bien sûr, l'électronique permet d'aimer son correspondant lointain et de haïr son voisin immédiat : est-ce nouveau ?

Qui est moderne ?

que mangeons-nous ?

L'alimentation donne des exemples toujours significatifs et dédramatisés. En Haïti je crois, un groupe d'émigrés hindous cherchèrent un jour de quelle partie de l'Inde ils provenaient : tous avaient perdu leur langue, leurs souvenirs, leurs objets. Leurs archives avaient disparu (voilà une table rase comme l'aiment nos modernes!). Et c'est grâce à leur façon de choisir et de cuire leurs aliments qu'ils ont pu les préciser...

Comme à l'égard de la ville, les ambitions industrielles envers l'alimentation sont brutales, barbares et terriblement risquées : l'industrie en est à sa première conquête coloniale alimentaire. Sans parler des vaches carnivores, les enjeux sont géants et les clients fragiles voire même souvent complices (on les attire avec du vulgaire : du sucré et du gras) en dix ans, le nombre d'obèses est passé aux Etats-Unis modernes d'un cinquième à un quart... Il se joue sourdement un combat de civilisation de la même intensité que la guerre entre le bronze et le fer : les plus faibles disparaissent, ils réapparaissent toujours mais bien plus tard, sous forme de miracle grec...

L'industrie, c'est d'abord la militarisation (souvent violente) des procédés et des gestes : elle veut séparer absolument les travaux de leur milieu pour les organiser rationnellement à son profit, c'est à dire, pour leur enlever tout contact chaleureux, toute solidarité envers le contexte de leur civilisation, pour les isoler en une activité pure tournée exclusivement vers la vente. Frederick Taylor serait-il autre chose?

En a-t-on assez parlé du potier et du boulanger : était-ce du romantisme? Ce sont les « Bécassines » d'une économie périmée et d'une civilisation refoulée. Ils sont pourtant urbains et profondément insérés dans leur lieu et leur société : le rôle îlotier des boutiquiers ?

Est-il moins cher au total, de se retrouver dans des usines à vente occupé à acheter du matériau alimentaire industriel, (hygiénique, sans doute), sans qualité de civilisation et de plus, médicalement malsain (aux yeux, en tout cas des médecins qui ne pratiquent pas dans d'autres usines, à soigner celles-ci...).

Dans ce domaine, la France, sans doute, est l'un des derniers bastions qui réagit visiblement et consciemment contre ce glissement (qui n'est pas plus américain que tous les progrès modernes que l'Europe et le monde a amplement avalisés chaque fois juste après les Amériques). La cuisine française ne repose pas sur le

Il est aujourd'hui plus rationnel d'être subjectif que rationnel.

génie de douze cuisiniers géniaux mais sur cinquante millions d'amateurs qui en discutent tous les jours : producteurs, littéraires, distributeurs, façonniers et consommateurs. Elle repose sur un *paysage* culinaire. Dans cette perspective, sur quoi repose l'architecture?

la nostalgie ?

Nous avons vécu, lors de l'étude du Groothandelmarktterrein à La Haye (un projet de mille logements) des incommunicabilités éblouissantes. La Maîtrise d'Ouvrage avait posé une question subjective (participation culturelle des habitants) puis l'a transformée petit à petit en un problème brutal d'ingénierie. Pour elle, désormais, si c'est plat, carré, blanc, répété, même avec un peu de cosmétique, c'est moderne, donc salubre. Si ça se couvre d'une toiture en pente, si c'est un peu en désordre, c'est nostalgique donc malsain. Ce réflexe pavlovien lui tenait lieu, à la fois de sensibilité et de jugement. Nous n'avons pas réussi à placer un seul mot... Mais on sait que l'architecture et l'urbanisme néerlandais sont dirigés par les militaires !

Nous revendiquons simplement la même *liberté* que celle des pré-rationalistes, des « pré-Berlage », en vue de laisser naître un *paysage néerlandais contemporain complexe*. Nous ne copions pas les images anciennes, celles d'une société qui

bien sûr, n'existe plus mais nous voulons utiliser la rationalité de la tradition (locale et étrangère) et aussi la résonance que celle-ci provoque chez les usagers : c'est parallèle au *régionalisme critique*. Nous y revenons.

Nous nous inscrivons librement, rationnellement, dans une culture vécue, populaire, active, complexe, contemporaine (et non dans la nostalgie des années vingt !) mais sans devenir les victimes obéissantes d'une tradition.

les formes signifient

Il est actuellement plus rationnel et sans doute plus « moderne » de ne rien inventer et d'utiliser librement tous les acquis universels de l'architecture, avec la plus naïve neutralité culturelle (ça s'apprend durement !). Ni répétitions orthogonales industrielles absurdes, ni compositions centralisées, ni géométries impératives : elles gèlent les initiatives vivantes.

Une architecture complexe, diverse, montrant ses contradictions et ses repentirs encouragera la créativité aléatoire à la fois lors de sa conception et tout au cours de son usage. Ce sera une *architecture-tissu*, sans limite raide entre elle et son contexte, entre aujourd'hui, hier et demain, entre ses auteurs et ses usagers. Alors seulement, elle sera pédagogique. De plus, son effacement, son renoncement à l'autorité n'est pas du tout contraire à un art personnel !

** APPARENCES ET PROCESSUS

Nous sommes encore victimes des dogmes et des travers « modernistes » de nos éducations scolaires et de *l'esprit du temps* de l'avant-guerre : ils ont fort peu changé dans leur méthode, leurs procédures et leur enseignement. Ils continuent à produire des images de croissance illimitée qui reposent sur les gaspillages écologiques, sur les technologies aveugles, sur les obéissances ouvrières, sur le désintérêt du consommateur, etc. Les négligences qu'elles tolèrent à l'égard de certaines préoccupations sont immenses. Rien sur le milieu civilisé (le biotope), sur les solidarités des interactions infinies (biocénose, Gaïa la Terre, etc.), sur les diversités urbaines et culturelles (biodiversités), etc.

deux traditions

Deux traditions éternelles coexistent dans l'urbanisme européen : celle qui est « *orientée-objet* » et celle qui est « *orientée-relations* ». On peut retracer l'histoire de leurs modes d'approche.

Le premier mode s'est surtout construit dans ce formidable travail de rationalisation moderne qui a trouvé à la fois son aboutissement, sa limite et sa faillite dans le XX^e siècle récent. L'autre a élaboré ses acquisitions de connaissances et ses modes opératoires dans les systèmes intuitifs millénaires puis, plus récemment, dans l'éclairage rationnel aussi, que les sciences humaines projettent sur les actions complexes, sur leurs désordres et leurs effets. Il prépare les attitudes plus cohérentes du XXI^e siècle.

L'un et l'autre sont fondamentalement complémentaires mais parfois ennemis : pour que l'un prolonge l'autre, il doit reconnaître l'autre comme parent, comme son autre face. Dans nos périodes trop vite efficaces et trop victimes du calcul, le premier ignore méchamment le deuxième : il est donc urgent de les pratiquer en parallèle. Le premier est militaire, le second est civil : les deux doivent coopérer !

le premier mode

Il est **orientée-objet**. Il dresse rationnellement la liste des faits et des besoins les plus importants, les plus calculables et les plus apparents : il ignore les souhaits de faible énergie (les plus nombreux pourtant) et répugne à l'imprécis. Il s'appuie sur une sociologie « froide ». Armé de ses arguments chiffrés, il travaille mécaniquement, dans une sorte de fatalité. Bloqué dans ces limites, au mieux, l'urbanisme qui procède selon ce mode d'approche peut produire une bonne installation sanitaire : l'eau ne se mélange pas au gaz, l'eau chaude à l'eau froide, les pressions font tourner la machine, les comportements sont bien calculés, les villes nouvelles se bâtissent.

Il peut même s'orner d'une expression artistique, revêtir une beauté réelle ou être l'expression d'un narcissisme mais il appartient toujours à l'artifice. Il est de l'ordre de la séparation, de la hiérarchie, de l'étranger, du colonialisme. Il s'applique de l'extérieur vers l'organe, avec autorité (c'est un peu caricaturé mais il faut être clair!)

le deuxième mode

Il a besoin, pour fonctionner, de laisser se construire lentement l'opinion d'un groupe non-homogène, flou. Ses membres écoutent, apprennent, partagent des attitudes et changent lentement d'opinion en se modelant aux autres. Ce sont des groupes ouverts : leur produit n'est jamais achevé. Il exige que ces groupes rassemblent les intervenants actifs de l'opération : administration en charge, promoteurs, gens de métier, philosophes, spécialistes de la culture, économistes, travailleurs psychosociaux, architectes, utilisateurs, voisins, habitants, etc. L'une de ces méthodes s'intitule « *programmation générative* ». Elle organise tous les intervenants dès le début du projet en deux niveaux de discussions créatives et suit une progression précise et des échanges formalisés.

processus

Ce mode d'approche est **orienté-relations**. Il a besoin des mêmes informations que l'autre, des mêmes compétences de métier, des mêmes connaissances scientifiques et pratiques, des mêmes méthodes rationnelles mais de plus, d'une *sociologie chaude*, active, (Recherche-Action et Participation-Miroir d'Ita Gassel), d'une pédagogie en mouvement (type école nouvelle, Freinet, Montessori, Froebel, etc.).

Il attend que se construise l'information par échanges plutôt que par espionnage ou matraquage. Il écoute, se critique et s'évalue lui-même, il se sait acteur dans le phénomène observé. Il procède plus par intuition que par induction-déduction et moteur d'inférence. Son motif d'action est *empathique*. Il n'est plus « moderne », il est *contemporain*. Ceci est devenu différent.

Si le premier manipule des *formes*, le deuxième organise, assortit des faisceaux d'*actions*. Celles-ci prennent forme avec autant de logique que de sentiment et d'art. C'est aussi différent que le colonialisme l'est de la coopération au développement.

Comme outil de simulation collective, nous avons par exemple l'expérience de la maquette : autour d'une table, une maquette fruste du lieu (en deux ou trois dimensions) offre à chacun l'occasion d'intervenir physiquement sous le contrôle et l'éclairage des tous les autres. Ainsi, chaque geste a un écho dans le groupe et tient compte des relations avec l'existant, le mouvement et toutes les interactions.

L'exercice tient du «test du village» et concentre sur le lieu à la fois ce que chacun y projette et ce que chacun y a ressenti comme formes de paysage. Les lignes d'énergies peuvent s'y deviner à la façon de l'acupuncture (ou du Feng Shui) ou encore en parlant d'*attracteurs*



étranges à la façon de Prigogine et de son chaos qui s'invente ses propres façons de laisser émerger un ordre différent. Il est fascinant de voir lentement se former un paysage imprévisible et qui se modifie sans cesse : il ne s'arrête que par la fatigue de ses acteurs. Il groupe logique et sentiment. Il devient un réel processus de développement sans fin.

les motifs

A l'opposé de l'urbanisme orienté-objet, ce mode d'approche reconnaît comme instrument essentiel, le *développement* et ses différentes échelles d'évolution, c'est à dire le temps et jamais le résultat final (il n'y a pas de fin). Parfois des attitudes inconscientes émergent lentement et installent leur logique dans le processus. Cela ne vise pas de résultat bâti, seulement des mouvements. Ses actions sont inchoatives.

Ceci définit son outil de conception : il n'est ni statique, ni homogène, ni fermé, ni définitif, ni hiérarchisé, ni mécanique. Il garde une part d'aléatoire pour garantir aux arguments naissants de pouvoir à tout moment s'intégrer dans le projet. Ces groupes ne sont jamais calmes ni raisonnables : les psychodrames sont inévitables et doivent être gérés et intégrés au processus. Ces psychodrames sont nécessaires car ils ressemblent en modèle réduit, à ceux de la société locale dont on s'occupe et conservent les traces des contradictions, des hésitations qui rendent un projet vivant et plausible.

Plus jamais des *formes*, des *objets*, des *solutions* mais plutôt des *actions* urbaines, des *attitudes* d'habitants, d'usagers, des *processus*, des *apprentissages*! Nous avons démontré à Alphen-aan-den-Rijn comment juxtaposer suivant nos empathies personnelles, des *fragments actifs*, des *patterns*, comment les laisser se former eux-mêmes en paysage urbain et éviter ainsi toute géométrie autoritaire. Nous croyons qu'en dessinant complexe exprès, une complexité vivante pourra s'installer plus facilement que dans des objets qui la nient anxieusement.

fragmentations

Dans nos essais de réhabilitation de quartiers et de bâtiments, nous nous fondons sur une fragmentation des actions, des responsabilités et donc de la propriété. Elles se créent spontanément leur coordination complexe. Nous tronçons les trop grands objets en petites unités préhensibles pour permettre une échelle d'intervention et de communication qui est celle des habitants et non plus celle des institutions. Cette fragmentation organise les actions à une dimension et avec une diversité où les petits groupes et les individus sont accueillis et peuvent *retisser la ville* à leur façon et non à celle des artifices bureaucratiques (ils se disent rationnels...).

ethnologie pratique

L'attitude ethnologique est un *processus* et non un *procédé*. Elle reçoit et transmet, elle refuse de maîtriser la totalité des motifs : certains peuvent rester obscurs, apparemment irrationnels ou bien avoir été proposés par d'autres acteurs, on ne sait plus bien pourquoi !

Elle n'est pas rationnelle, elle est raisonnable. Elle promet donc bien plus de s'adapter à une réalité floue, mouvante, inconnaissable. Laisser se faire est bien



plus efficace que tout cadrer. Ce que nous appelons participation des habitants n'est qu'un des moyens de rassembler des intentions diverses, en désordre, contradictoires même. Celles-ci nous font échapper à l'artifice rationaliste mais elles ne sont utiles qu'à ceux qui sont décidés d'y obéir et qui possèdent un style d'architecture qui les tolère : il faut être prêt à tout...

les habitants aident

A ce point, j'ai assez vécu l'expérience de ces participations pour savoir qu'au lieu d'alourdir et d'étouffer la créativité de l'architecture, cette masse d'intentions est précisément utile à créer de la diversité. C'est un encouragement à l'ouvrage artistique même solide et bien plus motivant que la programmation chiffrée sèchement que les architectes s'évertuent à respecter maniaquement, programmation qui leur a d'ailleurs échappé il n'y a pas si longtemps.

urbanisme de subsidiarité : les principes

Nous appelons urbanisme de subsidiarité une organisation du paysage habité où les décisions de base sont prises par la base lorsque celle-ci est capable de les prendre. Et les décisions plus extérieures, plus élaborées, plus conflictuelles sont prises au fur et à mesure, par les niveaux supérieurs d'autorité politique ou technique. Par exemple, le choix de la couleur de la porte d'entrée appartient souverainement à l'habitant. Celui de sa façade, à ses voisins et à lui. Son volume capable à son quartier. Etc.

Pourtant, on peut classer dans les décisions de base celles, même très techniques, qui auront un impact personnel sur le grand nombre : lieux et qualité de travail, enseignement, équipement culturel, etc. Ces dernières décisions sont souvent confisquées à leurs utilisateurs par les gestionnaires et les techniciens. Les autres décisions aussi !

La subsidiarité est à la base de tout comportement démocratique : il en est le premier outil de décision en commun. Les institutions n'existent que pour servir l'Homme, elles lui sont subsidiaires.

L'Eglise catholique l'avait défini ainsi : *Il en découle que l'on ne doit pas enlever aux particuliers pour les transférer à la communauté, les fonctions dont ils sont capables de s'acquitter de leur seule initiative et par leurs propres moyens. De même, il est injuste de remettre à une société plus grande et supérieure ce qui peut être accompli par des communautés moindres et inférieures car cela constitue un grave dommage et une perturbation de l'ordre social. L'objet matériel de toute action est d'apporter aide aux membres du corps social mais jamais de les détruire ni de les absorber. Dans toute organisation humaine, l'autorité n'a pas pour fonction de dominer mais de servir.*

(Pie XI dans Quadragesimo anno, Jean XXIII dans Mater et Magistra. Le Concile Vatican II, Jean-Paul II dans le Travail Humain).

La Confédération helvétique dit : *Tout ce qui peut être fait par une collectivité publique ou privée à l'échelon inférieur a priorité sur le niveau supérieur qui n'exerce pas de contrôle autre que celui de la légalité des actions.*

urbanisme de totalitarisme :

Si nous reportons ces principes sur les procédures qui gèrent l'urbanisme, nous devrions trouver les habitants comme décideurs et jamais les techniciens, les

spécialistes ou les administrations. Ceux-ci ne sont pourtant là que pour «servir» les habitants (et leur réseau social) au moyen de leur savoir et de leur organisation mais ne peuvent décider à leur place. Lorsque ces acteurs usurpent le droit des habitants de décider ce qui les concerne comme cela se fait à peu près partout aujourd'hui (et souvent de bonne foi !) et que leur autorité ne s'appuie que sur leur idéologie corporatiste ou sur leur angoisse à donner très vite une image artificielle de l'ordre social et enfin lorsqu'ils veulent maniaquement décider seuls de la totalité de l'action et de ses conséquences, sans laisser aucune coopération participer à l'acte de l'urbanisme ou de l'architecture, alors, il s'agit de totalitarisme. Voilà bien une définition actuelle de ce modernisme vieux de soixante-quinze ans et fatigué au point d'interdire aujourd'hui toute évolution vers une ethnologie active.

la mesure

Les modernistes annihilent méchamment l'échelle du lieu : leur mesure est toujours la plus massive (il n'y a aucun niveau de subsidiarité). L'unité est celle, au hasard, de leur projet complet, jamais celle de leur contexte, de leur culture, de leur groupe social. E.F.Schumacher avait dit : *small is beautiful*, nous y ajoutons le principe d'un réseau d'échelles différentes dans lequel la plus petite doit rester la plus peuplée mais n'est pas la seule.



Les échelles doivent être le résultat fidèle de la façon *subjective* et non plus *objective* de motiver les formes de l'architecture et du paysage. Il faut diviser et diversifier les *grandes formes* et ne pas les laisser coloniser la trame urbaine ! L'erreur de naissance du préfabriqué social aura montré exclusivement l'action de l'autorité et aura dissimulé honteusement l'apport populaire des habitants, même si c'est le strip des villes USA.

Parlons plutôt de *paysage*, et non d'architecture car celle-ci est demeurée un piège de vieilles autorités : elle dévie très vite vers l'objet (une réponse froide à une question subjective). Le paysage se construit lui-même : parfois l'architecte y aide un peu mais la plupart du temps, il fait, au contraire, tout ce qu'il peut pour l'empêcher d'exister à sa façon !

usages mêlés

Un exemple : pour un développement urbain, à l'avenue de la Renaissance à Bruxelles, au lieu d'appliquer les grilles des équipements urbains ou les programmes commerciaux des promoteurs, nous avons rassemblé quelques «acteurs urbains» et nous leur avons simplement demandé de nous désigner librement en groupe, les compagnons indispensables à une vie urbaine de qualité, en mêlant les activités, la culture et les logements (cette étude avait été distinguée lors d'un concours PAN en 1980). Ce n'est qu'à partir de là que les commerciaux ont travaillé. C'était de la *phytosociologie* appliquée à la ville.

Les propositions « désordonnées » d'habitants laïcs se trouvent vite une sorte d'unanimité à la fois sur la nature des équipements et sur leurs groupement, bien plus convainquante et chaleureuse que celle des experts.

Tout redevient normal et on peut alors rationaliser les moyens.

nouvelles formes d'habitat

Il ne faut pas inventer des objets nouveaux ni surtout de nouvelles machines d'architecture ! Il ne suffit pas d'enquêter durement sur les besoins statistiques (toujours en retard d'une époque) mais simplement entendre et suivre les vœux les plus contemporains d'habitants vivants et actifs lors d'expérimentations dans le réel. Car, pendant des générations, ils ont dit « maison individuelle à soi » et on leur a construit de gros collectifs en location (beaucoup sont vides : voilà un signe de santé). Actuellement, ils rêvent de tissu urbain riche et bien équipé pour le travail et le loisir. Ils ne rêvent ni d'ancien nostalgique, ni de moderne industriel : faut-il de nouveau, leur imposer des boîtes abstraites ? Les aspirations exprimées vont vers tout autre chose que les rêves des architectes. En voici :

Mélanges en trois dimensions de toutes les diversités compatibles.

Forte personnalisation des lieux (images d'architecture).

Contacts vrais avec le « Vert Actif » : jardins, balcons, loggias, toits plantés.

Accès (non classiques), pas d'entrées centralisées, d'escaliers-ascenseurs obligés, mornes et aveugles (des espaces de repos, de conversations, des sièges, des vues : une rue verticale et ses niches).

Plans libres, non contraints par les techniques, transformables à la longue, *tous différents, bien sûr*.

Constructions organisées par des groupes d'habitants (j'y vis, je sais !), à la condition que les habitants soient interchangeables et non contraints.

La nouvelle proportion de personnes seules ou de chômeurs définitifs demande des lieux différemment organisés, non des esthétiques démonstratives !

l'éco-vert

L'héritage des rois et des princes est bientôt exorcisé. On peut renoncer à disposer les parcs, les jardins et les habitations *autour* des objets-châteaux-leurres : on peut tout mêler, démocratiquement. Et restituer dans l'espace, le désordre vivant des multiples subjectivités sans les masquer par des formes homogènes contraignantes.

On peut les laisser s'auto-coordonner par des instincts, par une histoire et des connivences. Donc, peu de géométries raides. Peu d'arbres d'alignement : plutôt un arbre différent par maison ou par groupe d'habitants avec une floraison à différentes époques et avec des feuillages personnels : chacun l'adoptera comme faisant partie de sa famille, comme nous l'avons vécu à Béthoncourt.

C'est une attitude exactement aussi valable pour l'aménagement urbain que pour les vrais espaces de parcs et de jardins.

On pourrait aussi s'obliger à garantir un taux de biomasse par hectare construit : il totaliserait tout le vivant, faune, flore, habitants et leurs animaux, y compris les plantes qui grimpent le long des façades, etc.

Il faut en tout cas, laisser le dernier mot à Louis Le Roy...

gestion écologique

Les problèmes techniques et même économiques de l'écologie semblent lentement entrepris par les techniciens, seul, le côté « participation des usagers » semble absent. A Curitiba (Parana, Brésil) les recyclages de déchets, par exemple, se font avec une grande fierté urbaine : participer à une action collective civique (décentralisée par quartier?). Cette fierté permet de montrer au soleil, les outils de

cette organisation (poubelles sélectives, assainissement, compost, plantations, transports, etc.), de les intégrer dans le paysage urbain, d'en signaler les effets et les bénéfices. Et, comme le calculent certains, ces tâches sont créatrices d'emploi.

Pour le concours du Rieselfeld à Freiburg-en-Brisgau, nous avons proposé de collecter toutes les eaux « sales » et de les purifier (organiques, métalliques, chimiques, etc.) par des moyens hélophytiques très spectaculaires, dans un parc, en fête, et puis de les promener, une fois propres, dans toute la ville sur différents niveaux.

L'exercice

La difficulté, ce n'est pas que ces ensembles préfabriqués soient hideux mais qu'ils soient anesthésiés, stérilisés, sans vie, sans relations, sans action : sinon, quelle est la différence d'un quartier banal avec ces artifices ? Dans un quartier banal, chacun a son projet personnel et tente de le réaliser à son échelle et ça se voit. Ici, seule l'alvéole de la loggia « appartient » et fabrique du paysage lisible mais minimal et décousu : l'habitant-artiste s'arrête maniaquement à l'arête extérieure de son alvéole, rien ne déborde sur le plan de la façade. C'est une négation de l'envie communautaire de l'habitant.

Historiquement, la naissance urbaine « orientée-relation » s'est cristallisée autour d'une dynamique du paysage et de ses habitants : gué, pont, montagne, croisement, etc., on sait. Il suffit d'imaginer maintenant se trouver de nouveau dans ces circonstances-là, comme à l'aube de la naissance des villes européennes. Et « retricoter » des actions (et leurs enveloppes), pour retrouver le fourmillement, le tissu, le désordre qui appelle l'initiative. Tout est possible !

Toutes les structures existantes possèdent déjà des gués, des croisements, des territoires, des pratiques urbaines. Sans plan d'ensemble visible mais avec des convictions de paysage urbain et avec une grande sévérité dans les détails, on peut initier le même processus spontané ; il peut regagner la qualité, la diversité, l'irrégulier, l'urbain et l'échelle mesurée perdue par les mercenaires récents. Il lui faut des libertés, une initiative et du temps. Une homéopathie.

architecture grimpante et rampante

Dans les quartiers rationnellement conçus, certaines lignes de force existent déjà mais virtuellement. Elles se devinent. Elles peuvent se redessiner au travers de l'ordre préfabriqué et s'y ajouter sans le camoufler.

A Béthoncourt, nos nouvelles constructions démolissent un peu (pas trop) les préfabriqués et les complètent (enfin !). Elles leur ajoutent les espaces urbains attendus et familiers qui accueilleront les mouvements des habitants. A la condition bien sûr que jusqu'alors, ceux-ci aient un droit d'agir ! Car les espaces « modernes » sont expressément inhabitables. Ils ont été conçus dans l'angoisse de devoir opérer dans un champ urbain qui n'ait pas été stérilisé, dans un milieu où des initiatives d'habitants ou des événements imprévus, doivent être exclus. Ces constructions-ci s'assoient et bourgeonnent, contradictoirement à la structure ancienne et affirment clairement un tout autre motif d'existence.

Nous étudions chaque fois un projet à partir d'une préfiguration qui n'est pas un vrai projet mais qui en montre toutes les apparences (nous le nommons « modèle à casser » : il est destiné à être manipulé dans le désordre par tous les intervenants. Par contre, là où il « tient », on peut le construire : il est plausible.

Introduction à une critique de la géographie urbaine

Le mardi 29 octobre 2002, par Guy Debord

De tant d'histoires auxquelles nous participons, avec ou sans intérêt, la recherche fragmentaire d'un nouveau mode de vie reste le seul côté passionnant. Le plus grand détachement va de soi envers quelques disciplines, esthétiques ou autres, dont l'insuffisance à cet égard est promptement vérifiable. Il faudrait définir quelques terrains d'observation provisoires. Et parmi eux l'observation de certains processus du hasard et du prévisible, dans les rues.

Le mot psychogéographie, proposé par un Kabyle illettré pour désigner l'ensemble des phénomènes dont nous étions quelques-uns à nous préoccuper vers l'été de 1953, ne se justifie pas trop mal. Ceci ne sort pas de la perspective matérialiste du conditionnement de la vie et de la pensée par la nature objective. La géographie, par exemple, rend compte de l'action déterminante de forces naturelles générales, comme la composition des sols ou les régimes climatiques, sur les formations économiques d'une société et, par là, sur la conception qu'elle peut se faire du monde. La psychogéographie se proposerait l'étude des lois exactes, et des effets précis du milieu géographique, consciemment aménagé ou non, agissant directement sur le comportement affectif des individus. L'adjectif psychogéographique, conservant un assez plaisant vague, peut donc s'appliquer aux données établies par ce genre d'investigation, aux résultats de leur influence sur les sentiments humains, et même plus généralement à toute situation ou toute conduite qui paraissent relever du même esprit de découverte.

Le désert est monothéiste, a-t-on pu dire il y a longtemps. Trouvera-t-on illogique, ou dépourvue d'intérêt, cette constatation que le quartier qui s'étend, à Paris, entre la place de la Contrescarpe et la rue de l'Arbalète incline plutôt à l'athéisme, à l'oubli, et à la désorientation des réflexes habituels ?

Il est bon d'avoir de l'utilitaire une notion historiquement relative. Le souci de disposer d'espaces libres permettant la circulation rapide de troupes et l'emploi de l'artillerie contre les insurrections était à l'origine du plan d'embellissement urbain adopté par le Second Empire. Mais de tout point de vue autre que policier, le Paris d'Hausmann est une ville bâtie par un idiot, pleine de bruit et de fureur, qui ne signifie rien. Aujourd'hui, le principal problème que doit résoudre l'urbanisme est celui de la bonne circulation d'une quantité croissante de véhicules automobiles. Il n'est pas interdit de penser qu'un urbanisme à venir s'appliquera à des constructions, également utilitaires, tenant le plus large compte des possibilités psychogéographiques.

Aussi bien l'actuelle abondance des voitures particulières n'est rien d'autre que le résultat de la propagande permanente par laquelle la production capitaliste persuade les foules - et ce cas est une de ses réussites les plus confondantes - que la possession d'une voiture est précisément un des privilèges que notre société réserve à ses privilégiés. (Le progrès anarchique se niant lui-même, on peut d'ailleurs goûter le spectacle d'un préfet de police invitant par voie de film-annonce les parisiens propriétaires d'automobiles à utiliser les transports en commun.)

Puisque l'on rencontre, même à de si minces propos, l'idée de privilège, et que l'on sait avec quelle aveugle fureur tant de gens - si peu privilégiés pourtant - sont disposés à défendre leurs médiocres avantages, force est de constater que tous ces détails participent d'une idée du bonheur, idée reçue dans la bourgeoisie maintenue par un système de publicité qui englobe aussi bien l'esthétique de Malraux que les impératifs du Coca-Cola, et dont il s'agit de provoquer la crise en toute occasion, par tous les moyens.

Les premiers de ces moyens sont sans doute la diffusion, dans un but de provocation systématique, d'une foule de propositions tendant à faire de la vie un jeu intégral

passionnant, et la dépréciation continuelle de tous les divertissements en usage, dans la mesure naturellement où ils ne peuvent être détournés pour servir à des constructions d'ambiances plus intéressantes. Il est vrai que la plus grande difficulté d'une telle entreprise est de faire passer dans ces propositions apparemment délirantes une quantité suffisante de séduction sérieuse. Pour obtenir ce résultat une pratique habile des moyens de communication prisés actuellement peut se concevoir. Mais aussi bien une sorte d'abstention tapageuse, ou des manifestations visant à la déception radicale de ces mêmes moyens de communication, entretiennent indéniablement, à peu de frais, une atmosphère de gêne extrêmement favorable à l'introduction de quelques nouvelles notions de plaisir.

Cette idée que la réalisation d'une situation affective choisie dépend seulement de la connaissance rigoureuse et de l'application délibérée d'un certain nombre de mécanismes concrets, inspirait ce «Jeu psychogéographique de la semaine» publié, avec tout de même quelque humour, dans le numéro 1 de Potlatch :

«En fonction de ce que vous cherchez, choisissez une contrée, une ville de peuplement plus ou moins dense, une rue plus ou moins animée. Construisez une maison. Meublez-la. Tirez le meilleur parti de sa décoration et de ses alentours. Choisissez la saison et l'heure. Réunissez les personnes les plus aptes, les disques et les alcools qui conviennent. L'éclairage et la conversation devront être évidemment de circonstance, comme le climat extérieur ou vos souvenirs.

S'il n'y a pas eu d'erreur dans vos calculs, la réponse doit vous satisfaire.»

Il faut s'employer à jeter sur le marché, ne serait-ce même pour le moment que le marché intellectuel, une masse de désirs dont la richesse ne dépassera pas les actuels moyens d'action de l'homme sur le monde matériel, mais la vieille organisation sociale. Il n'est même pas dépourvu d'intérêt politique d'opposer publiquement de tels désirs

aux désirs primaires qu'il ne faut pas s'étonner de voir moudre sans fin dans l'industrie cinématographique ou les romans psychologiques, comme ceux de la vieille charogne de Mauriac. («Dans une société fondée sur la misère, les produits les plus misérables ont la prérogative fatale de servir à l'usage du plus grand nombre», expliquait Marx au pauvre Proudhon.)

La transformation révolutionnaire du monde, de tous les aspects du monde, donnera raison à toutes les idées d'abondance.

Le brusque changement d'ambiance dans une rue, à quelques mètres près ; la division patente d'une ville en zones de climats psychiques tranchés ; la ligne de plus forte pente - sans rapport avec la dénivellation - que doivent suivre les promenades qui n'ont pas de but ; le caractère prenant ou repoussant de certains lieux ; tout cela semble être négligé. En tout cas, n'est jamais envisagé comme dépendant de causes que l'on peut mettre au jour par une analyse approfondie, et dont on peut tirer parti. Les gens savent bien qu'il y a des quartiers tristes, et d'autres agréables. Mais ils se persuadent généralement que les rues élégantes donnent un sentiment de satisfaction et que les rues pauvres sont déprimantes, presque sans plus de nuances. En fait, la variété des combinaisons possibles d'ambiances, analogue à la dissolution des corps chimiques dans le nombre infini des mélanges, entraîne des sentiments aussi différenciés et aussi complexes que ceux que peut susciter tout autre forme de spectacle. Et la moindre prospection démystifiée fait apparaître qu'aucune distinction, qualitative ou quantitative, des influences des divers décors construits dans une ville ne peut se formuler à partir d'une époque ou d'un style d'architecture, encore moins à partir des conditions d'habitat.

Les recherches que l'on est ainsi appelé à mener sur la disposition des éléments du cadre urbaniste, en liaison étroite avec les sensations qu'ils provoquent, ne vont pas sans passer par des hypothèses hardies qu'il convient de corriger constamment à la

lumière de l'expérience, par la critique et l'autocritique.

Certaines toiles de Chirico, qui sont manifestement provoquées par des sensations d'origine architecturale, peuvent exercer une action en retour sur leur base objective, jusqu'à la transformer : elles tendent à devenir elles-mêmes des maquettes. D'inquiétants quartiers d'arcades pourraient un jour continuer, et accomplir l'attrance de cette oeuvre.

Je ne vois guère que ces deux ports à la tombée du jour peints par Claude Lorrain, qui sont au Louvre, et qui présentent la frontière même de deux ambiances urbaines les plus diverses qui soient, rivaliser en beauté avec les plans du métro affichés dans Paris. On entend bien qu'en parlant ici de beauté je n'ai pas en vue la beauté plastique - la beauté nouvelle ne peut être qu'une beauté de situation - mais seulement la présentation particulièrement émouvante, dans l'un et l'autre cas, d'une somme de possibilités. Entre divers moyens d'interventions plus difficiles, une cartographie rénovée paraît propre à l'exploitation immédiate.

La fabrication de cartes psychogéographiques, voir même divers truquages comme l'équation, tant soit peu fondée ou complètement arbitraire, posée entre deux représentations topographiques, peuvent contribuer à éclairer certains déplacements d'un caractère non certes de gratuité, mais de parfaite insoumission aux sollicitations habituelles. - Les sollicitations de cette série étant cataloguées sous le terme de tourisme, drogue populaire aussi répugnante que le sport ou le crédit à l'achat. Un ami, récemment, me disait qu'il venait de parcourir la région de Hartz, en Allemagne, à l'aide d'un plan de la ville de Londres dont il avait suivi aveuglément les indications. Cette espèce de jeu n'est évidemment qu'un médiocre début en regard d'une construction complète de l'architecture et de l'urbanisme, construction dont le pouvoir sera quelque jour donné à tous. En attendant, on peut distinguer plusieurs stades de réalisations partielles,

moins malaisées, à commencer par le simple déplacement des éléments de décoration que nous sommes accoutumés de trouver sur des positions préparées à l'avance. Ainsi Mariën, dans le précédent numéro de cette revue, proposait de rassembler en désordre, quand les ressources mondiales auront cessé d'être gaspillées dans les entreprises irrationnelles que l'on nous impose aujourd'hui, toutes les statues équestres de toutes les villes dans une seule plaine désertique. Ce qui offrirait aux passants - l'avenir leur appartient - le spectacle d'une charge synthétique de cavalerie, que l'on pourrait même dédier au souvenir des plus grands massacreurs de l'histoire, de Tamerlan à Ridgway. On voit ressurgir ici une des principales exigences de cette génération : la valeur éducative.

De fait, il n'y a rien à attendre que de la prise de conscience, par des masses agissantes, des conditions de vie qui leur sont faites dans tous les domaines, et des moyens pratiques de les changer.

«L'imaginaire est ce qui tend à devenir réel», a pu écrire un auteur dont, en raison de son inconduite notoire sur le plan de l'esprit, j'ai depuis oublié le nom. Une telle affirmation, par ce qu'elle a d'involontairement restrictif, peut servir de pierre de touche, et faire justice de quelques parodies de révolution littéraire : ce qui tend à rester irréel, c'est le bavardage.

La vie, dont nous sommes responsables, rencontre, en même temps que de grands motifs de découragement, une infinité de diversions et de compensations plus ou moins vulgaires. Il n'est pas d'année où des gens que nous aimions ne passent, faute d'avoir clairement compris les possibilités en présence, à quelque capitulation voyante. Mais ils ne renforcent pas le camp ennemi qui comptait déjà des millions d'imbéciles, et où l'on est objectivement condamné à être imbécile. La première déficience morale reste l'indulgence, sous toutes ses formes.

Guy-Ernest Debord
Publié dans Les lèvres nues n° 6,
Bruxelles, 1955.

Théorie de la dérive

octobre 2002, par Guy Debord

Entre les divers procédés situationnistes, la dérive se définit comme une technique du passage hâtif à travers des ambiances variées. Le concept de dérive est indissolublement lié à la reconnaissance d'effets de nature psychogéographique, et à l'affirmation d'un comportement ludique-constructif, ce qui l'oppose en tous points aux notions classiques de voyage et de promenade.

Une ou plusieurs personnes se livrant à la dérive renoncent, pour une durée plus ou moins longue, aux raisons de se déplacer et d'agir qu'elles se connaissent généralement, aux relations, aux travaux et aux loisirs qui leur sont propres, pour se laisser aller aux sollicitations du terrain et des rencontres qui y correspondent. La part de l'aléatoire est ici moins déterminante qu'on ne croit : du point de vue de la dérive, il existe un relief psychogéographique des villes, avec des courants constants, des points fixes, et des tourbillons qui rendent l'accès ou la sortie de certaines zones fort malaisés.

Mais la dérive, dans son unité, comprend à la fois ce laisser-aller et sa contradiction nécessaire : la domination des variations psychogéographiques par la connaissance et le calcul de leurs possibilités. Sous ce dernier aspect, les données mises en évidence par l'écologie, et si borné que soit à priori l'espace social dont cette science se propose l'étude, ne laissent pas de soutenir utilement la pensée psychogéographique.

L'analyse écologique du caractère absolu ou relatif des coupures du tissu urbain, du rôle des microclimats, des unités élémentaires entièrement distinctes des quartiers administratifs, et surtout de l'action dominante des centres d'attraction, doit être utilisée et complétée par la méthode psychogéographique. Le terrain passionnel objectif où se meut la dérive doit être défini en même temps selon son propre déterminisme et selon ses rapports avec la morphologie sociale. Chombart de Lauwe dans son

étude sur «Paris et l'agglomération parisienne» (Bibliothèque de sociologie contemporaine, PUF, 1952) note qu'«un quartier urbain n'est pas déterminé seulement par les facteurs géographiques et économiques mais par la représentation que ses habitants et ceux des autres quartiers en ont» ; et présente dans le même ouvrage - pour montrer «l'étroitesse du Paris réel dans lequel vit chaque individu géographiquement un cadre dont le rayon est extrêmement petit» - le tracé de tous les parcours effectués en une année par une étudiante du XVI^e arrondissement : ces parcours dessinent un triangle de dimension réduite, sans échappées, dont les trois sommets sont l'Ecole des Sciences Politiques, le domicile de la jeune fille et celui de son professeur de piano.

Il n'est pas douteux que de tels schémas, exemples d'une poésie moderne susceptible d'entraîner de vives réactions affectives - dans ce cas l'indignation qu'il soit possible de vivre de la sorte -, ou même la théorie, avancée par Burgess à propos de Chicago, de la répartition des activités sociales en zones concentriques définies, ne doivent servir aux progrès de la dérive.

Le hasard joue dans la dérive un rôle d'autant plus important que l'observation psychogéographique est encore peu assurée. Mais l'action du hasard est naturellement conservatrice et tend, dans un nouveau cadre, à tout ramener à l'alternance d'un nombre limité de variantes et à l'habitude. Le progrès n'étant jamais que la rupture d'un des champs où s'exerce le hasard, par la création de nouvelles conditions plus favorables à nos desseins, on peut dire que les hasards de la dérive sont foncièrement différents de ceux de la promenade, mais que les premières attirances psychogéographiques découvertes risquent de fixer le sujet ou le groupe dérivant autour de nouveaux axes habituels, où tout les ramène constamment.

Une insuffisante défiance à l'égard du hasard, et de son emploi idéologique toujours réactionnaire, condamnait à un échec morne la célèbre déambulation sans but tentée en

1923 par quatre surréalistes à partir d'une ville tirée au sort : l'errance en rase campagne est évidemment déprimante, et les interventions du hasard y sont plus pauvres que jamais. Mais l'irréflexion est poussée bien plus loin dans *Médium* (mai 1954), par un certain Pierre Vendryes qui croit pouvoir rapprocher de cette anecdote - parce que tout cela participait d'une même libération antidéterministe - quelques expériences probabilistes, par exemple sur la répartition aléatoire de têtards de grenouille dans un cristalliseur circulaire, dont il donne le fin mot en précisant : «il faut, bien entendu, qu'une telle foule ne subisse de l'extérieur aucune influence directrice ». Dans ces conditions, la palme revient effectivement aux têtards qui ont cet avantage d'être «aussi dénués que possible d'intelligence, de sociabilité et de sexualité », et, par conséquent, «vraiment indépendants les uns des autres ».

Aux antipodes de ces aberrations, le caractère principalement urbain de la dérive, au contact des centres de possibilités et de significations que sont les grandes villes transformées par l'industrie, répondrait plutôt à la phrase de Marx : «Les hommes ne peuvent rien voir autour d'eux qui ne soit leur visage, tout parle d'eux-mêmes. Leur paysage même est animé.»

On peut dériver seul, mais tout indique que la répartition numérique la plus fructueuse consiste en plusieurs petits groupes de deux ou trois personnes parvenues à une même prise de conscience, le recoupement des impressions de ces différents groupes devant permettre d'aboutir à des conclusions objectives. Il est souhaitable que la composition de ces groupes change d'une dérive à l'autre. Au-dessus de quatre ou de cinq participants, le caractère propre à la dérive décroît rapidement, et en tout cas il est impossible de dépasser la dizaine sans que la dérive ne se fragmente en plusieurs dérives menées simultanément. La pratique de ce dernier mouvement est d'ailleurs d'un grand intérêt, mais les difficultés qu'il

entraîne n'ont pas permis jusqu'à présent de l'organiser avec l'ampleur désirable.

La durée moyenne d'une dérive est la journée, considérée comme l'intervalle de temps compris entre deux périodes de sommeil. Les points de départ et d'arrivée, dans le temps, par rapport à la journée solaire, sont indifférents, mais il faut noter cependant que les dernières heures de la nuit sont généralement impropres à la dérive.

Cette durée moyenne de la dérive n'a qu'une valeur statistique. D'abord, elle se présente assez rarement dans toute sa pureté, les intéressés évitant difficilement, au début ou à la fin de cette journée, d'en distraire une ou deux heures pour les employer à des occupations banales ; en fin de journée, la fatigue contribue beaucoup à cet abandon. Mais surtout la dérive se déroule souvent en quelques heures délibérément fixées, ou même fortuitement pendant d'assez brefs instants, ou au contraire pendant plusieurs jours sans interruption. Malgré les arrêts imposés par la nécessité de dormir, certaines dérives d'une intensité suffisante se sont prolongées trois ou quatre jours, voire même d'avantage. Il est vrai que dans le cas d'une succession de dérives pendant une assez longue période, il est presque impossible de déterminer avec quelque précision le moment où l'état d'esprit propre à une dérive donnée fait place à un autre. Une succession de dérives a été poursuivie sans interruption notable jusqu'aux environs de deux mois, ce qui ne va pas sans amener de nouvelles conditions objectives de comportement qui entraînent la disparition de bon nombre des anciennes.

L'influence sur la dérive des variations du climat, quoique réelle, n'est déterminante que dans le cas de pluies prolongées qui l'interdisent presque absolument. Mais les orages ou les autres espèces de précipitations y sont plutôt propices.

Le champ spatial de la dérive est plus ou moins précis ou vague selon que cette activité vise plutôt à l'étude d'un terrain ou à des résultats affectifs déroutants. Il ne faut

pas négliger le fait que ces deux aspects de la dérive présentent de multiples interférences et qu'il est impossible d'en isoler un à l'état pur. Mais enfin l'usage des taxis, par exemple, peut fournir une ligne de partage assez claire : si dans le cours d'une dérive on prend un taxi, soit pour une destination précise, soit pour se déplacer de vingt minutes vers l'ouest, c'est que l'on s'attache surtout au dépaysement personnel. Si l'on tient à l'exploration directe d'un terrain, on met en avant la recherche d'un urbanisme psychogéographique.

Dans tous les cas le champ spatial est d'abord fonction des bases de départ constituées, pour les sujets isolés, par leurs domiciles, et pour les groupes, par les points de réunion choisis. L'étendue maximum de ce champ spatial ne dépasse pas l'ensemble d'une grande ville et de ses banlieues. Son étendue minimum peut être bornée à une petite unité d'ambiance : un seul quartier, ou même un seul îlot s'il vaut la peine (à l'extrême limite la dérive statique d'une journée sans sortir de la gare Lazare).

L'exploration d'un champ spatial fixé suppose donc l'établissement de bases, et le calcul des directions de pénétration. C'est ici qu'intervient l'étude des cartes, tant courantes qu'écologiques ou psycho-géographiques, la rectification et l'amélioration de ces cartes. Est-il besoin de dire que le goût du quartier lui-même inconnu, jamais parcouru n'intervient aucunement ? Outre son insignifiance, cet aspect du problème est tout à fait subjectif, et ne subsiste pas longtemps. Ce critère n'a jamais été employé, si ce n'est occasionnellement, quand il s'agit de trouver les issues psychogéographiques d'une zone en s'écartant systématiquement de tous les points coutumiers. On peut alors s'égarer dans des quartiers déjà fort parcourus.

La part de l'exploration au contraire est minime, par rapport à celle d'un comportement déroutant, dans le «rendez-vous possible». Le sujet est prié de se rendre seul à une heure qui est précisée dans un endroit

qu'on lui fixe. Il est affranchi des pénibles obligations du rendez-vous ordinaire, puisqu'il n'a personne à attendre. Cependant ce «rendez-vous possible» l'ayant mené à l'improviste en un lieu qu'il peut connaître ou ignorer, il en observe les alentours. On a pu en même temps donner au même endroit un «autre rendez-vous possible» à quelqu'un dont il ne peut prévoir l'identité. Il peut même ne l'avoir jamais vu, ce qui incite à lier conversation avec divers passants. Il peut ne rencontrer personne, ou même rencontrer par hasard celui qui a fixé le «rendez-vous possible». De toute façon, et surtout si le lieu et l'heure ont été bien choisis, l'emploi du temps du sujet y prendra une tournure imprévue. Il peut même demander par téléphone un autre «rendez-vous possible» à quelqu'un qui ignore où le premier l'a conduit. On voit les ressources presque infinies de ce passe-temps.

Ainsi, quelques plaisanteries d'un goût dit douteux, que j'ai toujours vivement appréciées dans mon entourage, comme par exemple s'introduire nuitamment dans les étages des maisons en démolition, parcourir sans arrêt Paris en auto-stop pendant une grève des transports, sous le prétexte d'aggraver la confusion en se faisant conduire n'importe où, errer dans ceux des souterrains des catacombes qui sont interdits au public, relèveraient d'un sentiment plus général qui ne serait autre que le sentiment de la dérive.

Les enseignements de la dérive permettent d'établir les premiers relevés des articulations psychogéographiques d'une cité moderne. Au-delà de la reconnaissance d'unités d'ambiances, de leurs composantes principales et de leur localisation spatiale, on perçoit les axes principaux de passage, leurs sorties et leurs défenses. On en vient à l'hypothèse centrale de l'existence de plaques tournantes psychogéographiques. On mesure les distances qui séparent effectivement deux régions d'une ville, et qui sont sans commune mesure avec ce qu'une vision approximative d'un plan pouvait faire

croire. On peut dresser à l'aide de vieilles cartes, de vues photographiques aériennes et de dérives expérimentales une cartographie influentielle qui manquait jusqu'à présent, et dont l'incertitude actuelle, inévitable avant qu'un immense travail ne soit accompli, n'est pas pire que celle des premiers portulans, à cette différence près qu'il ne s'agit plus de délimiter précisément des continents durables, mais de changer l'architecture et l'urbanisme. Les différentes unités d'atmosphère et d'habitation, aujourd'hui, ne sont pas exactement tranchées, mais entourées de marges frontières plus ou moins étendues. Le changement le plus général que la dérive conduit à proposer, c'est la diminution constante de ces marges frontières, jusqu'à leur suppression complète.

Dans l'architecture même, le goût de la dérive porte à préconiser toutes sortes de nouvelles formes du labyrinthe, que les possibilités modernes de construction favorisent. Ainsi la presse signalait en mars 1955 la construction à New York d'un immeuble où l'on peut voir les premiers signes d'une occasion de dérive à l'intérieur d'un appartement : « Les logements de la maison hélicoïdale auront la forme d'une tranche de gâteau. Ils pourront être agrandis ou diminués à volonté par le déplacement de cloisons mobiles. La gradation par demi-étage évite de limiter le nombre de pièces, le locataire pouvant demander à utiliser la tranche suivante en surplomb ou en contrebas. Ce système permet de transformer en six heures trois appartements de quatre pièces en un appartement de douze pièces ou plus. »

Le sentiment de la dérive se rattache naturellement à une façon plus générale de prendre la vie, qu'il serait pourtant maladroit d'en déduire mécaniquement. Je ne m'étendrai ni sur les précurseurs de la dérive, que l'on peut reconnaître justement, ou détourner abusivement, dans la littérature du passé, ni sur les aspects passionnels particuliers que cette dérive entraîne. Les difficultés de la dérive sont celles de la

liberté. Tout porte à croire que l'avenir précipitera le changement irréversible du comportement et du décor de la société actuelle. Un jour, on construira des villes pour dériver. On peut utiliser, avec des retouches relativement légères, certaines zones qui existent déjà. On peut utiliser certaines personnes qui existent déjà.

Guy-Ernest Debord

*Publié dans Les lèvres nues n° 9, décembre 1956
et Internationale Situationniste n° 2,
décembre 1958.*



«Mégapolis est une cité assiégée, mais elle ne l'est que par sa propre masse. Aussi ne peut-elle être sauvée que par le sacrifice, chaque jour plus poussé, de ses libertés.»
Bernard Charbonneau

Les lumières de la ville

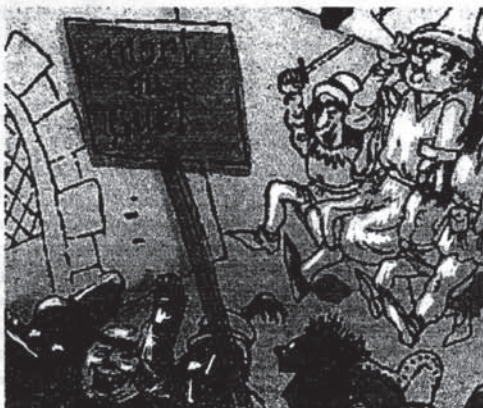
Il suffit d'arpenter la ville, l'esprit aux aguets, pour repérer, fragment par fragment, les formes de plus en plus intimes du contrôle social.

Il s'agit aujourd'hui pour les pouvoirs de prévenir tout débordement hormis ceux qu'ils organisent ou qu'ils sont obligés de gérer pour la bonne marche de l'économie (les voitures par exemple).

Je descends la Canebière, arrive au Vieux-Port, tout au long de mon trajet, j'examine le mobilier urbain : d'une laideur soi-disant fonctionnelle, vendu à une seule boîte, la même pour toutes les villes, il sert avant tout à contenir les corps et à les empêcher de s'installer trop longtemps dans le même espace ou de se rencontrer, le flux des consommateurs devant être ininterrompu, fluide.

Ainsi les bancs sont soit inexistantes, soit volontairement inconfortables, séparés par des arceaux de fer (interdit de s'allonger) et les écrans d'information et les caméras de vidéo-surveillance sont là pour nous signifier que l'on est dans un espace qui leur appartient et dans lequel nous devons filer doux. Quand aux lumières puissantes de la nuit, elles affirment aussi bien l'omniprésence des pouvoirs qu'elles éclairent ce théâtre d'ombres dans lequel la marchandise s'avance, scintillante et tentatrice.

Cette politique de contention dans laquelle la ville est gérée comme une prison (et où certains citoyens sont, à priori, suspects) s'accompagne d'une déresponsabilisation généralisée et c'est bien parce que le citoyen se sent irresponsable dans un espace que l'on gère pour lui et dont il n'a jamais une vision globale, que l'Etat peut se permettre de le contrôler dans sa vie urbaine quotidienne. En



effet, que ce soit pour le raccordement en eau, en électricité, au tout-à-l'égout, les transports, le ramassage des ordures, la construction ou la destruction immobilière ou les projets d'urbanisme, le citoyen n'a, littéralement, rien à dire. Tout est entre les mains des spécialistes (public ou privé) et cette séparation d'avec son environnement urbain permet, d'une part, aux pouvoirs, de faire à peu près ce qu'ils veulent et, d'autre part, de contraindre les citoyens à une obéissance de plus en plus grande. De toutes façons, «ils savent mieux que nous». S'ils ont fait ces choix, c'est qu'ils ont leurs raisons. (Et même lorsque, à contrario, on les soupçonne des pires saloperies, cela ne change rien, puisque nous, on ne sait pas). Quand à la concertation, à la «démocratie participative et citoyenne», elle intervient dans un cadre tout à fait indolore pour les pouvoirs puisque les décisions sont prises en comité restreint et n'ont aucun rapport direct avec cette concertation publique.

Et ce n'est pas la peine de remonter à l'époque de François Villon, il suffit de lire des bouquins sur Paris ou Marseille au début du 20ème siècle, pour voir ce que l'on a perdu, en autonomie et en liberté de mouvement.

L'urbanisme contre les pauvres

L'économie a horreur de la lenteur, de la pause, des temps longs, de l'Histoire. Son mouvement est celui de l'accélération, du renouvellement incessant, de la destruction, de l'oubli et du remplacement, de la suppression de fait de tout ce qui n'est pas monnayable, ou de sa transformation en marchandise. Bref son histoire est celle d'une lutte féroce contre tout ce que l'humain, l'animal, le végétal, le minéral même lui opposent d'inaliénable.

Or la ville a toujours regroupé en son sein diverses classes sociales et le développement du capitalisme, dans sa phase industrielle, est lié à la ville et à la présence de la classe ouvrière aux abords des lieux de pro-

duction. Les maîtres de l'économie ont accepté l'hostilité latente voire ouverte de ces urbains pauvres, tant qu'ils ne pouvaient faire autrement. Aujourd'hui que le capitalisme n'en a plus besoin, elle s'en débarrasse en les reléguant le plus loin possible de ses centres de décision et de représentation.

La ville, dans ce qui reste de sa forme ancienne, représente un *archaïsme* intolérable et les pouvoirs s'efforcent donc depuis des années de détruire ces restes, sous prétexte de *réhabilitation*, *requalification*, *rénovation* et autres mots de leur novlangue.

L'archaïsme, ce sont tous ces humains, toutes ces maisons, ces rues, toutes ces potentialités de relations qui existent hors ou sur les marges de l'économie et de son contrôle. C'est cela même, la vie urbaine, l'urbanité, qu'elle veut détruire.

En ces temps de *tolérance zéro*, ce que l'Etat et l'économie ne supportent plus et avec eux tous leurs plus fervents supporteurs (les électeurs de la droite ou de la gauche citoyenniste), c'est bien tous ces espaces dans lesquels ils n'avaient pas pu fourrer leur nez, toutes ces rues de guinguois, avec leurs maisons biscornues, (comme dans le quartier du Rouet, par exemple, peu à peu détruit par la spéculation publique et privée avec

Marseille aménagement) ces labyrinthes, ces traverses, traboules permettant d'éviter l'Oeil républicain et le prétexte de l'insécurité est donc bien pratique pour qu'ils puissent le faire avec l'assentiment général.

Prenons l'exemple récent du «marché aux voleurs» de la place d'Aix, où les habitants (ou pas) du quartier venaient vendre quelques objets et discuter le coup du matin au soir. Cette tradition du marché sauvage existait depuis des années, expression d'un de ces *archaïsmes* intolérables, rappel aussi d'un temps où l'on vivait dans la rue, sur les places et où l'échange faisait la nique à l'économie officielle et à ses magasins, à ses terrasses de bar, bref tous ces lieux dans lesquels le seul lien social est celui de la marchandise. D'autre part, ce marché, par sa situation, juste en face du conseil régional et des cages à cadres et à la sortie de l'autoroute commençait à *marquer* vraiment *mal* pour l'image que les élus locaux se font d'une ville. D'autant plus que la majorité des habitués de ce marché étaient des Arabes et que ce quartier fait partie du projet Euroméditerranée qui vise à transformer le centre-ville de Marseille en espace européen normalisé. Ainsi, avec les élections et le «sursaut républicain» et après avoir laissé pourrir une situation de racket dans le quartier, les pouvoirs vont ramasser la mise et virer ce marché pour en faire un parking enclos, surveillé par un vigile.

Les vendeurs s'étant repliés un peu plus loin, un élu du coin appelle la police à frapper «un grand coup». Bref, on ne veut plus de ce type de marché et de ce genre de gens, en plein cœur de Marseille.

A Marseille, comme ailleurs, (la seule spécificité marseillaise étant son *retard* sur les autres grandes villes françaises) les pouvoirs veulent donc détruire tout ce qui ne convient pas ou ne convient plus à l'économie. Cette *requalification* du centre (c'est-à-dire le renforcement de sa plus-value) afin d'en faire un espace dans lequel les investisseurs aient envie de venir et le cadre se sente à l'aise, dans des rues propres sur elles, bien rangées et vides comme la cervelle d'un urbaniste, et où rien ni personne ne puissent faire tâche, n'est en fait



que l'accomplissement d'une très vieille envie de gratter la sale démangeaison que représente la présence des pauvres au centre-ville. Ce que Gaudin appelle, en toute franchise, «la reconquête du centre-ville».

Relisez l'histoire de Marseille (ou de Paris) et vous verrez la guerre incessante menée contre les pauvres avec comme points d'orgue la percée de l'ex-rue Impériale (aujourd'hui rue de la République) où la destruction des quartiers populaires du Vieux port en 1943 par les allemands et les pouvoirs marseillais associés.

Bien entendu, dans le même temps, on va mettre en valeur certains de ces quartiers anciens, ces vieilles pierres, ce *patrimoine*, cette poussière de l'Histoire accumulée dans ses greniers et que l'on va transmuter en or, ou du moins en euros, une fois qu'on se sera débarrassé de leurs habitants.

Mais ces quartiers dont on aura gardé la coquille seront morts, vidés de leur substance, désertés et leurs rues ne résonneront plus des cris d'enfants et les humains seront remplacés par des galeries d'artistes, des p'tits restos sympas, des bars à brunch ou par les immeubles à cadres et la pesanteur morne et colorée des adeptes de la marchandise.

Ces rues ne serviront plus désormais à la rencontre, au hasard, à la communauté et chacun pourra retourner, après avoir lèché les vitrines ou consommé des images,

qui dans son auto, qui dans son appartement, derrière ses trois serrures, bouclé à perpétuité.

La culture de l'argent

Comme ailleurs, encore une fois, les pouvoirs vont utiliser la culture et les artistes pour donner un coup de pimpant sur la sale gueule de l'économie. La culture est la vaseline de l'urbanisme. Ce n'est, d'ailleurs, pas bien étonnant, le narcissisme ambiant de notre époque, produit de l'impuissance et de la solitude de tous, s'incarne parfaitement dans la figure de l'artiste. C'est tout ce qu'ils nous ont laissés et ils nous encouragent vivement à n'être que cela. Soyons tous des artistes. La réalité, ils s'en occupent. Plus ou moins bien, d'ailleurs, comme récemment à Toulouse avec l'explosion d'AZF et ses suites. Tous ces égos surdimensionnés, siliconés, ne pourront jamais former une communauté. Et c'est bien cela qu'ils veulent chasser de la ville, cette urbanité, ces potentialités collectives qui ont pu, à certains moments de l'histoire, déboucher sur une lutte contre les maîtres et sur une prise en mains collective de son destin par «les classes dangereuses».

Or, ce danger d'autonomie, les pouvoirs urbains n'en veulent plus. On va soit réprimer féroce­ment ceux ou celles qui sont trop remuants, soit nous endormir.

Tu prends la rue Thubaneau en descendant vers Belsunce, ex-quartier des hôtels

louches, dans lequel on vivait avant tout dans la rue, et ce qui te surprends d'abord, c'est le silence qu'il y règne désormais, troublé parfois par un marteau-piqueur. Ca rénove à tout va et dans la seconde moitié de la rue, j'ai compté plus d'une dizaine de galeries d'art. Je ne sais pas quels sont les deals passés entre les aménageurs et les galeries, sûrement un système de zone franche avec un loyer minime pour les premières années et une

défiscalisation. Sans même parler de ces compagnies artistiques, logées aussi à Belsunce, littéralement submergées de subventions. Et la politique de la Ville a tout à gagner à favoriser ce développement de la culture, des fêtes, puisque l'un de ses objectifs est de faire passer cette idée que Marseille doit changer d'image pour retrouver une grandeur passée, un passé où les pauvres et les étrangers n'auraient pas existé, ou juste comme éléments folkloriques. L'autre idée étant de s'adapter à cette nouvelle fonction prépondérante de la

ville et de son centre en particulier : le divertissement, qui tend à prendre le pas sur toute autre activité. Désormais, le citoyen doit être gavé : d'images, de sons, de marchandises et, la bouche pleine, il pourra ainsi et civilement la fermer.

Quand aux artistes, certains s'interrogent certainement et louablement sur leur rôle dans la stratégie des urbanistes et je ne mets pas tout le monde dans le même sac à malices. Par contre, d'autres jouent à mort la carte de la rencontre avec les pouvoirs urbains, il suffit de se pencher par exemple, sur le journal édité par l'association *Lieux publics-Centre national des arts de la rue*, qui, dans son numéro de Février, nous dévoile une de ses priorités : la rencontre élu-artiste pour «une approche sensible de la ville». Car ces «deux personnalités (l'élu et l'artiste), implicitement visionnaires», se doivent d'échanger des idées pour «imaginer d'autres possibles» : des possibles, pour reprendre leur novlangue, qui sont devenus des réalités ailleurs, c'est-à-dire un centre-ville d'où l'on a chassé les pauvres.

A ces embrouilleurs, «implicitement visionnaires», qu'ils soient élus, artistes ou encore sociologues, architectes ou urbanistes, nous ne pouvons, nous, hommes sans qualités, que leur renvoyer notre méfiance voire notre hostilité. (Voir également, un peu plus loin, la tentative de traduction de la prose de l'association d'urbanistes *Arènes*.)



Les mystères de Marseille (ou d'ailleurs)

Ce qui se perd, aussi, et de plus en plus rapidement, c'est, vous m'excuserez pour ces termes connotés, une certaine puissance poétique de la ville, une qualité de l'ambiance, une atmosphère particulière qui a, depuis toujours, attiré les hommes. Bien entendu, le travail, le commerce ou les divertissements



son inconscient, il ne nous reste, finalement, que l'ennui.

Heureusement, rien n'est irréversible et il suffit parfois de peu pour réenchâter la ville, lui redonner ses ombres et ses lueurs. Peu ou beaucoup, une grève générale qui s'installe dans la rue, comme durant l'hiver 1995, avec ses cortèges immenses, ses fêtes impromptues dans la gare St Charles, ces visages nouveaux qu'on a l'impression d'avoir déjà vu.

Pas grand-chose comme cette rue des pentes de la Croix-Rousse (Lyon) il y a quelques années, dans laquelle les squatteurs avaient pété tous les lampadaires, donnant à l'endroit un caractère inquiétant, comme un retour du refoulé, de la nuit noire dans une ville éclairée comme une cour de prison. Ou encore ces atmosphères fluctuantes, parfois, dans certains lieux réoccupés, *casa occupada*, *casa encantada*, et ça te remet du danger, de l'inouï dans cet espace quadrillé, surveillé qu'est devenu la ville moderne.

L'utopie et la ville sont indissociablement liées et c'est à nous et à nos fragments d'utopie de contrer la volonté des maîtres de la ville. C'est en privilégiant la construction de nouveaux mythes urbains qu'on dérobera à la propagande son pouvoir de séduction.

Une ville, c'est fait d'un enchevêtrement de territoires, d'atmosphères, d'histoires et en pratiquant la ville en péripatéticiens résolus, nous arriverons bien à redonner du noir aux lumières de la ville, à déshabituer nos sens de l'attraction irréaliste du spectacle urbain, à imaginer une autre ville sous la ville, courant depuis des siècles telle une source souterraine pour jaillir, irrépressible, lorsque les conditions en sont réunies, à nous glisser par ces interstices où de vagues terrains exposent leurs carcasses et dans lesquels sont tapis de vagues menaces, à explorer les zones encore libres d'entraves, ces zones où le droit n'a pas encore apposé son véto et où la propriété n'existe pas, ou tellement embrouillée, tombée en désuétude ou forcée par l'habitude qu'elle a presque disparue, ces terrains où soudain s'éteignent les lumières de la publicité et où d'autres réalités prennent corps, où de très vieilles forces retrouvent une vigueur nouvelle, où des alliances se nouent, où la violence et la dérision communiquent, où les rues reprennent du poil de la bête et la révolte s'installe à chaque carrefour.

Jean-Luc



Le Monde diplomatique

<http://www.monde-diplomatique.fr/2007/01/RUFFIN/14323>
JANVIER 2007 - Pages 14 et 15

QUAND LA FLAMBÉE DE L'IMMOBILIER EST DOPÉE PAR L'APARTHEID RÉSIDENTIEL

Penser la ville pour que les riches y vivent heureux

Dans les principales métropoles occidentales, l'immobilier flambe. Souvent, le prix des appartements y a doublé en dix ans. Si le phénomène paraît enrayé aux États-Unis, où la « bulle immobilière » se dégonfle, ailleurs il se poursuit, alimenté par le désir des privilégiés de consacrer une partie de leur fortune à l'achat d'une résidence secondaire (ou tertiaire...) à Madrid, Barcelone, Rome, Londres ou New York. La grande ville redevient désirable. Une fois nettoyée, ripolinée, enrichie, sécurisée, valorisée par de nouveaux musées, elle ne peut plus être peuplée par des habitants en manque d'argent et de culture. Et, justement, elle s'en débarrasse...

Par FRANÇOIS RUFFIN

Journaliste, auteur de *Quartier nord*, Fayard, Paris, 2006.

« Vous voyez les travaux dans la rue ? » Dehors, des grues s'activent, la poussière vole et les marteaux-piqueurs retentissent derrière les palissades en fer. À l'intérieur de son « espace de vente », M. Eric Foillard, directeur de Marseille République, s'enthousiasme : « Ça va être magnifique, avec des pavés, des trottoirs en granit au sol, des arbres qui n'existaient pas, le tramway, plus ludique, plus aérien que le métro, plus l'Opéra, le deuxième Opéra de France, plus un multiplexe au bout du quai de la Joliette dont l'exploitant sera Luc Besson. Ça va être la Croisette. »

Une mutation ambitieuse : avec ses bouis-bouis vietnamiens, son couscous à toute heure, ses hôtels meublés, la rue de la République – artère centrale qui relie les deux ports – ressemblait moins jusqu'ici aux Champs-Élysées qu'à un quartier populaire de Paris comme la Goutte-d'Or. Mais justement, se félicite M. Foillard, « le centre-ville est en train d'être reconquis », et sa société, détenue par le fonds anglo-saxon Lonestar, allié à la Caisse d'épargne et à la Société générale, participe aux avant-postes à cette « reconquête » : « Sur un îlot vont s'implanter une dizaine d'enseignes de luxe, les françaises les plus prestigieuses. Quatre cent mille croisiéristes par an passent à Marseille, alors c'est une occasion à saisir pour les chaînes : descendre du bateau et avoir des enseignes modernes à distance piétonne... »

On visite, en sa compagnie, les appartements témoins, déclinés en « trois gammes : Haussmann, Design et Élégance ». L'ascenseur pour y accéder est carrelé de faïence : « Nous avons pris modèle sur les grands hôtels. » Les espaces sont « ouverts », « lumineux », avec peu de cloisons et du « volume ». La table est dressée pour un repas aux chandelles, avec une nappe blanche et des assiettes carrées en porcelaine. « La climatisation », le parquet « en chêne », « en hêtre » ou « en merbau » au choix, le « lit à baldaquin » en option, la « baignoire en fonte comme autrefois », etc., justifient sûrement les 3 000 à 4 000 euros le mètre carré. Soit 400 000 euros le duplex. Voilà qui écrème peut-être la clientèle ? « Nos soixante-cinq premiers "réservataires" sont effectivement des cadres et des professions libérales. Parmi nos acquéreurs, nous avons aussi des Anglais, qui travaillent à Londres, et qui ont décidé d'habiter ici. »

Dans une autre pièce, avec des peintures d'art contemporain aux murs, la décoration vise davantage une clientèle « bobo ».

« Oui, oui, absolument, approuve M. Foillard : "bourge" et "bobo", on fait les deux. Certains acheteurs, par exemple, travaillent au pôle multimédia de la Belle de Mai. Soit dans une chaîne de télévision, soit graphiste, on a des gens comme ça. »

— Donc, finalement, entre le "bobo", le bourgeois et le jeune cadre dynamique, vous avez un peu toutes les classes ?

— Oui, oui, absolument, absolument. On aura un bon mélange d'âges et de styles de vie. »

Nulle « gentrification » (1) en cours, donc, au contraire : « *On va plutôt vers la mixité sociale. Pour l'instant, il n'y a que des gens pauvres ou très pauvres. Certains de nos logements, c'était vraiment Zola, c'était terrible.* »

Cette cité idéale tarde à jaillir de terre. Pour l'instant, sur plus d'un kilomètre de long, c'est surtout une ville fantôme. Aux rez-de-chaussée, des portes sont murées. Des rideaux de fer, rouillés, sont descendus sur les devantures des cafés, des snacks, des épiceries, et ne seront relevés qu'à l'arrivée – encore hypothétique – des Dior, Chanel, Sephora... Aux étages, des centaines, des milliers de volets sont fermés en plein jour, et seul un pot de géranium, là-haut, au cinquième, dans l'encadrement d'une fenêtre ouverte, nous signale la présence d'un irréductible qui résiste encore et toujours à l'envahisseur.

Car les habitants, installés depuis dix, vingt, trente, quarante années, n'ont pas quitté la place en sifflotant, guillerets. Ainsi de Mme Garcia et de ses « *quatre fois vingt ans* », ex-secrétaire à la mairie, là depuis 1953 et contrainte de déménager : « *On m'a foutue dehors. On m'a dit : "Il faut que vous partiez." Ça s'est passé d'une façon inhumaine, sans mettre des gants.* »

Avec d'autres, plus jeunes, la seule injonction n'a pas suffi. On a recouru à des méthodes moins avenantes : de faux squatteurs ont envahi des immeubles, détruit les canalisations, pourri la vie des locataires attirés. Ailleurs, des incendies ont éclaté. Ailleurs encore, on a glissé des enveloppes, etc. Et aussitôt l'appartement vidé, des « dévitaliseurs » entrent en action :

« *On casse les vitres, témoigne l'un d'eux, on casse les tubes, on casse les toilettes, tout ce qui est salle d'eau, pour éviter que les gens ne se relogent dedans.*

— *Et les logements que vous cassez, ils sont habitables ou bien...*

— *Oh oui ! C'est des palais dedans, et moi je casse des palais, vous comprenez monsieur ! Ça me dégoûte, mais qu'est-ce que vous voulez que je fasse ? On est payés pour faire ça, 1 212 euros brut. Le smic, quoi.* »

Marseille compte ainsi trente-trois mille appartements vides, soit environ un sur dix (2) – dont 57 % sur la longue durée. Ceci dans une agglomération où près de quarante mille demandes de logements sociaux demeurent en attente (3).

Des « palais » ou « Zola » ? Certes, la « rue de la Rép' » a perdu l'effervescence de ses années 1960, quand elle était peuplée de marins et de dockers, avec « *des bars très renommés, des tailleurs, des bijoutiers, des boîtes de nuit, même du piano-bar et des entraîneuses* », et l'avenue a depuis épousé la dégringolade du port. Mais le misérabilisme, outrancier, ne sert qu'à mieux faire table rase du passé et de ces gens « pauvres ou très pauvres ». C'est presque pour leur bien qu'on les éjecte, ou du moins pour celui de la ville.

Les moins vulnérables se sont regroupés au sein du collectif Un centre-ville pour tous. Voilà qui résume bien l'enjeu : que le centre-ville demeure accessible à tous. Ainsi, les locataires les plus combattifs, ou les mieux protégés (par des « lois 48 », par exemple) (4), furent recasés dans le parc social du quartier. Mais la plupart furent renvoyés plus au nord, dans les barres d'habitations à loyer modéré (HLM), voire dans les caravanes des campings avoisinants. Ayant quitté son hôtel meublé, Patrick réside désormais dans un bâtiment de la cité des Oliviers – où il héberge deux « *collègues de galère* » dans son deux-pièces. Comme il l'analyse : « *Ils vont réhabiliter pour des étudiants qui ont des sous. Ils vont en faire le centre européen de la culture, pour les bourgeois. Et nous, des gens comme nous, on gâchait le paysage. D'un quartier où il y avait des pauvres, ils vont faire un quartier de luxe, et nous là-dedans on n'a plus rien à voir. Alors, on nous met derrière.* »

Il s'agit moins d'un procès d'intention que d'un constat. « *Le quartier [de la porte] d'Aix est un véritable quartier arabe*, déclarait déjà M. Jean-Claude Gaudin en 1985, bien avant son élection comme premier magistrat de la cité phocéenne. *Si un jour j'ai le moyen de faire quelque chose à la mairie de Marseille, je le ferai* (5). » Depuis, il tient parole : « *Regardez ces grues, se réjouissait son directeur de campagne en 2001. Elles construisent des appartements à 20 000 francs le mètre carré. A ce prix-là, la gauche est cuite.* » D'où une synergie avec les promoteurs, qui enchante l'adjointe au logement, Mme Danièle Servant : « *Je ne souhaite pas que les six cents familles soient relogées sur place. Le repreneur a l'air de mener la politique qu'on souhaite.* » Bien d'autres secteurs (Noailles, Belsunce, etc.) ont fait, font ou feront l'objet du même traitement : un abandon public pour mieux justifier, derrière, les spéculations immobilières privées.

Cette rue de la République constitue à la fois un cas d'école et un contre-exemple. La violence du

processus, sa soudaineté, son volontarisme rendent ici visibles, palpables, un embourgeoisement accéléré et son corollaire, l'éviction du peuple en périphérie. Ailleurs, cependant, le plus souvent, la seule loi du marché suffit à transformer, « en douceur », presque « naturellement », des quartiers entiers et leurs populations : à Marseille même, une hausse de l'immobilier qui oscille entre 15 et 20 % par an, voire le doublement des loyers décidé par l'investisseur Eurazeo, contribuent à « moderniser » la cité plus sûrement et plus discrètement que tous les « dévitaliseurs ». Cette métamorphose, tous les anciens secteurs populaires des mégapoles européennes la connaissent ou l'ont connue : la Bastille à Paris, la Croix-Rousse à Lyon, les Marolles à Bruxelles, etc. Et il s'agit moins d'une « métamorphose » subite, avec un afflux foudroyant de personnes dotées de hauts revenus (ceux que les statisticiens appellent les « CSP + »), qui chasseraient les prolétaires, que d'une « évolution » étalée dans le temps et qui recourt à des agents intermédiaires.

Les géographes Christophe Guilluy et Christophe Noyé nous offrent ainsi la recette d'une gentrification réussie en « cinq étapes » : « 1. Déclin des ouvriers, remplacés par les employés, et arrivée des pionniers : artistes, étudiants, squats alternatifs ; 2. Valorisation du quartier, développement des lieux culturels : bars branchés, galeries d'art, salles de spectacles... ; 3. Arrivée des cadres supérieurs, poursuite du déclin des ouvriers, baisse des employés ; 4. Forte progression des cadres supérieurs, fort déclin des classes populaires, éviction des populations pionnières ; 5. Opérations immobilières par des promoteurs, réaménagement urbain : rues piétonnes, jardins, pistes cyclables (6)... »

Le « quartier ouvrier » accouche d'un « quartier embourgeoisé (7) » avec, comme le note le sociologue Jacques Donzelot, « un style de vie où émergent les cafés et restaurants du monde entier », les salles de concert, les boutiques d'art africain, autant de « signes du prestige que les promoteurs ont appris à manier pour conférer à certains lieux cette marque du "global" qui attirera les candidats à cette communauté mondiale (8) ». De quoi construire une « image "fun" de la ville », renchérit l'historien Alèssi dell'Umbria : avec la « disparition du travail au profit du service et des travailleurs au profit des serveurs, l'espace se trouve peu à peu occupé par la culture et le tourisme, le centre devient une zone commerciale d'un genre particulier, consacrée au divertissement des classes moyennes, pour qui restaurants, bars branchés et expositions balisent un parcours sans aspérité (9) ».

La culture joue son rôle d'alibi, et le consensus régnant autour d'elle, de son industrie, de son cosmopolitisme, de ses sanctuaires (qui prendrait le risque de s'opposer à l'implantation d'une scène ou d'une bibliothèque, même si l'Opéra à Bastille et le Musée de la charité au Panier servirent de fers de lance à la « reconquête » immobilière de ces quartiers ?) masque les rapports de forces sociaux, déguise les desseins financiers sous les oripeaux du « cool » et du « sympa ». D'autant que les acteurs culturels, le « milieu des architectes, des photographes, du cinéma, du théâtre (10) », ces détenteurs de capital intellectuel (diplômes) – et pas seulement les détenteurs du capital tout court -, tirent un bénéfice concret de ces « rénovations ». Ils sont les premiers à profiter de la proximité avec l'emploi tertiaire, des gares TGV et des autres équipements. Voilà qui explique sans doute, pour partie, la faible contestation publique de cette dynamique urbaine : les professionnels de la représentation sont « mouillés » dans cette histoire en cours.

Le mutisme demeure général, et pourtant le phénomène prend de l'ampleur, ne se limite plus à Paris, Lyon et Marseille. Toutes les « capitales régionales », toutes les préfectures de département sont désormais atteintes. D'abord, l'immobilier a flambé partout : + 12,2 % à Tours en 2005, + 16,7 % à Angers, + 14,5 % à Besançon. Les propriétaires ont doublé leur patrimoine en moins de dix ans – via, notamment, dans les villes, la multiplication des chambres pour étudiants, et dans bien des campagnes la prolifération des résidences secondaires. Mais, surtout, les municipalités s'emploient à gentrifier, par peur d'apparaître « en retard », « à la traîne », toujours pas « dans la cour des grands », etc. Loin de freiner le marché, de le retenir, la volonté politique vient l'accélérer et le soutenir.

En langage d'élus locaux, cet impératif se prononce : « attirer des cadres ». De Rennes à Millau, en passant par Valenciennes, les collectivités s'y échinent, tandis qu'à Nancy « les entreprises recherchent un quartier branché et la possibilité d'y attirer des cadres », et qu'à Amiens une « cellule d'accueil spécialisée » se targue d'un relatif succès avec « l'arrivée de quelque six cents cadres chaque année (11) ».

Bien sûr, cette dernière ville demeure peuplée, en majorité, d'ouvriers et d'employés. Mais, de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Paul-Claudet à la Hotoie, jusqu'à la Fosse-au-Lait ou Saint-Maurice, hier pollués par les teintureriers et peuplés d'ouvriers spécialisés (OS), les panneaux apposés sur les immeubles en construction, ou plantés dans un sol qui attend sa coulée de béton, signalent un « programme résidentiel de standing », des appartements avec « vidéophone, ascenseur,

terrasses-loggias, TV par satellite », et « avec les avantages fiscaux loi Besson » – ceci alors que la construction de logements sociaux, elle, stagne, malgré six mille demandes en attente et un office HLM qui conseille aux couples avec enfants, pour être hébergés avant un an, de se tourner vers les foyers d'urgence (12). Voilà le sens du mouvement, voilà pour qui on construit la ville aujourd'hui, et pour qui on ne la construit pas (13). Voilà pour qui M. Gilles de Robien, maire d'Amiens et ministre de l'éducation, prononce dans son hôtel de ville un discours qui élève les « nouveaux cadres », et eux seuls, au rang de « pâte humaine », organise des « Nuits blanches » techno avant-gardistes, singeant les soirées parisiennes.

Car, pour « bien vendre la ville » à la néobourgeoisie, il faut à la fois la « délivrer de ses "défauts", la désencombrer, l'embellir, y réduire le bruit, la circulation, les mauvaises odeurs, les mauvaises rencontres », mais aussi y ajouter des « signes de prestige » synonymes de loisirs et de consommation chic. Confirmant cette citoyenneté à géométrie variable, l'adjoint à l'urbanisme de la ville d'Amiens, M. Hubert Henno, explique : « On va accueillir des chercheurs, des laboratoires pharmaceutiques veulent s'implanter... Donc, on va leur bâtir des résidences confortables, ce sont des gens qui ont besoin de calme, d'être bien logés. » Car les autres n'ont besoin ni de calme ni d'être bien logés...

Les publicitaires placent les cadres dans leur cœur de cible. Les radios, les quotidiens, les magazines s'arrachent cette clientèle. Le candidat socialiste à la présidentielle en 2002, M. Lionel Jospin, n'osait pas prononcer le mot « ouvrier », réservant son attention aux « classes moyennes » que, de son côté, M. Dominique Strauss-Kahn qualifiait de « groupe intermédiaire, constitué en immense partie de salariés, avisés, informés et éduqués, qui forment l'armature de notre société ». Il précisait même : « Du groupe le plus défavorisé, on ne peut malheureusement pas toujours attendre une participation sereine à une démocratie parlementaire. Non pas qu'il se désintéresse de l'histoire, mais ses irruptions s'y manifestent parfois dans la violence (14). » La ville et ceux qui la décident, ceux qui la dessinent, n'échappent pas à cette idéologie.

La géographie urbaine réfléchit les rapports de production. Il fallait des corons, aux patrons du XIX^e siècle, pour fixer près de leurs usines une main-d'œuvre trop vagabonde. Il fallait des HLM, durant les « trente glorieuses » (1945-1975), pour achever l'exode rural, pour amener petites mains et gros bras à portée de cyclomoteur des zones industrielles. Avec un marché du travail ouvert jusqu'à Varsovie, avec des fabriques qui se délocalisent à Dacca ou à Pékin, les prolétaires n'apparaissent plus comme essentiels au fonctionnement économique. Par ailleurs, avec un chômage (officiel) à 9 %, des études qui se sont démocratisées, les entreprises n'ont guère de mal à recruter des employés et des petits cols blancs. Inutile de les « attirer », de leur promettre une « qualité de vie » conforme à leurs attentes ; s'ils travaillent, c'est déjà beau. Reste donc à conquérir une élite, désignée comme les « producteurs de richesses »...

Avec cette course aux « CSP + », s'agit-il d'une nécessité – ces cadres drainant des emplois moins qualifiés à leur suite ? Ou d'un tropisme social, d'une politique de classe : des dirigeants favorisant les arrivants qui leur ressemblent, recherchant la compagnie d'assureurs, de chirurgiens, d'avocats, d'informaticiens comme eux et leurs enfants ? Un peu de l'un et beaucoup de l'autre, sans doute.

Cette ségrégation résidentielle génère une fracture scolaire, professionnelle, ethnique, etc., mais aussi dans le débat démocratique. Concentrés près du centre-ville et des lieux de décision, les heureux élus des médias, de l'économie, de la culture, de la politique vivent des rapports d'endogamie, incestueux. Ces riches autistes, omniprésents, omnipotents, éclipsent un pays que l'on n'aperçoit plus, que l'on n'écoute pas. Reléguées à l'écart des partis, des syndicats, des associations – dont les sièges et l'activité demeurent au cœur des villes –, les couches populaires apparaissent « de plus en plus en retrait de la sphère publique (15) ». Et les cartes de l'abstention recouper celles de ces « périphéries aphones », trop éloignées pour que le centre entende encore leurs « voix ».

(1) Terme dérivé de l'anglais, la gentry étant l'aristocratie britannique non titrée. Par extension, gentrification signifie embourgeoisement.

(2) Données citées par l'hebdomadaire économique *TPBM* (Marseille) du 12 novembre 2003, et reprises dans un tract de la CGT chômeurs, fort active sur ce terrain.

(3) Chiffre au 1^{er} juillet 2004, d'après l'Observatoire de la demande en logement social des Bouches-du-Rhône (Marseille).

(4) Votées en 1948, ces lois réglementaient les loyers à un niveau très faible, pour protéger les locataires installés contre une augmentation brutale des prix.

(5) Les citations de ce paragraphe sont extraites respectivement du *Matin* (9 novembre 1985), du *Nouvel*

Observateur (22 février 2001), du *Figaro* (18 novembre 2003) et de *Libération* (30 septembre 2004). Bruno Le Dantec les a recensées et référencées dans l'ouvrage *Psychogéographie*, Le Point du jour Editeur, Paris, 2005.

(6) Christophe Guilluy et Christophe Noyé, *Atlas des nouvelles fractures sociales en France*, Autrement, Paris, 2004.

(7) *Ibid.*

(8) Jacques Donzelot, « La ville à trois vitesses », *Esprit*, Paris, mars-avril 2004. Il est significatif que ce soit un vocable dérivé de l'anglais, l'espéranto de la mondialisation, qui désigne ce processus – gentrification – et ce nouveau genre de bourgeois – les gentrificateurs.

(9) Alèssi Dell'Umbria, *Histoire universelle de Marseille*, Agone, Marseille, 2006.

(10) Anne Clerval, « Le logement et l'habitat, éléments-clés du processus de gentrification », communication au colloque « Le logement et l'habitat comme objets de recherche ». Dans cette étude, la chercheuse a interrogé les gentrificateurs qui achètent dans le faubourg Saint-Antoine, à Paris.

(11) *Le Point*, Paris, 5 février 2004. Une rapide recherche sur Google confirme que la plupart des villes, même de taille moyenne (Roanne, Abbeville, etc.), disposent d'une « cellule d'accueil des cadres ». En revanche, lorsqu'on inscrit « cellule d'accueil des ouvriers », ou « des intérimaires », on obtient pour seule réponse : « *Aucun document ne correspond aux termes de recherche spécifiés* ».

(12) *Fakir*, Amiens, mai 2006.

(13) Ceux, en particulier, dont l'emploi a disparu et dont le pouvoir d'achat a été atteint.

(14) Dominique Strauss-Kahn, *La Flamme et la Cendre*, Grasset, Paris, 2002. Lire « Flamme bourgeoise, cendre prolétarienne », *Le Monde diplomatique*, mars 2002.

(15) Christophe Guilluy et Christophe Noyé, *op. cit.*

<http://www.monde-diplomatique.fr/2007/01/RUFFIN/14323> - JANVIER 2007

Une visite aux monuments de Passaic, New Jersey

Il rit doucement. Je sais. Il n'y a pas d'issue. Pas moyen de franchir la Barrière. Peut-être qu'au fond je ne le veux pas vraiment. Mais ça - ça -. Il fixe le monument. « Il semble parfois qu'il y ait quelque chose qui cloche complètement. Je n'arrive pas à me l'expliquer. C'est la cité tout entière. J'ai l'impression de perdre les pédales. Et puis, il y a ces éclats soudains. »
Henry Kuttner, *Jesting Pilot*

... Ainsi nos appareils rudimentaires reproduisent-ils à leur manière notre univers d'aujourd'hui charpenté et bodigeonné à la hâte.
Vladimir Nabokov, *Invitation au supplice*

ART : THEMES AND THE USUAL VARIATIONS (ART : THEMES ET VARIATIONS HABITUELLES)



Samuel F.B. Morse, **Paysage allégorique**, exposé à la galerie Marlborough - Gerson

Le samedi 30 septembre 1967, j'allai au Port Authority Building à l'angle de la 41^e Rue et de la 8^e Avenue. J'y achetai le *New York Times* et *Earthworks*, de Brian W. Aldiss, en livre de poche Signet. Ensuite j'allai au guichet 21 et y demandai un aller simple pour Passaic. Puis je grimpai au niveau Autobus (travée 173) et montai à bord du 30 de l'Inter-City Transportation Co.

Je m'assis et ouvris le *Times*. Je jetai un coup d'œil sur la rubrique Arts : un « Choix de collectionneurs, critiques, conservateurs » à la Galerie A.M. Sachs (au courrier, ce matin, il y avait une lettre m'invitant « à jouer le jeu avant la fermeture de l'expo, le 4 octobre ») ; Walter Schatzki proposait « Lithos, Dessins, Aquarelles » avec un « rabais de 33,1/3 % » ; Elinor Jenkins, « Réaliste romantique », exposait aux Galeries Barzansky ; vente de mobilier anglais XVIII^e-XIX^e siècles chez Parke-Bernet ; « Nouvelles tendances des estampes allemandes » au Goethe Institut ; et, page 29,

la rubrique de John Canaday. Il écrivait sur *Thèmes et Variations habituelles*. J'examinai une reproduction empâtée de *Paysage allégorique*, par Samuel F.B. Morse, en tête de l'article de Canaday ; le ciel était d'un gris nuance papier-journal, tandis que les nuages avaient sensiblement l'air de marques de sueur évoquant un célèbre aquarelliste yougoslave dont le nom m'échappe. Bras droit levé, une petite statue regardait un étang (à moins que ce ne fût la mer ?). Dans l'allégorie, des bâtiments « gothiques » avaient un aspect défraîchi, et un arbre superflu (à moins que ce ne fût un nuage de fumée ?) semblait gonfler sur la gauche du paysage. Canaday disait du tableau qu'il « tenait parfaitement sa place à côté d'autres représentations allégoriques des arts, des sciences et autres idéaux élevés dont l'université favorise l'épanouissement ». Mes yeux trébuchèrent sur la page du journal et sur des titres tels que « Boom saisonnier », « Un service d'échanges » et « Déplacer une sculpture de

500 kilos peut aussi être une belle œuvre d'art ». Durant la traversée de Secaucus, je fus ébloui par d'autres perles de Canaday. « Modelages en cire de viande crue infestée de vermine » (Paul Thek), « Mr Bush et ses collègues perdent leur temps » (Jack Bush), « un livre, une pomme sur une soucoupe, un torchon froissé » (Thyra Davidson). Devant la fenêtre de l'autobus, passa en trombe la façade d'un motel Howard Johnson, symphonie fugitive orange et bleu. A la page 31, en gros caractères : MONTEE DE L'ETAT POLLICIER DANS LE GOUVERNEMENT-ESPION D'AMERIQUE. « Dans ce livre, vous apprendrez... ce qu'est un transmetteur d'infinité ».

L'autobus quitta la nationale 2 pour s'engager sur *Orient Way* dans Rutherford.

Je lus la bande-annonce d'*Earthworks* et feuilletai le livre. La première phrase disait : « Le cadavre d'un homme dérivait, poussé par la brise. » Il était question, semblait-il, de pénurie de sol et le livre se rapportait à la fabrication de sols artificiels. Au-dessus de Rutherford, le ciel était d'un bleu cobalt clair, une parfaite journée d'été indien, mais dans *Earthworks*, le ciel était un « grand bouclier noir et brun tout luisant d'humidité ».

L'autobus dépassa le premier monument. Je tirai le cordon de sonnette et descendis à l'angle d'Union Avenue et River Drive. Le monument, c'était un pont sur la rivière Passaic, reliant le comté de Bergen à celui de Passaic. Le soleil de midi « cinémaïsait » le site, faisant du pont et de la rivière une image surexposée. A le photographier avec mon *Instamatic 400*, c'était comme si je photographiais une photographie. Le soleil était devenu comme une espèce d'ampoule monstrueuse projetant dans mon œil une série de plans fixes à travers l'Instamatic. En marchant sur le pont, c'était comme si je marchais sur une énorme photographie faite de bois et d'acier

et, dessous, la rivière se présentait comme une énorme pellicule cinématographique qui n'eût rien montré d'autre qu'un blanc continu.

La route en acier qui passait au-dessus de l'eau était une grille à claire-voie, flanquée de passerelles en bois et tenue par tout un ensemble de poutrelles, tandis qu'au-dessus il y avait un treillis branlant. Un écriteau rouillé éblouissait dans l'atmosphère crue, ce qui le rendait difficile à lire. Une date brilla dans le soleil... 1899... Non... 1896 peut-être (au bas du métal rouillé et aveuglant, il y avait un nom : Dean & Westbrook Contractors, N.Y.). J'étais complètement sous l'empire de l'Instamatic (ou ce que les rationalistes appellent un appareil-photo). L'air vitreux du New Jersey faisait ressortir les structures du monument, tandis que je prenais photo sur photo. Tout en avançant vers le pont, une péniche paraissait fixée à la surface de l'eau, et amena le gardien du pont à en fermer les portes. Des berges de Passaic, je regardai le pont pivoter sur un axe central pour laisser une forme rectangulaire inerte passer avec son chargement inconnu. L'extrémité Passaic (ouest) du pont tourna vers le sud, et l'extrémité Rutherford (est) tourna vers le nord. Ces rotations faisaient penser aux mouvements limités d'un monde dépassé. Comme deux pôles, le « Nord » et le « Sud » se trouvaient en suspens au-dessus du fleuve immobile. On pourrait appeler ce pont le « Monument des orientations disloquées ».

Le long des berges du Passaic, il y avait de nombreux monuments de moindre importance, comme les butées en béton supportant les bas-côtés d'une route en construction. River Drive était en partie passée au bulldozer, en partie intacte. Il était difficile de distinguer la nouvelle route de l'ancienne ; elles se confondaient en un seul et même chaos. Comme c'était samedi, la plupart des engins étaient au repos. Cela les faisait ressembler à des créatures préhistoriques enlées dans la boue, ou, mieux encore, à des machines disparues, des dinosaures mécaniques écorchés. En bordure de ce préhistorique âge de la Machine, il y avait des pavillons de banlieue d'avant et d'après la Seconde Guerre mondiale. Les maisons se miraient dans cette absence de couleurs. Une bande d'enfants se lançait des pierres près d'un fossé. « A partir de maintenant, je vous interdis de venir dans notre cachette. C'est pour de bon ! », cria une petite blonde qui venait d'être frappée par une pierre.



Carte en négatif montrant la région des monuments le long du fleuve Passaic

Comme je marchais sur ce qui restait de River Drive en direction du nord, j'aperçus un monument au milieu de la rivière, une drague à suction reliée à un long tuyau. Celui-ci était soutenu en partie par un système de pontons, tandis que le reste courait le long de la rive sur une centaine de mètres avant de disparaître sous terre. On pouvait entendre le fracas des débris s'entrechoquant dans l'eau à travers le grand conduit.

A côté, sur la berge, il y avait un cratère artificiel plein d'une eau limpide et pâle, et des bords du cratère dépassaient six grands tuyaux recrachant cette eau dans la rivière, telle une fontaine monumentale faite de six cheminées horizontales submergeant la rivière d'une fumée liquide. Le grand conduit était mystérieusement relié à la fontaine infernale. C'était comme si, en sodomisant secrètement quelque orifice technologique caché, il avait provoqué l'orgasme d'un organe sexuel monstrueux (la fontaine). Un psychanalyste dirait sans doute que le paysage manifestait des « tendances homosexuelles », mais, pour ma part, je ne tirerai pas de conclusions aussi grossièrement anthropomorphiques. Je me contenterai de dire : « C'était là ».

De l'autre côté de la rivière, en provenance de Rutherford, on pouvait entendre la voix assourdie d'un système de sonorisation et les clameurs atténuées d'une foule assistant à un match de football. De fait, le paysage n'en était pas un, c'était plutôt « une forme particulière d'héliotypie » (Nabokov), une espèce de monde de carte postale en voie d'autodestruction, d'immortalité ratée et de grandeur oppressante. J'avais erré dans un monde imaginaire que je ne parvenais pas bien à imaginer, mais à l'instant où je devenais perplexe, j'aperçus un écriteau vert qui expliquait tout :

ICI VOTRE IMPOT ROUTIER 21

AU TRAVAIL

Fonds d'investissement routier fédéral	Ministère du Commerce Service des Routes
2.867.000	Fonds routier d'Etat
	2.867.000

Direction des Routes de l'Etat du New Jersey.

Ce panorama zéro paraissait contenir des ruines à l'envers, c'est-à-dire toutes les constructions qui finiraient par y être édifiées. C'est le contraire de la « ruine romantique », parce que les édifices ne

tombent pas en ruines après qu'ils aient été construits, mais qu'ils s'élèvent en ruines avant même de l'être. Cette mise en scène anti-romantique évoque l'idée discréditée du temps, et bien d'autres choses « démodées ». Mais les banlieues existent sans passé rationnel, en dehors des « grands événements » de l'histoire. Oh, il peut bien y avoir quelques statues, une légende et deux ou trois curiosités, mais pas de passé, seulement ce qui passe pour un futur. Une utopie sans fond, un endroit où les machines demeurent inemployées et où le soleil s'est vitrifié, où la Passaic Concrete Plant (253, River Drive) fait de bonnes affaires dans PIERRE, BITUME, SABLE et CIMENT. Comparé à New York qui donne une impression de grande densité, Passaic paraît plein de « trous » ; en un sens, ces trous sont les lacunes monumentales qui évoquent, sans le vouloir, les traces d'un ensemble de futurs à l'abandon. Ce sont de ces futurs que l'on trouve dans les films d'Utopie de série B, et qui sont ensuite imités par le banlieusard. Les vitrines de City Motors, le concessionnaire de voitures, proclament l'existence de l'Utopie sous le signe des PONTIAC 1968 GRAND EMPATTEMENT – Executive, Bonneville, Tempest, Grand Prix, Firebirds, GTO, Catalina et Le Mans – laquelle incantation visuelle marquait la fin du chantier routier.

Puis, je descendis vers des parcs de voitures d'occasion. Je dois dire que la situation semblait quelque peu changée. Étais-je sur un nouveau territoire ? (Un artiste anglais, Michael Baldwin, se demande « si on peut dire effectivement que le paysage change, en tout cas pas dans le sens où le font les feux tricolores ».) Peut-être avais-je glissé à un niveau inférieur de futurité. Avais-je quitté le vrai futur pour progresser dans un faux futur ? Oui, assurément. La réalité était derrière moi à ce stade de mon odyssee suburbaine.

Le centre de Passaic se présentait avec toutes les apparences d'une morne adjonction. Chaque « magasin » y était une adjonction jusqu'à celui d'après, une chaîne d'adjonctions déguisées en magasins. Je commençais à être à court de pellicules et j'avais faim. En réalité, le centre de Passaic n'en était pas un ; c'était plutôt une sorte d'abîme-type ou de vide quelconque. Quel emplacement formidable pour une galerie ! Ou bien peut-être qu'une « exposition de sculpture en plein air » y apporterait un peu d'animation.

Au restaurant du Carrosse d'or (11, avenue Centrale), je déjeunai et rechargeai mon Instamatic. J'examinai la boîte jaune-orange Kodak vérichrome Pan où je lus une notice disant :

LIRE CETTE NOTICE :

Cette pellicule sera remplacée en cas de défaut de fabrication, d'étiquetage ou de conditionnement, en cas de négligence de notre part ou pour toute autre cause. A part cela, la vente ou toute manipulation ultérieure ne font l'objet d'aucune garantie ou assurance. EASTMAN KODAK COMPANY. NE PAS OUVRIER CET ETUI OU VOS PHOTOS RISQUENT D'ÊTRE ENDOMMAGÉES – 12 POSES – FILM DE SECURITE – ASA 125 22 DIN.

Après cela, je retournai à Passaic, à moins que ce ne fût l'au-delà : d'après ce que j'en connaissais, cette banlieue sans imagination aurait bien pu être une éternité sans grâce, une médiocre copie de la Cité des Immortels. Mais qui suis-je donc pour nourrir de pareilles pensées ? Je marchai à travers un parc à voitures recouvrant l'ancienne voie ferrée qui traversait autrefois le centre de Passaic. Ce parking monumental divisait la ville en deux, comme un miroir et son reflet, le miroir ne cessant d'échanger sa place avec le reflet. On ne savait jamais de quel côté du miroir on pouvait bien être. Il n'y avait rien d'intéressant, ni même de curieux, et pourtant ce monument plat renvoyait à une espèce de cliché d'infini. Peut-être que les « secrets de l'univers » sont tout aussi prosaïques, pour ne pas dire lugubres. Tout cet endroit baignait dans une atmosphère insipide, pleine de carrosseries brillantes : elles succédaient les unes aux autres dans cette nébulosité ensoleillée. Indifférents, les arrières de toutes ces voitures renvoyaient les rayons d'un soleil d'après-midi fatigué. Je pris mollement quelques clichés entropiques de ce monument lustré. Si le futur est « désuet » et « démodé », alors j'avais fait une incursion dans le futur. Je m'étais trouvé sur une planète où était tracée la carte de Passaic, une carte imparfaite, à dire vrai. Une carte sidérale marquée de « lignes » de la largeur des rues, et de « carrés » et de « blocs » de la dimension des bâtiments. A tous moments, le sol en carton-pâte aurait pu s'ouvrir sous mes pieds. Je suis convaincu que le futur s'est perdu, quelque part dans la décharge d'un passé non historique ; il est dans les journaux d'hier, dans les annonces bêtes des films de science-fiction, dans le faux miroir de nos rêves abandonnés. Le

temps transforme les métaphores en choses et les empile dans des chambres froides, ou les place sur les terrains de jeu célestes des banlieues.

En lieu et place de Rome, Passaic est-elle devenue la Cité Eternelle ? Si certaines villes du monde étaient mises bout à bout, en fonction de leur taille et en commençant par Rome, où serait Passaic dans cette impossible progression ? Chaque ville serait un miroir en trois dimensions dont le reflet ferait exister la suivante. Les limites de l'éternité semblent receler de telles idées scélérates.

Le dernier monument était un bac à sable, ou une maquette de désert. Sous la lumière morte d'un après-midi à Passaic, le désert devint une carte de désintégration et d'oubli infinis. Ce monument d'infimes particules flamboyant sous la lueur d'un soleil morne. Il évoquait la dissolution maussade de continents entiers, l'assèchement d'océans ; disparues les vertes forêts et les hautes montagnes : tout ce qui avait existé n'était plus que des millions de grains de sable, un immense amas d'os et de pierre pulvérisés. Chaque grain de sable était une métaphore morte, en guise d'intemporalité, et pour déchiffrer pareilles métaphores, il aurait fallu traverser le faux miroir de l'éternité. D'une certaine manière, ce bac à sable se dédoublait en tombe ouverte, une tombe dans laquelle les enfants jouent gaiement.

... Tout sens de la réalité avait disparu. A sa place s'étaient installées de profondes illusions, des hallucinations, l'absence de réaction pupillaire à la lumière, de réflexe rotulien – tous les symptômes d'une méningite générale en plein progrès : l'occlusion du cerveau.

Louis Sullivan

« L'un des plus grands de tous les architectes »

Cité dans *Mobile*, de Michel Butor

J'aimerais maintenant établir l'irréversibilité de l'éternité au moyen d'une expérience toute simple qui prouve l'entropie. Imaginez le bac à sable divisé en deux avec, d'un côté, du sable noir et, de l'autre, du sable blanc. Prenons un enfant et faisons-le courir dans le bac cent fois dans le sens des aiguilles d'une montre, jusqu'à ce que le sable se mélange et commence à devenir gris ; ensuite, faisons-le courir en sens inverse ; cela n'aboutira pas à rétablir la division initiale, mais à davantage de gris et à une entropie accrue.

Certes, si on filmait une telle expérience, on pourrait faire la démonstration de la réversibilité de l'éternité en montrant le film à l'envers, mais tôt ou tard, ce serait le film qui se désagrègerait ou serait perdu, pour finir dans l'état d'irréversibilité. Ceci incite à penser que le cinéma permet d'échapper de façon illusoire ou temporaire à la disparition. La fausse immortalité

du film donne au spectateur une illusion de contrôle sur l'éternité, mais les « superstars » fondent aussi.

« A Tour of the Monuments of Passaic, New Jersey », publié sous le titre « The Monuments of Passaic », in *Arforum*, décembre 1967. Reproduit in *The Writings of Robert Smithson*, pp. 52-57.

1. Ed. Gallimard, Paris, 1962, p. 89.

